TRENTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 11377 — SAMEDI 22 AOUT 1981

Au Portugal

M. Balsemao accepte de former le gouvernement

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Telex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les perspectives de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN

La procédure d'intégration de l'Espagne à l'OTAN vient d'être mise en marche. Après le conseil des ministres du 20 août, le gouvernement de Madrid va consulter le Conseil d'Etat et soumettra au Parlement un projet de loi qui serait débattu dès la rentrée des Cortès en septembre. La décision, prise à la majorité simple, n'est guère douteuse.

Les socialistes et les communistes n'ont jamais caché leur hostilité et ont demandé qu'un changement aussi important soit soumis à référendum, ou tout au moins ne puisse intervenir qu'après approbation par une « majorité spéciale » aux Cortès. L'opinion publique est traditionnellement sensible aux thèses neutralistes que défendaient à la fois le franquisme et l'opposition de gauche. Mais les socialistes, même s'ils ont annoncé qu'avec une majorité suffisante aux élections de 1983 ils retireraient l'Espagne de l'OTAN, reconnaissent qu'une telle mesure serait difficilement réalisable.

Le gouvernement de Madrid entend adhérer « complètement » à l'OTAN, c'est-à-dire à la fois aux organismes politiques et militaires de l'alliance. Mais il demandera qu'aucun armement nucléaire ne soit fabriqué ou entreposé sur le territoire espagnol, y compris dans les quatre bases américaines. Restriction particulièrement grave pour la base de Rota, près de Cadix, aménagée pour accueillir des sous-marins équipés d'ogives nucléaires.

Découlant de l'intégration complète de l'Espagne au monde occidental, cette adhésion à l'OTAN mettra fin au tête-à-tête inégal avec Washington dans le domaine militaire. Elle va en même temps impliquer l'Espagne, jusqu'alors à l'écart des conflits mondiaux, dans tout affrontement Est-Ouest. Pour l'U.R.S.S., une telle mesure modifiera l'équilibre des forces en Europe.

Quelle influence aura sur l'armée l'intégration à l'OTAN ? Du côté gouvernemental, on semble estimer que, sortant de son ghetto et nouant contact avec les forces militaires des pays voisins, ses secteurs les plus ouverts à la démocratie en seront renforcés. Les opposants invoquent les précédents de la Grèce et de la Turquie et rappellent qu'après la tentative de putsch du 23 février, la réaction du département d'Etat (« une affaire intérieure », disait M. Haig) montrait que les Etats-Unis, s'ils appuient aujourd'hui le système démocratique, s'accommoderaient sans trop de difficultés d'un régime qui le serait moins.

Quant aux milieux militaires occidentaux, ils considèrent que l'adhésion de l'Espagne présenterait un intérêt réel du fait de la position stratégique de ce pays sur le flanc sud-ouest de l'Europe (outre l'utilisation des Canaries), mais n'apporterait guère d'avantages en ce qui concerne la collaboration des forces armées. Plus avancées techniquement, la marine et l'aviation peuvent s'intégrer sans problèmes. Mais l'armée de terre, traditionnellement entraînée pour combattre « l'ennemi intérieur », souffrant du nombre excessif et de la moyenne d'âge élevée de maints officiers maintenus en poste pour des raisons politiques, ne serait guère opérationnelle au niveau international.

Les répercussions des transformations ainsi rendues nécessaires précipiteront sans doute des changements de structure que le poids des héritages et le respect des équilibres politiques ont jusqu'alors entravés, ou ralentis.

Paris et Bagdad vont développer leur coopération y compris dans le domaine nucléaire

nous déclare M. Tarek Aziz vice-premier ministre irakien

La visite à Paris du vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, s'est achevée jeudi soir 20 août à la satisfaction des deux pays, qui ont décidé d'approfondir leur coopération dans tous les domaines, y compris nucléaire, comme l'indique le communiqué publié par l'hôtel Matignon.

Au cours de son séjour, le dirigeant irakien a été reçu par M. Mitterrand, par le premier ministre, M. Pierre Mauroy ainsi que par MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, Michel Jobert, Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement, respectivement ministres d'Etat au commerce extérieur, au Plan et à la recherche, Alain Savary, ministre de l'éducation, Charles Hernu, ministre de la défense, Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, absent de Paris, s'est fait excuser.

M. Jobert se rendra à Bagdad les 3 et 4 octobre pour participer aux travaux de la commission mixte franco-irakienne, et M. Tarek Aziz a tenu à souligner que « M. Mitterrand et tous les responsables français seront accueillis en amis en Irak quand ils le souhaiteront ».

M. Tarek Aziz est rayonnant : « *Ma mission à Paris a été couronnée de succès* », répète-t-il au cours du long entretien qu'il a bien voulu nous accorder. Le vice-premier ministre irakien explique qu'il avait été chargé par le président Saddam Hussein de « *prendre contact avec les membres de la nouvelle équipe dirigeante française, de les écouter attentivement, de leur exposer les vues de Bagdad, et de tisser avec eux des liens personnels* ».

Il n'a pas été déçu, loin de là. En moins de quarante-huit heures, les 19 et 20 août, il a été longuement reçu par le chef de l'Etat et par « *tous ceux qui comptent dans la nouvelle administration* ».

M. Tarek Aziz, fidèle compagnon et homme de confiance du président Saddam Hussein, ajoute que tous ses interlocuteurs français lui ont réservé « *un accueil amical* », l'ont assuré de leur volonté « *de poursuivre et de développer les relations bilatérales dans tous, je dis bien tous, les domaines* ». Le président Mitterrand, « *féru de l'histoire des civilisations* », a insisté sur les échanges culturels. D'autres que lui ont évoqué les dispositions de la France à participer à la réalisation de divers projets économiques.

Le vice-premier ministre irakien se réfugie derrière le « *secret militaire* » en évoquant ses conversations avec le ministre de la défense. Il confirme que M. Hernu est disposé à accroître les ventes d'armements au gouvernement baassiste (*le Monde* du 21 août). Il se montre surpris quand on lui rappelle que le gouvernement socialiste n'est pas favorable, en principe, à la conclusion de nouveaux contrats dans ce domaine. « *Je n'ai entendu nulle part de tels propos* », dit-il, avant de rappeler à son tour : « *Les sources d'approvisionnement de l'Irak sont très diversifiées, et la France n'est que l'un de nos très nombreux fournisseurs.* »

« Ne dépendez-vous pas davantage de la France depuis que l'U.R.S.S. a interrompu ses livraisons d'armements ?

— Je ne peux rien dire à ce sujet, sinon que nos relations avec les Soviétiques tendent à s'améliorer, malgré leur parti pris de neutralité dans le conflit armé qui nous oppose à l'Iran. »

M. Tarek Aziz est tout aussi discret sur le chapitre de la reconstruction du centre nucléaire de Tamuz détruit par l'aviation israélienne, le 7 juin dernier. Il assure seulement qu'un « *accord de principe* » est acquis : « *La France fournira à l'Irak, comme par le passé, les moyens de développer sa technologie nucléaire à des fins pacifiques.* »

Propos recueillis par
ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

NOMBRES

Les chiffres ronds balisent nos craintes et nos espérances. De cap en cap, de barrière symbolique en palier redouté, nous naviguons, suspendus à des nombres entiers.

On annonce pour la fin de l'année deux millions de chômeurs. M. Mitterrand vient d'achever les cent premiers jours de son septennat. On a frémi du dollar à 6 francs. Au 110 mètres haies, le mur des treize secondes est franchi. Le baril de pétrole hésite autour de 35 dollars. Il y a treize ans à Prague... Et puis, à Belfast, on en est à dix morts dans les prisons de Sa Gracieuse Majesté.

En France, le best-seller de l'été est un livre sur Nostradamus. On comprend que les lecteurs cherchent à savoir si nous passerons le cas de l'an 2000 entiers ou décimés.

BRUNO FRAPPAT.

La nationalisation des cinq groupes industriels ne concernerait que les maisons-mères

Le comité interministériel, mis en place au mois de juillet pour élaborer les textes de la loi de nationalisation, a tenu une nouvelle réunion, jeudi 20 août, sous la présidence du premier ministre, M. Pierre Mauroy. Il a notamment défini les grandes lignes de la procédure de nationalisation des cinq groupes industriels (C.G.E., Thomson-Brandt, P.U.K., Saint-Gobain, Rhône-Poulenc). Il semble acquis que seules les maisons mères seront nationalisées. Un prochain comité devrait se pencher sur le dossier des banques, jeudi 27 août.

Le calendrier de ces nationalisations se précise peu à peu. Ainsi les textes du projet de loi définitif devraient être examinés et approuvés par le conseil des ministres du 16 septembre. Ils seraient ensuite déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale, afin que les parlementaires en commencent l'examen le 8 octobre. Compte tenu des navettes entre l'Assemblée et le Sénat, le gouvernement espère que la loi définitive sera votée à la mi-novembre, ce qui permettrait de mettre en place les nouvelles structures avant la fin de l'année.

L'attente des cadres

I. — Puisqu'il faut s'y résoudre

par FRANÇOIS SIMON

Des cadres par milliers, des cadres supérieurs par centaines attendent l'arme au pied de connaître le sort qui leur sera réservé. Depuis le 9 juillet, date du discours-programme de M. Mauroy, ils savent qu'ils appartiennent à un de ces groupes sur lesquels l'Etat a jeté son dévolu. Ils seront « *nationalisés* ». Curieusement, cette confirmation donnée par le premier ministre du haut de la tribune de l'Assemblée nationale les a — pour la plupart — laissés pantois. C'est en 1978, à la veille des élections législatives, qu'ils avaient connu le grand frisson — de la peur pour la majorité — du changement inéluctable. Des directions anxieuses avaient alimenté leurs craintes par de multiples recommandations, voire par des appels à la résistance. Les nationalisations, il est vrai, étaient alors au cœur du débat, et nul n'imaginait, compte tenu du poids des communistes, qu'elles pourraient ne pas être réalisées en cas de victoire de la gauche, même si de profondes divergences étaient apparues à ce propos entre les signataires du programme commun.

Passée la grande peur de 1978, chacun s'en retourne à ses affaires jusqu'au 26 avril 1981, date du premier tour de l'élection présidentielle, marqué par l'échec du parti communiste. Il n'est pas douteux que cet événement a fait basculer bon nombre de cadres vers les socialistes.

(Lire la suite page 19.)

Echec de l'OPEP à Genève

LES PAYS EXPORTATEURS N'ONT PAS RÉUSSI A RÉUNIFIER LES PRIX DU PÉTROLE

(Lire page 22 l'article de notre envoyé spécial BRUNO DETHOMAS.)

Point de vue

Le vrai problème scolaire

par JEAN HONORÉ (*)

C'est l'honneur d'une nation et le mérite d'une démocratie d'ouvrir devant l'opinion publique les grands débats de société. Le débat sur l'école en est un. Il révèle les convictions profondes dont Jean Guéhenno pensait que chacun les porte en soi plus qu'il n'est capable de les dire. Il révèle aussi le visage qu'une société veut se donner d'elle-même. Et il faut se garder d'identifier un tel débat aux péripéties souvent dérisoires d'une querelle scolaire qui ne parvient jamais à s'affranchir tout à fait de la polémique et des outrances de langage.

Parce qu'elle est d'abord au service de l'enfant et de sa famille, parce qu'elle a pour mission d'engendrer un cerveau tout neuf à la vie de l'esprit et à la culture, parce qu'elle initie ses élèves aux apprentissages du savoir et de l'insertion sociale, l'institution scolaire joue dans un pays un rôle fondamental et irremplaçable. Ce rôle requiert tout à la fois le crédit de l'opinion et les crédits indispensables de la part de ceux qui sont aux affaires. Que l'on soit défenseur du monopole ou partisan de la liberté d'enseignement, nul ne peut rester tiède ou indifférent devant l'enjeu que représentent l'école et la fonction enseignante.

C'est peut-être parce qu'en France, en dépit des nombreuses réformes qui se sont succédé, notre système scolaire ne parvient pas à sortir de certaines impasses, que nous connaissons à nouveau la dispute autour de la liberté d'enseignement et de l'existence d'un secteur privé. Le problème de l'enseignement privé — qui est catholique à 95 % — ne se poserait sans doute pas avec l'acuité qu'il a prise en ces récentes semaines, s'il n'y avait pas, au-delà même du discours officiel, d'abord, le problème de l'école publique, de son fonctionnement, de la reconnaissance effective du service qu'elle remplit et de la considération de ses enseignants. L'école publique, qui s'identifie à ses maîtres, ne souffre-t-elle pas, dans la société française d'aujourd'hui, du complexe qui les atteint ? Ils sont conscients de remplir un rôle social et ils ont le sentiment de ne pas être reconnus comme ils devraient l'être. Souffrant de ce complexe, l'école en éprouve comme une sorte de conscience malheureuse. Et l'on sait que celle-ci est à l'origine de tous les ressentiments, en particulier de celui qui la conduit à penser que l'école privée n'est pas tolérable.

Et ce ne sont pas les récentes déclarations des syndicats d'enseignants, s'élevant tout autant contre la décentralisation et la cogestion des établissements que contre le statut de l'école privée, qui aideront l'école publique à sortir de cet état de disgrâce sociale dont elle se croit confusément victime. Aussi longtemps qu'elle n'aura pas retrouvé dans la nation, auprès de l'opinion et des familles, cette reconnaissance effective à laquelle du reste elle a le droit et le devoir de prétendre, il est à craindre qu'elle maintiendra à l'égard de l'école privée l'attitude négative du refus, requérant du pouvoir en place la disparition d'une rivale dont elle juge le statut privilégié et inacceptable.

En supposant que le pouvoir réponde à une telle injonction, qu'il en arrive à cette extrémité d'asphyxier l'école privée au point de ne plus lui permettre de survivre, croit-on réellement que tout n'en ira que mieux pour notre école publique ?

(Lire la suite page 7.)

(*) Archevêque de Tours, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire.

POINT

Cent jours

Cent jours : c'est un symbole commode, mais un délai un peu court pour juger un changement politique de l'ampleur de celui qui s'est produit en France lorsque M. François Mitterrand s'est installé à l'Elysée, le 21 mai dernier. Son prédécesseur, M. Giscard d'Estaing, en avait réclamé cinq cents et n'a finalement pas convaincu au bout de sept ans. La sagesse et l'équité commandent de laisser au nouveau pouvoir le temps d'agir en profondeur.

Il a commencé. Le changement s'est d'abord manifesté dans les hommes et les femmes qui nous gouvernent, et qui représentent des catégories de la population longtemps écartées du pouvoir. Des mesures en faveur des plus démunis, une autre approche de la justice et de l'exercice des libertés, l'amorce d'une décentralisation, les mouvements de personnels dans l'appareil d'Etat, une prise en main de la diplomatie dénuée ni de fermeté ni d'habileté, sont venus le compléter.

Ce n'est pas suffisant. M. Mitterrand reconnaît qu'il y a une grande attente de l'opinion et, tout en se gardant de la précipitation, il souhaite une accélération dans la mise en œuvre du changement. Celui qu'il a promis, ni plus ni moins : tels sont les termes du contrat. Le plus dur, réduire le chômage, contenir l'inflation, modifier les structures économiques, reste à faire.

Les sondages montrent que l'opinion juge positives les transformations qui sont intervenues et qu'elle s'inquiète de la persistance des points de l'économie et de certains projets concernant la justice et les immigrés.

Les dirigeants communistes considèrent aussi positivement et comme un « premier pas » le bilan des cent jours. Ils n'ont de cesse d'affirmer, à l'extérieur, leur solidarité gouvernementale et de justifier, dans leurs rangs, leur participation au gouvernement. Les socialistes préparent leur congrès d'octobre dans la perspective de la synthèse et de l'unanimité.

Quant à l'opposition, elle paraît vouloir sortir de son coma, encore que certains de ses animateurs, tel M. Stasi, semblent souhaiter que M. Giscard d'Estaing garde encore le silence. Nul doute, toutefois, que les dirigeants de l'U.D.F. et du R.P.R. vont s'employer à saper « l'état de grâce ».

(Lire page 6.)

URGENCE POUR LA TÉLÉVISION

Le cinéma entre deux commissions

Il y a ceux qui parlent du remplacement prochain de M. Gabriel de Broglie à la présidence de l'Institut national de l'audiovisuel et avancent des noms, ou un nom. Il y a ceux qui s'interrogent sur ce que seront les « unités de programmes » dans les chaînes de télévision et qui supputent... notamment à propos d'Antenne 2, où le président-directeur général, Pierre Desgraupes, devait bientôt faire savoir qu'il a cassé les empires des « producteurs maison » pour créer quatre de ces unités. Et, là encore, des noms circulent.

Il y a toutes les questions, voilées ou non, qui se posent au sujet de la S.F.P., mastodonte que les « réformes » entreprises ces deux dernières années au nom de l'efficacité économique en régime de pénurie ont laissé encore plus exsangue qu'au temps où fut constatée sa crise. Aux Buttes-Chaumont, comme chaque été, on met des programmes en boîtes pour la prochaine saison. On laisse à la nouvelle direction le soin d'imaginer par quels moyens et dans quels délais pourraient être sauvés les meubles.

Ces questions — parmi bien d'autres — font les conversations des familiers du petit écran, tandis que, jour après jour, les membres de la Commission de réflexion et d'orientation sur la réforme de l'audiovisuel exposent des motifs, proposent des options, et imaginent des garanties, ou des solutions alternatives. Au 31 août les séances présidées par M. Pierre Moinot devraient être suspendues, et les travaux achevés.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(Lire la suite page 14.)

هكذا من الاصل

Le Monde

idées

PHILOSOPHIE

Pour Mikel Dufrenne, nous indique notre chroniqueur Christian Delacampagne, l'émergence de la conscience est le processus fondamental dont la philosophie doit rendre compte en priorité. Dans cette émergence, l'homme ne peut échapper à la nature. Derrière le terme désormais courant de « banalisation », Paul Diel propose une vision de l'homme et de la société que résume Jeanine Sotolareff. Dominique Hoizey rapporte le dialogue de deux intellectuels chinois sur l'humanisme et ses rapports à la société de classes.

Une nouvelle conception de la nature

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

LORSQU'ON veut faire l'éloge d'une philosophie, on dit d'elle qu'elle est rigoureuse, bien construite, cohérente. Celle de Mikel Dufrenne a toutes ces qualités plus une, à mon avis très rare : elle est délectable. Je veux dire qu'elle possède la saveur du réel, qu'elle respire la joie de vivre et même qu'une certaine forme de sensualité s'en dégage.

Ces impressions peuvent paraître étranges s'agissant d'une œuvre théorique, d'un enchaînement de concepts dans lequel on met un certain temps à pénétrer et dont la logique n'est pas toujours évidente : elles se comprendront mieux lorsque j'aurais précisé que le dernier livre de Mikel Dufrenne — *l'Inventaire des a priori* — ne nous propose rien de moins qu'une nouvelle philosophie de la Nature. De la Nature matérielle, créatrice, dionysiaque et omnipotente. Avec un N majuscule, pour redonner à ce mot la force, la plénitude et le dynamisme qui caractérisaient, entre autres, la *Natura naturans* chère à Nietzsche comme à Goethe, à Spinoza comme à Diderot — quatre des auteurs auxquels Dufrenne doit le meilleur de son inspiration.

Pourtant, *l'Inventaire des a priori* se place d'abord officiellement sous le signe de Kant et de Husserl. Kant, en effet, est le premier philosophe à s'être demandé : qu'y a-t-il d'*a priori*, c'est-à-dire d'antérieur à tout objet, dans l'acte par lequel nous connaissons les objets ? Mais Kant, ajoute Dufrenne, ne s'est posé cette question qu'au sujet de la connaissance scientifique et abstraite. Le mérite de l'avoir étendue à l'expérience en général, y compris aux formes les plus banales de l'expérience sensible, revient en fait à Husserl.

Avec son mot d'ordre de « retour aux choses mêmes », la phénoménologie a donc ouvert la voie à une exploration des structures *sous-jacentes* aux relations qui unissent l'homme au monde. Elle a, en quelque sorte, réintroduit le concret dans la pensée contemporaine. Encore s'est-elle surtout intéressée à ces relations du côté de l'homme : il restait à les explorer du côté du monde. C'est ce que Dufrenne souhaitait entreprendre depuis plus de vingt ans — depuis son livre, paru en 1959, sur *la Notion d'a priori*, auquel il entendait donner une suite et un approfondissement. Voilà qui est fait : *l'Inventaire des a priori* restera, de ce point de vue, comme l'un de ses livres les plus importants et peut-être même comme son testament philosophique.

« *Les a priori ne sont pas formels* — comme le croyait Kant. — *ils sont matériels.* » Tel est l'axiome de base sur lequel repose l'ouvrage. Celui-ci se propose d'en faire le dénombrement systématique, du côté du sujet d'abord, de l'objet ensuite. Du côté du sujet — c'est la partie la plus classique par rapport à la phénoménologie husserlienne, — l'inventaire met en évidence trois types d'a priori, caractérisant successivement les attitudes fondamentales de la vie psychique (connaissance, affectivité, activité), les qualités axiologiques (telles que l'utile et l'agréable, le beau et le vrai, etc.), les grandes *fonctions* de la conscience enfin (sensibilité, imagination, mémoire et entendement).

Du côté de l'objet, autrement dit *du monde*, Dufrenne passe rapidement sur les conditions formelles qui permettent de définir la « chose » en général, pour explorer à *fond* trois grandes régions ontologiques : la nature, la vie, l'homme. La nature, au sens restreint du mot (qui s'écrit *alors* avec un *minuscule*), c'est le domaine du minéral, de la matière pure, inorganique et morte. Mais déjà la « Nature » s'en *dégage, dans la mesure où* le cosmos devient la cause d'une émotion en nous.

Cette Nature s'épanouit, bien entendu, *dans la vie, laquelle* commence avec le règne végétal et surtout animal. L'homme, enfin, en tant qu'être concret inséré dans une société et porteur d'une histoire, vient couronner cette évolution. Le schéma directeur, comme on voit, est classique. Ce qui l'est beaucoup *moins*, c'est la *façon dont* Dufrenne analyse, chaque fois, les qualités de l'objet qui le constituent comme tel, antérieurement à *toute saisie que pourrait en opérer* le discours scientifique.

Il y a là, bien sûr, une pétition de principe : un empiriste strict aurait *beau jeu de démontrer* que c'est toujours une science, ou du moins une conscience, qui constitue l'objet, et qu'aucune chose n'existe pour nous antérieurement aux perceptions que nous pouvons en avoir. Mais Dufrenne récuse, d'entrée de jeu, l'empirisme : celui-ci est, selon lui, *incapable de rendre compte* de la conscience elle-même, ou plus exactement de la façon dont la conscience émerge hors du *sensible*.

Or cette « émergence » constitue, au contraire, le processus fondamental aux yeux de Dufrenne, *celui dont la philosophie* doit s'efforcer de rendre compte en priorité : ce à quoi, en effet, toute la dernière partie de son livre est consacrée. *La* grande idée qui traverse ce dernier volet est le thème de la solidarité : il s'agit de montrer que le sujet ne s'oppose pas à l'objet, que l'*homme* est étroitement de connivence avec le monde, et que, de la matière jusqu'à l'esprit, du minéral jusqu'à la représentation, l'existence de *ruptures évidentes* ne doit pas nous cacher celle d'une continuité profonde, sans laquelle ces ruptures ne seraient *même pas visibles*.

Bref, il s'agit de montrer comment le surgissement de l'homme s'inscrit encore dans le cadre d'une Nature à *laquelle* il ne saurait, quoi qu'il fasse, échapper : thème romantique, si l'on veut, mais qui se trouve ici repris avec une *sérénité*, un *désir* de lumière et une puissance de clarification qui nous évitent fort heureusement de céder à l'ivresse de *l'ineffable comme de nous* perdre dans les brouillards de l'émotivité.

Métaphysique de la présence

Ces pages finales, dans lesquelles Mikel Dufrenne fait l'éloge de la chair et du corps, *montre que toute représentation* s'enracine dans le sentiment et rappelle les valeurs du sensible, prêtent évidemment le flanc à diverses critiques.

La principale d'entre elles consisterait sans doute à dénoncer la métaphysique de la présence qui est ici en jeu : car il est vrai que l'entreprise tentée dans ce livre, d'ailleurs sous-titré « Recherche de l'originaire » présuppose que l'origine puisse être atteinte, le réel ressaisi et la présence de la chose même ressuscitée, *ce dont bien des philosophes*, de Nietzsche à Heidegger, ont eu tendance à douter (pour ne rien dire ici des travaux de Derrida *sur ce thème*). Il n'en reste pas moins que Dufrenne, qui a choisi cette voie en connaissance de cause, a le *mérite* de l'avoir *suivie jusqu'au bout* et que la radicalité de son projet a quelque chose de séduisant.

N'oublions pas, en outre, que *cette philosophie* de la Nature ne doit pas demeurer une construction de l'esprit : elle veut être, au contraire, le terrain dans lequel *pourrait s'enraciner une* philosophie de l'action. Or la conviction centrale de cette dernière, à savoir la croyance que « *la beauté est le fondement de toutes les valeurs* », *comme dit* Dufrenne, présente l'immense avantage de déboucher sur le contraire d'une morale conformiste. *C'est même sur l'idée d'une* « pratique utopique », c'est-à-dire révolutionnaire, y compris du point de vue politique, que s'achève *l'Inventaire des a priori*. On reconnaîtra là, treize ans après mai 68, un héritage de rêves et d'espérances qui fut celui de toute une génération. Et même si cet héritage relève pour une *part de l'illusion*, la *fonction* la plus haute de la philosophie n'est-elle pas, aujourd'hui, d'en reprendre la charge ?

(*) Mikel Dufrenne : *l'Inventaire des a priori*. Recherche de l'originaire. Editions Christian Bourgois, 320 pages.

La banalisation

par JEANINE SOTOLAREFF (*)

LE terme « banalisation » est actuellement passé dans le langage courant. Banaliser un problème, un *fait social*, c'est le rendre anodin, lui enlever sa vraie signification, sa dimension réelle. Banaliser le crime ou la torture, c'est en parler sans angoisse ni *émotion*, comme allant de soi, les considérer comme la norme.

Dans son premier ouvrage, *Psychologie de la motivation*, publié en 1947 (1), Paul Diel, créateur du terme — il faut le *souligner* — l'utilise en lui donnant une signification d'une toute autre ampleur. Avant tout, ce concept s'applique à l'homme : la *banalisation* est un état psychique des plus fréquents et des plus mécompris. Ce qui le caractérise est la perte plus ou moins définitive du désir qui, *malgré* l'ignorance qu'on en a, s'avère indispensable à la survie sensée de l'individu. C'est le désir d'harmonie intérieure, appelé dans la *terminologie* diélienne : le désir essentiel.

Car il est essentiel, c'est une évidence, d'ordonner, d'organiser, d'harmoniser la multiplicité des impulsions, des tensions intérieures, des désirs matériels, sexuels et spirituels qui naissent sans discontinuer au cœur de chaque individu. Cette nécessité n'est imposée par personne, si *ce n'est* par l'exigence intime de trouver la satisfaction, besoin commun à toutes les formes de vie. Les besoins matériels et sexuels *sont des valeurs de satisfaction* biologiquement justifiées. La fonction de l'esprit harmonisateur est de leur accorder l'importance qu'*ils méritent, de* les satisfaire dans leur exigence vitale ; mais aussi d'être suffisamment fort pour dissoudre — sublimer — leurs excès en *raison* de l'*exigence* naturelle d'harmonie.

Dans la *banalisation*, les désirs matériels et sexuels de l'individu se trouvent exacerbés, exaltés et faussement justifiés aux *dépens du désir* essentiel ; ces impulsions primaires ont alors tendance à se multiplier, à se déchaîner, sous forme d'avidité *insatiable*, d'*arrivisme*, de *course* aux titres, aux honneurs, au pouvoir, mais aussi sous forme de déchaînement sexuel pris pour *libération du moralisme* et de l'embourgeoisement.

La banalisation propose la réalisation sans scrupule des désirs exaltés. Dans cette optique, la libération de tout sentiment authentique de culpabilité *devient* l'idéal. La banalisation érigée en « idéal » est justifiée par des théories pseudo - scientifiques, idéologiques, littéraires ; elle se *veut* l'expression de la plus grande intensité vitale.

Comme le terme l'indique, les pensées et les sentiments qui animent le banalisé ne sont en réalité que conformismes, reflets *des opinions* publiques, seraient-elles celles de groupuscules anticonformistes !

Cet état non diagnostiqué par la psychiatrie, parce que considéré comme la norme dans les époques de désorientation culturelle comme la nôtre, n'en est pas moins un état gravement pathologique et la cause essentielle des désordres sociaux.

A l'opposé de cette forme d'insuffisance vitale, *Diel diagnostique* la « nervosité », qui est caractérisée par une survalorisation de la spiritualité, une exaltation malsaine de l'aspiration idéaliste, une *tension* morbide vers la bonté ou la pureté. Cet état psychique n'est qu'une agitation imaginative sans contenu réel, *dont la conséquence* est une inhibition angoissée qui peut, en certains cas, progresser jusqu'à la névrose ou la psychose. Au sein de la société, *banalisation et* nervosité refusant chacune avec le même mépris de tomber dans l'erreur de l'autre, se renforcent par opposition, déformant les *individus et* détruisant les relations sociales.

Dans la réalité, les degrés de banalisation sont plus ou moins grands. Diel, qui en a fait une analyse psychologique très précise, *emprunte* la *classification* à la mythologie grecque et décrit la banalisation sous ses trois formes les plus typiques ; conventionnelle (*ou de Midas*), titanesque et dionysiaque (2).

Le cynisme devient morale

— La banalisation conventionnelle n'est que soumission aux opinions courantes, le mythe grec *symbolise avec un humour noir cette déformation* : dans la forêt se tient un brigand nommé Procuste ; il fait subir à tous les voyageurs qu'il attrape une transformation décisive : afin que tous aient la même taille, il coupe les jambes de ceux qui sont trop *grands* et étire celles de ceux qui sont trop petits. On ne saurait mieux exprimer la réduction de tous les individus à un *même moule*, celui de la convention. La culpabilité du banalisé conventionnel est réduite à la honte devant les autres et à la peur *du scandale*. Sa sanction est l'ennui et la fuite en avant dans les satisfactions stéréotypées, sans parler de l'angoisse *refoulée de* vieillir et de mourir qui l'enferme souvent dans des préoccupations hypocondriaques.

— Dans la banalisation dionysiaque, l'homme cherche à se libérer de *toute inhibition*, serait-elle l'expression de la plus élémentaire humanité. Par nécessité de se prouver toujours davantage que la vie n'a *aucun* sens et que, donc, tout est permis, le banalisé dionysiaque tente de poursuivre jusqu'au bout la route du déchaînement, surtout sexuel. Il ne se refuse aucune expérience et fait du cynisme sa morale. *Il* peut aller jusqu'au crime. Il « *ose ce que nul n'a osé* », comme le dit si clairement Gilles de Rais. Il peut être tenté de cacher ce qui lui reste de culpabilité dans l'esthétisme, et chercher dans l'art ou la littérature une fausse justification de sa faiblesse vitale.

— Quant à la banalisation appelée « titanesque », elle cherche la domination du monde par *le pouvoir politique*. La *fausse* justification pseudo-idéaliste de cette forme de banalisation repose sur la prétention déclamée d'améliorer le monde. L'améliorateur deviendra *immanquablement* l'inquisiteur fanatique, destructeur des individus et de la vie sociale ; l'amélioration du monde ainsi imposée aboutit à la justification de toutes les formes de crime idéologique ou politique : les exemples ne manquent pas, ni d'hier ni d'aujourd'hui.

La banalisation, qu'elle soit conventionnelle, dionysiaque ou titanesque, est la négation du sens biologiquement profond de la vie. Or le sens de la vie est *évolutif* ; il est, *au cours des millénaires*, le progressif développement de la lucidité perceptive (pour l'animal), puis de la lucidité cognitive (*pour l'homme*). S'incorporer à l'effort évolutif d'orientation lucide qui traverse les millénaires, c'est donner à la vie tout son sens et aussi toute sa valeur. Or la banalisation tue la capacité d'élucidation aussi bien sous sa forme réflexible qu'émotive ; elle anéantit cette exigence biologique, aussi nécessaire à la survie satisfaisante de l'individu qu'à celle de l'espèce.

Aussi, le jeu pervers de la banalisation est destructif de la société entière, car il est destructif des valeurs *fondamentales* qui découlent de l'exigence biologique d'harmonie. Ce jeu pervers conduit, nous le constatons tous les jours, de la fausse justification des abus de chacun à la fausse justification des abus collectifs, de la criminalité individuelle à la criminalité organisée. Cela dans toutes nos sociétés, quelles que soient les doctrines *ou* les idéologies *dont* elles se réclament.

La décadence à laquelle *nous* participons banalise l'homme ; elle tue en lui le désir essentiel et le sentiment authentique de *responsabilité qui*, seul, *peut lui* permettre de développer une véritable humanité et de vivre la vie dans toute sa force et *toute sa profondeur*.

Paul Diel, dans ses ouvrages, montre que le terme de « *mort* » utilisé aussi bien dans les mythes polythéistes que dans le mythe judéo-chrétien est très souvent employé dans sa signification symbolique. Dans cette optique, il ne signifie pas la mort corporelle, mais la « mort de l'âme » : le phénomène de banalisation. C'est de *la banalisation que* ressuscite Lazare ; c'est de cette résurrection, de ce retour au sens de la vie, que parlent tous les mythes.

Pour Diel, si les dangers de la maladie psychique (la nervosité et *ses suites*) sont *surmontables* par l'apprentissage d'une introspection objective et méthodique, les dangers de la banalisation, eux, ne seront surmontables *que* par un renouveau de la culture *fondé* sur une science de la vie.

(*) Auteur du *Symbolisme dans les rêves. La méthode de traduction de Paul Diel*. Bibliothèque scientifique. Payot.

(1) Paul Diel : *la Psychologie de la motivation*. Petite Bibliothèque Payot.

(2) Paul Diel : *le Symbolisme dans la mythologie grecque*. Petite Bibliothèque Payot. Réédition 1981.

Dialogue chinois sur l'humanisme

Le marxisme est issu de sources humanistes.
NICOLAS BERDIAEFF.

par DOMINIQUE HOIZEY (*)

A la question de Jean Beaufret : « *Comment redonner un sens au mot « humanisme ?* », la première réaction de Martin Heidegger, témoin de la « *dévastation du langage* », a été *de se demander s'il était nécessaire de maintenir* le mot lui-même. De plus, la question ne contient-elle pas l'aveu qu'il a perdu son sens ? En Chine, la question est posée sous une autre forme : « L'humanisme peut-il devenir une arme pour le prolétariat ? »

La revue chinoise *Xuexi yu tansuo* (comprenez : « Etude et recherche »), éditée par l'institut des sciences *sociales de la province* du Heilongjiang, a récemment publié, sous forme de dialogue, une critique du philosophe Xing Bensi, auteur d'un livre sur l'humanisme dans l'histoire de la philosophie occidentale.

Ce dialogue, écrit par *Liu Minzhong*, *reproche essentiellement* à Xing Bensi sa condamnation sans appel de l'humanisme, considéré comme un « *opium spirituel* » qui « *paralyse l'esprit combatif des travailleurs* » et « *obscurcit leur conscience de classe* ». Les extraits *présentés* ci-dessous révèlent qu'en Chine, où l'on considère d'ordinaire que tout phénomène social a un contenu de classe, les avis sont partagés sur la nature de l'humanisme. *Pour l'un des deux partenaires*, il est *manifestement* clair que, en éliminant le contenu de classe de l'humanisme, il ne reste plus qu'un concept vide. Il flaire le danger. Cette notion ne recouvre-t-elle pas l'oppression et l'exploitation du prolétariat ?

« *Quel bon livre as-tu lu ces temps derniers ?*

— Je voulais justement te parler du livre de Xing Bensi, *l'Humanisme dans l'histoire de la philosophie occidentale*. L'auteur, en passant au crible fin *toutes les formes* d'humanisme *rencontrées* dans l'histoire de la philosophie occidentale, comble un trou.

— *Je l'ai lu aussi et je suis de ton avis. Cependant, je trouve que la critique générale de l'humanisme contenue dans l'introduction n'est pas juste. Il est vrai que ce livre a été publié en 1978. Je pense que Xing Bensi a depuis quelque peu modifié son point de vue.*

— Pas du tout ! Dans un article de revue, publié en 1980, traitant de l'humanisme, la position de l'auteur est identique. Il estime toujours que l'humanisme est un courant de pensée bourgeois.

— *Je ne suis justement pas d'accord avec cette opinion de l'auteur.*

— *Précisément, mon intention est d'y réfléchir sérieusement.*

— Cela ne revient-il pas à dire que l'humanisme se situe au-dessus du temps et des classes ?

— *Tu estimes donc qu'il n'y a pas de pensée au-dessus du temps et des classes ?*

— Certainement ! Depuis l'apparition des classes, jamais plus dans le monde il n'y a eu et il ne peut y avoir de pensée commune à l'humanité entière qui soit au-dessus du temps et des classes. Dans la société de classes, toute pensée est marquée au fer rouge de la classe d'où elle est issue ! »

Cette dernière opinion est généralement partagée par l'ensemble des philosophes chinois contemporains qui, en bons marxistes-léninistes, *estiment que la philosophie est une forme de l'idéologie sociale*. « *Tant qu'existe la lutte de classes, il n'est pas de pensée humaine qui ne porte une empreinte de classe...* », écrit Zhang Enci, auteur d'un petit ouvrage intitulé *Connaissance et vérité*. *Sans rejeter ce principe*, le *premier des deux partenaires*, porte-parole de l'auteur de ce dialogue, va préciser de quel humanisme il parle. « *Il faut savoir*, nous dit-il, *que, lorsque nous parlons de l'humanisme comme d'un principe marxiste, il ne s'agit pas de cet humanisme conception du monde et système de pensée bourgeois de la Renaissance, mais des matériaux de pensée qui, provenant de ce système de pensée, sont aujourd'hui toujours utiles.* »

Cette mise au point faite, et après *un échange de vues sur l'origine* et le sens du mot « humanisme » (« *Tu ne fais rien d'autre que de scinder la notion d'humanisme en deux, au sens large et au sens restreint* », reproche le second partenaire au *premier*, qui réplique que « *...l'humanisme est un héritage de l'humanité ainsi qu'une tranche particulière de son histoire* », ajoutant que, à l'instar de l'humanisme de la Renaissance, « *il nous est possible également d'affiner l'œuvre commencée et de forger notre propre humanisme* », le dialogue se poursuit sur l'humanisme dans la pensée marxiste et se conclut ainsi, le second disant au premier :

« Un opium spirituel »

— Il dit dans son livre : « *L'humanisme, conception bourgeoise du monde, ne peut pas devenir une arme de lutte du prolétariat. Au contraire, il paralyse l'esprit combatif des ouvriers et des autres travailleurs. C'est un opium spirituel qui obscurcit leur conscience de classe. En fin de compte, il doit être rejeté avec mépris par le prolétariat révolutionnaire.* »

— *Rejeté avec mépris ? Je pense qu'il ne faut pas simplifier à ce point. N'y aurait-il donc rien dans l'humanisme d'acceptable et de profitable pour nous ?*

— Ne t'es-tu pas aperçu que tous les sociologues bourgeois et révisionnistes s'emparent de l'humanisme comme d'un chapeau ? L'humanisme, sous toutes ses formes, est très à la mode. C'est pourquoi Xing Bensi écrit : « *Non seulement de nombreuses personnalités représentatives de la bourgeoisie se déclarent adeptes de l'humanisme, mais il y a des gens qui, sous l'enseigne du marxisme, disent : « Nous sommes des humanistes. »* Ne devrions-nous pas tracer une nette ligne de démarcation entre eux et nous ?

— *Tu excuseras ma franchise, mais cette méthode de mettre à l'écart est vraiment douteuse.*

— Approuverais-tu, toi aussi, le point de vue de dire que l'humanisme est un principe marxiste ?

« C'est très regrettable, tu ne m'as toujours pas convaincu.

— *C'est évident, je ne me suis jamais imaginé pouvoir te convaincre.* »

(*) Professeur de chinois au Centre rémois d'études linguistiques.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
296 F	497 F	689 F	890 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
368 F	642 F	916 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°
1980

Commission paritaire n° 57 437.

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

L'INCIDENT AÉRIEN DANS LE GOLFE DE SYRTE

Le président Reagan affirme que les États-Unis ont volontairement franchi la « ligne imaginaire » tracée par Tripoli dans les eaux internationales

Le président Reagan a affirmé, jeudi 20 août, dans son premier commentaire public sur l'incident aérien américano-libyen de mercredi, qu'il était nécessaire d'*« impressionner les ennemis de la liberté dans le monde »*. Le chef de l'exécutif américain, qui assistait à des manœuvres à bord du porte-avions *Constellation*, au large de la Californie, a souligné que les avions américains attaqués au-dessus du golfe de Syrte *« avaient répliqué comme ils l'auraient fait n'importe où. Nos forces se défendront si elles sont soumises à une attaque »*, a-t-il ajouté.

Tout en affirmant que l'incident de mercredi n'avait pas été provoqué pour défier le colonel Kadhafi, le président Reagan a reconnu que la marine américaine était consciente des revendications libyennes sur le golfe de Syrte. « *La Libye*, a-t-il dit, *a tracé une ligne artificielle dans des eaux qui sont, en fait, internationales. Nous avons décidé qu'il était temps de reconnaître ce que sont des eaux internationales et de nous comporter en conséquence.*

» Nous ne pouvions reconnaître la réalité de cette violation des eaux internationales et nous avons organisé nos manœuvres comme nous l'aurions fait sans cette règle, sans cette ligne artificielle », a poursuivi M. Reagan.

Le président américain a par ailleurs rappelé que les Etats-Unis envoyaient « *périodiquement des navires en mer Noire, et que l'Union soviétique faisait de même dans les Caraïbes, précisément pour s'assurer que tout le monde respecte les eaux internationales et les règles les concernant* ». Une règle doit être comprise, a-t-il conclu : « *Si on tire sur nos hommes, ils riposteront.* »

S'adressant par la suite à une réunion de républicains à Costa-Mesa, près de Los Angeles, le président Reagan a confirmé qu'il avait « *personnellement* » approuvé « l'envol » de navires et d'avions américains dans les eaux revendiquées par la Libye « *non pas pour faire de la provocation, mais parce qu'il s'agissait d'eaux internationales* ».

Le président Reagan a ajouté que « *la question d'une attaque* (libyenne) *avait été évoquée avant ces manœuvres* ». « *J'ai répondu*, a-t-il dit, *que s'ils nous tiraient dessus, nous riposterions* ».

« *Nous connaissons tous les lois sur les eaux territoriales et internationales, mais M. Kadhafi a tracé une ligne droite entre les deux extrémités du golfe de Syrte, comme si nous avions tracé une ligne allant de la pointe de la Floride au Texas et prétendions que le golfe (du Mexique) nous appartenait* », a souligné le président Reagan, qui a ajouté que le franchissement de la « *ligne imaginaire* » du colonel Kadhafi était « *nécessaire* » dans le cadre de ces manœuvres.

Prié de dire s'il souhaitait la chute du dirigeant libyen, il a souri et a dit qu'il ne serait pas diplomatique de répondre à une telle question.

Le mutisme du colonel Kadhafi

Le colonel Kadhafi, qui est arrivé jeudi à Addis-Abeba pour une visite officielle en Ethiopie, n'a toujours pas évoqué l'incident aérien du golfe de Syrte. La Libye a cependant officiellement déposé une plainte devant le Conseil de sécurité, dans laquelle elle se réserve « *le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre ses droits légitimes sur des eaux territoriales et son espace aérien* ». Elle ne réclame toutefois aucune action spécifique de la part du Conseil. Le gouvernement de Tripoli a par ailleurs refusé la note de protestation de Washington qui lui a été transmise par l'ambassadeur de Belgique en Libye.

Les deux pilotes libyens dont les appareils ont été abattus ont été présentés jeudi soir à la télévision libyenne, où ils ont affirmé qu'ils avaient vu un F-14 américain s'abîmer en mer.

« *Nous avons distingué huit chasseurs américains : deux d'entre eux nous ont interceptés par surprise, les six autre : les escortaient. J'ai alors lâché une fusée air-air qui a touché de plein fouet un F-14 qui s'est abîmé, devant nos yeux, en mer* », a affirmé l'un des pilotes.

Les deux hommes ont précisé « *qu'ils effectuaient une mission de routine dans les limites de l'espace aérien libyen lorsqu'ils ont été avertis par leur base que des appareils étrangers se dirigeaient vers eux* ».

A Paris, le secrétaire du bureau populaire libyen (ambassade), M. Saïd Hafiana, a affirmé qu'aucune mesure ne serait prise contre les ressortissants américains qui résident en Libye. « *Comme les autres étrangers*, a-t-il dit, *ils ont un rôle à jouer dans l'économie libyenne. Il n'est pas dans notre nature de nous venger. Ils sont les hôtes de la Libye, nous n'avons rien contre le peuple américain.* »

Qui a eu tort et qui a eu raison dans cette affaire ? La presse britannique se montre réservée à ce sujet. Pour le *Times*, bien qu' « *il ne soit pas encore clairement établi qui a tiré le premier* », l'incident risque de se retourner contre les Américains, car le colonel Kadhafi s'empressera « *de s'en servir pour renforcer son image de champion du tiers-monde contre l'impérialisme présomptueux* ».

Le *Guardian* considère que cet incident « *avait été préparé par les Etats-Unis* » et se demande ce qui arriverait « *si la flotte décidait de se livrer à des manœuvres dans le golfe de Tarente* ». L'*International Herald Tribune* suggère une enquête pour vérifier la véracité de la version américaine, tout en estimant qu'il n'y a pas de preuve du contraire. Enumérant les griefs de Washington contre le colonel Kadhafi, il estime que ces récriminatoins ne prouvent pas que les avions américains ont délibérément provoqué les pilotes libyens. Mais, ajoute-t-il, « *un observateur curieux* » ne peut que s'interroger sur les motifs réels de l'incident. Le *New York Times* pose des questions : « *Si les accusations américaines d'agression (libyenne) sont irréfutables, pourquoi ne pas l'avoir dit devant le Conseil de sécurité ? La sécurité des deux mille Américains résidant en Libye a-t-elle été prise en considération ? Est-ce que le défi américain a été lancé en collusion avec l'Egypte, le Maroc et les adversaires nord-africains de la Libye ?* »

Quant à la presse du monde arabe, elle est quasiment unanime pour condamner la destruction des deux chasseurs libyens. En Tunisie, le quotidien indépendant *le Temps* estime que l'attaque américaine était « *préméditée et préparée de longue date* ». Au Maroc, *l'Opinion*, organe du parti gouvernemental Istiklal, écrit que Washington a voulu donner un « *avertissement au Kremlin* » et « *rassurer les amis de l'Amérique* ».

Dans le Golfe, la presse des émirats arabes unis estime que « *l'agression américaine* » démontre que les Etats-Unis ont l'intention de poursuivre l'attaque « *directement contre la nation arabe et non seulement par intérim à travers Israël* ».

Le représentant de la Ligue arabe à Paris, M. Mohamed Yazid, affirme que, « *en s'attaquant à la Libye, l'agresseur américain cherche à intimider tout le monde arabe* », et que, depuis plusieurs mois, les Etats-Unis ont engagé « *ouvertement* » contre la Libye « *de grandes manœuvres politiques, économiques, clandestines, et aujourd'hui militaires, visant à déstabiliser un pays arabe et affaiblir notre potentiel de résistance à l'impérialisme et à son agent local sioniste* ».

A Moscou, l'agence Tass estime, dans un premier commentaire, que l'incident du golfe de Syrte « *montre l'énorme danger que représente la présence permanente des forces aériennes et navales américaines sur le territoire et dans les eaux territoriales de pays tiers, à des milliers de kilomètres des Etats-Unis* ».

Les Etats-Unis tentent d'installer des bases militaires dans le monde entier afin d'organiser « *diverses manœuvres provocatrices et des démonstrations de force* », selon l'agence soviétique, qui affirme que ces bases menacent avant tout « *la sécurité et l'indépendance des pays en voie de développement* ». L'agence soviétique accuse par ailleurs la flotte américaine dans l'océan Indie nle golfe de « *tenir en joue* » les pays du Proche-Orient producteurs de pétrole. — *(A.F.P. - A.P. - Reuter.)*

L'épilogue du détournement de la vedette iranienne

● **Paris a libéré les membres du commando et va rendre le «Tabarzin» à l'Iran**

● **Téhéran exige que les «pirates» lui soient livrés**

La France rendra la vedette *Tabarzin*, à l'Iran mais n'extradera pas les membres du commando qui l'avaient détournée le 13 août. Un communiqué officiel publié jeudi soir 20 août indique, en effet, que les occupants du bâtiment ont été autorisés à séjourner en France et qu'un « *examen approfondi de leur situation au regard de la loi française* » a été effectué. Rien ne permet, selon celle-ci, de les arrêter en l'état actuel des choses. Ils sont donc libres alors que Téhéran réclame avec insistance leur extradition.

Parmi les occupants, qui avaient débarqué de la vedette à Toulon, après que la Marine française eut pris possession du navire, figurent vingt-deux membres du commando, dont une femme, et quatre marins de l'équipage initial, dont vraisemblablement le commandant et son second. Ils ont été longuement interrogés par la D.S.T., jeudi matin. Mais s'ils sont libres, le communiqué ne précise pas s'ils ont obtenu le statut de réfugiés politiques. De son côté, le Quai d'Orsay a démenti des informations de Téhéran selon lesquelles des Français auraient fait partie du commando.

Une cinquantaine d'Iraniens monarchistes en exil, venant de Nice, se sont rendus en cortège de la préfecture maritime de Toulon à la préfecture civile pour manifester leur satisfaction quant à l'épilogue de l'affaire. Dans le même temps, vingt membres de l'équipage initial de la vedette se trouvant dans l'arsenal de Toulon, sont montés à bord du bâtiment pour effectuer diverses vérifications.

On ignore, pour le moment, la date à laquelle le *Tabarzin* regagnera l'Iran. Les autorités algériennes observent un mutisme total au sujet des deux autres vedettes iraniennes arrivées le 16 août dans le port d'Oran. le *Khanjar* (dague) et le *Neyzeh* (épieu) s'y trouvaient toujours jeudi matin. En principe, elles devraient quitter Oran au plus tard ce vendredi, le règlement maritime international prévoyant un délai de cinq jours maximum pour une « escale technique ». Les deux bâtiments pourraient gagner d'autres ports algériens ou lybiens pour attendre l'arrivée du troisième. Mais on n'exclut pas que les trois vedettes se regroupent au large de Toulon au cas où le *Tabarzin* ne disposerait plus des officiers nécessaires à la traversée.

La façon dont se termine cette odyssée a encore détériorée les relations entre Téhéran et Paris, les autorités iraniennes ayant convoqué, jeudi, pour la troisième fois en deux jours, le chargé d'affaires français par intérim. Elles lui ont demandé, dans une note verbale, que « *les pirates soient livrés le plus tôt possible à l'Iran* ». Cette démarche marque un durcissement, les autorités s'étant contenté jusqu'ici de réclamer, par la voie diplomatique, la restitution du navire et l'arrestation du commando

Assaut contre un Q.G. des Moudjahidine

La situation à Téhéran a été dominée, jeudi, par l'assaut que les gardiens de la révolution ont donné à un « centre de commandement » des Moudjahidine-Khalq (nos dernières éditions du 21 avril). La radio a précisé que l'offensive avait débuté à l'aube et duré sept heures. Les échanges de tirs ont été très violents dans le quartier de Guicha (ouest de la capitale), dont les accès avaient été bouclés. Selon des témoins, les gardiens de la révolution ont dû faire usage d'armes lourdes pour venir à bout de la résistance des assiégés. Un premier bilan publié par *Etellaat* fait état de deux gardiens de la révolution tués et de six moudjahidine arrêtés.

Les autorités ont sensiblement renforcé les mesures de sécurité et, depuis une semaine, elles annoncent des dizaines et souvent des centaines d'arrestations par jour. Ces dispositions et les exécutions — trente-six annoncées en deux jours — n'ont pas empêché les attentats de se poursuivre au même rythme. Jeudi, la presse a révélé l'assassinat d'un responsable de la prison d'Evin, du maire de Pareh-Sar, dans le Guilan, d'un gardien de la révolution à Karadj et a fait état de plusieurs accrochages qui ont fait des blessés.

Face à cette situation, l'imam Khomeiny a reçu jeudi le président Mohamed Ali Radjai et le nouveau cabinet Bahonar. « *Les ministères et les autres organes du gouvernement doivent être épurés islamiquement des éléments qui ne travaillent pas correctement et qui font du sabotage. C'est aussi valable pour les ambassades* », leur a déclaré le chef religieux.

M. Amir Khosrovi, membre du comité central du parti Toudeh, a réaffirmé le soutien de son organisation au régime, « *dans sa ligne opposée à l'impérialisme et à la bourgeoisie* ». Il a cependant admis l'existence de désaccords et déploré « *quelques excès* » dans la répression tout en considérant comme « *secondaire* » la « *limitation de la liberté* » en Iran. Il a affirmé que « *les monarchistes se trouvent dans une situation désespérée et ne représentent actuellement aucun danger* » pour le pays. Le principal péril est « *d'origine intérieure et non extérieure* » et il se manifesterait au cas où le régime « *ne parviendrait pas à résoudre les problèmes économiques et sociaux* ». — *(A.F.P., Reuter.)*

Un entretien avec le vice-premier ministre irakien

(Suite de la première page.)

« *Allez-vous recevoir de l'uranium hautement enrichi, susceptible de servir à la fabrication de bombes atomiques, ou le combustible moins proliférant, dit « caramel » ?*

— Dans ce domaine comme dans d'autres, nous nous sommes cantonnés dans des généralités. Je ne suis pas un technicien du nucléaire. Les experts de nos deux pays se chargeront de mettre au point les dispositions de notre coopération.

— *Ne croyez-vous pas que le président Saddam Hussein a élevé un obstacle peut-être infranchissable à une telle coopération en déclarant récemment que les Arabes devraient se doter d'un armement nucléaire ?*

— Sûrement pas. M. Saddam Hussein s'exprimait en homme politique. Il voulait dire ceci : si les puissances étrangères souhaitent vraiment accélérer le processus de paix, elles devraient rétablir l'équilibre des forces en fournissant aux pays arabes des bombes atomiques qui feraient contrepoids à celles qu'Israël possède déjà. Cela dit, les Français sont bien placés pour savoir que notre programme nucléaire est de nature exclusivement pacifique, et ils ont les moyens de s'assurer qu'il le demeure.

— *Qu'adviendrait-il si les Israéliens devaient détruire, après sa construction, Tamuz II ?*

— Nous édifierions alors un troisième, si besoin un quatrième centre de recherches nucléaires.

— *Avez-vous constaté chez vos interlocuteurs français ce que la presse arabe qualifie de « partialité pro-israélienne » ?*

— Il y a toujours eu entre la France et l'Irak des différences d'appréciation sur le conflit israélo-arabe, et notre dialogue amical à ce sujet ne s'interrompra pas pour autant. L'essentiel que j'ai relevé, surtout dans mes conversations avec le président Mitterrand et M. Cheysson, est la convergence de nos vues sur toute une série de problèmes internationaux, concernant en particulier le tiers-monde et ses rapports avec les puissances développées. Cela constitue un précieux atout pour l'Irak, qui, l'année prochaine, accueillera le sommet des pays non alignés...

— *Espérez-vous, d'ici là, mettre un terme à votre guerre contre l'Iran, laquelle risque de jeter une ombre sur votre rôle dans le tiers-monde ?*

— Nous ne voyons pas venir la fin de cette guerre. Si l'ex-président Bani Sadr avait montré des dispositions à favoriser un règlement pacifique, les dirigeants actuels de la République islamique continuent à éconduire toutes les missions de bonne volonté, celle de l'ONU, de la Conférence islamique, des pays non alignés ; et nous n'avons jamais réussi à dépasser le stade des missions exploratoires.

Une guerre défensive imposée par l'Iran

— *Les Iraniens sont persuadés que le temps travaille en leur faveur, et que le mécontentement des Irakiens devant la stérilité du conflit et le nombre élevé des victimes — on cite le chiffre de vingt mille morts. — finira par contribuer à la chute de votre régime. Qu'en pensez-vous ?*

— C'est absurde. Le peuple irakien soutient son gouvernement parce qu'il sait que cette guerre lui a été imposée par l'Iran, et qu'elle est strictement défensive. Il est déterminé à défendre la sécurité et la souveraineté de sa patrie. Nous ne nions pas pour autant que nous cherchons des solutions aux problèmes que pose ce conflit.

— *Nombre d'experts occidentaux s'interrogent sur ce qu'ils appellent la* « drôle de guerre » *que vous conduisez. Vous n'avez pas mis en œuvre, disent-ils, les moyens qui vous auraient permis de l'emporter à brève échéance. Vous vous êtes abstenus entre autres, de bombarder les routes stratégiques qui servent à ravitailler l'Iran, de détruire les stations de pompage de pétrole, sans lequel la République islamique serait paralysée.*

— Notre stratégie militaire est le reflet de nos objectifs politiques. Nous ne voulons ni détruire l'Iran ni l'occuper durablement car ce pays est un voisin avec lequel nous resterons liés par la géographie, l'histoire et les intérêts communs. Nous sommes dès lors déterminés à éviter l'irréparable. Cependant, si nous devions parvenir à la conclusion que les dirigeants de Téhéran ne veulent à aucun prix un règlement pacifique, nous ne nous opposerions pas au morcellement de la République islamique en plusieurs Etats.

Une aide multiforme aux Kurdes iraniens

— *Malgré les espoirs que vous placiez en elle, ne pensez-vous pas que la guérilla kurde marque le pas ?*

— Je ne comprends pas pourquoi les maquisards kurdes ne parviennent pas à développer leurs activités, malgré l'aide multiforme que nous leur fournissons, conformément aux engagements que nous avons contractés à leur égard. Pourtant, l'anarchie grandissante et l'affaiblissement du pouvoir central à Téhéran devraient normalement favoriser leur entreprise. Cependant, faute de renseignements précis, il est possible que je me trompe et que les Kurdes nous réservent des surprises...

— *Ne pensez-vous pas que le régime iranien pourrait tenir indéfiniment face aux multiples interventions militaires ?*

— Les dirigeants islamiques, incapables de se livrer à des analyses objectives, se nourrissent d'illusions. Aucun Etat au monde n'est en mesure de poursuivre une guerre sans être doté d'un gouvernement fort, d'alliés sur la scène internationale, d'une économie fonctionnelle, de ressources financières et d'un ravitaillement en armements, atouts que la République islamique ne possède pas.

— *Vous en déduisez donc que l'effondrement de la République islamique est proche.* »

M. Tarek Aziz hésite avant de répondre, avec un large sourire : « *La logique devrait nous inciter à une telle conclusion. Mais l'expérience a démontré que la conjoncture iranienne se situe au-delà des frontières de la logique...* »

Propos recueillis par
ERIC ROULEAU.

LES OPTIONS DE LA FRANCE

Reconstruire à l'identique ou fournir le combustible « caramel » ?

Deux voies s'offrent à la France pour satisfaire la demande iranienne de reconstruction du réacteur de nucléaire de recherche de Tamuz. Paris peut, en effet, proposer purement et simplement à Bagdad de reconstruire le réacteur Osirak tel qu'il était, avec un cœur d'uranium hautement enrichi — plus de 90 %, — analogue à celui utilisé pour les armements nucléaires. Un tel choix ne manquerait pas de déclencher de la part de certains, en particulier d'Israël, une vague de protestations contre la France, accusée de favoriser la prolifération des armements nucléaires en livrant un combustible enrichi à des taux militaires et en ouvrant la possibilité à des hommes politiques malintentionnés de détourner le réacteur de sa vocation initiale pour produire du plutonium, un des composants fondamentaux de certaines armes atomiques (*le Monde* des 10 et 16 juin).

La France peut au contraire offrir à l'Irak de reconstruire Osirak avec un combustible nucléaire moins proliférant connu sous le nom de « caramel ». Développé voici quelques années par les techniciens du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), ce combustible présente un taux d'enrichissement de moins de 8 % peu compatible avec des applications militaires. Un tel choix ferait donc tomber de lui-même un des arguments de ceux qui s'opposent à la livraison d'un réacteur de recherche aux Iraniens. Cet avantage, ou plutôt ce garde-fou, offert par le combustible « caramel » se paie en retour d'un léger inconvénient dû au coût plus élevé — plus de 50 % — de la première charge nécessaire au fonctionnement d'un tel réacteur. Il est toutefois compensé par la plus longue durée de vie — un tiers en plus — des éléments combustibles. Les expériences faites en France sur le réacteur Osiris de Saclay, modifié pour l'occasion, ont semble-t-il montré qu'il était possible aujourd'hui de réaliser un réacteur de recherche de type Osirak fonctionnant avec du combustible « caramel » sans qu'il en résulte des suppléments de coûts de fonctionnement prohibitifs pour le client.

Il n'en reste pas moins que, comme tout réacteur nucléaire, avec ou sans « caramel », l'uranium enrichi contenu dans le cœur produit des neutrons dont le flux peut, par « bombardement neutronique », produire des éléments transuraniens et, en particulier, du plutonium. Selon le C.E.A., le réacteur de Tamuz, s'il avait été détourné de sa fonction recherche à des fins strictement militaires, aurait pu produire moins de 2,4 kilogrammes d'uranium par an (1). Pour un cœur en « caramel », les chiffres sont sans doute plus faibles, mais ils ne sont pas connus. Le risque existe donc toujours. Alors, quel que soit le choix que feront Paris et Bagdad, il reste que, en dépit de toutes les assurances de bonne foi, seules des opérations de contrôle sérieuses permettront d'éviter qu'une telle installation nucléaire ne soit détournée de sa fonction première. — J.-F. A.

(1) La quantité de plutonium nécessaire à la fabrication d'un engin nucléaire est de'nviron 6 kilogrammes.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

MILLE SQUATTERS NOIRS DÉPORTÉS VERS LE TRANSKEI

Le Cap *(A.F.P.)*. — Plus de mille squatters noirs, arrêtés mercredi 19 août, au camp de Nayanga (près du Cap) (*le Monde* des 20 et 21 août), ont été déportés le jour même vers le Bantoustan « indépendant » du Transkei, a annoncé, jeudi, un porte-parole du gouvernement sud-africain. Selon le porte-parole, les squatters, originaires du Bantoustan sud-africain du Ciskei, pourraient travailler ailleurs en Afrique du Sud, voir leur situation régularisée au Cap. Il a précisé que soixante squatters seraient autorisés à rester dans la péninsule du Cap.

Jeudi, au Cap, la police a barré l'accès du Parlement, réuni en session, à quelque six cents personnes, pour la majorité blanches, qui manifestaient contre l'arrestation, la veille, de plus de deux mille squatters du camp de Nyanya. Les manifestants voulaient présenter au ministre de la coopération et du développement, M. Piet Koornhof, une pétition protestant contre le traitement des squatters.

Selon l'agence sud-africaine Sapa, un policier a été frappé à plusieurs reprises et une série d'incidents se sont déroulés lorsque la police a tenté de confisquer des banderoles réclamant que la charte de liberté du Congrès national africain (ANC) soit reconnue par les autorités.

● *Le MRAP* (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a appelé, jeudi 20 août, à la solidarité avec les trois membres du Congrès national africain qui viennent d'être condamnés à mort à Pretoria (*le Monde* du 21 août). Dans un communiqué, le MRAP affirme que les trois hommes ont « *été torturés avant d'être déclarés coupables de haute trahison* ». Le MRAP, ajoute le communiqué, s'est adressé au président de la République, au ministre des relations extérieures et aux présidents des groupes parlementaires « *pour qu'ils interviennent en faveur des condamnés* ».

EUROPE

Pologne

APRÈS LES DEUX « JOURNÉES SANS JOURNAUX »

Solidarité prévoit de nouvelles actions en cas d'échec des négociations

Varsovie. — La grève des imprimeries et des messageries de presse est terminée. Elle a été suspendue après deux jours, le jeudi 20 août, par la commission de coordination de Solidarité, qui a annoncé que des négociations auraient lieu la semaine prochaine avec le gouvernement sur le problème de l'accès du syndicat indépendant à la radio et à la télévision.

Sur le fond, le gouvernement ne refuse pas l'accès de Solidarité au petit écran et aux *mass media*, mais souhaite, pour pouvoir sans doute mieux contrôler les émissions syndicales, qu'elles soient préparées avec l'assistance des journalistes de la radio et de la télévision. Solidarité, bien entendu, ne le veut pas. Le désaccord porte aussi sur la fréquence et la durée des émissions. Si les négociations avec le gouvernement n'aboutissent pas, Solidarité est décidé à recommencer des actions semblables par périodes de deux à trois jours.

La rencontre aura lieu avant la réunion du troisième plénum du comité central du POUP, qui devrait se tenir vers la fin de la semaine prochaine pour examiner *« les tâches du parti dans la mise en place de l'autogestion du personnel des entreprises socialistes, dans le cadre de la réforme économique »*. Mais l'autogestion n'a pas pour le parti et le gouvernement le même sens que pour Solidarité. En fait, les assises du parti devraient montrer la place exacte, et probablement limitée, que le pouvoir entend assigner au syndicat indépendant dans la société.

Le tribunal de Varsovie, devant lequel se déroule le procès des dirigeants de la Confédération pour une Pologne indépendante, a refusé, jeudi, la demande de mise en liberté provisoire présentée par le président de cette organisation et deux de ses amis. Le tribunal estime, comme il

De notre envoyée spéciale

l'avait fait en ordonnant leur réincarcération le 9 juillet, que leur libération constituerait un *« danger social »*. Le procès, commencé le 15 juin, a été ajourné au lundi 24 août.

Sur la quinzaine de personnes arrêtées ou interpellées pour diverses activités, trois *militants* de Solidarité avaient été appréhendés à Chelm, alors qu'ils collaient des affichettes disant : *« Nous n'avons pas faim, c'est l'abondance. Vive les autorités ! »* C'était une réplique humoristique aux *admonestations quotidiennes* de la télévision, qui reprochait aux manifestants des marches de la faim d'avoir parlé de faim dans le pays, alors que la Pologne n'était ni l'Ogaden ni le Biafra. Ils ont été relâchés tous les trois dans la soirée du 19 août. Il a fallu pour cela une grève de deux heures dans les principales entreprises de la ville et la menace d'un arrêt de travail général pour le 20 août.

A propos des enquêtes judiciaires en cours pour des infractions diverses, la procurature générale de Pologne a tenu à faire connaître son intention *« de réaliser toutes ses obligations et de tirer les conséquences qui s'imposent »* des divers délits tels que *« la séquestration d'un directeur de mine pendant une grève de quatre heures »* et diverses manifestations dirigées contre l'Etat et ses alliances, c'est-à-dire en clair contre l'U.R.S.S.

L'appel de l'Union des journalistes

L'affaire de l'appel du 12 août de M. Bratkowski, président de l'Union des journalistes, appelant ses confrères à ne pas se laisser aller à des critiques injustifiées de Solidarité et à exercer leur métier avec honnêteté, connait un nouveau développement. Après les critiques à son égard d'une quarantaine de journalistes et celles du gouvernement, une action s'est amorcée en sa faveur. Les cent vingt journalistes de Cracovie se déclarent, dans une motion votée à l'unanimité moins une voix, solidaires de l'appel de leur président, qui a su jouer jusqu'à présent un rôle positif dans la solution de conflits aigus et s'inquiètent des *« symptômes d'une désinformation imposée et d'une partialité exprimée dans les* mass media ».

Les deux « journées sans journaux » ont fait bien sûr l'objet de vives critiques de la part des autorités. *« Cela n'a pas marché. L'arrogante assurance des activistes de Solidarité, qui voulaient nous gratifier de journées sans presse, a tout simplement sombré dans le ridicule »*, écrivait, le jeudi 20 août, selon l'agence PAP, *Zolnierz Wolnosci*, tandis que *Trybuna Ludu* se bornait à observer que *« ces journées s'inscrivent dans la ligne de la tendance d'une partie de la direction de Solidarité à faire pression en vue d'une confrontation »*. En tout cas, ce mouvement a eu un effet positif sur les *mass media* : la télévision a diffusé des journaux supplémentaires dans la matinée, alors que généralement elle ne commence qu'en fin d'après-midi. L'agence PAP a d'autre part diffusé pendant *deux jours, tôt dans la journée*, une revue de presse détaillée, au lieu d'attendre la fin de la journée pour en donner une bien maigre.

Pour leur part, les autorités ont fait tenir jeudi une conférence de presse par le directeur des imprimeries et messageries de presse Ruch, qui éditent quarante-cinq quotidiens, dont le tirage moyen est de huit à neuf millions d'exemplaires.

En tout, cinquante-cinq quotidiens sont publiés en Pologne, avec un tirage global de dix millions et demi d'exemplaires. Le directeur de ces *messageries*, M. Andruszkiewicz, pour montrer que les contre-mesures prises par le gouvernement et les typographes n'adhérant pas à Solidarité avaient été couronnées de succès, a précisé que quelque deux millions d'exemplaires des principaux titres avaient pu être tirés puis distribués, *« parfois avec l'aide de l'armée »*. Il a reconnu cependant que de nombreux « kiosquiers » avaient refusé de prendre livraison des journaux. Et en fait, en ville, ces journaux étaient aussi introuvables que la veille. A noter que depuis la fin du mois de juillet aucun journal français ou britannique n'arrive plus à Varsovie, en dehors de ceux servis par abonnement. Selon les officiels polonais, c'est le manque de devises qui en est la cause.

Enfin, l'hebdomadaire *Kultura* propose, dans sa dernière livraison, que le gouvernement légalise le séjour à l'étranger de Polonais partis pour y trouver un travail mieux rémunéré et échapper à des conditions de vie difficiles. Notant que quatre-vingt mille personnes au moins sont dans ce cas, l'hebdomadaire estime que, plutôt que d'en faire des émigrés, il vaudrait mieux permettre de tels départs de manière légale, afin de pouvoir récupérer ultérieurement de bons spécialistes formés dans les industries occidentales modernes.

AMBER BOUSOGLOU.

R.F.A.

56 % seulement des électeurs libéraux souhaitent le maintien de l'alliance avec le S.P.D.

De notre correspondant

Bonn. — Le parti libéral (F.D.P.), qui depuis quelque temps donne l'impression de ruer de plus en plus dans les brancards et de trouver inconfortable son alliance gouvernementale avec le S.P.D., vient de lancer un nouveau pavé dans la mare. Selon un sondage publié, le mardi 18 août, par la direction du F.D.P., celui-ci ne perdrait que 10 % de ses électeurs en cas de renversement des alliances au profit des chrétiens-démocrates (C.D.U.-C.S.U.). Il obtiendrait 9 % des suffrages, soit bien plus que les 5 % exigés pour siéger au Bundestag.

Le même sondage indique que 56 % seulement des électeurs libéraux souhaitent le maintien de la coalition actuelle au pouvoir depuis 1969. Enfin, 27 % des électeurs libéraux (contre 15 % en 1980) ne verraient pas d'inconvénients à un *changement de coalition. Cela traduit le désenchantement dû aux nombreuses controverses entre libéraux et sociaux-démocrates.*

Les libéraux, qui détiennent quatre portefeuilles au gouvernement, cherchent, selon leurs propres dirigeants, à retrouver leur identité. Ils veulent surtout participer plus activement à la politique étrangère et économique menée par le chancelier Helmut Schmidt, avec lequel ils ne sont pas toujours d'accord. Certains estiment que la publication du sondage serait une nouvelle manœuvre dans ce sens. Ainsi, dans le domaine de la défense, les libéraux se sont rangés à l'opinion de l'opposition chrétienne-démocrate pour condamner *les déclarations de certains sociaux-démocrates, dont M. Egon Bahr, qui, selon eux, compromettent les rapports de la République fédérale avec l'alliance atlantique.*

M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères et président du F.D.P., est partisan du déploiement des euromissiles sur le territoire ouest-allemand et ne partage pas l'avis des sociaux-démocrates de gauche, qui ont accueilli par un véritable tollé l'annonce, par le président Reagan, de la construction de la bombe à neutrons.

Dans le domaine économique également les points de désaccord sont nombreux. Les libéraux sont opposés à une nouvelle majoration des impôts souhaitée par le S.P.D. pour tenter de résorber le déficit budgétaire. Le F.D.P. propose, au contraire, de nouvelles économies, se rapprochant ainsi des thèses défendues *par les chrétiens-démocrates. Ayant axé leur dernière campagne pour les législatives sur la nécessité du* maintien pendant quatre ans de l'actuelle coalition, les libéraux ne peuvent cependant envisager pour le moment un changement de gouvernement.

(Intérim.)

Hongrie

- MORT DE L'ESPION SANDOR RADO. — Chef du réseau d'espionnage soviétique en Suisse avant et pendant la deuxième guerre mondiale, Sandor Rado est mort à Budapest, mercredi 19 août, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Commissaire politique dans l'armée de la République des conseils de Bela Kun à l'âge de vingt ans, il avait ensuite créé à Vienne l'agence Roszta, première agence de presse soviétique en Occident, puis à Paris l'agence Inpress, avant de s'installer en Suisse où son agence devait servir de couverture à ses activités d'espionnage. Rentré en Hongrie en 1955, il avait repris, comme professeur d'université, son travail de géographe-cartographe, qui était sa première spécialité. Il avait publié en 1972 un livre de souvenirs, *Sous le pseudonyme Dora* (Julliard). — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

Un troisième détenu républicain a suspendu sa grève de la faim

De notre correspondant

Londres. — Pour la troisième fois depuis le début des grèves de la faim en Irlande du Nord — qui ont déjà fait dix morts — un *prisonnier a arrêté son jeûne* à la prison de Maze, près de Belfast, et reçu des soins alors qu'il semblait sur le point de mourir.

Tard dans la nuit du jeudi 20 août, Patrick McGeown, un militant de l'IRA âgé de *vingt-cinq ans*, était tombé dans un état semi-inconscient au quarante-deuxième jour de sa grève de la faim. Il avait reçu les derniers sacrements et sa famille avait été appelée à son chevet. C'est elle qui a *demandé* que Patrick McGeown soit signé.

Deux autres détenus, Brendan McLaughin (le 27 mai, au bout de treize jours de jeûne) et Paddy Quinn (le 31 juillet, au bout de quarante-sept jours), avaient ainsi reçu une aide médicale et abandonné leur grève de la faim.

Il est *cependant difficile* de parler d'une faille dans la détermination des grévistes de la faim : un dixième prisonnier, Michael Devine, vingt-sept ans, a succombé dans la matinée de jeudi au bout de soixante jours de grève de la faim. Aucune évolution dans le conflit n'est d'ailleurs discernable. Cinq autres détenus refusent toujours de s'alimenter. Le guvernement *britannique* a *répété qu'il ne ferait aucune concession aux prisonniers* tant que les grèves de la faim se poursuivraient. Les détenus, eux, ont assuré qu'ils ne mettraient un terme à leur mouvement que s'ils obtiennent des garanties *sur* leurs cinq revendications : droit de *porter* en permanence leurs vêtements *civils*, droit de refuser tout travail et de se réunir librement, rétablissement du régime normal des remises de peine, des visites et du courrier.

La *dixième mort*, annoncée, comme les précédentes, par un communiqué de deux lignes du secrétariat d'Etat à l'Irlande du Nord, a été accueillie dans l'indifférence générale en Angleterre. A Belfast, dans la journée de jeudi, quelques affrontements, d'ampleur beaucoup plus limitée que d'habitude, *ont opposé* de jeunes manifestants aux forces de l'ordre. Pour la première fois depuis le début du mouvement, le comité de soutien aux prisonniers a demandé que cessent les *violences* qui *suivent* la mort de chaque gréviste. *(Intérim.)*

Portugal

M. Balsemao a accepté de former le nouveau gouvernement

Lisbonne (A.F.P.). — M. Francisco Pinto Balsemao, premier ministre démissionnaire, a accepté, jeudi 20 août, de diriger le nouveau gouvernement portugais, a annoncé le parti social-démocrate (P.S.D.), dont il est le président. Le général Antonio Eanes, président de la République, reçoit, ce vendredi, une délégation du P.S.D. qui lui fera part de l'acceptation de M. Pinto Balsemao qui sera chargé officiellement de former le nouveau cabinet.

M. Pinto Balsemao, âgé de quarante-quatre ans, avait démissionné le 10 août, jugeant insuffisant l'appui de son propre *parti* et de la majorité d'Alliance *démocratique* (centre-droit).

POINT DE VUE

L'unité nationale en cause

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

LES gouvernements portugais, depuis la *« révolution des œillets »*, en *avril 1974, ne se* comptent plus, *alors que, pendant plus de quarante ans, seulement deux présidents du conseil s'étaient succédé* à Sao-Bento. Cascade *d'élections politiques* aux résultats *contradictoires* dans leur succession *et même* à quelques semaines de distance, comme à la fin de 1980, importance nouvelle des élections locales, comme sondage grandeur nature des forces en présence ou mise au point de stratégies pour la conquête du pouvoir politique.

Mais, si les acteurs et les rapports de force ont été très mouvants depuis sept ans au Portugal, la situation de fond n'a guère changé, et les politiques pour y remédier non plus. L'inflation installée dès avant la chute de M. Caetano, la balance des paiements tributaire pour l'essentiel des recettes du tourisme et des retours d'épargne des travailleurs à l'étranger, un sous-équipement structurel faisant payer le prix fort à toute relance et à toute tentative de modernisation, des fortunes industrielles encore familiales pour l'essentiel, malgré la nationalisation de quelques empires et de toutes les banques, dont la plupart étaient d'ailleurs inféodées à ces empires.

A ce sous-développement, à cette *précarité économique, dès lors que s'était amorcé le cycle de la consommation moderne et de masse*, les gouvernements *qu'ils soient provisoires ou constitutionnels, d'inspiration socialiste ou franchement réactionnaire, n'ont tenté d'apporter que les mêmes remèdes : un endettement international à long terme permettant un équipement nouveau et moyennant* une grande discipline sociale. *Le pari* — il n'en est qu'un de possible — a toujours été d'exploiter deux rentes de situation : un coût de main-d'œuvre relativement bas comparé à la qualité de l'ouvrier portugais, une géographie favorisant l'activité de commerce et de transformation.

L'absence d'alternative économique, malgré l'apparence qu'en donne parfois le débat sur les dénationalisations, ou naguère sur l'adhésion au traité de Rome a conduit ainsi — après la rigidité des dogmes africains des années 60 et des espérances européennes des années 70 — à une certaine philosophie sur trois questions cardinales et longtemps controversées. *L'Afrique coloniale ou décolonisée n'est plus le prolongement ou la ressource du Portugal ni en économie ni en diplomatie, le Brésil pas davantage*, qui est trop *grand fils. En cela, l'information sur les politiques respectives entre Lisbonne* et Paris, *quel que soit le président de notre* République, *témoigne du réalisme portugais* et d'un début d'universalité française dans le regard porté sur le continent noir.

L'Europe est abordée aujourd'hui de nouveau avec la même prudence *qu'avant 1974 : l'adhésion un temps exigée* comme une sauvegarde de la jeune *démocratie para-socialiste*, a *été sagement analysée* comme autant de contraintes et de risques dont pouvait se passer le pays. Des accords sectoriels, une aide substantielle de la Communauté, l'habitude déjà prise de cartelliser le marché portugais de biens d'équipement devraient — mis en forme — constituer une période transitoire réaliste et convenable. La même sagesse a point — dans l'adversité — entre les partis socialiste et communiste : les deux mouvements sont pour l'essentiel de leur cadre issus l'un et l'autre, et M. Cunhal a été le prestigieux et séduisant professeur de toute une opposition en exil ou en prison pendant des *décennies* qui ne peuvent s'oublier, même si aujourd'hui les disciples sont dispersés sur tout l'échiquier politique portugais ; il en reste quelque chose dans ces rapports *passionnels* entre *P.S.* et *P.C.*

Il demeure que le front établi pour la réélection du *président Eanes a* été le seul *barrage* à une *réaction* qui eût emporté *les acquis révolutionnaires des « œillets ». Il demeure aussi que l'histoire des premières années du nouveau régime a connu son décisif tournant lors de la tentative de cabinet présidentiel, conduit par M. Nobre da Costa l'été de 1978, et qui échoua par le procès d'intentions procommuniste que lui intenta alors le parti socialiste.*

L'enjeu

Aujourd'hui, l'enjeu est apparemment du même ordre que cet été-là. Le président de la République, élu en 1976 comme en 1980 à une très large majorité du suffrage universel, est mis en cause par le premier ministre démissionnaire ou par certains des ministres ; le Conseil de la révolution — dont la commission constitutionnelle est présidée par le très brillant et profond Melo Antunès, initiateur de la seule véritable alternative portugaise depuis 1974 : le tiers-mondisme — est pareillement mis sur la sellette, pour s'opposer aux dénationalisations comme naguère *il avait empêché certaines retouches à la réforme agraire gonçalviste.*

En réalité, l'enjeu est plus grave et dépasse le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels. Premier Etat à avoir acquis en Europe ses frontières actuelles, *qui* remontent au treizième siècle, le Portugal n'a jamais eu de problème d'unité nationale, malgré des paysages, des économies et une ethnographie sensiblement différents sur les rivages méridionaux, en Alentejo ou dans les plaines du Dao ou du Douro. Aujourd'hui, ce peut être différent.

Revenir sur la « révolution des œillets », comme si celle-ci n'avait été qu'un accident ou un hasard malencontreux, explicable par l'apathie des uns, les lassitudes africaines des autres, serait sans doute allumer *une* guerre civile que ni les occupations espagnole puis françaises ni les divisions dynastiques, pas plus que l'instauration de la République ou la chute de la dictature, ne provoquèrent vraiment.

Aucune politique économique et sociale ne peut être menée sans discipline du monde du travail et, quelles que soient les dissensions syndicales, le P.C. ne peut être exclu du jeu politique. Aucun redressement commercial et financier ne peut être obtenu sans la mobilisation des cadres nationaux ou émigrés à l'étranger ni une large confiance des investisseurs étrangers, surtout privés. *Un compromis historique fut trouvé* pour *la réforme agraire, alors que* les points de vue *communiste et socialiste paraissaient à l'époque inconciliables : le même esprit devrait maintenant prévaloir entre la droite et la gauche pour lire la Constitution, tant dans ses développements économiques et sociaux que dans la place qu'elle peut donner à l'arbitrage présidentiel.*

La droite peut accéder à la gestion, elle ne peut proposer la réaction ; l'élection présidentielle au suffrage universel et la tradition, quel que soit le régime depuis la chute de la monarchie, qu'un militaire soit à Belem se combinant pour conférer au chef de l'Etat et au Conseil de la révolution un rôle qui ne peut être de circonstance. Porto ne peut pas être la capitale du Portugal... et même si le tempérament de ce peuple est plus attentiste, silencieux que violent, l'homme de cette extrême Europe a des certitudes millénaires que ni la *révolution* ni la réaction ne changent. En ce sens, les débats politiques ou économiques actuels à l'Assemblée de la République, dans le P.S.D. et dans la presse, passent à côté de bien des sujets, qui sont — *pour autant qu'un étranger puisse pressentir* les esprits et les idées d'une autre nation — d'ordre familial, foncier, successoral, atavique et mental en tout cas.

C'est un rapport entre une terre et des hommes qui est en cause : *une des sociétés les plus homogènes d'Europe*, avec des aspects *tantôt féodaux tantôt futuristes, est en passe d'enjamber* la phase industrielle et spéculative de *l'évolution économique contemporaine* ; un des peuples les plus profondément nationalistes qui soient est capable d'adaptation sans comparaison aux temps actuels et à la vie hors de la patrie.

Ce serait la sagesse que les deux camps reconnaissent chacun le moindre mal, c'est-à-dire le remède même provisoire à la crise si nouvelle au Portugal, mais prévisible ces dernières années : l'unité nationale en cause.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

- LE BRESIL EST LE PREMIER PAYS à reconnaître la junte portée au pouvoir en Bolivie à la suite du coup d'Etat *dirigé le 5 août dernier* contre l'ancien président Luis Garcia Mesa, a annoncé, jeudi 20 août, un porte-parole du ministère brésilien des affaires étrangères. — *(Reuter.)*

Canada

- LE CANADA POURRA VENDRE DU MATERIEL MILITAIRE A LA CHINE, a annoncé jeudi 20 août à Pékin le ministre canadien des relations extérieures, M. Mark MacQuigan. Ce changement de politique, a-t-il ajouté, est conforme à des orientations similaires d'autres membres de l'OTAN. *Toutefois*, il n'y a pas pour le moment de projets de livraison d'armes. — *(Reuter.)*

- M. GERARD PELLETIER, ambassadeur du Canada à Paris depuis 1975, a été officiellement nommé, jeudi 20 août, ambassadeur de son pays aux Nations unies. Il y remplacera M. Michel Dupuy, lui-même nommé ambassadeur à Paris. M. Pelletier avait déjà donné sa réception de départ à Paris en mai dernier, mais le *premier ministre canadien*, M. Trudeau, lui avait demandé d'assurer la transition lors de la passation de pouvoirs entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, et avant le *sommet d'Ottawa de juillet.* — *(A.F.P.)*

Centrafrique

- L'ANCIEN EMPEREUR BOKASSA revient, dans une interview à l'agence américaine Associated Press, sur ses accusations contre M. Giscard d'Estaing : *« Giscard m'a poignardé dans le dos, mais je me suis vengé en aidant à mettre un terme à sa carrière politique »*, déclare notamment l'ancien dictateur de Centrafrique, qui estime que la *somme de 44 000 francs* annoncée par M. Giscard d'Estaing comme étant le produit de la vente des diamants qu'il lui avait offerts est nettement inférieure à la réalité. M. Bokassa estime cette somme à environ 11 millions de francs. Il reconnaît, d'autre part, que sa *« plus grande erreur a été de se proclamer lui-même empereur »* et affirme qu'il n'a *« ni l'ambition ni l'intention de revenir au pouvoir »*.

Chine

- SEIZE PERSONNES ONT ETE CONDAMNEES A MORT, dont quatre avec sursis, au cours des deux *derniers mois* à Changhai, *où sont régulièrement* organisés des « meetings de masse » — le dernier a réuni dix-huit mille personnes — pour rendre publiques les condamnations. — *(A.F.P.)*

Yougoslavie

- LES PROCES CONTINUENT AU KOSOVO contre les responsables des manifestations pro-albanaises du printemps dernier. Deux étudiants *ont été condamnés*, jeudi 20 août, respectivement à quinze et onze ans de réclusion pour *« avoir entretenu des contacts permanents avec l'ambassade d'Albanie à Belgrade depuis 1978 »*. Trois autres personnes, *également d'origine albanaise*, ont été condamnées respectivement à cinq, sept et quatorze ans de prison. — *(A.F.P.)*

- *L'ancien président Richard Nixon* se rendra en Europe dimanche 23 août pour une visite privée de deux semaines. Sa première étape sera Paris, où il devrait arriver en Concorde.



OCÉANIE

La Papouasie-Nouvelle-Guinée en quête de son identité

II. — « Dix mille années en l'espace d'une vie »

Plus important Etat du Pacifique sud, si l'on excepte l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont les importantes richesses demeurent sous-exploitées (« le Monde » du 21 août), considère qu'elle a un rôle déterminant à jouer dans la région. Mais ce n'est pas sans poser des problèmes à une population dont certaines tribus ne sont passées que récemment de l'âge de pierre à celui de l'avion et du commerce international, comme l'écrit notre envoyé spécial.

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Port-Moresby. — En août dernier, des unités de la petite armée papoue, avec l'aide logistique de l'Australie, s'envolaient pour Vanuatu — ex-Nouvelles-Hébrides — pour y maintenir l'ordre lors du départ des contingents des anciennes puissances de tutelle britannique et française. Ce fut l'« opération Kumul » (Oiseau de paradis), qui dura quelques semaines et s'acheva par l'effrondrement sans gloire de la rébellion de l'île d'Espiritu-Santo. Depuis lors, la Papouasie-Nouvelle-Guinée participe à la formation des premières unités des forces de l'ordre de Vanuatu.

Cette opération a étonné par son organisation et par le comportement — des plus honorables pour des soldats en campagne — de l'armée papoue, qui quittait, pour la première fois, son territoire. La décision d'envoyer des troupes à Vanuatu, sans doute sur la demande de Canberra, avait provoqué d'intenses discussions à Port-Moresby ; l'ancien premier ministre et chef de l'opposition, M. Michel Somare, s'y était fortement opposé. Le chef du gouvernement, M. Julius Chan, au contraire, y était favorable, et avait emporté la décision. Il en a tiré un profit politique d'autant plus important que tout s'est bien passé. Qui plus est, alors qu'auparavant il était contesté en raison de son origine à moitié chinoise, il passe désormais pour un véritable nationaliste papou ! Ce qui, joint à sa grande habileté manœuvrière, semble lui assurer un bel avenir politique.

Ce nouveau prestige acquis par les forces armées — qui sont, avec l'université, le seul vrai creuset national où se mélangent les diverses ethnies — ne risque-t-il pas de lui tourner la tête ? La question semble prématurée à Port-Moresby.

On se souvient toutefois ici de la « *réprimande* » qui fut infligée en 1977 par le gouvernement au chef de l'armée, le général Ted Diro, accusé d'initiatives intempestives. Le général Diro vient de démissionner de l'armée avec l'intention de se lancer dans la politique. En outre, les violents incidents qui ont éclaté en octobre dernier dans la capitale entre militaires et policiers, alors que l'insécurité y est de plus en plus inquiétante, sont un signe préoccupant.

Sur le plan de la politique étrangère, l'« opération Kumul » a renforcé le prestige papou dans le Pacifique ; il a aussi inquiété le « rival » fidjien et certains micro-Etats qui voient dans la Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec ses trois millions d'habitants, un « géant ». Tout est relatif. Les propos de M. Chan et de son ministre des affaires étrangères, M. Noël Levi, lors de la réunion *en octobre 1980 à Port-Moresby* de la Commission du Pacifique Sud, ont montré que les Papous n'étaient pas dépourvus d'ambitions régionales (*le Monde* du 28 octobre). M. Chan s'était prononcé en faveur de « *la coopération, l'unité et la direction politique qui permettraient au Pacifique Sud) d'assurer au mieux son développement* ».

Plusieurs participants y avaient vu une volonté quasiment « hégémoniste ». Il avait fallu modifier le tir. Conciliant, M. Paul Matane, secrétaire général des affaires étrangères, avait reconnu qu'il s'agissait d'un « choc » qui devrait être suivi d'une longue période de réflexion. « *La Papouasie ne se considérera pas comme un grand frère (...). Nous voulons un rôle égal. Peut-être, dans le futur*, nous avait-il dit, *quand nos ressources seront pleinement développées, serons-nous dans la position de faire ce que d'autres pays ont fait avant nous, d'aider les autres ; comme l'Australie l'a fait avec nous.* » Il s'était aussi prononcé en faveur d'un rassemblement des pays du Pacifique-Sud, à l'image de l'O.U.A. ou de la Ligue arabe, qui leur permettrait de faire *entendre leur voix*.

L'Indonésie, trop proche

M. Matane avait aussi abordé la question des relations avec la France, longtemps difficiles en raison de sa politique à Vanuatu, en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti, et de ses expériences nucléaires. Là aussi conciliant, il disait : « *Il faut cesser de penser que nous n'avons pas une attitude amicale envers la France, une puissance qui a des intérêts dans le Pacifique. Toutefois, nous n'approuvons pas les essais nucléaires et nous continuerons à le faire savoir. L'amitié, c'est une chose différente.* » Il avait aussi rappelé que Port-Moresby était en faveur du droit à l'autodétermination des Mélanésiens et des Polynésiens : « *S'ils veulent devenir indépendants, à eux de choisir.* » Pas question de soutien matériel, mais un « *appui moral est légitime* ». Enfin, M. Matane avait, pour montrer sa bonne volonté, insisté sur le fait que la France était l'un des rares pays à être autorisé à ouvrir une ambassade à Port-Moresby, faveur refusée à l'U.R.S.S., qui continue ici à faire peur, dans cet océan d'anticommunisme. Le chef de l'Etat papou a effectué une brève visite à Paris au début du mois d'août.

Autre pays qui inquiète, mais dont on ne parle guère, la voisine — et pour certains « menaçante » — Indonésie, qui fait face à une dissidence larvée en Iran-Jaya. Le gouvernement est discret, les médias sont priés de faire de même, un groupe « pop » qui a fui l'Indonésie, les « Black Brothers », a été interdit d'antenne à cause de sa popularité. En dépit de déclarations lénifiantes des deux capitales, on sent une tension latente. Ainsi, la fermeture, pour des raisons budgétaires, du bureau de Djakarta d'Air Niugini, qui avait déjà supprimé cette escale, a créé un incident diplomatique, l'Indonésie considérant ce geste comme « *hostile* ». Grand parleur, le vice-premier ministre, M. Iambakei Okuk, qui rêve de prendre la tête du gouvernement, ne mâche pas ses mots : « *Les jeunes en ont assez de voir ce que font les Indonésiens. Il y a maintenant là-bas trois Javanais pour un Papou. Les gens de là-bas ne sont pas des Indonésiens, ils sont comme moi. J'espère que les Nations unies le reconnaîtront et donneront l'indépendance à nos frères mélanésiens.* » Propos qui ne sont pas du tout dans la ligne officielle.

De même sur l'Australie, le « grand frère » dont l'aide et les investissements sont vitaux, M. Okuk ne peut cacher derrière une rhétorique officielle ce qu'il ressent et, avec lui, un certain nombre de ses compatriotes : « *Les Australiens monopolisent le commerce. Ce n'est pas bon pour nous. (...) Ils inventent à moitié des histoires sur des luttes tribales pour faire fuir les investisseurs potentiels non australiens ! La société Burns-Phlps, qui contrôle le quotidien* Post Courier, *fait beaucoup d'argent et ne laisse rien derrière elle !* » Pourtant l'ancienne puissance de tutelle contribue largement au budget papou : près de la moitié lors de l'indépendance, un tiers aujourd'hui (232 millions de dollars en 1980), avec une réduction de 5 % par an. « *Nos relations sont très bonnes* », affirme un diplomate australien. Des opposants australiens parlent au contraire de dépendance et de « *péricapitalisme* ».

En politique intérieure comme extérieure, M. Okuk conserve son franc-parler. C'est que ce politicien rusé joue un rôle spécial sur l'échiquier papou. Représentant les Highlands, plus récemment « civilisées », et qui regroupent près de la moitié de la population du pays, il est l'élément indispensable d'une coalition. Jadis avec M. Somare, il soutient — pour le moment — M. Chan. Mais ce soutien n'est pas sans arrière-pensées : « *C'est moi qui ai fait Somare premier ministre*, fanfaronne-t-il. *Cette fois-ci je ne pouvais gagner, je suis trop jeune* (il a trente-six ans), *j'aime encore profiter de la vie, c'est pourquoi j'ai offert le pouvoir à Chan.* » Jusqu'à quand ? Et pour quelle politique ? Pour M. Okuk, homme d'affaires politicien, derrière les mots vagues d'une « *voie moyenne entre le capitalisme et le socialisme* », se cache l'idéologie commune aux dirigeants papous, le *bisnis* (les affaires) : l'« *assiette au beurre* » *(pork-barrel)*, disent les critiques. Ainsi, lorsqu'il voyage à l'étranger, un ministre emmène avec lui un ou deux parlementaires, pour « *voir le monde* ». M. Okuk s'est vu aussi reprocher l'achat d'avions de luxe pour les déplacements officiels.

« Voie mélanésienne » et « bisnis »

Il s'efforce toutefois de demeurer le plus accessible possible, dans cette société relativement ouverte et démocratique. Pourtant le risque est grand de perdre le contact non seulement avec l'électeur, mais surtout avec des députés, des partis qui se font et se défont au gré du vote. Seule la formation de M. Chan, le P.P.P. (Parti du progrès du peuple) observe une relative discipline. Le premier ministre ne croit guère à la « *voie mélanésienne* » qui attire tant ses compatriotes. « *Même les jeunes, occidentalisés y reviennent*, affirme un diplomate. *Ils se refusent à la confrontation à l'européenne. Ils veulent revenir à ce type de négociation où l'on préfère montrer sa force pour ne pas s'en servir !* »

Parmi les cent neuf députés élus en 1977, dont un tiers sont membres du Pangu Pati, le *toktok* (la palabre) est donc quasi permanent. Passé à l'opposition, M. Somare n'a plus le même formidable ascendant ; mais sa popularité demeure grande. Il en a besoin pour faire face à M. Chan à qui, au *début de son gouvernement*, on ne donnait pas beaucoup de chances, et qui a su s'affirmer. Certains le voient au pouvoir pour longtemps. C'est sans compter sans l'ambition brouillonne de son vice-premier ministre et les aspirations à gouverner des hommes des Highlands.

Mais ce ne sera pas seulement au Parlement de Port-Moresby que se décidera l'avenir de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ce sera dans la solution harmonieuse des différences et des fortes disparités de développement régionales. Ce sera dans la mise en place d'un relatif contrôle de l'exploitation des richesses nationales dans l'intérêt du pays, et plus seulement pour le profit des investisseurs étrangers ; sinon, un sentiment « nationaliste » risque de se forger. Ce sera surtout dans un dégagement progressif du modèle australien, insupportable pour l'économie d'un pays qui, la Banque mondiale le reconnaît, s'effondrerait sans l'aide de Canberra. Ce sera enfin dans la modération de la rage du *bisnis* qui saisit les uns après les autres la plupart des dirigeants, comme s'ils tentaient de rattraper le temps perdu. Il faut avouer que c'est difficile, car les efforts d'éducation des hommes par la puissance coloniale ont été bien tardifs. *Dix mille années en l'espace d'une vie*, tel est le titre donné à sa biographie par l'ancien ministre des affaires étrangères, Sir Albert Maori Kiki. Ce traumatisme brutal, quel est le Papou ou le Néo-Guinéen qui ne l'a pas vécu ou qui ne le connaît pas actuellement, ne serait-ce que lorsqu'il quitte sa villa climatisée de Moresby pour retrouver ses *wantok* au village natal autour d'un grand *mumu* (festin) ?

FIN

DIPLOMATIE

Rome prend quelque distance à l'égard de la politique américaine de défense

Alors que Rome prend quelque distance à l'égard de la nouvelle politique de défense américaine — notamment au sujet de la décision de M. Reagan de produire la bombe à neutrons, — le malaise se développe en Allemagne fédérale, où les milieux dirigeants s'interrogent pour savoir si les Etats-Unis auront ou non besoin de leur autorisation pour introduire la bombe à neutrons sur le territoire de la R.F.A. Un accord signé en 1952, entre Bonn et les trois puissances occidentales, stipule en effet que les Etats-Unis peuvent doter leurs forces stationnées en Allemagne de n'importe quel type d'armes. Les assurances données par M. Haig n'ont pas dissipé toutes les inquiétudes. Selon le secrétaire d'Etat américain, il est « impensable » que l'installation de bombes à neutrons en R.F.A. se fasse sans consultations préalables. Consultations, fait-on remarquer à Bonn, n'impliquent pas forcément accord total du gouvernement consulté.

A Genève, le comité du désarmement a, d'autre part, refusé, jeudi 20 août, une proposition soviétique visant à créer un groupe spécial pour étudier l'interdiction de la bombe à neutrons. Les Etats-Unis, comme la France, ont estimé que l'arme neutronique ne justifie pas un traitement différent de celui des autres armes nucléaires.

De notre correspondant

Rome. — Les ministres italiens des affaires étrangères, M. Emilio Colombo (démocrate-chrétien), et de la défense, M. Lelio Lagorio (socialiste), ont défendu le 20 août en commission devant le Sénat, la position du gouvernement quadripartite de M. Spadolini sur les problèmes du réarment, de l'installation des euromissiles à Comiso (Sicile), de la bombe à neutrons, ainsi que de la sécurité en Méditerranée. L'incident aérien américano-libyen, qui s'est déroulé à moins de 350 kilomètres des côtes de Sicile, a rendu encore *plus sensibles* ces problèmes.

M. Colombo a rappelé que les décisions concernant la modernisation de l'arsenal nucléaire en Europe et l'ouverture de négociations avec l'U.R.S.S. pour la réduction des armements étaient liées. Il a souligné que l'Italie « *attribue une importance capitale à la concertation au sein de l'alliance atlantique* » et a implicitement critiqué la façon dont M. Reagan a mis ses alliés — notamment sur le problème de la bombe à neutrons — devant le fait accompli. En conclusion, il a néanmoins accepté les thèses du département d'Etat sur le caractère défensif de la bombe à neutrons et sur le fait qu'elle peut faciliter les négociations sur la diminution des forces conventionnelles en Europe.

M. Lagorio (socialiste) a souligné, pour sa part, la nécessité d'une ouverture immédiate du dialogue entre les deux blocs, et le fait que le vote du Parlement italien de décembre 1979 sur l'installation dans la péninsule de cent douze missiles Cruise la subordonnait à l'ouverture de ces négociations.

Pour limitée qu'elle soit, cette prise de distance vis-à-vis des Etats-Unis est assez inhabituelle pour l'Italie. Le gouvernement de M. Spadolini avait d'ailleurs fait envoyer par le ministère des affaires étrangères, il y a trois jours, une lettre à M. Haig où étaient exposées ses idées, qui se rapprochent de celles défendues en Europe par M. Helmut Schmidt.

L'annonce de la décision d'installer des missiles Cruise à Comiso avait été jugée la semaine dernière par l'opposition, et notamment par les communistes, comme « *une manifestation de zèle intempestif de premier de la classe* ».

Les positions défendues sur ce problème par l'Eglise en Italie, et même par le Vatican, ne sont peut-être pas étrangères à cette évolution de l'attitude italienne. Certains évêques, comme Mgr Bettazi (Ivrea), ont condamné nettement l'attitude américaine. *Radio-Vatican les a* abondamment cités et a rappelé, en rapportant une phrase du pape Jean-Paul II, « *qu'être prêt à la guerre signifie aussi être en mesure de la provoquer* ». Un collaborateur de la revue *Civilta Cattolica* — proche du Saint-Siège — le jésuite Giuseppe Di Rosa, encore plus net, affirmait, pour sa part, dans une interview au *Corriere della Sera* : « *La bombe à neutrons donnerait à l'OTAN une supériorité que l'U.R.S.S. peut considérer comme menaçante.* »

MARC SEMO.

LE « QUAI » A L'HEURE DE LA GAUCHE

Un poste en question : le secrétariat général

Le Quai d'Orsay est certainement le ministère où la passation du pouvoir s'est faite le plus élégamment. L'arrivant et le partant étaient enfants de la maison, amis de vieille date (le premier débuta dans les affaires allemandes quand le père du second, André François-Poncet en était le grand patron) et si M. Cheysson fut un grand commis de la V[e] République, M. Jean François-Poncet, avant de rentrer au Quai par la grande porte avait connu des années de disgrâce. Il a laissé des dossiers complets et en ordre.

D'ailleurs, si le président de la République et ses ministres marquent évidemment la diplomatie de leur style, celle-ci n'est que l'art — et c'est beaucoup — d'utiliser au mieux « *et le temps où l'on vit et le lieu où l'on est* » (1), toutes circonstances incontrôlables. Aussi n'y a-t-il pas eu et sans doute n'y aura-t-il pas dans le corps diplomatique de mouvement de *fond* comme en connaissent l'administration préfectorale et l'éducation nationale.

Bien entendu, il y aura des changements qui nécessairement s'enchaîneront. Mais le seul à ce jour qui ait quelque signification politique est le départ de M. Gabriel Robin, détaché « *à sa demande* » de la direction des affaires politiques pour passer un an à Harvard. Ancien conseiller des présidents Pompidou et Giscard d'Estaing, il n'en a pas moins accompagné le président Mitterrand à Luxembourg, Bonn et Ottawa. Il a été remplacé par M. Jacques Andreani, réputé homme de gauche (son élection à la tête de l'Association des agents diplomatiques, en 1978, avait une signification revendicative et dont les qualités professionnelles sont unanimement reconnues. M. François-Poncet avait d'ailleurs envisagé, en 1979, de le nommer au poste où il accède aujourd'hui avant de lui proposer l'ambassade en Egypte. Il sera remplacé au Caire par M. Philippe Cuvillier, actuellement directeur d'Amérique.

Si les nominations n'étonnent pas (M. Georgy, qui vient de quitter Téhéran, sera dans quelque temps nommé à Alger, poste pour lequel il avait été également pressenti en 1979 par M. François-Poncet), il n'en va pas de même d'une vacance : celle du secrétariat général.

M. Bruno de Leusse, qui a atteint l'âge de la retraite, est parti depuis plusieurs semaines. L'absence de titulaire du plus haut poste de fonctionnaire du ministère intrigue d'autant plus que les responsables de la diplomatie française sont quelque peu surmenés. Depuis qu'il est ministre des relations extérieures, M. Cheysson est allé à Bonn, Bruxelles, Luxembourg, Washington, Londres, Madrid, Tunis, Ottawa, Mexico, San-José de Costa-Rica, Managua, Tegucigalpa, Alger, Rabat. Il est attendu d'ici à la fin octobre à New-Delhi, Beyrouth, Damas, Amman, Londres, New-York, Varsovie, Copenhague, Ryad, Washington, Yorktown, Mexico et Cancun... entre autres.

Comme ses prédécesseurs étaient assistés de deux secrétaires d'Etat, il a auprès de lui deux ministres délégués, M. Chandernagor, chargé des affaires européennes (y compris la coordination interministérielle, jusqu'à présent réservée au premier ministre), et M. Jean-Pierre Cot, dont les attributions englobent celles de l'ancien ministre de la coopération. Autrement dit, trois membres du gouvernement, au lieu de quatre précédemment, ont la charge des affaires extérieures.

En dépit de cette situation, M. Cheysson s'est donné un temps de réflexion avant de nommer un nouveau secrétaire général, une réflexion qui porte sur la nature de la fonction. Du temps des III[e] et IV[e] Républiques, l'instabilité ministérielle faisait souvent du secrétaire général le responsable de la continuité en politique étrangère. Depuis la V[e] République, la fonction est moins clairement indispensable, d'autant que la réforme de 1976 a retiré au secrétaire général la direction des services pour qu'il « *ne fasse pas écran* » entre eux et le ministre. Cette réduction des responsabilités n'a pas empêché de *confier le poste à de fortes personnalités* comme MM. Soutou et de Leusse. Ceux-ci jouaient en fait le rôle de suppléant du ministre.

Ce rôle doit-il être maintenu tel quel ou modifié ? C'est ce que n'a pas encore décidé M. Cheysson, qui s'estime bien secondé, pour mener l'ensemble de la politique française, par son directeur de cabinet, M. François Scheer (qu'il a bien connu quand ils étaient ensemble à Bruxelles) et, en prise directe, M. Andreani.

Si les noms de M. Jean-Pierre Brunet, ambasseur à Bonn, et de M. Stéphane Hessel, représentant auprès des Nations unies à Genève, tous deux ambassadeurs de France, sont souvent avancés pour le secrétariat général, M. Cheysson a fait savoir qu'il n'excluait pas de nommer une personnalité extérieure à la carrière.

Frustré

Un tel choix — qui n'est pas sans précédent — pour un poste aussi convoité provoquerait évidemment quelque grogne, surtout si quelques ambassades devaient, elles aussi, être pourvues de « politiques ». Le Quai se juge déjà un peu frustré du côté de l'Elysée. Le président envoie non seulement ses « missi dominici » précéder le ministre des relations extérieures dans certaines missions à l'étranger (M. Attali à Alger, M. Bérégovoy à Rabat), mais les jeunes diplomates détachés à la présidence n'occupent pas du tout les fonctions autrefois confiées au corps diplomatique.

Il avait bien été envisagé, un moment, de nommer M. Andreani « coordinateur » des services élyséens pour la politique étrangère — mission éventuellement délicate, voire impossible, le président ayant pour méthode de puiser son miel à sa guise dans le travail d'équipes qu'il fait « plancher » concurremment. D'ailleurs, on l'a vu, M. Cheysson a appelé M. Andreani près de lui. Mais M. Maillard, ami de M. Mitterrand, dont les sympathies « à gauche » étaient déjà connues quand il était conseiller du général de Gaulle il y a vingt ans, va se trouver libre en quittant le mois prochain l'ambassade d'Ottawa.

La technique diplomatique ne s'improvise pas. La présence d'un diplomate chevronné à l'Elysée ne serait sans doute pas un luxe — pour éviter, par exemple, des mésaventures comme celle de MM. Penne et Régis Debray, « piégés » par les Angolais qui leur firent bel et bien un communiqué dans le dos même s'ils en attribuèrent, par la suite, la responsabilité à un sous-fifre. On en rit sous cape de l'autre côté de la Seine.

MAURICE DELARUE.

(1) *Nicomède*, Corneille.

La visite du secrétaire d'État aux DOM-TOM dans les territoires du Pacifique

« Il faudra passer, en Polynésie, d'une société de marchands à une société de producteurs »

déclare M. Henri Emmanuelli à Papeete

De notre correspondant

Après huit jours passés en Polynésie française et au terme de sa première visite officielle dans les territoires du Pacifique, qui l'avait conduit auparavant en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna (« le Monde » du 13 août), M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, devait regagner Paris ce vendredi 21 août.

Papeete. — Pendant une semaine, M. Henri Emmanuelli est venu se mettre à l'écoute de la Polynésie. Dès son arrivée, des militants du parti socialiste polynésien (1) avaient ajouté aux traditionnels colliers de tiaré ou de frangipanier des roses symboliques. L'accueil réservé au secrétaire d'Etat, à Tahiti et dans les îles, fut partout populaire, chaleureux et fleuri.

De fait, dans ce territoire qui a voté massivement en faveur de M. Giscard d'Estaing le 10 mai, aucune opposition n'est venue se manifester pendant ce séjour, et M. Emmanuelli semble avoir créé un consensus (2). Le vendredi 14 août, recevant au conseil de gouvernement le secrétaire d'Etat, le vice-président, M. Francis Sanford, président du E'A Api (autonomiste, majorité locale), avait déclaré : *« Je sais que la concertation fonde votre action, que la vraie décentralisation politique, administrative, économique est enfin là ; en un mot, que les comportements colonialistes sont révolus. »*

De même, à Moorea, M. John Teariki, président du Here AI'A, qui avait fait campagne, lui aussi, pour M. Giscard d'Estaing, évoqua les vingt ans perdus en luttes politiques pour obtenir l'autonomie interne du territoire et le retard entraîné *« parce que la politique U.D.R. de l'argent facile a créé dans la société polynésienne un sous-prolétariat »*. L'évolution des institutions fut certes évoquée plusieurs fois au cours des discussions. M. Emmanuelli, répondant au vœu de M. Sanford, a d'abord anoncé la création d'un groupe de travail associant l'Etat et le conseil de gouvernement dans des domaines échappant jusqu'à présent à la compétence du territoire : la desserte aérienne et la coopération régionale dans le Pacifique.

Devant l'assemblée territoriale, évoquant la maîtrise de certains services par les élus locaux, M. Emmanuelli a précisé : *« Le gouvernement n'est pas opposé à une évolution du statut. »* *« Mais,* a-t-il poursuivi, *ce statut ne doit pas obérer les autres problèmes, ceux qui à mon sens sont les vrais : les problèmes économiques et sociaux. Ce qui conditionnera l'avenir des relations entre le territoire et la métropole, ce sera effectivement la solution de ces problèmes-là. »*

« Restreindre certains privilèges »

Sur place, M. Emmanuelli a visité plusieurs réalisations modèles : la centrale hydraulique de Teva I Uta qui alimente désormais en électricité la presqu'île, la toute nouvelle usine de jus de fruits de Moorea, le centre de recherches du CNEXO à Vairao ou le faré (maison) entièrement solaire du C.E.A. à Mahina.

Mais le secrétaire d'Etat a aussi découvert l'ampleur des problèmes économiques et sociaux du territoire, en particulier une balance commerciale au déficit vertigineux et une agriculture en déclin depuis l'installation du Centre d'expérimentations du Pacifique (3). Après avoir parcouru à pied les bidonvilles de Papeete où s'entassent des centaines de démunis dans des conditions d'hygiène déplorables, M. Emmanuelli s'est, à juste titre, étonné des écarts de richesse considérables qui existent en Polynésie et cela à cause de l'absence de redistribution des revenus.

Dressant les grandes lignes d'action à entreprendre devant l'assemblée territoriale, le secrétaire d'Etat a souligné : *« Il faudra restreindre certains privilèges et s'attaquer aux inégalités les plus criantes, faire disparaître les zones de misère, changer enfin la nature profonde de ce système économique qui repose beaucoup trop sur une société de marchands et restaurer ensemble une société de producteurs. »*

Pour M. Emmanuelli, cela demande de la part des élus locaux compétents en la matière des choix courageux, en particulier une réforme fiscale ne frappant pas seulement les salariés, et une réforme foncière pour *« casser la spéculation immobilière »*. Le secrétaire d'Etat a annoncé l'extension du code du travail à la Polynésie.

En ce qui concerne les relations entre l'État et le territoire, M. Emmanuelli a laissé entendre que la politique des conventions pourrait être poursuivie, à la condition toutefois que celle-ci donne lieu à un document général permettant de dresser un bilan d'ensemble de la « solidarité » entre la France et la Polynésie. La « solidarité », un mot cher à M. Emmanuelli qui écarte l'idée d'assistance car elle n'est pas, souligne-t-il, *« compatible avec celle de dignité »*.

PHILIPPE GUESDON.

(1) Parallèlement au Ia Mana Te Nunaa, parti socialiste autogestionnaire, qui avait été le seul à soutenir M. Mitterrand lors de l'élection présidentielle, a été mis sur pied, à Tahiti, un parti socialiste de Polynésie fédéré au P.S., juste avant la visite de M. Emmanuelli. Mais cette nouvelle formation a connu quelques difficultés de mise en place.

(2) Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Giscard d'Estaing avait recueilli 37 414 voix, soit 76,71 % des suffrages exprimés contre 11 357 à M. Mitterrand.

(3) La part du secteur primaire, dans la population active, est revenue de 46 % en 1962 à 17,5 % en 1977, tandis que celle du tertiaire a augmenté, dans le même temps, de 34,7 % à 64 %.

M. JOSEPH FRANCESCHI COMPLÈTE SON CABINET

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées, vient de compléter son cabinet que dirige M. Alain Gillette, conseiller référendaire à la Cour des comptes : *Mme Christine Patron, adjoint (P.S.) au maire de Montargis* (Loiret), est nommée conseiller technique, plus particulièrement chargée de la politique des services à domicile et des relations avec les régions.

[Diplômée de gérontologie de l'université des sciences politiques de Grenoble, Mme Christine Patron est responsable d'une maison de retraite à Montargis. Conseiller municipal depuis 1971, elle fut élue adjoint au maire de cette ville, M. Nublat (P.C.F.), sur une liste d'union de la gauche en 1976. Elle est membre de la commission régionale de l'hospitalisation et a participé notamment au groupe Prospective animé par M. Robert Lion, et au groupe d'études Retraite et socialisme animé par M. Jean Laurain, actuel ministre des anciens combattants.]

LES CENT JOURS DE M. MITTERRAND

Le président de la République : tout ce qui doit être fait sera fait

M. François Mitterrand s'est rendu dans le Gers, jeudi 20 août, *pour déjeuner à Sion*, avec M. Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste et ancien chancelier d'Allemagne fédérale, qui prend quelques jours de repos dans cette région. En quittant Sion pour sa résidence de Latché, dans les Landes, le président de la République a évoqué l'action qu'il conduit en déclarant : *« Ce n'est pas en trois mois que l'on peut réparer les dommages causés par une politique qui a duré des années et des années. »*

« Les décisions du président de la République, a-t-il ajouté, *semblent peut-être rapidement prises mais elles ont mûri depuis de longs mois, du temps où nous étions dans l'opposition. Toutefois cette action est d'autant plus difficile à mener que, dans de nombreux domaines, nous subissons les effets de la crise.*

» J'ai le sentiment d'une grande attente dans le pays. Tout ce qui doit être fait sera fait. Il faut appliquer plus rapidement les décisions qui ont été prises mais pas dans la précipitation. »

M. Mitterrand a précisé, au sujet des onze groupes industriels et des banques appelés à être

nationalisés.

nationalisés : *« Les nationalisations prévues l'ont été dans mon programme présidentiel, cela a valeur de contrat pour mon septennat. Après d'autres élections générales, les Français jugeront.*

» Le seul critère qui nous guide est celui des monopoles, ceci étant, je veillerai à développer au maximum les P.M.E. et les P.M.I. : Nous sommes de ceux qui veulent restituer à l'initiative populaire toutes ses chances. »

M. STASI (C.D.S.) : pas de compromission avec le pouvoir

M. Bernard Stasi, président-délégué du C.D.S., vice-président de l'U.D.F., a présenté, le 20 août à Rennes, le programme de l'université d'été des jeunes démocrates sociaux, qui se tiendra dans cette ville du 24 au 29 août. Selon M. Stasi, face au défi résultant des dernières élections, il faut répondre par un effort de renouveau. *« Nous n'avons pas prêté,* a-t-il déclaré, *une oreille suffisamment attentive et un cœur assez ouvert aux aspirations de la jeunesse qui désirait une société plus solidaire, plus décentralisée, plus humaine.*

« Il est clair que nous sommes dans l'opposition, nous avons la certitude que la politique qui est actuellement suivie est mauvaise et néfaste au progrès économique et social de notre pays, et nous ne pouvons être suspectés de compromission vis-à-vis du pouvoir en place ». M. Stasi estime enfin que *« plus longtemps M. Giscard d'Estaing se taira, plus il sera écouté »*.

● *M. Yvan Blot,* membre du comité central du R.P.R., a déclaré le jeudi 20 août à France-Inter qu'il redoute *« la mise en œuvre, à terme, d'un socialisme qui ne soit plus véritablement républicain »*. Les socialistes, selon lui, sont *« des grands seigneurs de la politique qui ont tendance à mépriser l'économie »*. Ils sont, a-t-il ajouté, tentés d'organiser *« des fiefs au sein de l'Etat de la même façon qu'ils sont organisés en fiefs à l'intérieur de leur parti »*. *« Je ne suis pas certain,* a déclaré M. Blot, *que cela soit compatible avec nos traditions de liberté républicaine. »*

Le P.C.F. : la participation au gouvernement a une finalité stratégique

Dans l'Humanité du 21 août, M. Paul Fromonteil, membre du comité central du P.C.F., explique en quoi la participation de ministres communistes au gouvernement correspond à la stratégie autogestionnaire du XXIIIe congrès et à la situation créée par *« une véritable mutation sociale »*.

« On comprend bien, écrit-il, *que certains rêvent d'une participation éphémère. De bons apôtres nous susurrent même que ce serait notre intérêt de nous dégager d'un échec inévitable ou d'un glissement inéluctable vers une gestion social-démocrate de la crise. Eh bien, disons-le clairement, nous ne ferons rien qui puisse leur donner satisfaction. »*

M. Fromonteil décrit la stratégie de son parti comme une stratégie d'accompagnement et d'éclairage de la majorité de gauche dans laquelle le P.C.F. conserve son indépendance et sa spécificité.

Il ajoute : *« Ainsi, prenant appui sur une analyse spécifique d'une réalité placée sous le signe de la contradiction et du mouvement, notre stratégie permet de jouer notre rôle d'avant-garde en résolvant le problème posé par l'écart qui existe entre le haut niveau des solutions nécessaires pour sortir de la crise, et le niveau actuel du mouvement populaire dans sa majorité.*

» Nous sommes entrés dans une nouvelle étape de notre combat pour la démocratie et le socialisme (...).

» Il s'agit « d'enrichir et de rendre plus perceptible » notre perspective du socialisme démocratique et de mieux traduire concrètement notre stratégie d'avancée « pas à pas », c'est-à-dire de marcher au rythme des gens tout en éclairant le but, d'aller avec eux jusqu'au bout de chacune des expériences qu'ils font, de favoriser leur compréhension en apparaissant comme la force la plus constructive, la plus efficace pour aller de l'avant.

» L'entrée de ministres communistes au gouvernement n'a pas seulement valeur en soi, pour leur action, elle résulte de notre stratégie et lui offre de nouveaux développements dans la perspective d'une remontée de notre influence. »

DANS LA PRESQU'ILE DU COTENTIN

Les manifestations se multiplient autour de l'usine de La Hague

De notre correspondant

Cherbourg. — « Non au retraitement des déchets étrangers, oui au respect des engagements » : c'est sur ce thème qu'un millier de personnes ont participé, jeudi 20 août, à une manifestation organisée à Cherbourg par le collectif des quinze organisations locales opposées à l'extension de l'usine de La Hague. Pour la circonstance, M. Michel Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T., était là, ainsi que M. Brice Lalonde, ancien candidat écologiste, et Mme Monique Sené, présidente du groupement scientifique d'information sur l'électronucléaire.

En revanche, Mme Huguette Bouchardeau, que l'on attendait, n'est pas venue, et le parti socialiste était plus que discret. Il a seulement fait lire un communiqué réaffirmant ses engagements et demandant que la commission promise par M. Mauroy puisse travailler sérieusement.

L'embarras des élus socialistes

M. Michel Rolant, lui, a réclamé la publication des contrats passés avec les pays étrangers pour le traitement de leurs combustibles irradiés. *« Les contrats d'une entreprise privée ne peuvent engager la collectivité nationale »*, a-t-il estimé en s'en prenant violemment *« à la clique du C.E.A. prise en flagrant délit de mensonge lundi soir à la télévision dans une émission-propagande »* et qui serait, selon lui, responsable de la mauvaise information du gouvernement. M. Brice Lalonde s'est interrogé sur *« l'aptitude du gouvernement à résister au pouvoir des technocrates et à inventer vraiment de nouvelles formes de démocratie »*.

Ce rassemblement était le dernier d'une série de manifestations qui agitent le Contentin depuis trois semaines. Le mardi 4 août, la première intervention des C.R.S. *« de gauche »* ouvrant la route de l'usine aux combustibles irradiés japonais a mis le feu aux poudres. Le lendemain, la sous-préfecture était occupée par trois cents mécontents. Une semaine plus tard, une centraine d'agriculteurs du comité de défense bloquaient la route de l'usine avec leurs tracteurs et déversaient du fumier devant l'entrée.

Le jeudi 13 août, une manifestation jetait mille cinq cents personnes dans les rues de Cherbourg, comme aux plus beaux jours de la lutte sous le gouvernement Barre, alors que le bateau de Greenpeace entrait dans la rade. Mardi 18 août, une centaine d'opposants au retraitement interceptaient deux wagons chargés de 8 tonnes de combustibles irradiés belge et allemand. L'arrivée de ces déchets étrangers semble en contradiction avec l'engagement pris par le gouvernement de ne plus en recevoir à l'usine de La Hague d'ici au débat d'octobre.

Les promesses du président

Trois mois plus tôt, pourtant, au soir du 10 mai, les mêmes personnes dansaient dans les rues de Cherbourg. Les mouvements écologistes du Cotentin, contrairement à M. Brice Lalonde, avaient appelé à voter pour le candidat socialiste. Leur déception est à la hauteur de leur espoir. Pendant la campagne électorale, MM. Alain Bombard, Jean Le Garrec et Paul Quilès sont venus déclarer, au nom du parti socialiste : *« Nous sommes opposés à l'extension de La Hague tant que les problèmes qui se posent ne seront pas réglés. »* M. François Mitterrand lui-même, dans une lettre adressée le 1er mai au comité contre la pollution atomique de La Hague, a écrit : *« J'ai proposé un moratoire en ce qui concerne le développement industriel des surgénérateurs : cela rend le retraitement des combustibles irradiés non obligatoire, des recherches seront donc engagées sur la voie du non-retraitement. »*

Une épreuve

En 1979, une pétition nationale opposée au retraitement des combustibles irradiés à des fins commerciales avait été signée par MM. Mitterrand, Mauroy, Rocard, Bérégovoy, Fabius, Jospin, Poperen, Le Pensec, Defferre, Cot, Joxe, Fillioud et Estier et par le député de la Manche, Louis Darinot.

On comprend l'embarras des socialistes locaux. Depuis trois ans, ils militent au sein du comité des quinze organisations hostiles à l'extension de La Hague. Au retour de leur entrevue avec M. Pierre Mauroy, le 12 août, les élus locaux socialistes étaient divisés. M. Louis Darinot se disait satisfait d'avoir obtenu cette fameuse « commission spécialisée » qu'il réclamait depuis huit ans. Avec le maire de Cherbourg, il se déclarait solidaire du gouvernement. En revanche, le responsable de la fédération socialiste de la Manche appelait à manifester dans la rue dès le lendemain, pour réclamer le respect des engagements et la dénonciation des contrats étrangers : *« Nous ne changerons pas d'attitude jusqu'au congrès de la Fédération nationale du parti socialiste qui donnera sa position éventuellement nouvelle sur le problème du retraitement »*, a déclaré M. René Sebire, conseiller général, représentant la fédération de la Manche.

Si le nucléaire est une épreuve pour le gouvernement, il l'est plus encore pour les socialistes du Cotentin. — *(Intérim.)*

A PROPOS DE LA LOI D'AMNISTIE

A propos de la loi d'amnistie relative aux sanctions professionnelles *(le Monde* du 21 août), nous avons écrit par erreur que l'accident survenu le 19 janvier de cette année, à la station Auber du R.E.R., avait causé la mort de cinq personnes. En fait, il y a eu un mort, cinq blessés graves et une soixantaine de blessés légers *(le Monde* du 21 janvier).

A la fête de « l'Humanité »

UNE « PÉTITION GÉANTE » CONTRE LA BOMBE À NEUTRONS

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., directeur de *l'Humanité*, a fait le point, jeudi 20 août, sur les ventes des vignettes de la fête de *l'Humanité*, qui aura lieu les 12 et 13 septembre prochain à La Courneuve. Un peu plus de deux cent soixante mille ont été vendues, soit dix-huit mille cinq cents de moins que l'année dernière à la même époque. Cette année, la vente a commencé avec retard, en raison des élections législatives.

Devant des militants de la région parisienne, M. Leroy a estimé que le bilan des trois premiers mois du septennat de M. Mitterrand *« est déjà significatif » : « La première augmentation du SMIC, la revalorisation des allocations familiales, de l'allocation logement et de l'allocation vieillesse donnent le sens de la nouvelle politique ». « Certes, tous les problèmes sont loin d'être réglés,* a-t-il ajouté. *Personne ne peut s'étonner de trouver des obstacles sur la voie du changement. C'est un stimulant supplémentaire pour que les travailleurs mesurent leurs responsabilités, développent leur activité. »* M. Leroy a, d'autre part, indiqué qu'une *« pétition géante »* contre la bombe à neutrons serait mise en circulation à la fête de *l'Humanité*, puis sera adressée à l'ambassade des Etats-Unis.

L'ORGANISATION DU MINISTÈRE DU TEMPS LIBRE

Dans un article intitulé « Au ministère du temps libre, création d'une direction du loisir social » *(le Monde* du 21 août), nous nous interrogions sur les attributions pratiques du ministre délégué à la jeunesse et aux sports et sur celles du secrétaire d'Etat au tourisme.

Nous avons reçu de M. André Henry, ministre du temps libre, les précisions suivantes :

« J'ai eu l'occasion d'expliquer dans le détail la nouvelle structure qui résulterait de la création de cette nouvelle direction. Les deux décrets du 18 août, publiés au Journal officiel, *concrétisent naturellement, l'un la création d'une nouvelle direction, l'autre la réorganisation que celle-ci entraîne au ministère du temps libre.*

» Une telle réorganisation ne saurait en aucune manière remettre en cause les attributions respectives de Mme Edwige Avice et de M. François Abadie, qui ont fait l'objet d'une publication par décret du 16 juillet 1981 pour Mme le ministre délégué chargé de la jeunesse et des sports, et du 23 juillet 1981 pour M. le secrétaire d'Etat chargé du tourisme. Les dispositions de ces deux décrets leur donnent pleine et entière autorité dans leur secteur propre de responsabilité. La publication des décrets du 18 août ne modifie en rien les décrets d'attribution précédents et j'ai souhaité que vos lecteurs en fussent informés. »

● *La succession de M. Claude Quin.* — Après sa nomination comme président du conseil d'administration de la R.A.T.P. (cf. B.Q. du 6 août), M. Claude Quin a démissionné de son siège de conseiller (P.C.) de Paris. C'est sa suppléante, Mme Simone Goenvic qui lui succède.

[Agée de quarante ans, employée au Crédit lyonnais depuis 1955, militante syndicale C.G.T., Mme Simone Goenvic est premier secrétaire de la section du parti communiste du Crédit lyonnais depuis 1970. Elle fut élue suppléante de M. Claude Quin au Conseil de Paris (3e secteur) en 1977.]

Le Monde

société

Une campagne pour les femmes réfugiées

Les « princesses mortes »

Pour avoir eu des relations sexuelles, volontairement ou non, *ou être* enceintes en dehors du mariage, pour un échange de mots ou un regard avec un jeune homme, pour avoir cherché à échapper à un mariage *forcé* ou avoir été abandonnées par leur mari, des milliers de jeunes filles et de femmes musulmanes sont sanctionnées, parfois même assassinées ou poussées au suicide par leur famille, sous la pression de leur milieu, pour l'honneur de la communauté. Certaines *subissent* même le courroux de leurs proches après une *simple* opération gynécologique, la famille croyant à l'accouchement d'un enfant illégitime ou à un avortement.

Ces faits sont fréquents. Ils concernent des femmes de nombreux pays, où la coutume, qui veut qu'elles soient avant tout des épouses et des mères irréprochables les *empêche d'échapper* aux usages qui les oppriment. Le drame survient chez elles ou à l'étranger, selon qu'elles cherchent à fuir leur *pays pour* aller vivre en France, en Suisse, au Canada ou ailleurs, ou que, malgré la pression de leur famille, elles décident de rester malgré tout auprès des leurs.

Les animatrices de S.O.S.-*Femmes alternative, qui avaient* ouvert, en 1978, à Paris, le refuge Flora-Tristan pour femmes battues, en ont rencontré beaucoup. A Chambéry, le comité de solidarité avec les travailleurs immigrés de Savoie faisait la même *expérience. Quelques faits* isolés ont trouvé un écho dans la presse, comme l'enlèvement, par son frère, en avril 1979, de Dalila Zaghar, une Algérienne, qui avait épousé un Français contre la volonté de sa famille, avant d'émigrer au Canada. Ou encore l'exécution publique, en 1977, à Ryad, de la *princesse* Mishaal et d'un homme, rencontré à Beyrouth, où elle avait fui un mariage forcé.

Très vite, les responsables de « Flora-Tristan », mesurant la gravité du problème — de plus *en plus, des femmes immigrées* viennent chercher auprès d'elles une protection — se sont rendues compte qu'elles étaient désarmées : difficulté d'obtenir rapidement un visa pour celles qui veulent quitter leur pays, impossibilité de garantir asile en France aux mineures ou à celles *qui ne disposent pas* de carte de travail, même si, pour certaines, un retour dans leur pays serait lourd de conséquences.

Peu à peu, on comprend que la seule solution efficace réside dans l'attribution à ces femmes du statut de « *réfugiées* ». Dès lors, l'association se bat pour obtenir ce statut. L'objectif : faire rajouter le mot « sexe » au texte de la convention de *Genève sur les réfugiés*, qui, dans sa forme actuelle, vise toute personne « *craignant, avec raison, d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques* ».

L'obstacle est de taille : le texte ne peut être modifié que sur la demande préalable d'un gouvernement. Aujourd'hui, « Flora-Tristan » place de grands espoirs dans une *démarche officielle* du gouvernement de M. Mauroy, et des contacts ont été pris avec le ministère des droits de la femme et le secrétariat d'Etat aux immigrés.

L'initiative des membres de « Flora Tristan » *n'est pas isolée.* En Suisse, M. Edmond Kaiser, fondateur de Terre des hommes, et président de l'association Sentinelles, est intervenu auprès des *Nations unies*, du haut commissariat pour les réfugiés, et de la division des droits de l'homme de l'ONU. Pour appuyer sa démarche, « Sentinelles » a établi un dossier intitulé « Princesses mortes », relatant de nombreux cas de femmes persécutées ou assassinées avec leur enfant *né ou à naître.*

Un groupe « santé et droits de la femme », constitué par des fonctionnaires, a rencontré des parlementaires européens afin que ces femmes puissent obtenir un statut semblable à celui des *réfugiés politiques. A Londres,* se constituait récemment un Minorities Nights Group. En République fédérale d'Allemagne, c'est Terre des femmes, dirigé par Mme Ingrid Staehle, qui a eu l'idée d'ajouter le mot « sexe » au texte de la convention de Genève. — Cl. L.

ÉDUCATION

Le vrai problème scolaire

(Suite de la première page.)

Comme si le fait de l'avoir débarrassée d'une émule gênante, *allait lui libérer la route,* frayer la voie des réformes et lui donner le courage des audaces et des ruptures ? Assuré alors du monopole sans partage dans le domaine *de l'enseignement et de la formation,* nanti de tous les moyens que lui prodigue l'Etat pour réaliser ses objectifs, dégagé du soupçon que pouvait faire peser sur *lui toute* comparaison, voici donc l'enseignement public, réinvesti dans ses droits et sa mission, prêt à affronter les tâches que ne lui disputera plus une école qui, hier encore, avait eu l'audace — et peut-être l'impertinence, — *d'anticiper un modèle éducatif* et social auquel il pourra consacrer tous ses efforts.

Une logique de la responsabilité

Ce modèle tient en trois mots : *autonomie* des établissements qui définissent eux-mêmes leur projet éducatif ; *participation* des parents et des gestionnaires associés aux enseignants pour faire *exister l'école dans son identité ; souplesse* des structures qui permet de réviser et d'actualiser les objectifs d'éducation et qui stimule la capacité inventive d'une pédagogie appropriée à la diversité des enfants et des jeunes.

Est-ce bien cela que l'on veut au ministère de la rue de Grenelle ? Est-ce bien cela que veulent les associations de parents d'élèves qui militent pour le changement à l'école tout autant que pour la laïcité ? Surtout, est-ce bien cela que veulent les syndicats d'enseignants qui, plus encore que les autres partenaires de l'école publique, se sentent responsables de sa mission dans le pays, solidaires de son fonctionnement, légitimement inquiets d'un système qui ne parvient pas à liquider la plaie inguérissable de *l'échec* scolaire ?

Si c'est cela que l'on veut, il n'est pas seulement urgent de le dire. Il est urgent que les orientations soient données, que les mesures soient prises. Il est urgent que les syndicats de maîtres *s'éveillent de leur* dogmatisme et que les associations de parents soient entendues et conviées à ce vaste effort de renouveau. Tout citoyen, quelle que soit, du reste, sa pensée personnelle sur la liberté d'enseignement, ne pourrait qu'applaudir à un mouvement de réforme qui, substituant à la logique étatique la logique de la responsabilité et de la vie associative, redonnerait son état de grâce à la fonction enseignante, réconcilierait l'école avec ses élèves, et lui ferait retrouver la confiance en sa mission et en son destin.

Il n'est pas douteux que la *mise en œuvre* d'un tel programme de renouvellement du service public d'enseignement introduirait un tel changement dans les structures et les mentalités enseignantes que les données mêmes du problème scolaire en seraient modifiées et que la querelle faite à l'école privée apparaîtrait alors pour ce qu'elle est : une diversion qui dispense d'aller à l'essentiel. A qui fera-t-on croire que l'existence d'un secteur privé d'enseignement (16 % de l'ensemble scolaire) est l'obstacle majeur qui s'oppose à l'évolution du secteur public ? N'est-ce pas plutôt parce que *celui-ci ne cherche pas assez* à échapper à sa pesanteur institutionnelle qu'il résiste à tout appel au renouveau et que certains de ses militants se donnent le commode alibi de ressusciter le vieux démon de la laïcité et de l'école unique ?

Pour leur part, les responsables de l'école catholique, et en particulier les évêques, ne sont pas disposés à entrer dans le jeu stérile d'une querelle qui n'aura son point final que le jour où, dans le cadre d'un système d'enseignement renouvelé et décentralisé, les établissements scolaires, publics ou privés, jouiront de leur autonomie et de l'identité reconnue d'un projet *éducatif.*

Nos convictions sont bien *connues : outre notre attachement* à la liberté de l'enseignement et au droit des familles à une école de leur choix, il y a la référence chrétienne qui donne son esprit à un projet éducatif. Nous ne saurions sacrifier ces *convictions sans trahir, et* une négociation, si elle doit un jour *s'engager,* ne saurait les mettre en cause, non plus que certaines de leurs implications, telles que la *nomination des directeurs* d'établissement et le choix de l'équipe pédagogique. Mais au-delà de ces convictions, il y a, faut-il le rappeler encore, cette réalité à laquelle tout observateur impartial ne peut rester insensible. D'un *côté,* un secteur privé d'écoles qui veulent rester libres pour être inventives et dont le service est reconnu par la grande majorité de l'opinion. De l'autre, un *secteur public qui* n'en finit pas de chercher son changement pour échapper aux contraintes du centralisme étatique.

Il serait aberrant de penser que *la suppression du secteur privé* soit le prix à payer pour une école publique rénovée. C'est à elle d'abord de faire son changement. Le vrai problème est là. L'école catholique, car c'est d'elle surtout qu'il s'agit, ne saurait faire les frais de l'opération. Ce serait d'abord une atteinte aux libertés ; ce serait aussi un défi à la logique du progrès et à la réalité sociale de notre pays. Une *erreur. Plus* qu'une *erreur,* une faute politique.

JEAN HONORÉ.

Le sort de la réforme des études médicales

Premières décisions le 15 septembre

Le professeur Maxime Seligmann *a été* nommé chargé de mission auprès du ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary. Ses attributions couvriront les domaines de la biologie, de la médecine, et des autres disciplines de santé.

Médecin des hôpitaux, professeur à la faculté Saint-Louis-Lariboisière, à Paris, chef du service d'immunologie, directeur d'une unité de recherche de l'INSERM (immunochimie et immunopathologie) et spécialiste éminent des maladies du sang, le professeur Seligmann sera notamment chargé, en coopération avec le groupe de travail que préside au ministère de la santé le professeur Jacques Roux, de suivre les problèmes que pose la réforme des études médicales. La décision de mettre en application les textes publiés à propos de la réforme du troisième cycle (et notamment l'organisation des *concours d'internat nouvelle manière*) ou, au contraire, de surseoir à cette application, inclination *qui semble être celle du* groupe du ministère de la santé, sera annoncée le 15 septembre.

Si cette dernière solution devait être retenue, des concerta*tions et des négociations seraient* alors entreprises afin de pouvoir, le cas échéant, soumettre à l'Assemblée nationale un dispositif nouveau au printemps prochain.

D'autre part, une *concertation* sera aussi nécessaire en ce qui concerne la fixation du nombre des étudiants qui seront admis en deuxième année du premier cycle des études médicales (P.C.E.M. 2) au terme de l'année scolaire 1981-1982. Il y a quelques semaines, le ministère de la santé avait en effet annoncé son intention de ne pas reconduire la réduction de dix pour cent par an qui avait été décidée depuis 1979, en raison de l'accroissement préoccupant de la densité médicale, accroissement que ne justi*fie nullement* une démographie en régression.

JUSTICE

L'enquête sur la tuerie d'Auriol

Un ami de M. Yves Courtois a été interpellé en Corse

Marseille. — En relation avec l'enquête sur la tuerie d'Auriol, M. François Giustignani, membre ou sympathisant du SAC, a été interpellé jeudi 20 août en *Haute-Corse.* Des inspecteurs du S.R.P.J. de Marseille entendent *ce témoin* dans les locaux de l'antenne de la police judiciaire, à Bastia. M. Giustignani est un ami de M. Yves Courtois, du SAC marseillais, disparu depuis le 15 mai (« le Monde » du 21 août). M. Giustignani, qui passait ses vacances en Corse, a été placé en garde à vue.

D'autre part, Mme Marina Massie, sœur de l'inspecteur stagiaire assassiné, a remis, jeudi 20 août, de nouveaux documents au juge Llaurens-Guérin. Ces pièces sont les dernières qui étaient en sa possession.

Toutes les archives détenues par la sœur de Jacques Massie ont été remises au juge d'instruction

Une nouvelle fois, la partie civile a remis, jeudi 30 août, à Mme Françoise Llaurens-Guérin, premier juge d'instruction chargé de l'affaire de la tuerie d'Auriol, des documents de l'inspecteur-stagiaire Massie. Mme Marina Massie a, en effet, déposé sur le *bureau du magistrat* le complément des premières « archives » de son frère. Comme le 13 août, il *s'agit* essentiellement de *classeurs* de correspondances, et notamment de réponses à son courrier, de notes et de documents. Parmi ces pièces figurent des *éléments d'information* — dont on ne sait s'ils sont confidentiels — sur le Front de libération nationale de la *Corse* (F.L.N.C.), le mouvement clandestin anti-séparatiste Francia, la C.G.T. et le patronat. De bonne source, ces « archives » seraient les dernières de celles que Mme Massie avait en sa possession.

D'autre part, il est désormais possible d'avoir une idée relativement précise sur les premiers documents de Jacques Massie, remis à la justice le 13 août. Il s'agit des lettres reçues par l'inspecteur-stagiaire depuis 1974, réparties dans deux classeurs et des doubles de sa correspondance. On y trouve *essentiellement* des lettres de Massie échangées avec la direction nationale du SAC concernant des adhésions ou des radiations de militants et le fonctionnement de l'organisation. Ces classeurs contiennent également quelques lettres banales de M. Pierre Debizet, secrétaire général du SAC, de Me Yves Destrem, ancien responsable régional du SAC, adjoint au maire (R.P.R.) d'Aix-en-Provence, etc.

Plusieurs fichiers d'adhérents du SAC figurent parmi les documents : un fichier alphabétique en deux parties des militants des Bouches-du-Rhône, doublé de

De nos envoyés spéciaux

deux *classeurs concernant* les fonctionnaires de police adhérents et les « civils » ; on y trouve aussi des organigrammes des départements des Alpes-de-Haute-Provence (cinq militants), du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône. Jacques Massie exerçait, en effet, sans en avoir *le titre,* les *fonctions* de coordonateur régional du SAC. Les fiches des adhérents mentionnent simplement l'identité et le *curriculum vitae* des intéressés, ainsi que les heures de la journée auxquelles ils sont disponibles. Toutefois, pour certains d'entre eux, apparaissent *des* addenda concernant des activités d'infiltration.

Le reste des archives est constitué de diverses chemises. L'une d'elles, de couleur jaune, se rapporte au Centre d'études et de recherches politiques et sociales (CERPS), que *Jacques* Massie avait fondé en 1979. Une autre, de couleur rouge, est consacrée au « *terrorisme arabe* » et comporte quelques feuillets avec des noms arabes et des adresses à Marseille.

Selon plusieurs sources sûres, ces multiples *documents, dont* certaines notes parfois très elliptiques et des coupures de presse sur des attentats, ne sont pas à même de faire progresser l'enquête sur la tuerie d'Auriol dans l'immédiat. L'ensemble de ces documents représente une quinzaine *de scellés.*

Changement d'avocats

Enfin la composition des conseils de la *partie civile* a *été* profondément modifiée. Me Gilbert Collard a été écarté faisant place à Mes Alain Lhote et Frédéric Monneret. C'est ainsi que, jeudi 20 août, Mme Marina Massie a tranché la polémique et les remous suscités depuis une semaine par *les déclarations* de Me Collard à propos des huit cents feuillets de documents remis le 13 août au magistrat-instructeur. L'avocat, membre du P.S., avait *affirmé* que ces pièces, d'une extrême importance, allaient « *fracasser les murs* » (*le Monde* des 19 et 21 août). *Mes Lhote et Monneret,* qui rejoignent leur confrère Me Jean Roussel, ont déclaré jeudi soir : « *Mme Massie a pris un certain nombre de dispositions au sujet de ses conseils. Elle a jugé bon de faire appel à nous. Nous nous sommes constitués partie civile hier soir. Nous sommes désormais trois avocats.* »

Cet épisode judiciaire — moins anodin qu'il n'y paraît, — est directement lié à la question du respect ou de la violation du secret de l'instruction. « *Il existe un article du code de procédure pénale sur le secret de l'instruction,* ont souligné Mes Lhote, Monneret et Roussel. *Il est normal que nous le respections.* » Ainsi Mme Massie, en dessaisissant Me Collard, manifeste qu'elle désapprouve l'attitude de celui-ci. Il apparaît, en outre, que la version selon laquelle un correspondant anonyme lui aurait fixé un rendez-vous pour lui remettre, le 13 août, les « archives » de son frère dans un sac marron, était fantaisiste (*le Monde* du 15 août). Certaines informations permettent, en effet, de penser que ces *documents se trouvaient* beaucoup plus simplement en possession de Mme Massie.

Le juge d'instruction, Mme Llaurens-Guérin, elle-même irritée, semble-t-il, des violations répétées du secret de l'instruction, a demandé au procureur de la République *d'intervenir* auprès du bâtonnier, afin qu'il rappelle les avocats à plus de discrétion. Le magistrat, qui poursuit l'analyse du dossier, devrait interroger, ce vendredi 21 août, MM. Didier Campana et, le lendemain, Jean-Bruno Finocchietti, deux des membres présumés du *commando* d'Auriol. L'interrogatoire de M. Debizet, secrétaire général du SAC, repoussé à deux reprises en raison des développements de l'enquête de police et de l'instruction, pourrait donc avoir lieu au début de la semaine prochaine.

LAURENT GREILSAMER et GUY PORTE.

CORRESPONDANCE

La « bande à Thérèse »

Me Odile Dhavernas, avocat à la cour d'appel de Paris, nous a adressé une lettre à propos de l'article intitulé « Thérèse et quelques autres », publié dans le Monde *du 17 juin, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :*

L'invention d'une « *bande à Thérèse* » *qui* n'a jamais existé que dans l'esprit des policiers valorise peut-être l'action de ceux-ci ; mais les faits sont plus modestes : outre qu'il n'y a ja*mais eu deux filles* dans le groupe, Thérèse n'en est aucunement le « *chef incontesté* » et n'a pas participé à la plupart des *affaires* contenues dans ce dossier, son rôle y apparaissant au contraire comme marginal ; et il est hors de doute, de l'avis même du juge *d'instruction*, que lorsque l'affaire passera devant la chambre d'accusation, la plupart des chefs d'inculpation actuellement *retenus* contre elle seront abandonnés.

Que le commissaire Leclerc considère Thérèse comme « *une gamine incroyablement dure, irrécupérable* » est son affaire ; j'admire qu'une interpellation et une garde à vue lui suffisent pour porter ainsi un jugement définitif sur *une adolescente,* sa personnalité et son avenir.

Ce n'est sûrement pas avec des jugements aussi superficiels que péremptoires que l'on prendra l'exacte mesure de la désinsertion des jeunes et des moyens d'y remédier, ni qu'on aidera ces jeunes à reprendre pied dans une existence normale. En faire les héros négatifs qu'ils ne sont pas et utiliser pour ce faire l'inquiétude soulevée par le meurtre de M. Fontanet dont aucun d'entre eux n'est inculpé, c'est encourager une certaine psychose que votre journal a, par ailleurs, à de nombreuses reprises, courageusement dénoncée. C'est aussi encourager un certain racisme anti-jeunes. C'est enfin, car vous serez peut-être surpris d'apprendre que la « *fleur de zone* », qui vient de réussir son certificat d'études, lit *le Monde,* donner à ces jeunes l'impression que la société entend bien les marquer et les exclure définitivement. Le risque existe qu'ils interprètent de telles assertions comme un défi, surtout lorsque, comme c'est le cas pour Thérèse, *tous* leurs efforts en détention démentent ce prétendu caractère « *irrécupérable* ».

FAITS ET JUGEMENTS

Un extrémiste de droite italien demande l'asile politique à la France

M. Stefano di Cagno, vingt et un ans, militant italien d'extrême *droite,* actuellement détenu à la prison de Fleury-Mérogis, a demandé, jeudi 20 août, l'asile politique au président de la République et au garde des sceaux. M. di Cagno avait entrepris, jeudi 9 juillet, une grève de la faim (*le Monde* du *22 juillet*), pour protester contre l'avis favorable d'extradition rendu la veille par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

La justice italienne, qui demande l'extradition de M. di Cagno, *l'accuse* d'avoir participé le 11 mars 1980 au meurtre de Martino Traversa, dix-neuf ans, animateur d'une radio libre à Bari (Pouilles). Le gouvernement français n'a pas encore pris de décision sur le sort de M. di Cagno. Ce dernier, qui proteste *de son innocence* demande à voir sa compagne, Mlle Cecilia Marvulli, vingt et un ans, enceinte de sept mois, *interpellée* à Paris mercredi 22 juillet, en même temps que M. Mila Rodrigues, Espagnol d'extrême droite, un moment soupçonné *d'avoir participé* à l'attentat de la rue Copernic (*le Monde* daté 26-27 juillet). Mlle Marvulli, qui fait également l'objet *d'une* demande d'extradition de la justice italienne, est actuellement écrouée à la prison de Fleury-Mérogis.

● *Incidents à Vaulx-en-Velin.* — Des incidents ont éclaté, *mercredi* 19 août, au quartier de la Grappinière à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, entre des jeunes gens et les forces de l'ordre. Dans ce quartier, certains jeunes immigrés qui ne partent pas en vacances organisent des « rodéos » avec des voitures volées. Mercredi vers 20 h. 30, un véhicule a pris feu. Les pompiers, empêchés d'intervenir par les jeunes gens, firent appel à la police, qui a été accueillie par des jets de pierres.

LE CALENDRIER SCOLAIRE 1981-1982 NE SERA PAS MODIFIÉ

« *Les calendriers fixés par les recteurs pour l'année scolaire 1981-1982 devront être maintenus* », précise M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, dans une réponse à une question écrite de Mme Brigitte Gros, sénateur (gauche démocratique) des Yvelines, publiée dans le *Journal officiel* du jeudi 20 août.

Selon le ministre, les familles, les enseignants ainsi que les responsables de toutes les activités économiques et sociales concernées par l'organisation des loisirs en période de vacances scolaires, ont « *déjà pris leurs dispositions sur ces bases, qui ne sauraient donc être remises en cause sans risques majeurs de désordre* ».

Face aux difficultés rencontrées en matière de calendrier scolaire, le ministre se déclare cependant déterminé à faire procéder à un nouvel examen « *au fond* » de l'organisation des vacances scolaires.

Rappelons toutefois, que le ministère de l'éducation nationale a décidé de reporter la rentrée des classes dans trois académies (Amiens, Bordeaux et Rouen), qui, initialement, devaient être les premières à l'effectuer. Dans ces académies, les élèves reprendront les cours le jeudi 10 septembre au lieu du mardi 8.

هكذا من الاصل

DÉFENSE

M. HERNU VEUT RECRUTER 900 GENDARMES SUPPLÉMENTAIRES EN 1982

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a annoncé, jeudi 20 août, à Auxerre (Yonne), qu'il avait l'intention de demander, pour 1982, la création de neuf cents emplois (dont cent destinés aux femmes et dix postes d'assistantes sociales) dans la gendarmerie nationale.

Cette augmentation, souhaitée par le ministre de la défense, est différente de celle que M. Hernu a obtenue dans le cadre du collectif budgétaire de 1981 et qu'il a annoncée le 10 juillet dernier à Melun (Seine-et-Marne). Cette dernière augmentation des effectifs, en cours d'application depuis un mois, porte *sur* 1 000 *emplois*, dont 120 militaires féminins et 10 assistantes sociales. Avant cette double augmentation, la gendarmerie nationale comptait 76 599 personnels d'active (officiers et sous-officiers) dont 360 femmes, auxquels il faut ajouter 5 460 auxiliaires, issus du contingent.

M. Hernu a consacré son après-midi du jeudi 20 août à la visite du centre d'instruction des gendarmes auxiliaires d'Auxerre, à celle d'une brigade territoriale et d'un escadron mobile.

Durant le mois de juillet, la gendarmerie a effectué 335 opérations de secours en montagne (où les accidents constatés ont provoqué la *mort de 38 personnes*) et *151 opérations de sauvetage sur* le littoral, les rivières et les plans d'eau (où les accidents ont entraîné la mort de 42 personnes).

● *Mouvements de la flotte française en océan Indien.* — Le patrouilleur *Etoile-Polaire* a quitté la zone de l'océan Indien pour rallier Toulon, où il sera désarmé. Construit en 1957, l'*Etoile-Polaire* vient de passer dix années consécutives dans la zone de Djibouti. D'autre part, le pétrolier ravitailleur d'escadre *Durance* a appareillé de Brest pour rallier l'océan Indien, où il relèvera le pétrolier la *Charente*.

FAITS DIVERS

Des rapaces pour améliorer la sécurité au-dessus des bases aériennes

Chaque année, tant pour l'aviation civile que pour l'armée de l'air, les collisions entre appareils et oiseaux — aspirés par les moteurs — font des dégâts que l'on peut évaluer à des centaines de millions de francs. C'est pourquoi l'armée de l'air attache une très grande importance à la double expérience menée sur les bases d'Istres (Bouches-du-Rhône), et de Strasbourg, Entzheim (Bas-Rhin : il s'agit d'utiliser des rapaces, faucons et autours, pour écarter les oiseaux des bases militaires et de leurs abords. Elle reprend ainsi des expériences déjà tentées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Le but de l'opération est moins de faire tuer des oiseaux par les rapaces que de créer un climat d'insécurité permanente dans ce secteur. « *Il faut que les mouettes comprennent que nous devons avoir chacun nos couloirs aériens* », commente un pilote.

Pour mener à bien son entreprise, l'armée de l'air utilise deux types de rapaces, sensiblement différents tant du point de vue morphologique que de celui des techniques de chasse : le faucon et l'autour qui est une sorte d'épervier. Le faucon monte haut dans le ciel pour surveiller son terrain de chasse et repérer ses proies sur lesquelles il pique à près de 300 kilomètres à l'heure. L'autour, au contraire attaque à des altitudes relativement basses. Il *préfère l'embuscade* et peut zigzaguer pour attraper sa proie.

Les résultats obtenus sont déjà positifs : les accidents ou incidents ayant pour origine des oiseaux, sont passés d'un sur trois à un sur quatre sur la piste de Strasbourg-Entzheim, et le nombre total de ces accidents ou incidents, a diminué : en 1980, 26 sur 77 avaient eu pour origine une collision avec un oiseau ; en sept mois cette année, 8 accidents ou incidents sur 33 sont dus aux oiseaux.

Ce sont des membres de l'Association nationale des fauconniers et autoursiers qui sont sur les deux bases militaires. L'association a fourni les rapaces.

INONDATIONS EN U.R.S.S. ET EN CHINE

Les autorités soviétiques ont donné, le 20 août, quelques informations sur les inondations et les tempêtes dues au passage, du 3 au 6 *août*, du typhon *Phyllis* sur l'Extrême-Orient *soviétique* (Ile Sakhaline et archipel des Kouriles) : 100 000 personnes ont dû être évacuées, dont 8 000 sont encore sans abri, 11 000 hectares des sols agricoles ont été emportés ; *1 100 bâtiments* d'habitation *ou d'industrie ont été dé*truits. Les dégâts s'élèvent à des dizaines de millions de roubles (1 rouble = 6,70 francs au cours officiel). Le nombre des morts n'a pas été précisé.

D'autre part de graves inondations ont recouvert de vastes régions chinoises pour la seconde fois cet été. Selon les autorités, la cause de ces désastres est la déforestation inconsidérée qui se poursuit depuis des années. Dans les provinces du centre-sud du pays, on a dénombré plusieurs centaines de morts. Et 200 000 personnes ont été affectées par la rupture d'un barrage, dont les eaux ont balayé 10 000 maisons.



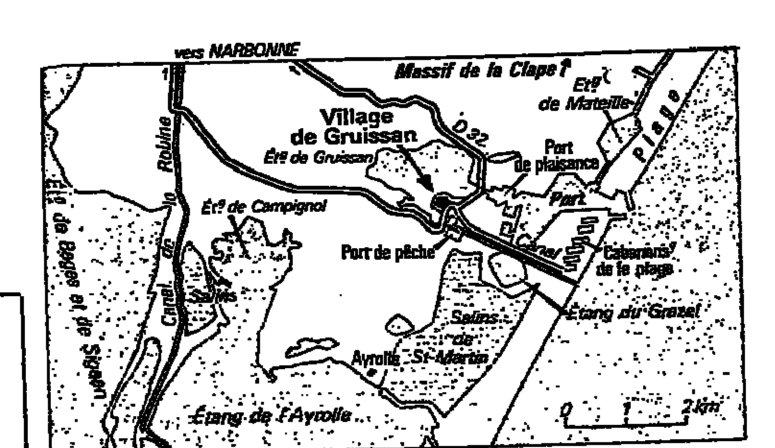
Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

La France autour d'un été

Nous proposons cet été un tour de la France touristique moins connue sinon méconnue. Voici quelques sites à l'écart des grandes routes de la transhumance estivale ; sauvés pour cela de la défiguration mais où s'expriment avec acuité quelques-unes des préoccupations brûlantes de la France en vacances.

Aujourd'hui, Gruissan et l'architecture des loisirs. La semaine prochaine, les îles bretonnes et la marée du tourisme.



Gruissan ou le Midi à la carte

LA niche est vide. Une chaîne, inutile, traîne. On ne saura jamais quel objet, quelle statue, les amis de la libre pensée de Gruissan avaient choisi, en 1931, de placer là en mémoire du « *chevalier de La Barre, supplicié à l'âge de dix-neuf ans, le 1er juillet 1766, pour avoir refusé de s'incliner devant une procession* ».

A quelques mètres de cette explication gravée dans la pierre, sur le mur de l'église, une vierge, en parfait état, nargue gentiment la maison du libre penseur.

La niche est vide depuis qu'un jour des militants anticléricaux réunis devant cet autel laïque ont été bousculés par l'autre moitié du village qui sortait de la messe. Il y a si peu de place dans ces ruelles qui butent sur l'église, si peu d'échappatoires, qu'on en vint aux mains.

Ce morceau d'histoire locale est oublié, en ce jour de Saint-Pierre, patron des pêcheurs. C'est « fête nationale » à Gruissan. Personne ne travaille. Les dames sont habillées en dimanche, et, pourtant, c'est lundi. On se presse à l'église, toute de dure pierre romane dehors, toute de soleil baroque à l'intérieur.

Le regard bleu figé comme celui d'un mannequin de la Belle Jardinière, hésitant à être vraiment le Bacchus que suggère une couronne de feuilles d'or, un saint Pierre majestueux fait son entrée, porté par quatre jeunes gens. La fanfare suit, et s'installe. Elle a joué, devant la podhomie, le tribunal des pêcheurs, modeste échoppe pavoisée. Un vieil homme est mort, d'émotion, tout à l'heure, tandis que l'on s'apprêtait à décorer son neveu, « le » Jeannot Carbonnel, auteur de plus de cent sauvetages en mer. « *Une belle mort* », murmure-t-on, et la fête continue.

L'archiprêtre de Narbonne brosse le portrait des apôtres (*André, qui n'oublie jamais de faire la passe ; au rugby, il aurait été trois-quarts centre* »). Tout à l'heure, des volontaires s'avanceront, un à un, brandissant d'une main le bateau de saint Pierre qui se dandine en haut d'un mât, de l'autre, un grand cierge, sur le rythme d'une scottiche. Derrière ses lunettes, le prêtre aura tout le loisir, à la faveur de cette confession dansée, d'observer ses paroissiens, du jeune homme un peu raide et empoté à la rayonnante matrone, bientôt repartie vers sa boulangerie.

Le tourisme perturbe à peine la fête paroissiale. Gruissan, village parfaitement rond, au milieu des lagunes salées, respecte ses traditions. Pourtant, le tourisme aux œufs d'or n'est pas loin. Le village en colimaçon n'est plus seul au milieu des marais comme au temps où il profitait de sa situation en avant du port de Narbonne pour pirater, un peu, les navires.

Un grand port de plaisance moderne a été creusé, trois bassins, mille anneaux ; et on empile sur les quais des studios et des deux-pièces dans les immeubles-dromadaires. L'unité de l'ensemble est assurée, en effet, par un voûtin de béton, qui donne à l'architecture un caractère méditerranéen, et même maghrébin, à défaut d'être languedocien, sans céder à la tentation du pastiche littéral.

La capitainerie, coupole rose, ressemble plus à une petite mosquée tunisienne qu'à un phare, mais le reste est de bon aloi : inventif et respectueux, comme si le voûtin jouait à grossir, vingt fois environ, le motif de la tuile canal...

D'ailleurs, les maisons sur la colline, et certains immeubles, commencent à reprendre le thème traditionnel du toit en pente douce : l'architecte en chef, Raymond Gleize, n'a pas abdiqué ni renoncé à la règle tyrannique qu'il impose aux promoteurs, cette voûte dont il fixe la flèche minimale.

La fête ne résonne pas ici. Derrière les palmiers nains, une *boat-lady*, déjà très brune, s'installe sur le pont d'un luxueux voilier, pour parfaire son ravalement. Les Allemands, les Hollandais, ouvrent les volets de leurs « studios-cabines ». Les boutiquiers sortent leurs éventaires sur le quai.

Ni Sénéquier ni Vachon : la recette de Saint-Trop' est là, banalisée. Murs pastel, terrasses de bistrots, boutiques de fringues. Mais pas de linge aux fenêtres, pas de joueurs de pétanque autochtones. C'est un port du Midi, pasteurisé. Comme ces fromages modernes : on copie de vieilles recettes pour qu'ils aient du goût, mais on évite qu'ils mûrissent trop. Pas de désordre.

80 000 habitants

La preuve, on n'a pas voulu des pêcheurs, les vrais, dans le nouveau port, réservé à la plaisance. On parle aujourd'hui de les admettre : ce serait plaisant aussi, le spectacle du labeur marin, les filets, la criée. D'ailleurs, ce ne sont pas des industriels, ni même des acharnés ; ils sont cinquante et sortent quand il fait beau.

Deux mondes s'ignorent : les jeunes femmes embauchées au syndicat d'initiative viennent d'ailleurs (« *je ne trouvais personne qui parle trois langues* », dit le responsable) ; les commerçants aussi, pour la plupart.

On pourrait croire que le village ronronne, tapi autour de la tour Barberousse, se détournant pour ne pas voir la cité lacustre qui s'étend, s'étale, envahissante, vers la mer. Eux qui jouent les détachés, ou les méfiants, les Gruissannais ont été bien étonnés d'apprendre que cinq commerces et vingt-deux appartements avaient été achetés par certains d'entre eux, qui ne s'en étaient pas vantés, comme le raconte malicieusement M. Carbonnel, adjoint au maire et militant actif du développement touristique.

Le maire, M. Guy Gimié, est plus circonspect, deux ans avant le rendez-vous électoral. Gruissan, deux mille habitants permanents, en accueille déjà cinquante mille l'été et, à terme, quatre-vingt mille. Quatre à cinq mille appartements ont été construits : pour l'instant, le port et ses quartiers avaient une architecture et des dimensions raisonnables.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

(Lire la suite page 10.)

POINT-CLÉ

L'ARCHITECTURE DE LA PETITE BOITE

L'ARCHITECTURE des vacances a évolué comme l'autre, celle de tous les jours. Le béton les pieds dans l'eau, les grands murs arrogants, c'est (presque) fini. Les règlements, les circulaires, la rumeur publique, tout concourt à définir de nouveaux moules pour les abris destinés aux vacanciers. Même l'urbanisme hyper-contrôlé de la côte du Languedoc, dont l'aménagement fut décidé par le gouvernement et reste dirigé par une « mission » très officielle, offre un échantillonnage complet de cette évolution formelle.

Première époque : les grands gestes. Les pyramides de Jean Balladur se dressent à La Grande-Motte, et ses balcons en béton découpé se répètent en ribambelle sur les immeubles alentour. A Leucate et à Barcarès, Georges Candilis aligne derrière la plage des « carrées » en béton qui rappelleraient sa Grèce natale s'il y avait une colline pour les supporter, des cyprès, des ânes et le ciel grec... Tristement mises à plat, ce ne sont que des « H.L.M. au bord de la mer », comme dit méchamment un de ses confrères.

Deuxième époque : la modestie régionaliste. Avec finesse et sensibilité, Jean Le Couteur dessine un port pour Cap-d'Agde avec les ingrédients locaux : quais dallés, rues piétonnes, façades de hauteur moyenne, diverses et colorées (ocre, terre de Sienne, blanc), ruelles, arcades, en refusant les excès d'un pittoresque facile ou racoleur. Hélas, un port méditerranéen, même correctement réinventé, perd tout son charme s'il est multiplié par trois, quatre ou cinq. Le nombre de logements (et les parkings, les routes, les équipements) qu'il faut construire pour justifier des investissements publics importants, la concentration en quelques points qu'exige la sauvegarde du reste de la côte, consument une partie des bonnes résolutions prises par les aménageurs.

La même aventure se profile pour Gruissan, la dernière-née des stations du Languedoc, parce que « la plus facile à vendre », comme disent ses promoteurs.

Les cabanons de la liberté

Plus facile pourquoi ? Un village charmant, vivant ; un vrai site, adossé à la montagne de la Clape (belle garrigue, chapelle et cimetière marin) et au vignoble ; des étangs de dimensions raisonnables ; la plage et les cabanons, ce « mince reflet de fer-blanc au bord du ciel » qu'avait discerné Valery Larbaud et que des esprits trop systématiques auraient voulu effacer.

Pour les constructions nouvelles, on a choisi la mesure et une sage innovation : le fameux voûtin, imaginé par Raymond Gleize, souvenir des années passées en Afrique du Nord, et qui ne choque pas, de ce côté de la Méditerranée. Une forme douce, protectrice, dont la répétition crée un motif original, même si les promoteurs se plaignent parfois qu'elle leur coûte plus cher qu'un simple toit de tuiles. Ce qui menace Gruissan, c'est plutôt, comme à Cap-d'Agde, l'étalement, la redondance, d'un bassin à l'autre, d'un quartier à l'autre.

Même si les hauteurs sont modestes, on ressent déjà une espèce de saturation, au sol : les parcs de stationnement réservés aux propriétaires des logements (une place et demie par appartement), clos de chaînes, sont aux trois quarts vides, tandis que les visiteurs, trop paresseux pour se garer là où c'est prévu, se mettent en travers. Cet entassement raisonné montre combien il est difficile de tout prévoir, de tout mesurer, pour accueillir harmonieusement tant de gens au même endroit, en laissant sa place à l'imprévisible.

Curieusement, cet équilibre délicat, cet ordre cadré, semble exister à la plage, du côté des cabanons, avec le quadrillage simpliste du terrain et de larges allées sans trottoir ni chaussée. L'espace généreusement réparti entre les occupants et l'obligation de respecter un cahier des charges simple ont créé un lieu à la fois étonnant et commode. A l'intérieur de contraintes acceptées par tous, ces vacanciers ont la liberté d'utiliser les mètres carrés à l'intérieur des maisons, de modifier les cloisons légères, d'utiliser la terrasse, et, hélas, les « rez-de-sable », sous les pilotis.

L'utilisation du bois et le plan assurent l'unité. Il y a tout de même mille trois cents « baraques » : c'est beaucoup, et l'ensemble se tient.

M. Ch.

(Lire la suite page 10.)

GUIDE

LOCATION-VENTE

L'aménagement de Gruissan n'est pas terminé : plus de quatre mille appartements ont été construits, soit douze mille « lits » environ sur trente mille prévus. Autour du port de plaisance (six cents bateaux), le quartier central est terminé avec ses petits immeubles et ses galeries commerciales. Plusieurs chantiers sont en cours, vers l'ouest, et des « villages » de maisons sont en construction sur les flancs de la colline. Enfin, une marina et d'autres immeubles sont prévus vers l'est, en direction de Narbonne-Plage, entre la station et les terrains de camping, relégués assez loin du centre.

En revanche, la municipalité a fortement réduit le programme prévu initialement par la mission d'aménagement du Languedoc-Roussillon sur la colline : trois seulement des sept villages qui devaient s'étager sur les contreforts de la Calpe seront construits. Les maisons y seront plus nombreuses que dans le reste de la station, essentiellement composé d'appartements.

POUR ACHETER

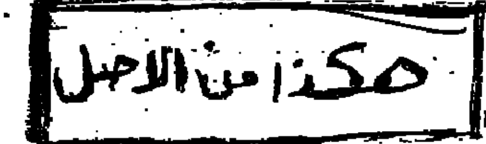
Un trois-pièces de 50 mètres carrés (+ 8 mètres carrés de loggia), bien placé sur le port, vaut, en revente, environ 280 000 F, tandis qu'on trouve des studios de 25 mètres carrés pour 150 000 F. Une vingtaine de promoteurs, régionaux ou nationaux, construisent à Gruissan. Le syndicat d'initiative (boulevard du Pech-Meynaud à Gruissan ; tél. : (68) 49-09-25), en communique la liste.

POUR LOUER

La plupart des appartements étant très normalisés, leur location est organisée de façon systématique. On trouve à louer, en plein été, un studio pour quatre personnes, pour 1 000 à 1 200 F par semaine. Le prix descend à 700 F en septembre et, en hiver, à 300 F pour deux personnes.

On peut louer aussi, par l'intermédiaire des agences ou auprès des propriétaires, les maisons en bois de la plage. A la vente, leur prix a beaucoup augmenté récemment. La redevance pour le terrain est d'environ 800 F par an.

On peut enfin dormir sur l'eau (capitainerie : (68) 49-00-51).



مكرر من الاصل

Gruissan ou le Midi à la carte

(Suite de la page 9.)

La silhouette de la station nouvelle sera sans doute complètement différente, et certainement beaucoup moins aimable, quand le programme sera terminé. Quand les quartiers réservés à l'habitat de loisirs rejoindront, le long de la côte, le village « social » et les campings, qui sont déjà équipés pour recevoir douze mille personnes ! Même si on limite, comme le souhaite le maire, les densités et les hauteurs. Même si on renonce pour l'instant, comme le conseil municipal l'a décidé, à grimper sur les collines. « *Il faut trouver un second souffle. Laisser des espaces libres, une porte ouverte pour nos enfants* », dit M. Gimié.

Son adjoint est plus pressé. « *Le tourisme, c'est la vie*, affirme M. Carbonnel. *Si j'ai dû me faire une situation ailleurs, c'est qu'ici il n'y avait que la pêche et le vignoble. Si vous allez aux écoles, après il n'y a rien de valable... Bien sûr, les gens ont eu peur d'être avalés, qu'on leur prenne tout le territoire. Mais la commune s'enrichit !* »

Le territoire, il semble toujours inépuisable. Et même en limitant les hauteurs à trois ou quatre étages, l'impression de remplissage devient, à la longue, oppressante. Que dire de ces parcs de stationnement, sous-utilisés (une place et demie par appartement) et jalousement barrés de chaînes tandis que les visiteurs sont tentés de se garer là où c'est interdit ! Que dire des façades arrière des immeubles, même corrects et modestes, quand on a tout misé sur le côté port !

Le soupçon de jalousie, ou le mépris serein, il faut les chercher aussi au milieu de la lagune, sur cette bande de sable qui barre l'horizon et cache la Grande Bleue aux occupants du nouveau port. Gruissan-plage, une véritable trouvaille, bien connue des littérateurs et des cinéastes.

Un décor panaméen. Des maisons de bois, peintes en blanc (les plus belles), montées sur pilotis et alignées le long de larges avenues de sable. Au bout du café, la plage...

Cet étonnant lotissement (mille trois cents maisons, dix mille personnes), ce quadrillage raisonné pour le plaisir balnéaire de plusieurs générations, a une histoire. Les Narbonnais venaient ici depuis la première guerre mondiale et s'étaient mis, les vents sont méchants, à construire des abris vaille que vaille. Comme cela s'est fait, en huttes de paille, cabanes en bois ou wagons déclassés, sur toute la côte.

Les Allemands rasèrent le village pirate. Après la guerre, chaque famille voulut rentrer dans ses « droits » imaginaires sur le domaine maritime. Et les ponts et chaussées tracèrent eux-mêmes ce campement, à la parade et au carré, légèrement de biais par rapport à la vague, nommant chaque parcelle d'un double numéro. On habite ainsi la 7e ou la 10e (avenue). C'est l'Amérique !

La rigueur du plan, un cahier des charges plus ou moins bien respecté, ont fait l'unité. Ce qui n'empêche pas chacun de bricoler sa maison, d'y ajouter, sous le plancher, des pièces ou un garage, d'installer des barbecues sur le sable. Bref, de bivouaquer en compagnie ou de se retirer dans sa guitoune, au choix.

Quand, en 1964, la mission d'aménagement du Languedoc-Roussillon traça l'avenir international de cette côte délaissée, il fut question de nettoyer la plage. Le village se défendit et obtint, après quelques années, la survie. On fit venir l'eau, l'électricité. La municipalité vient même de raccorder les « baraques », comme on dit à Narbonne, au tout-à-l'égout, et l'on peut voir, sous le plancher, des tuyaux plonger dans le sable. Du sable, il y en a de moins en moins : on a relevé le niveau du sol pour isoler les maisons des vagues les jours de tempête et on goudronne les rues principales. La marchande de journaux s'en plaint amèrement : « *Avant, l'eau repartait tout de suite ; maintenant, elle stagne. Ils nous ont tout dégayé !* »

C'est vrai, ça se gâte. L'électricité et le téléphone, rien à dire. Ce désordre de fils, ces lampadaires soigneusement choisis pour leur médiocrité, complètent parfaitement le décor. Mais il aurait fallu sinon classer les baraques comme monuments historiques, imposer une tradition, puisque tous n'en ressentaient pas spontanément l'absolue nécessité. Il fallait empêcher de remplir les rez-de-chaussée (un tiers seulement est constructible, mais beaucoup trichent) et conserver cette transparence jusqu'à la mer, ce claustre à l'échelle de la rue, cette légèreté qui donnait à Gruissan l'air d'une colonie de flamants roses.

Roses, ou plutôt blancs. Il fallait absolument imposer le blanc, ce blanc qui fait du village un mirage, à midi, et qui, le soir, en été, quand le soleil a disparu et que la nuit tarde, accroche si bien la lumière d'outre-terre, ce reflet d'on ne sait où...

MICHÈLE CHAMPENOIS.

L'architecture de la petite boite

(Suite de la page 4.)

Il n'est pas certain que les constructions plus récentes offrent la même souplesse. Tandis que les urbanistes et les architectes jouaient avec les volumes pour créer, de toutes pièces, la diversité urbaine, les financiers, de leur côté, ont limité les surfaces, au fur et à mesure que les coûts augmentaient : « L'objectif des commerciaux est terrible, *raconte un architecte spécialisé dans le « loisir », M. Bernard Lamy.* Ils veulent construire le moins cher possible, pour vendre le plus rapidement possible ; ils veulent que ça tourne. Pour eux, l'architecture est un peu secondaire. Et les architectes sont obligés de se plier à leurs désirs. Mais, finalement, avec ces programmes très humbles et peu de moyens, on peut arriver à faire quelque chose. »

En quinze ans, les surfaces ont été divisées par deux : de 40 à 45 mètres carrés pour quatre personnes, on est passé à 25 mètres carrés, avec une loggia, et même 18 mètres carrés, en montagne, équipés comme un wagon-lit. Avec plus ou moins d'astuce, les architectes font des prouesses à coup de cloisons coulissantes et de meubles incorporés dans les murs. La cuisine est dans le séjour, où deux personnes au moins doivent dormir, tandis que les chambres sont parfois de véritables placards, sans fenêtre, avec une « ruelle » étroite pour se glisser dans les lits superposés.

Les promoteurs supposent qu'« on n'est jamais dans son appartement » *ou que* « les enfants dorment ». *Sinon, ils sont* « à la plage » *ou* « sur les pistes », *dans ces pays où jamais il ne pleut.*

Ces espaces étriqués, mais bien pensés, sont livrés « finis » : « Les moquettes sont très acceptables, *explique M. Lamy.* Il y a du tissu sur les murs et le matériel est de bonne qualité. C'est petit, mais c'est bien. » *Les acheteurs cherchent aujourd'hui, selon lui, des pied-à-terre, plutôt qu'une maison de sept pièces.* « On ne veut plus s'installer à un endroit, on veut aller à la mer et à la montagne. »

La promiscuité est conviviale

Même si les architectes se défendent de répéter toujours la même « cellule », comme aux beaux temps des H.L.M. en série et des facilités du contre-calque, il est évident que ce choix n'est pas large : avec de telles contraintes, « quand vous avez trouvé une distribution, *avoue M. Lamy,* il est difficile d'en imaginer beaucoup d'autres ». *Le travail se déplace alors dans le jeu des volumes : on empile, on superpose, on décale les petites boîtes, en tâchant de* « trouver des silhouettes amusantes ».

C'est plus facile avec des appartements, que l'on peut superposer plus ou moins pour créer des volumes variés, comme cela a été assez bien fait en montagne, à Valmorel par exemple, ou à La Norma. La marge de manœuvre est plus étroite quand il faut disposer, à plat, de petites maisons. Certains parviennent à créer une silhouette de village, chahutée, en « jouant » avec les garages ; d'autres, paresseux, se contentent d'aligner les maisonnettes comme des corons au soleil.

Finalement, l'espace des vacances ressemble, avec le soleil et la mer en plus, à celui du travail et des grandes villes ; à la limite il répète même les divisions de la société. Ceux qui s'en passent onze mois dans les grands ensembles se retrouvent durant quatre semaines coincés à l'horizontale, sous la tente ou dans les caravanes des camps saturés. Les nouveaux petits-bourgeois, qui ont parfois un pavillon de banlieue ou habitent les villes nouvelles, passent leurs congés dans un de ces groupements rationalistes hautement efficaces où l'on compte en « lits » (l'utilisateur étant considéré dans sa position la plus encombrante). Quelques mètres derrière un haut mur pour bronzer nu devant la maison, une cheminée pour les barbecues, une mezzanine pour dormir. Il y a même d'habiles sociologues pour rassurer les responsables et affirmer que ces contraintes n'en sont pas et que la promiscuité est conviviale.

M. Ch.

COW-BOYS EN FÊTE A CHEYENNE

HUIT SECONDES POUR SE ROMPRE LE COU

LES « Cheyenne Frontier days », c'est la grande fête annuelle des cow-boys américains. Depuis 1897, on y exalte chaque été l'« esprit de la frontière », celui qui animait les pionniers repoussant toujours plus loin vers l'Ouest la limite des terres vierges. Et comme pour mieux affirmer sa conquête, Cheyenne, capitale de l'Etat du Wyoming, a pris le nom de la célèbre tribu indienne.

Le rodéo est la pièce maîtresse des Frontier days. Cette année, quelque mille quatre cents cow-boys (et cow-girls) s'y sont partagé plus de 400 000 dollars. « On peut difficilement dire que ces gens soient raisonnables », *a dit un jour un Anglais devant ce spectacle qui se qualifie lui-même d'extravagant, et que Cheyenne présente neuf après-midi de suite dans sa vaste Frontier arena, devant une foule colorée et vibrante, où, si l'on veut se faire remarquer, il suffit de ne pas porter le chapeau de cow-boy.*

Première épreuve : un taureau bondit en tout sens pour se débarrasser du « bull rider » qui, sur son dos, se cramponne désespérément d'une seule main à une simple corde. Attention ! Il ne s'agit pas seulement de se maintenir sur la bête, il faut encore le faire dans les règles de l'art, c'est-à-dire le plus droit possible. Le fin du fin est, par-dessus le marché, d'éperonner l'animal pour l'exciter encore plus. De quoi se rompre cent fois le cou. Avec pour toute protection, pour ne pas être piétiné après les huit secondes réglementaires — c'est long — et une périlleuse descente, la témérité des clowns chargés de détourner vers eux la fureur du taureau.

Même exercice, avec un cheval, lui aussi fort agité. Et dans sa peu confortable position, le « saddle bronc rider » devra trouver le moyen de se balancer harmonieusement au rythme des bonds de sa monture récalcitrante. Et quand on veut corser l'affaire, le cow-boy monte à cru ! Pas étonnant dans ces conditions que l'ambulance soit souvent de la partie.

Plus « exciting » encore est le « steer wrestling » : le cavalier rattrape un bouvillon, se laisse glisser sur lui en pleine course, lutte avec lui pour lui faire toucher terre, le tout en un éclair : « Time is money ». De même, des milliers de dollars attendent celui qui, dans le moins de secondes, prendra au lasso un veau ou un jeune bœuf et le ficellera proprement après avoir sauté de sa selle, ce qui suppose, outre la maestria de l'homme, la collaboration du cheval pour qu'il tende la corde au mieux.

Conclusion, plus folle encore, de l'après-midi de rodéo : la course de chevaux sauvages. Ou plutôt la tentative de course, car ces chevaux n'ont jamais été montés et entendent apparemment ne jamais l'être... Si bien que les seller et leur faire suivre, vaille que vaille, la piste de 800 mètres est une lutte dont le cow-boy ne sort pas toujours vainqueur.

A peine remis de ces émotions par quelque gigantesque hot-dog, dans le vaste luna park qui entoure l'arène, le spectateur, en début de soirée, est vite arraché à des attractions foraines du genre le plus violent par la suite des réjouissances équestres du jour : belles comme l'antique, voici les courses de chars. Les fameux chariots des pionniers, tirés chacun par quatre chevaux et flanqués de cavaliers, doivent décrire un dangereux parcours en forme de huit avant de s'élancer au milieu des clameurs de la foule surexcitée.

Toute une ville mobilisée

Après un tel spectacle, un groupe folklorique indien fait assez... visage pâle, ainsi d'ailleurs que les artistes de variétés qui lui succèdent. Mieux vaut aller rire de bon cœur au vieux théâtre, restauré et animé par une troupe nombreuse et décontractée de jeunes amateurs locaux, pour le classique « mélodrama » des saloons, où traditionnellement le gentil est acclamé et le méchant hué par une assistance qui « participe », ô combien ! Personne ne se prend au sérieux et le spectacle est aussi bien dans la salle que sur la scène quand les demoiselles de la ville lancent la jambe en l'air pour le French cancan, ou lorsque de faux policiers parodient les vrais dans une poursuite à la Charlot.

Tout est décontraction — sauf le rodéo — pendant les Frontier days : les danses populaires, le soir sur la place centrale de la ville, comme les breakfasts en plein air où des milliers de personnes prennent — gratuitement — des forces pour la journée bien remplie qui les attend.

A ne pas manquer : les parades du matin à travers la ville. Tout Cheyenne est dans la rue, spectateurs et acteurs s'interpellant joyeusement, car, dans cette capitale de quarante mille habitants, tout le monde semble se connaître, et les Frontier days sont l'affaire de tous. Les nombreux organisateurs sont tous bénévoles, souvent de père en fils, et conservent jalousement les costumes, véhicules, outils des temps héroïques. Chariots bâchés, antiques automobiles, plates-formes présentant la vie d'autrefois (forges, mines, saloons, sans oublier la potence des justices expéditives...), défilent avec les cavaliers et cavalières, pas toujours jeunes, mais toujours excellents, d'une ville qui semble vivre à cheval, et avec les majorettes et sociétés musicales en grand uniforme et vêtues de tout l'Ouest. Organisation américaine : fermant la marche, les balayeuses municipales enlèvent le crottin en un clin d'œil...

Les parades partent du Capitole, réplique rituelle du grand-frère de Washington. Devant le monument se dresse la statue de la militante féministe à qui le Wyoming doit d'avoir eu le premier gouvernement au monde qui ait donné (en 1869) le droit de vote aux femmes. Ces défilés relient ainsi le passé au présent, illustrant la grande faim de l'Amérique pour sa courte histoire. A grands renforts de flonflons et de drapeaux agités dans le soleil, ils sont le couronnement du spectacle que le Vieil Ouest éprouve inlassablement le besoin de se donner à lui-même.

JEAN HOUDART.

★ Le film *la Frontière de l'Ouest*, dont le réalisateur est Claude Fléouter (qui a reçu un « Special Award » de l'Académie de l'Ouest américain) et le co-auteur Denys Lindan, sera rediffusé sur TF 1 le vendredi 28 août, à 14 h. 25.

PAS DE DROIT D'USAGE DES PLANS D'EAU POUR LES VÉLIPLANCHISTES

A l'occasion de la sortie du *Guide du plaisancier 1981* disponible gratuitement dans les quartiers d'affaires maritimes, M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, a précisé qu'il n'entendait pas étendre au niveau national le droit d'usage des plans d'eau, que perçoivent déjà certaines municipalités comme Hourtin et Lacanau, en Gironde.

M. Le Pensec s'est par ailleurs félicité que la planche à voile n'ait causé aucun décès ni disparition depuis le début des vacances malgré un nombre toujours croissant de pratiquants.

Il a cependant déploré, en ce qui concerne la navigation hauturière, que les centres de surveillance et de sauvetage aient recensé vingt-trois morts, seize blessés et cinq disparus sur l'Atlantique — chiffres, certes, en régression par rapport à ceux de l'année dernière à même époque, mais dus au mauvais temps, qui a ralenti les sorties de plaisanciers, — et de seize morts, quinze blessés et trois disparus en Méditerranée. Bilan plus lourd de 10 % que pour juin et juillet 1980.

Plaisirs de la table

En ce château

RENÉ TRAVERSAC est un curieux homme. Industriel heureux, il s'est pris de passion pour l'hôtellerie de châteaux, a créé Artigny puis d'autres maillons de la chaîne, avec plus ou moins de bonheur. Par quelle aberration, alors, a-t-il imaginé réussir à Paris, au Forum ? Par quels esprits combinards a-t-il été subjugué au point d'imaginer créer un « trois étoiles » en ce sous-sol du grégarisme le plus crasseux ? C'est à se demander si le Traversac du Forum fut bien le même que le Traversac d'Artigny !

Passons. Et passons aussi sur ses Relais de Loire : le *Prieuré* à Chênehutte-les-Tuffeaux, le *Domaine de Beauvois* à Luynes, de même que sur le *château d'Issenbourg* à Rouffach et le *Mas d'Artigny* de Saint-Paul-de-Vence, qui ne sont que relais luxueux parmi d'autres. Et célébrons Artigny.

Artigny ou la réussite.

Sans doute le château, construction en saindoux de l'entre-deux-guerres et d'un Birotteau mégalomane, François Coty, est-il un cadre tout trouvé pour une certaine magnificence. Encore fallait-il, aux pierres, aux ors, au cadre, un Fouquet. M. Traversac l'a trouvé en la personne d'Alain Rabier.

La carte d'Artigny n'est évidemment pas « donnée ». Mais les menus (100 F avec entrée, un plat, fromages et chariot de pâtisserie, ou 120 F avec deux plats) et le « Festin » (220 F) sont d'un rapport qualité-prix certain. Et, au demeurant (le Val-de-Loire s'industrialise), Rabier vient de créer les déjeuners de l'*Artigny Business Club*, avec des repas comprenant apéritif, amuse-gueule, entrée, plat principal, fromages, choix de desserts, vin blanc et rouge, café, pour 150 F tout compris, qui me semblent la réussite magnifique d'une volonté de sagesse.

Il faut féliciter Alain Rabier, ses adjoints (Joël Mayet et Philippe Boutin au bar, Jacques Niqueux en cuisine, Guy Blanchy et Jean-Marc Guiet, sommeliers). Il faut féliciter Christian Boidron et Yvette Tuaillon surveillant un service de qualité. Il faut se réjouir de ce que la Nouvelle Cuisine ne soit pas venue agresser une carte aussi variée, proposant le pigeon en bécasse, mais aussi l'andouillette de Vouvray à la crème d'ail, la sole de ligne aux huîtres et poireaux, mais aussi le cul de lapereau à la moutarde, le ragoût fin de ris de veau aux écrevisses, mais aussi les rillettes et rillons de Tours.

Il faut enfin admirer la carte des vins et des eaux-de-vie, éblouissante. Ainsi qu'une carte des thés et des cafés bien tentatrice (je vous conseille, si vous êtes amateur, l'assam altitude, l'ancêtre des thés indiens, une « grande allure avec un rien d'insolite ». Il vaut tous les chine du monde pour qui n'apprécie pas les délicats « fumés », et surtout les ceylan). Pour les cafés, du moka au colombie, vous aurez le choix, y compris celui de la « broche d'Artigny », dosage judicieux de toutes les (bonnes) origines.

LA REYNIÈRE.

★ *Château d'Artigny*, route d'Azay-le-Rideau, 37250 Veigne ; tél. : 26-24-24.

IL FAUDRAIT SAVOIR !

Il y a quelques années, j'ai ici même indiqué que les restaurateurs devaient multiplier par trois le prix d'achat de leurs vins et que, voulussent-ils le vendre à prix coûtant ils étaient imposés sur un chiffre d'affaires avalisant ce « trois fois plus ».

De divers côtés officiels, on m'écrivit pour m'assurer que cela était faux. Jacques Manière, en son Dodin-Bouffant, m'expliqua ensuite combien il avait eu de mal à faire admettre sa thèse de petit profit sur le vin.

Mais voilà qu'aujourd'hui d'autres restaurateurs se sont vu « redressés » parce que n'appliquant pas cette marge. Alors il faudrait savoir ! Et je n'ai pu, du ministère des finances, obtenir aucune confirmation si, oui ou non, les contrôleurs du fisc exigent du restaurateur ces multiplications (par 3 ou par 2,80, peu importe) qui font au restaurant, le vin si cher ! — L.R.

● *Précision.* A la suite de notre article intitulé « bonne carte sur l'A 13 » (*le Monde* daté 11 juillet), nous avons reçu de la société de l'autoroute Paris-Normandie (S.A.P.N.) les précisions suivantes : « *L'auteur de cet article semble suggérer que la S.A.P.N. a voulu retarder la construction du restaurant « la Maison normande ». Bien au contraire, la S.A.P.N. a toujours été favorable à la réalisation d'un restaurant régional aussi bien pour offrir à l'usager quelques ressources de la table normande que pour susciter la concurrence avec les restaurants de chaîne. Et pour donner une impulsion décisive à un tel projet, la société a accepté de prendre en charge la construction de la passerelle qui permet au restaurant de recevoir les clients circulant dans les deux sens. (...) Si les travaux ont été effectivement retardés, c'est parce que la S.A.P.N. n'a pas pu, jusqu'en 1980, dégager les moyens financiers nécessaires pour réaliser les parkings, les réseaux, la passerelle et les plantations.* »

ALBERT EST REVENU

Telle fille, tel père ! Le succès de Danielle, l'hôtesse de charme de la « Barrière de Neuilly » a troublé son père dans sa retraite. Il est vrai qu'Albert, le célèbre animateur du « Bistroquet » de l'après-guerre, est de ces hommes pour qui vivre c'est se dépenser. Alors il s'est aperçu, à Cannes, que le restaurant du Port Canto battait de l'aile. Il a juré de le remettre sur les rails. Le « Fleuron » va-t-il devenir le « Bistroquet » de Cannes ? En tout cas, déjà, on y mange honnêtement les poissons, les viandes grillées au charbon de bois, à des prix honnêtes, et dans cette ambiance qu'Albert a toujours su créer. Même le tchelow kebab des dimanches (un grand plat iranien) devient, ici, à Cannes, bien parisien, grâce à ce cher Albert. (Le Fleuron, Port Canto à Cannes. Tél. : 38-48-70.)

GARÇON UN DEMI-SCOTCH !

UNE bière au goût de whisky. Un gag ? Que non ! L'Adelscott, qui vient d'être commercialisée en petite bouteille mais qui est déjà servie à la pression en Alsace depuis quelques semaines, dégage bien à la dégustation ce goût de fumé caractéristique des scotchs. Elle en a d'ailleurs l'aspect roux et ambré dans sa bouteille de 25 centilitres en verre blanc — une nouveauté — car elle supporte bien la lumière grâce à sa grande stabilité.

Bière forte à 7,05 degrés de teneur d'alcool, elle se bonifie en vieillissant, assure M. Michel Debus, le P.-D.G. du groupe Adelshoffen-Pêcheur qui dévoile le « secret » de sa fabrication : c'est une vraie bière mais le malt (orge germé) destiné à sa fabrication n'est pas « touraillé » comme pour les bières ordinaires mais fumé à la tourbe, s'identifiant ainsi à celui qu'on utilise pour faire du whisky. De fait, à la base de la tour à malt s'alignent les sacs de tourbe écossaise et... irlandaise.

L'idée de l'Adelscott, bière mise au point après deux ans de recherches, réside dans une trouvaille toute simple, œuf de Colomb de la brasserie : après tout, le whisky n'est, en quelque sorte, que de la bière distillée.

JEAN-CLAUDE HAHN.

MIETTES

● *Le guide Kléber* ne reparaîtra plus. On peut regretter celui-ci qui était, entre les guides publicitaires et le Michelin, de plus en plus contesté, un effort d'équilibre... Mais c'est justement peut-être pour cela qu'il n'avait plus sa place en ces temps ?

● *Le Clos des Boyères* (chemin du Moulin, à Mougins, téléphone : 90-03-52) vient d'être repris par « Augustine » que l'on a connue rue de Ponthieu, avec deux menus « sans surprise », à 95 F et 135 F.

● *Ne pourriez-vous,* m'écrit un lecteur, stigmatiser la dégradation du pain ? Il me conseille même de le dire en une émission télévisée (mais la « télé » accepterait-elle ?). Il est bien vrai que le pain est de moins en moins bon et que les restaurateurs qui font leur pain ont bien raison. Comme ont raison ceux qui préfèrent le pain au levain cuit au feu de bois de Poilâne à ces baguettes, fussent-elles enrubannées de tricolore, que l'on vend en Amérique comme délices de France !

● La chaîne « antichaîne ! » C'est « Preferrd Hotels », une association d'une vingtaine de maisons de grand luxe et surtout de grande distinction à travers le monde, d'Anchorage à Washington en passant par le *Bristol*, à Paris (le seul en France). Lequel *Bristol*, soulignons-le en passant, vient d'ouvrir des salons pour réunions, groupes et réceptions, sur un admirable et calme patio. M. Peter H. Späth, directeur général, est un homme heureux : il règne sur un très bel établissement, et la cuisine du chef Tabourdiau est tout bonnement remarquable. Je dirais un « trois étoiles » si cela signifiait quelque chose.

● *Les adresses de Catherine Michel,* édition 81. Ce petit livre est paru, donnant notamment les bons coins de Suisse. A demander à la Radio-Suisse-Romande, B.P. 233, CH 1211, Genève 8.

● Compliments pour la cuisine et les prix de *chez Léonce* (à Florensac, dans l'Hérault), entre Montpellier et Béziers, découvert l'an dernier par Kléber. Mais fureur d'une Marseillaise (pétition de dix signatures), contre un des restaurants adhérent à la ridicule Charte de la Bouillabaisse.

● *Ouverture.* Premier maillon français de la chaîne Warwick, le *Warwick* des Champs-Elysées (5, rue de Berri, tél. 563-14-11) avec Ernst Mühle pour directeur général et le fils de Jean Potfer (qui anima la *Réserve de Beaulieu* si magnifiquement) pour directeur du restaurant.

● *Montres et Bijoux,* de Genève, tient cette année son grand dîner de gala à Monte-Carlo. Le 12 septembre, un dîner d'hommage à Cora Pearl, avec un menu éblouissant (c'est bien le moins), des perles de caviar (Petrossian) aux perles du Périgord (les truffes, bien sûr, accompagnant les côtes d'agneau), en passant par la brioche de foie gras dans sa gelée de pierres précieuses.

● *Parce qu'il fait désormais partie* du groupe Trust House Forte, *l'Hôtel des Bergues,* de Genève, ne fait plus partie du groupement des hôtels suisses de tout premier ordre. Il n'en reste pas moins un hôtel de toute première classe à Genève, avec le *Hilton* et *le Rhône !*

● *Les hôtels Meurice, Prince de Galles, Grand Hôtel* (avec son *Café de la Paix*), *Lotti,* et aussi le *Carlton* de Cannes, que l'on oublie, font partie de la même chaîne, dont Mario de Genova vient de prendre la direction.

● *Après de multiples avatars,* la revue de Curnonsky, *Cuisine et vins de France,* reparaîtra en septembre sous la direction de Jean Ferniot.

هكذا من الاصل

Jeux

échecs Nº 931

LE MOUVEMENT BROWNIEN

(Championnat de Lettonie, 1981)

Blancs : VOITKEVICH

Noirs : SCHULMAN

Défense est-indienne.

1. Cf3	Cf6	18. Cb3! (m)	C×b3
2. ç4	g6	19. a×b3	Dé7 (n)
3. g3	Fg7	20. é4	f5 (o)
4. Fg2	0-0	21. Tf-é1 (p)	ç4 (q)
5. 0-0	d6	22. D×ç4	F×f4 (r)
6. d4	Cç6	23. g×f4	Dh4
7. Cç3 (a)	a6 (b)	24. h3	Df2+
8. d5 (ç)	Ca5	25. Rh1	D×b2
9. Cd2	ç5	26. h×g4	Tb-ç8 (s)
10. Dç2 (d)	Tb8	27. Df1	Tç2
11. b3	b5	28. Ta-b1!	Da2
12. Fb2	b×ç4 (é)	29. Df3	Tf2
13. b×ç4	Fh6 (f)	30. Dg3	f×é4
14. f4 (g)	é5	31. f5! (t)	g×f5
15. d×é6 (h)		32. g×f5+	Rf7 (u)
	F×é6 (i)	33. Tf1!	Té2
16. Cd5 (j)		34. f6!	Tg8
	F×d5 (k)	35. Dh3!	
17. ç×d5	Cg4 (l)		abandon. (v)

NOTES

a) Ou 7. d5, Ca5 ; 8. Cd2, ç5 ; 9. Cç3 et nous retrouvons la « variante yougoslave » de la partie Sur 8..., ç6, joué par Spassky contre Pachman dans l'Interzonal de Göteborg, 1955, *les analyses donnent* un net avantage aux Blancs après 9. a3!, çxd5 ; 10. çxd5, Cg4 ; 11. Ta2, Cé5 ; *12.* b3!, Ff5 ; 13. Fb2, Tç8 ; 14 Fd4!

b) Les Noirs ont le choix entre plusieurs plans .7..., Fg4 ; 7..., Ff5 ; 7..., é5 et 7..., a6.

ç) Forçant l'entrée dans la « variante yougoslave ». D'autres idées sont 8. h3, Tb8 ; *9. Fé3,* b5 ou *9. é4,* b5. Les suites 8. b3 ; 8. Fg5 ; 8. Cd5 ; 8. a3 ; 8. Dd3 et 8. é3 semblent peu gênantes pour les Noirs. A déconseiller *est* 8. é4 à cause de 8.., Fg4 ; 9. Fé3, Dç8 (ou 9..., Cd7 ; 10. h3, Fxf3 ; 11. Fxf3, é5 ; 12. d5, Cd4 ; 13. Fg2, ç5 ; 14. dxç6, bxç6) ; 10 Dd2, Té8 ; 11. Tf-é1, é5 ; 12 d5, Fxf3 ; 13. Fxf3, Cd4 ; 14. Fg2, ç5 avec avantage aux Noirs.

d) Et non 10. b3?, Cxd5!

é) Renforçant la pression sur le pion ç4 (12..., bxç4 et 13.., Fh6) est *un premier plan. Attaquer le centre* par 12..., é6 en est un autre . enfin la fermeture du centre pour obtenir un contre - jeu sur l'aile - R par 12..., é5 est également à envisager.

f) Menace 14..., Fxd2 ; 15. Dxd2, Cxç4.

g) 14. é3 est insuffisant à cause de 14..., Ff5!

h) La continuation classique 15. Ta-é1, *éxf4* ; 16. *gxf4,* Ch5 ; 17. é3, Fg7 ; 18. Cd1, Ff5 ; 19. Fé4, Fxb2 ; 20. Cxb2, Df6 ; 21. Cd1 laisse aux *Blancs une position légèrement favorable* (Osnos-Suetin, Tbilissi, 1967)

i) 15..., fxé6 semble possible.

j) Sur 16. Cç-é4, conseillé par *Browne, la réplique* 16..., Txb2 semble suffisante ; par exemple, 17. Dxb2, Cxé4 ; 18. Cxé4, Fg7.

k) 16..., Txb2! est intéressant : 17. Dxb2, Fg7! ; 18. Dç1 (ou 18. Da3, Cxç4! ; *19. Cxç4, Cxd5* ; 20 Ta-ç1, Cb4 comme dans la partie Szekely-Jurtaev, Frunze 1979), Cg4 ; 19. h3 (si 19. Tb1, Té8!), Fxd5 ; 20. Fxd5, Cé3 ; 21. Tb1, Té8! 22. Té1, g5 ; 23. Cf3, gxf4 ; 24 gxf4, Rf8!! (si 24..., Df6 ; 25. Tb8!) ; 25. Tf1, Dd7 ! 26. Rh2, Df5 ; 27. Cg5, h6 ; 28. Fxf7, Cxf1+ ; 29. Dxf1, hxg5 ; 30. Fxé8, Rxé8 ; 31. Tb8+, *Ré7* ; 32. Ta8, *Cxç4* et les Noirs gagnèrent (Kirov-Zadrima, Istamboul 1980).

l) Si 17..., Fg7 ; 18. Fç3, Té8 ; 19. é4!

m) Une curieuse idée due au grand maître Browne, dans sa partie contre Timman à Wijk-aan-Zee, 1980. Si 18. Tf3, Txb2! ; si 18 Dç3, Txb2 ; 19. Dxb2, Cé3 ; 20 Tf3, Fg7 ; si 18. Fç3, Cé3 ; 19. Da4, Tb5 ; 20 Tf-b1, Dé8!)mieux que 20..., Fg7 ; 21 Fxg7, Txb1 ; 22 Txb1, Rxg7 ; 23. Da3!, Té8 ; 24. Fé4, Cg4 ; 25. h3, Cf6 ; 26 Ff3 avec avantage aux Blancs (Csom-Ghitescu, Moscou 1977) ; 21 Txb5, axb5 ; 22. Dxa5, Cxg2 ; 23 Rxg2, Dxé2+ ; 24 Rh3, b4 ; 25 Fxb4, çxb4 ; 26 Dxb4, Dh5+. Pour toutes ces raisons, Browne préconise 18. Cb3 sans craindre 18..., Cé3? ; 19 Dç3.

n) La suite de la partie Browne-Timman fut : 19..., Db8 ; 20 Dç3, ç4+ ; 21. Rh1, f6 ; 22. Fh3, Cf2+ (si 22..., Dxb3 ; 23. Fxg4, Dxb2 ; 24. Fé6+, Rh8 ; 25. Dxç4 et si 22..., Cé3 ; 23. Fé6+, Rh8 ; 24. Tf3, Dxb3 ; 25. Txé5, Dxb2 ; 26. Txé6, Db1+ ; 27. Rg2, Tb3 ; 28. Dd4) ; 23. Txf2, Dxf2 ; 24. Fé6+, Rh8 ; 25. *Dxç4*, Db6 ; 26. Fd4! Dxb3 ; 27 Dxb3, Txb3 ; 28. Txa6 et les Blancs gagnèrent.

o) Ceci semble un peu risqué, mais les Noirs doivent trouver du contre-jeu.

p) 21. Ta-é1 était plus précis.

q) Ouvrant la diagonale a7-g1.

r) Si 22..., Txb3 ; 23. Fd4! (et non 23 Dxb3, Da7+ avec mat). Les Noirs tentent de pénétrer sur l'aile — R et sacrifient une pièce.

s) La compensation n'est pas suffisante, mais les Blancs doivent jouer précisément.

t) Si 31. Txé4?, Dxh1+ et si 31. Fxé4, Txf4.

u) Ou 32..., Rh8 ; 33. Tf1, Té2 ; 34. Dxd6, Tg8 ; 35 Dé5+, Tg7 ; 36. f6!

v) Car si 35 ... Tgxg2 ; 36 Dxh7+ et si 35... Téxg2 ; 36. Dé5+.

SOLUTION DE L'ETUDE Nº 930
L. KUBBEL, 1914
(Blancs :

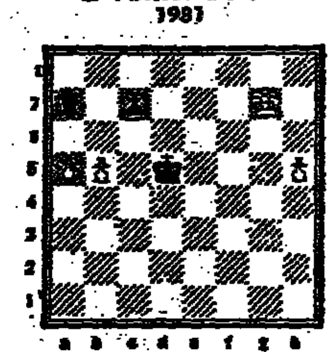
Ré2, Ta8, Cd2, Pb2, d5, f2, g5, h2. Noirs : Rd4, Dh1, Pb3, d7, h7, h3)

1. g6!! hxg6 (si 1..., Dg2 ; 2. gxh7, Dg4+ ; 3. Cf3+) ; 2. Ta1!, a) 2..., Dxd5 ; 3. Ta4+, Ré5 ; 4. Ta5!, Dxa5 ; 5. Cç4+. b) 2..., *Dg2* ; 3. Tg1!, Dxd5 ; 4. Tg4+, Rç5 ; 5. Tg1, *Dxg5* ; 6. Cé4+.

A noter la splendeur des variantes-échos 2. Ta1 et 3. Tg1 ainsi que de 3. Ta4 - 4. Ta5 et de 4. Tg4 - 5. Tg5.

ÉTUDE

L. MITROPHANOV
1981



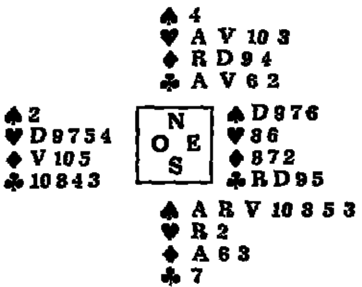
BLANCS (4) : Rg7, Pa5, b5, h5.
NOIRS (3) : Rd5, Fa7, Pç7.
Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

bridge nº 928

LA GRANDE RÉDUCTION

La réussite de cet optimiste grand chelem nécessitait une bonne technique, et *le déclarant hongrois* n'eut pas trop de mal à capturer la dame d'atout qui semblait imprenable.



Ouest ayant entamé le 3 de trèfle, le déclarant a pris avec l'as du mort, et il a fait immédiatement l'impasse à la dame de pique, qui a réussi. Ensuite, il a tiré l'as de pique, mais Ouest a défaussé un cœur *Comment Koltai, en Sud, a-t-il gagné* ce GRAND CHELEM A PIQUE ?

Réponse :

Pour capturer la dame d'atout d'Est, il faut être, à la *fin*, à égalité d'atouts avec Est ; il faut donc se raccourcir trois fois et terminer au mort. Ce mécanisme exige par conséquent *quatre* levées en Nord ; or il n'y en a que trois (roi, dame de carreau et as de cœur), et la quatrième ne pourra provenir que du 10 de cœur en faisant *l'impasse à cœur.*

Quand il voit que Ouest ne fournit pas à l'atout, Sud doit jouer immédiatement le 2 de cœur de sa main en espérant que Ouest ne pensera pas encore à la défense mortelle qui consiste à fournir la dame de cœur pour détruire une des rentrées à cœur.

Une fois que *le 10 de cœur* a fait sa levée, Sud coupe *le 2 de trèfle (premier raccourcissement),* remonte au mort grâce à la dame de carreau, coupe une seconde fois trèfle (deuxième raccourcissement), tire l'as et le roi de carreau, coupe le valet de trèfle et retourne en Nord *en prenant le roi de cœur avec l'as :*

♥ V ♦ 9
♠ D 9
♠ R V

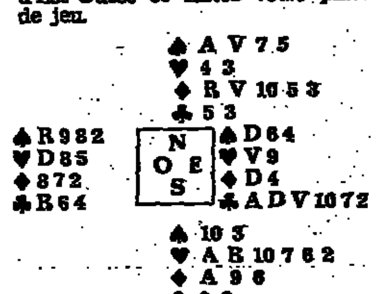
Le mort joue carreau ou cœur qu'Est doit couper et que Sud surcoupe.

La difficulté est de savoir s'il faut couper le quatrième trèfle ou le troisième cœur, mais l'entame à trèfle et les cartes fournies à trèfle permettent de supposer qu'Est a quatre trèfles.

Note : Ce grand chelem était un bien mauvais pari puisque ses chances de réussite étaient loin d'être de 2 contre 3.

UNE BONNE ASSURANCE

Cette donne, distribuée au cours d'un tournoi en Suède, est un bon exercice pour apprendre à assurer un contrat. Cachez les mains d'Est-Ouest et faites votre plan de jeu.



Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	*Ouest*	*Nord*	*Est*
1 ♥	passe	1 ♠	2 ♣
2 ♥	3 ♣	3 ♥	passe...

Ouest entame le 4 de trèfle pour l'as. Est rejoue la dame de trèfle, puis contre-attaque le 9 de cœur. Sud prend avec le roi, et il tire l'as de cœur sur lequel Ouest fournit le 8 de cœur et Est *le valet. Comment Sud doit-il jouer* pour gagner TROIS CŒURS ?

Note sur les enchères :

La réponse de « 1 ♠ » est normale, bien que la couleur à pique soit plus courte que la couleur à carreau, mais la main n'est pas assez forte pour répondre « 2 ♦ » qui promettrait au moins 10 pts. Avec *le roi de pique* au lieu du valet, il faudrait dire « 2 ♦ » sur l'ouverture de « 1 ♥ ».

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble® Nº 118

INTERDIT D'ANTENNE... 2

Club Havrais, M.J.C., 2, avenue Hoche, 5 juin 1981. Tournois jeudi 14 heures et vendredi 20 h. 30. Initiation au Duplicate.

Avec un ministère du temps libre, une soirée télévisée sur « les loisirs de l'esprit » s'imposait. De fait, à la suite du film l'Echiquier de la passion, *présenté à Antenne 2 un mardi soir, on a vu, dans le cadre d'un débat des « Dossiers de l'écran », un bel échantillonnage de la France au jeu : une simultanée d'échecs jouée par un bambin de onze ans, et des démonstrations supposées de bridge, de dames, de backgammon et de go (la participation d'Omar Sharif au débat a vraisemblablement forcé ses partenaires à faire un bridge à trois) Mais le scrabble n'était pas de la fête, au grand dam des quelque dix millions de Français qui le pratiquent.*

La Fédération française de scrabble, membre de la très officielle Confédération des loisirs de l'esprit, avait vainement proposé d'offrir sa part de gâteau à ce banquet ludique. Le producteur de l'émission, Armand Jammot, a justifié cet ostracisme : le scrabble est une marque déposée pour laquelle il n'est pas question de faire de la publicité. Pour son émission quotidienne « les Chiffres et les lettres », Jammot est tout aussi vigilant : interrogés sur leurs hobbies, *les candidats sélectionnés peuvent confesser toutes les coupables activités auxquelles ils s'adonnent, sauf le scrabble. Naguère finaliste de ce jeu, Michel Pialat avait cependant pu flouer la censure en disant qu'* « il pratiquait un jeu comportant une grille multicolore de deux cent vingt-cinq cases et cent deux jetons lettrés ressemblant à des caramels ».

Réjouissons-nous de constater que, malgré le changement, Antenne 2 reste dure et pure. Tout au plus peut-on regretter qu'un jour sur deux, à la fin de l'émission, les téléspectateurs voient en gros plan, pompeusement offerts au candidat [illegible] heureux, la boîte d'un jeu curieusement appelé le Mot le plus long et une revue intitulée les Chiffres et les lettres.

Moins sectaire (ou plus désintéressée), TF 1 a récemment présenté une émission de dix minutes sur le scrabble et en projette une deuxième au *mois d'août.*

	TIRAGE	SOLUTION	Réf.	Pts
1	B E L F I M R			
2	R + D E L N Y Z	FILMER	H 4	28
3	Y + A E I O S T	BLINDEZ	5 F	38
4	A I T + E N P R	SOYEZ	L 1	48
5	E H I M N U S	EPRENAIT	8 H	83
6	A I J O R S T	RHENIUMS	J 8	68
7	O S + A B D S U	JURAIT	13 I	42
8	D S + A E F O R	BAYOUS (a)	3 J	34
9	A D E E G N X	FONDERAS	11 H	74
10	G N + I T T U ?	DESAXE (b)	15 H	78
11	G I T U ? + A V	DESAXENT	15 H	54
12	T U + E G I M T	VISAGE	O 1	30
13	E I G T + E N U	METAUX	L 10	32
14	C E I L L O ?	GUNITEES (c)	1 E	77
15	E I L L + O R U	CA(R)TON (d)	N 10	26
16	C E K O R T W	BROUILLE	F 5	64
17	C O R W + I S Q	TEK	7 K	47
18	I R W + A E N V	COQS	13 C	37
19	E R V + A E L P	IWAN (e)	14 A	32
20	A E H S U	PRELEVAI	A 7	101
21	A E H	SU	15 A	59
22	A	HE	B 9	16
		AU	N 3	8
			TOTAL	1 076

Le dictionnaire en vigueur est le PLI (« Petit Larousse illustré ») de l'année. Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

NOTES

(a) En Louisiane, bras secondaire du Mississipi ou lac établi dans un méandre abandonné.

(b) Ou SEXAGE.

(c) Recouvertes de gunite (béton spécial projeté pneumatiquement.

(d) O(S)CILLER, 9 A, 63.

(e) Salle voûtée quadrangulaire iranienne.

Résultats : 1. Onillon-Sionville 1010. 2. Candé-Housset 956. 3. Mme Lecomte-Kerforn 910 (tournoi par paires).

● Festival de Vittel (homologué), 25-27 septembre 1981. Paires, vendredi 21 heures (deux séances). Individuel, samedi 10 heures (trois séances). Droits de l'individuel : 20 F par séance. Prix du séjour : 550 F. Possibilité de participer au Festival sans séjourner. Club Méditerranée. Tél. : 296-10-00.

MICHEL CHARLEMAGNE.

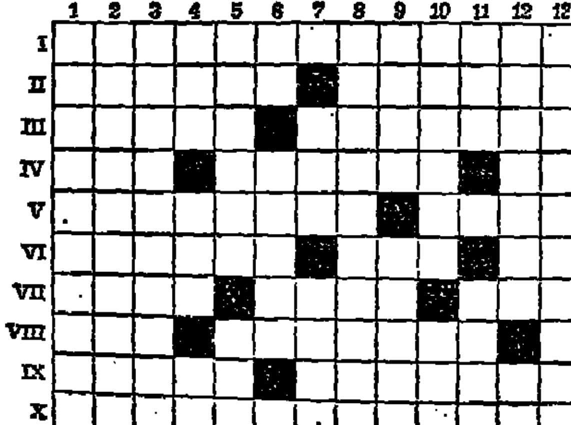
★ Prière d'adresser toute correspondance concernant cette rubrique à M. Charlemagne, F.F.Sc., 137, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

les grilles du week-end

MOTS CROISÉS
Nº 159

Horizontalement :

I. Manifeste un certain savoir faire. — II Quand elle est vide, on plaint son propriétaire Vidée sans qu'elle s'en plaigne. — III. A subi plus qu'un mot à mot. Puritains, sans mollir — IV. En Suisse Très attachées aux biens de ce monde. Ne sont pas toujours beaux. — V Pour les fins de repas Impur — VI Rares, mais bien charpentées. Moque. Par porteur — VII. Dans, dans un bien mauvais état. Va vers le Danube. Roi. — VIII. Début d'une capitale chinoise. Coiffé. — IX. Même s'il est bon, n'est pas toujours désintéressé Réussit à Troyat. — X. On les tire volontiers.



Verticalement :

1. A permis de doubler le prix. — 2. La moitié d'un couple infernal. — 3. Ont dû subir le précédent. — 4. Droit, selon toute logique. Cardinal. Voyelles. — 5. Debout, comme ici En défiance. — 6. Personnel. Ne brûle plus. — 7. Fait ce qui nous est propre. Moitié d'un couple hilarant — 8. Nord-Sud pour Chateaubriand. — 9 Quand il est perlé, il devient masculin Se fait à Beaubourg. — 10. Suive la reproduction Demoiselle. — 11. Sert à la reproduction. Un ange perdu. — 12. Chaumes Dans la note. — 13. Rajeunissant.

Solution du problème nº 158

Horizontalement :

I. Consommation. — II. Actérie. Emba. — III Scénario. P.S.U. — IV. Sacs. Anuries. — V. Ese. Ob. Tiède. Ci. — VI Ci. Fleurs. Ea. — VII Rocaille P.S.B — VIII. O.N.U. Flemme. — IX Unitaire. Ton. — X Tétine. Round. Electrisante

Verticalement :

1. Casse-croûte. — 2. Occasionnel. — 3. Nièce. Cuite. — 4 Sens. Fa. Tic. — 5. Ora. Olifant. — 6. Mirabellier. — 7. Mein. Uler. — 8. Outremers. — 9. Te. Ais. Oa. — 10. Impie. Petun. — 11. Obsédé. Ont. — 13. Nauséabonde.

FRANÇOIS DORLET.

ANA-CROISÉS (*)
Nº 159

Horizontalement

1. ACCERSTU (+ 1). — 2. AILNOS (+ 1). — 3. AILNRU (+ 1). — 4. EGILNORS (+ 2). — 5. EEILNPV — 6. DIOORRT (+ 1). — 7. ACEISTU. — 8. CEEILPS. — 9. DEENOSSU. — 10. EEILOPZ — 11. EIINTUV — 12. ADEENPU (+ 1). — 13. AFILNOT. — 14. AAHIILN. — 15. EEENTUX. — 16. AAMORSV.

Verticalement

17. CEHOSTU (+ 2). — 18. DEIORSU (+ 3). — 19. EEGNRRTU. — 20. AEFFSST. — 21. CEINORT (+ 2). — 22. AEINOUV (+ 1). — 23. ACERRSU (+ 4). — 24. EHIOPRS. — 25. CDEEIINS. — 26. IILNPUU. — 27. AAIILSSV (+ 1). — 28. AAMNOR (+ 1). — 29. AACDILOZ. — 30. AAELMNS. — 31. AEEILRR (+ 1).

Solution du nº 158

Horizontalement

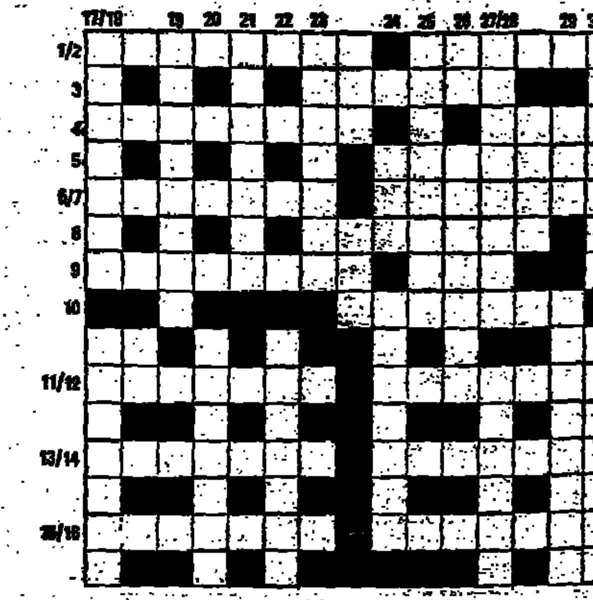
1. LOUSTIC (COUTILS). — 2. ANACONDA. — 3. AIGREFIN. — 4. ECERVELE. — 5. PRIORAT. — 6. SATRAPIE (PARASITE, PARIATES, RAPIATES, RETAPAIS, SAPERAIT, SEPARAIT, TAPERAIS). — 7. FUMERON. — 8. HAMECON. — 9. FEINDRE. — 10. TAOISME (ATOMISE, MATOISE, MAOISTE). — 11. RECULAIT (ULCERAIT, ARTICULE, CULERAIT) — 12. ENTETERA. — 13. RUDOYER. — 14. MARTRES. — 15. IVRESSE (REVISES, REVISSE, SERVIES).

Verticalement

16. FLEMME. — 17. OLIBRIUS. — 18. MEDIATOR (MODERAIT). — 19. SURDOUE (SOUDEUR, SOUDURE). — 20. INNEITE. — 21. ROADSTER (DARTROSE, TORSADER). — 22. INFRASON (FARINONS). — 23. CIRCAETE. — 24. MATEFAIM. — 25. ACCULE. — 26. ETOURDIS (EUTOSIDE, OURDITES, OUTSIDER). — 27. CONVAINC. — 28. ILIONS (LIIONS). — 29. CNEMIDE (MEDECIN). — 30. JAVELAI — 31. TETARDS.

● *Ana-chronique* de M. Marc Potemski (Marmoutier), N. 152 : 5. OCULAIRE. *REGLOUAI.* 8. STENOPE. *PENTOSE.*

MICHEL CHARLEMAGNE et CATHERINE TOFFIER.



(*) Jeu déposé.

Hippisme

Le retour du cheval aux jambes bleues

PRIX Jacques Le Marois à Deauville ; premiers pas européens, à Enghien, de « notre » nouveau champion du monde de trot, *Idéal du Gazeau* : il eût failli, lors du dernier week-end, écarquiller les jumelles.

Nous les avons, pour notre part, réglées sur *Idéal du Gazeau*.

Encore que, compte tenu des sommes qu'il avait déjà gagnées (7 694 725 francs), il eût à rendre 25 mètres à tous ses adversaires du Prix d'Europe, l'affaire paraissait pour lui sans danger. En fait, elle recelait les plus grands périls.

Nous n'avions pas, personnellement, revu *Idéal du Gazeau* depuis ses triomphes français de la fin de l'hiver. La campagne américaine, non plus que les voyages, ne l'ont marqué. Il nous a même paru, avant la course de dimanche, moins allégé, moins « soulevé » qu'au terme de l'hiver vincennois. Plus tendu, en revanche, plus nerveux. Que d'influx, que d'impatience sous cette peau frémissante ! Avant la sortie en piste, son driver, Eugène Lefèvre, avait du mal à le refréner, et quand une grande rumeur d'applaudissements éclata dans les tribunes, au rappel, par le haut-parleur, de ses triomphes américains, il fit un tel écart soudain qu'il faillit échapper à ses mains.

Certes, *Idéal*, qui est « très près du sang », a toujours été la vivacité même. Mais nous ne l'avions jamais connu ainsi. Cette soudaine nervosité (à mettre au compte de la chaleur, des changements de régime et d'habitudes successifs, depuis deux mois ?) a sans aucun doute provoqué les déboires qui ont suivi. La nervosité et, peut-être, l'absence de doctrine à son égard.

Tous les grands chevaux, à quelques exceptions près, dont les plus notables ont été *Bellino II* et *Classical Way*, sont des paquets de nerfs. Il n'y a pas de super-classe sans super-influx et, par conséquent, sans risque qu'un jour la machine ne se dérègle. On essaie de maîtriser ce risque en faisant effectuer aux champions, une à deux heures avant l'épreuve, sur la piste même où doit se dérouler celle-ci, de petits parcours de décontraction. Pour *Idéal du Gazeau*, il n'y a pas de règle à cet égard. C'est son entraîneur qui, l'observant dans le box, à son arrivée au champ de courses, décide, en fonction de ce qu'il croit être le psychisme de son cheval à cet instant, s'il y aura un « hit » (c'est le nom technique de ces parcours de mise en train), deux, ou pas du tout.

Dimanche, Eugène Lefèvre avait décidé : pas du tout. Si la course n'a pas été un chef-d'œuvre de tactique, si — soyons nets — elle a comporté des erreurs, toutes ont découlé de celle-là.

Car que vit-on au lâcher des élastiques ? Un *Idéal du Gazeau*, tout à coup indomptable, se ruer vers le peloton, le rattraper en 100 mètres : oui, 25 mètres de handicap comblé en 100...

Ce fut, à la fois, magnifique et fou. Magnifique : le geste et le rythme des jambes d'*Idéal du Gazeau*, bandées de bleu comme à l'accoutumée, offraient le plus éblouissant ballet trotteur qu'on eût jamais vu. Fou : il était évident que ce rythme, alors que 2 700 mètres étaient à parcourir, était suicidaire.

Que pouvait faire Lefèvre aux commandes de cette machine emballée ? La refréner à tout prix ? Il risquait que son cheval s'usât sur le mors. Il pensa aussi qu'à quelque chose cette fougue avait du bon : doublant le peloton à l'extérieur, *Idéal du Gazeau* allait éviter les projections de boue soulevées par les sabots de ses concurrents. Car, même par beau temps, il y a de la boue à Enghien. Avant chaque course, une arroseuse passe sur la piste : la poussière empêcherait qu'on vît le spectacle. Or, *Idéal du Gazeau* a la phobie de cette mitraille cinglant la tête et le poitrail.

Il passa donc à l'extérieur. Il prit le premier tournant en cinquième « épaisseur », c'est-à-dire qu'il parcourut là, en plus des autres, 20 mètres, s'ajoutant aux 25 de son handicap initial.

C'est le nez qui compte

Pendant les deux mille mètres qui suivirent, rien ne parut de cette débauche d'efforts : *Idéal* caracolait en tête, à côté de *Gel de Retz*, les jambes bleues haut levées.

Les choses se gâtèrent dans le dernier tournant. Bien que Lefèvre eût rendu la main, *Gel de Retz* était toujours là. Le driver fit des appels de langue, secoua les rênes. Mais *Gel de Retz* se maintenait. Pis : *Idéal* commençait à dodeliner de la tête, comme au bord du renoncement.

Le champion acheva d'user là la marge de classe, déjà entamée au départ et dans le premier tournant qui, normalement, eût dû lui assurer dix longueurs d'avance.

Enfin, *Gel de Retz* fut décramponné. Mais un autre péril surgissait. *Jlosco*, un instant attardé par une faute, arrivait en trombe sur la droite, son driver, déchaîné par la perspective d'un hallali unique. Pour contenir ce nouvel assaut, le champion du monde dut subir la cravache.

Contenir ? Au passage du poteau rien n'était moins sûr. Le partenaire de *Jlosco* était même persuadé que c'était son cheval qui avait gagné.

La photographie, qu'on attendit très longtemps — les plus longues minutes d'Enghien, — ne lui donna tort que de 10 centimètres. Étonnante photo : si on prend comme références les jambes des chevaux, le profil des drivers, les poitrails, les plaques numérotées fixées aux brancards, c'est *Jlosco* qui a gagné. Mais il a franchi la ligne d'arrivée l'encolure un peu fléchie. Gagnant à tous égards, son nez est perdant. Or le code des courses ne considère que le nez.

Ouf ! Une chaude affaire pour le champion du monde. Celui-ci va maintenant s'aligner dans les grandes épreuves du « circuit européen » : l'Italie, l'Allemagne, la Suède, la Finlande. La mésaventure de dimanche conduira-t-elle à une règle ? Le hit, cher Lefèvre, cher Morin. Reconsidérez l'affaire du hit...

A Deauville, ni fioritures ni photo pour la victoire : cinq longueurs entre le vainqueur du Prix Jacques Le Marois, *North Jet*, et ses quatre suivants, par contre séparés par de courtes têtes. Même situation à l'arrivée du [illegible] : six longueurs entre le vainqueur et trois chevaux, très près les uns des autres. C'est comme si, dans les deux cas, un cheval avait soudain couru hors concours. On a l'impression qu'il continue d'y avoir quelque chose de déréglé au royaume de la Société d'encouragement.

LOUIS DÉNIEL.

Philatélie

N° 1703

FRANCE : « Abbaye de Vaucelles ».

La cinquième valeur destinée pour la série « touristique » de l'année représentera l'abbaye de Vaucelles (« le Monde » du 14 juin 1980). D'ici fin septembre — pour cette même série — paraîtra « Louviers », la sixième valeur, ce qui nous fait penser que, avec les deux « hors programme », château de Sully et Saint-Jean de Lyon, il y en aura un de plus avec saint Émilion, programmé pour 1981.

Vente générale le 21 septembre (43e/81). — Retrait prévu pour le 8 octobre 1982.



2,00 F, noir et rouge.

Format 36 × 22 mm. Dessiné et gravé par Michel Monvoisin. Valeurs d'usage courant, chiffre de tirage non fixé. Impression taille-douce ; Atelier du timbre de Périgueux.

Mise en vente anticipée :

— Les 19 et 20 septembre, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire, ouvert à l'abbaye de Vaucelles, dans le Nord, commune de Les Rues-des-Vignes. — Oblitération « P. J. ».

— Le 19 septembre, de 9 h. à 12 h., au bureau de poste de Crèvecœur-sur-l'Escaut. — Boîte aux lettres spéciale pour « P. J. ».

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires.

⊙ 02738 Aubigny - aux - Kaisnes (Foyer des jeunes), les 10 et 11 octobre. — Exposition philatélique « Insectes et philatélie ».

⊙ 74700 Sallanches (Salle Léon-Curral), les 17 et 18 octobre. — 9e Congrès régional du groupement philatélique savoisien.

⊙ 31080 Toulouse (42, rue du Languedoc), le 30 octobre. — Journée mondiale de l'épargne.

Le mariage royal en Grande-Bretagne.

Nous avons annoncé, à l'occasion du mariage royal en Grande-Bretagne, des émissions de timbres par une trentaine de pays (voir *le Monde* du 4 juillet 1981) et avons prévu de nombreuses autres émissions à venir.

Aujourd'hui, signalons quelques pays africains qui ont également consacré des émissions de timbres et de blocs commémorant cet événement :

Centrafrique : quatre timbres, 75, 100, 150 et 175 francs ; un bloc-feuillet (avec timbre dentelé) de 500 francs.

Djibouti : deux timbres, 180 et 200 francs.

Niger : trois timbres, 150, 200 et 300 francs, un bloc-feuillet (avec timbre dentelé) de 400 francs.

Ainsi que deux autres pays proches du Commonwealth :

BAHAMAS : 30 c. et 2 Dol.

NOUVELLE-ZÉLANDE : 20 et 20 c., imprimés se tenant.

FRANCE : Trois nouvelles valeurs « Sabine ».

En raison de l'augmentation prochaine — au 1er septembre — des tarifs postaux, trois nouvelles valeurs du type « Sabine » seront mises en vente.

— 1,40 F, pour le courrier lent ;
— 1,60 F, pour le courrier rapide ;
— 2,30 F, pour l'étranger.

Ces timbres comporteront, pour la première fois, la mention « République française ».

En bref...

● BELGIQUE. — 110e anniversaire de la naissance du docteur Ovide Decroly, 35 + 15 F. Impression hélio, sur papier phosphorescent.

● CONGO. — « Année internationale des personnes handicapées », deux timbres, dont un avec surtaxe, 45 fr., taille-douce, gravé par Michel Monvoisin, Atelier de Périgueux et 75 fr + 5 fr., offset, Cartor S.A., d'après Bazolo.

● CONGO. — « Mausolée du roi Maloango », 75 fr., épée, et 150 fr., effigie du roi. Offset, Cartor S.A., d'après documents.

● CUBA. — Série de « coqs de combat », 1, 3, 7, 13, 30 et 50 centavos.

● DJIBOUTI. — Tableaux de peintres (P.A.), 300 fr. « Joueurs de football », de Picasso et 400 fr. « Portrait de l'homme au turban », de Rembrandt. Offset, Edila, d'après documents.

● GABON. — Le timbre du scoutisme de 75 fr. a été surchargé en offset par la mention « Congrès mondial du scoutisme Dakar ». Le timbre est d'Odette Baillais et l'impression offset de Delrieu S.A.

● GABON. — « Année internationale des personnes handicapées », 100 fr. Dessiné et gravé par Michel Monvoisin. Taille-douce, Périgueux.

● MALI. — Série des « ovins », 10 fr., mouton maure ; 25 fr., mouton peul ; 140 fr., mouton du Sahel ; 180 fr., mouton touareg et 200 fr., bélier djallonke. Offset, Delrieu S.A., d'après T.S. Diallo.

● NIGER. — Hommage à Alexander Fleming, 150 fr. Maquette et gravure de Jacques Gauthier. Taille-douce, Périgueux.

● NIGERIA. — Deux timbres pour « Année internationale des handicapés physiques », 10 et 30 k.

● NOUVELLE - CALÉDONIE. — « Bateaux anciens », 10 fr., corvette « Constantine » 1854 et 25 fr., aviso « le Phoque » 1853. Dessin et gravure d'Eugène Lacaque. Taille-douce, Périgueux.

● NOUVELLE-CALÉDONIE. — La faune aquatique, 38 fr., échinométra Mathaei et 51 fr., priono cidaris Hélio, Delrieu S.A., suivant Veret-Lemarinier.

● POLYNÉSIE. — Premier championnat international de France de pirogue polynésienne de haute mer (P.A.), 200 fr. Offset, Edila, d'après Teva Sylvain.

● TRINIDAD ET TOBAGO. — Série dédiée à la préservation de l'environnement, trois timbres polychromes, 10, 55 cents et 3 dol.

● VANUATU. — Premier anniversaire de Vanuatu (anciennement Nouvelles - Hébrides, condominium franco-britannique), 15, 25 et 45 vatu.

● WALLIS ET FUTUNA. — « Année internationale des personnes handicapées », 42 fr. Offset, Edila, suivant une maquette de Jacques Combet.

● YEMEN (R.P.D.). — Un timbre de « Ras Boradli Earth Satellite Station », 60 fils.

ADALBERT VITALYOS.

LÉGION D'HONNEUR

Ministère de la défense

Nous publions, ci-dessous, deux listes de nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre du ministère de la défense. Ces deux listes complètent celle qui avait été publiée dans *le Monde* daté 12-13 juillet.

Est élevé à la dignité de grand officier : M. Raymond Meyer.

Sont promus commandeurs :

MM. Paul Vassail, Jean Combes, Mme Denise Bourinet, MM. Bernard Cognet, Léon Julès.

Sont promus officiers :

MM. Maurice Andrieux, François Decker, Charles Herail, Pierre Martin, Emile Noceto, Jean-Baptiste Ottavi, René Vasseur, Georges Arlen, Odile Bogé, Roger Cavajani, Mme Marie Denis, MM. Georges Derenne, Henri Desoille, Marcel Dolmaire, Pierre Fanget, Pierre Gimon, Mme Gisèle Gran, MM. Pierre Kalinowski, Maurice Lecoeuche, Pierre Le Rolland, Jacques L'Hoste, Jean-Pierre Marnat, Georges Mege, Pierre Michon, Marcel Mignot, Jacques Mouyal, Robert Nidelet, Maurice Perignon, Mme Georgette Pirat, MM. Marius Recordier, René Sarrion, Pierre Scheiber, Albert Silvestre, Frédéric Spie, Mme Frédérique Tandler, MM. Claude Valat, Paul Verrons, Mme Marie-Claude Vogel, Mme Vaillant-Couturier, ancien député, MM. Charles Melchior, Pierre Touja, Roger Gaston.

M. Paul Bétrémieux, Mme Isabelle Boraud, MM. François Burg, Cyprien Cornu, André Dissard, Léon Guidez, Louis Guillet, Jean Labarthe, Guy Moulinet, René Scorvidere, Mmes Maria Antoine, Ernestine Bene, M. Gabriel Bourdillon, Mme Yvonne Descroix, MM. Firmin Flamand, Charles Glanzberg, Pierre Recobre, Mmes Rose Hammerschmidt, Agnès Leroy, M. Emile Palliés, Mme Anna Piriou, M. Edouard Tisserant, Mme Germaine Veignant, M. Heinz Markus.

Sont nommés chevaliers :

MM. Eugène Verhille, Pierre Weber, Jean Andrieux, Maurice Bertrand, Pierre Jacquin, Bertrand Voisard, Gaston Calbourdin, Marc Faugère, Jean Corvest, Jacques Forestier, Jean Senelle, Guy Hennequin, Pierre Guillard.

MM. Jacques Allard, Pierre Aluce, Jean-Claude Asselin, Bernard Baïsse, Christian Barbe, Jean-Pierre Blaizot, Pierre Blancher, Jean-Yves Blandin, Daniel Boucher, Robert Buguin, Jacques Chabane, Claude Chrétien, Guy Claveau, Jean-Pierre Coadic, André Cochennec, Francis Colin, Michel Courteille, Michel Courtet, Bernard Cyssau, Gilbert Debarre, Alain Delaporte, Jean-Loup Déroulède, Michel Devroc, Claude Doublet, Jean-Philippe Douin, Michel Gachelin, Michel Gaillard, Gérard Galliot, Robert Gérard, Francis Grimal, Michel Hemmerlin, Yves Henry, Yves Huguenin, Alain Jeantet, Jean-Pierre Kermorgant, Bernard Lachau, Christian Lareida, André Laurent, Yves Le Gall, Jean-Marie Le Patézour, Charles Lesage, Jean Le Scouarnec, Pierre Levrot, Max Martin, Marc Meresse, Christian Minvielle, Jean-Claude Muller, Pierre Nigay, Henri Ollier, Gérard Paqueron, Michel Payen, Jackie Peltier, Pierre Péron, Michel Pochoy, Yves Pognat, Guy Pouliquen, Christian Prasil, Daniel Prézelin, Bernard Puaud, Antoine Puglisi, Pierre Rochefort, Jean Rouvellou, Henri Saint-Michel, Alain Sanchez, Jean-Claude Sap, Jean-Baptiste Sauvage, Jean-Marie Sauvebois, Jean Schaeffer, François Sido, Julien Cathou, Michel Clériot, Noël Debard, Jean Du Verdier, Pierre Ferrier, Pierre Georget, Michel Gradoe, Robert Guillemot, André Jestin, Honoré Kieffer, Hubert Lalanne, Maurice Moulinec, Claude Ruotte, Yves Saunier, Jean Savornin, Charles Sider, Gérard Toulze, Joseph Apprion, Rolland Bellec, Christian Berry, Mme Arlette Beuverand de La Loyère, MM. André Bouchar, Fernand Bruel, André Chauvie, Célestin Cocot, Michel Conq, Roger Dejean, Robert Denis, James Denis-Lutard, Claude Guyot, Gilles Jonglez de Lignes, Jean Joubé, Georges Lambert, Roger Le Morvan, Marcel Leroy, Albino Marcadella, Michel Masquelin, Jacques Mellinger, Lucien Mermet, Narcisse Roperch, Jean-Pierre Routier, Jean Suspène, Yves Varnerot, Serge Vilain, Jean Bouillaud, Guy Burdin, Raymond Caire, Gérard Grout de Beaufort, Jacques Noël, Claude Montaufray.

∴

MM. Mathurin Allanic, Pierre André, Alfred Antoine, François Baillon, Louis Bély, Pierre Cabanne, Aimé Caillet, Jules Camacho, Jean-Baptiste Caro, Jean-Baptiste Caset, Orlandino Cevrero, André Charnay, Jean Conq, Jean Courbet, Elie Deroche, Maurice Domissy, Alexandre Gandubert, Pierre Garnodier, Joseph Gely, Maurice Georgeault, Charles Husard, Jean Kerdoncuff, Pierre Laplace, Louis Laurens, Jules Lazerges, Maurice Leballeur, Pierre Lespés, Pierre Machabert, Messaoud Malki, André Martinez, Gérard Painchault, Gilbert Pousson, Jean Py, Marie de Raigniac, Jean Rallier, Frédéric Reminiac, Léon Sergias, Jean Simpelaere, Auguste Sivignon, Paul Vittori, André Bret, Emile Bacher, Paul Barone, Jean Baudron, Yves Bernard, Alexandre Bertotto, Mme Simone Bois, MM. Victor Boulinguez, Michel Bour, Marius Brunel, André Cadinot, Honoré Calas, Jean Canicio, Robert Carteau, Emile Chevrier, Mme Emma De Rovaré, MM. Ismaël Daviet, Henri Demarthe, Pierre Demonçay, Georges Deville, Ferdinand Dupuis, Charles Ehrhard, Elie Faucillon, Henri Fournet, Jean Fourtage.

Mme Suzanne Gauvin, MM. Adolphe Germain, Pierre Giess, Jacques Goedert, Jean Gorlier, Jean Guéry, François Guttierez, Georges Haffemayer, Mme Charlotte Hecketsweiler, MM. Georges Henry, Roger Jamet, Georges Janton, Joseph Kmieciak, Ange Labbé, René Lagnel, Mme Andrée Lamarche, M. Frédéric Ledrich, Mme Monique Level, MM. Kurt Lichtenstein, Gaston Lourmières, Mme Suzanne Lutenbacher, MM. Roger Maillet, Jean-Claude Manaching, Raymond Marchal, Joseph Martzolff, Antoine Maunier, Omer Mercier, Claude Mezin-Custan, Henri Millot, Mme Augustine Monfray, MM. Jean-Pierre Muller, René Pardieu, André Parise, Yves Petit, Charles Plumejeau, Mme Henriette Prudhomme, MM. Antoine Pujol, Pierre Restoueix, Mme Prima Rostagno, M. Charles Roth, Mme Simone Roussel, MM. Jean Roux, Olivier Salmon, Marcel Stephan, François Tisthout, Mme Emile Vlossange, M. Antoine Vives, Mmes Marie Voilque, Rachel Wajener, MM. Paul Wurth, Christian Arnoux, Corentin Conan, Frédéric Haag, Robert Lornac, René Bernard, Raymond de Bouglon, Mme Yvonne Mourier, M. Pierre Clerc, Mme Henriette Devert, M. Louis Dugourgeot, Mmes Solange Gras, Marie Mangeot, M. Pierre Nelis, Mme Madeleine Peter, MM. Jean Pujol, Jean Bonnac, Fernand Ducastel, Edmond Boulanger, Emile Bousquet, Alexandre Durant, Jean Epinat, Pierre Macary, Léon Rodot, Jean Acquaviva, André Aillet, Henri Algret.

MM. Simon Alitensel, Jean Allain, Armand Allier, Joseph André, Ange Angelini, Félix Anglade, François Anthelme, Pierre Appert, Félix Arjulland, Joseph Arnaud, Guillaume Arquer, Elisée Astier, Joseph Astier, Marcel Auberdon, Georges Aubert, Jean Aubert, Clovis Auriol, Jean Auroy, Eugène Bachelier, Pierre Baillon, Charles Bajeux, Léon Baldit, Paul Ballvet, Lucien Banckaert, Auguste Barantin, Alphonse Baratin, Adrien Barbenchon, André Barbier, André Barbot, Clément Barguès, Etienne Barrassin, Mathieu Barrère, Joseph Barrucand, Auguste Barsacq, René Bastide, Louis Bauzon, Henri Béague, Auguste Beaume.

MM. François Beccavin, Albert Bellin, Léon Bellngard, Jules Belmudes, Léon Bénard, Alphonse Benaud, Louis Berché, Vincent Bérenguer, Jean Bernard, Claude Bert, Marcel Berthet, Frédéric Berthier, Félix Bertin, Rémy Bertin, Cyrille Bertolone, André Bertrand, Raymond Bertrand, René Bertrand, Jules Besse, Joanny Besson, Marcel Besson-Magdelain, Albert Beyer.

MM. Léon Bezaud, André Billaudaz, Albert Binet, Pierre Biville, Noël Bize, Gaston Bizet, René Bizot, Sennen Blanc, Auguste Bleilé, Charles Blondaz-Gérard, Louis Blondeau, Paul Boissenot, Francis Boissier, Jean Bombal, Jean Bonnefoi, Charles Bonnot, Louis Bonte, Antoine Bordeiller, Jean Bordes, Emile Borel, Joseph Bosch, Gaston Bossaert, Charles Bot, Ferdinand Bouchet.

MM. Maurice Boucrot, Henri Bougeard, Ernest Bouillé, Fernand Boulanger, Robert Boulanger, Louis Boulay, Yves Bourdon, Pierre Bourgeat, Louis Bourgeois, Alphonse Bourreau, Gustave Bousquel, François Boutet, Maurice Boyancé, Jean Brault, Georges Bride, Armand Brillant, Léon Brioul, Justin Brouillet, Henri Brugerolle de Fraissinette, Edmond Brunel, Joseph Brunel, André Brunet, Maurice Brunet, Charles Brusseau, Léon Buisine, Jean-Baptiste Bulcourt, Etienne Cabanes, Marcel Caillat, Alfred Camille, Hyacinthe Canu, Albin Caralp, Jean Cardinaud, Antoine Carimantran, François Carlou, Jules Carnis, Robert Caron, Louis Carré, Joseph Carrère, Henri Carrière, Isidore Casanobe, Fernand Castelain, Maximilien Catalogne, Joseph Caudal, Léon Caunès, Albert Cayla, Libert Cazanvielh, Jacques Chadelle, Antonin Chaffort, Louis Chamberaud, Alexis Chameroy, Jean Champarnaud, Paul Chanteau, Jean Charbonnier, René Chardonnier, André Charles dit Chaulieu, Justin Charlot, Jules Charnot, Pierre Charon, Louis Chartier, Paul Charuel, Jules Chauchefoin, Louis Chaussé, Ernest Chemla, Maurice Chenu, Auguste Cheval, Henri Chevallier, Théodule Ciclet, Pierre Civier, Maurice Classe, Pierre Claude, Nicolas Clerc, Yves Cloarec, Jean-Jacques Codani, Gustave Coignard, Jules Coilliot, Emile Colardelle, Jean Colombert, Marius Comte, Joseph Cornet, Marcel Corraini, Antoine Corvolan, Jean Cosnier, Jean Costerousse, Léon Coureau.

MM. François Cousin, Elie Couturier, Paul Couvreux, Antoine Crammaussel, Paul Crapard, André Crépaud, Joseph Crépin, Marcel Crétenot, Léon Cunhac, Henri Cusson, Eugène Dalichampt, Désiré Danjour, Jean Dassé, Louis Daval, Georges Daveau, Jean Dechaumet, Gustave Decoster, Jean Dédéban, Etienne Defacq, Etienne Defaix, Eugène Définod, Isidore Delage, Alfred Delahaye, René Delarbre, Henri Delarue, Amédée Delattre, Emile Delautre, Louis Deleens, Gabriel Delhomme, Adrien Delmas, Henri Delobel, Kléber Delplace, Gaston Démoulins, Jean-Roger Denegre, Nestor Depierre, Constant Desange, Alexandre Desfougères, Paul Despérès, Adolphe Devilleneuve, Adolphe Dietrich, Maurice Doger, Clément Doreau, Georges Doucet, Camille Doué, Eugène Douls, Georges Dubeauclard, Pierre Dubois, François Dubus, Maximilien Duchet, Aimé Duclos, Abel Ducourant, Jean Ducruezet, Louis Duffau, Léon Dugué, Léon Duhoo, Jean Duluc, Raymond Dupic, Adrien Duplan, Jean-Louis Dupont, Bernard Duprat, Roger Dupré de Boulois, Emile Durand, Lucien Durot, Georges Dutemple, Gaston Duval, Henri Duviau, Alexandre Duviella, François Espagnol, Jean-Baptiste Espagnol, Eugène Esparros, Albert Eysseric, Jean-Marie Evreux, Edmond Fauconnier, Joseph Favre, Joseph Fayolle, Georges Fellet, Marcel Ferry, Marcel Fidrit, Théodore Floquet, James Floriant, Julien Foch, Paul Folléa, Henri Fonlette, Jean Foucher.

MM. Clément Fouillade, Henri Fourcade-Brousté, Louis Fournier, Blaise Frémiot, Alfred Fremont, Jean Froment, Henri Gagne, Eugène Gaillard, Martin Gallay, Fernand Galloud, Michel Gamerre, Maxime Gaquer, Jules Gascogne, Marius Gasquet, Joseph Gautier, Jean Gelinet, Léopold Gélis, Henri Genty, François Gerboulet, Jean Gerise, Marcel Giard, Paul Ginet, Ernest Girard, René Girard-Reydet, Laurent Girot, Marcel Godier, François Gonet, Alphonse Gonsolin, Georges Gontard, Pierre Gouache, Georges Goutard, Lucien Goutelard, Robert Goyeux, Isidore Graindorge, Marcel Grégoire, Auguste Grelot, François Gros-Gaudenier, Marcel Gublin, Gratien Guignard, Pierre Guillard, Charles Guillemain, Jules Guinand, Pierre Guiton, Gustave Guittet, François Gurdin, Joseph Halbert, André Halff, Achille Hamard, Jean Hénaff, Denis Henry, Marius Hérand, Joseph Hérault, Théodore Hervaud, Pierre Hervé, Jean Hieyte, Charles Hortala, René Houdre, Arthur Houssay, Charles Hudelot, Marcel Hue, Raoul Hue, Jules Huet, Louis Huet, Alfred Ingremeau, Alphonse Jamet, Edouard Jamet, Dominique Jarssela, Roger Jary, Louis Jeambrun, Victor Jet, Marius Jeune, Antoine Johner, Pierre Jossier, Michel Jouguet, Yves Julou, Pierre Jury, Benjamin Kimpe, Joseph Labranche, Georges Labusaière, Pierre Lacaze, Paul Lacoste, Léon Lacroix, Paul Lacroix, Robert Laffage.

MM. Raymond Laffont, Agnan Laforêt, Emile Laforêt, André Lagache, Firmin Lagarrigue, Toussaint Lagroe, Léon Lalot, Marius Lambertliod, Pierre Lamy, Pierre Larnaudie, Georges Laulhé, Gustave Laurent, Charles Leauté, Jean Le Bihan, Georges Leborgne, Louis Le Bouédec, Louis Le Capitaine, Pierre Lechat, Fernand Leconte, Eugène Léculler, Robert Lefebvre, Alexis Legal, Jean Legall, Louis Le Galliot, Eugène Le Coffic, Paul Legrand, Jean-Baptiste Lelouet, Cyrille Lemaire, Auguste Lemaitre, Jean-Marie Le Meur, Georges Lepeer, Marcel Lerat, Marcel Leroy, Marcel Letellier, François Le Theule, Robert Leullier, Guillaume Loaëc, Prosper Lorette, Auguste Luquet, Louis Macadoux, Lucien Macou, Paul Maffre, Marius Magnan, Jean Magoutier, Martin Maisonnaye, Charles Maljean, Adolphe Malnoyer, Léon Marandel, Eugène Marcaire, Marcel Marès, Joseph Marionneau, Joseph Mariot, Aristide Marrot, Eugène Martin, Marcel Martinent, Pierre Marty, Justin Mas, Roger Masclin, Henri Mathieu, René Mathieu, Francis Mauger, Jean Mauvy, Henri Mazo, Simon Mempontel, Clovis Ménager, Henri Méra, Jules Mercier, Séraphin Mermier, Alfred Messelet.

MM. Athanase Métais, Moïse Métais, Louis de Meyer, Alexis Meyronnin, Jean Miaut, Henri Michaelis, Emile Michaud, Jules Michelet, André Miège, Claude Mignot, Prosper Minot, Marcel Mirabel, Justin Moles, Henri Monge, Jacques Monier, Jean Monjaret.

MM. André Monne, Charles Monnier, Edouard Monnier, François Monteil, Barsabas Mora, Lucien Moreau, Fernand Morel, Mathieu Morell, Emile Mouard, Louis Mougenot, Alexandre Mouliade, Jean Moulin, Pierre Moulin, François Mouzin, Pierre Muller, Alphonse Mutz, Marcel Naas, Louis Nault, Claude Nectoux, François Néret, Maurice Nicaise, Paul Niot, Edouard Noël, Georges Noirot, Louis Nonin, Jules Noyé, Eugène Ollier, Grégoire Orsoni, Pierre Pagès, Paul Palu, Léon Palloure.

MM. Jacques Paolini, Adrien Paquet, François Parayré, Valentin Parsy, Xavier Pasqualini, André Passemart, Paul Pautet, Arthur Pautrat, Pascal Pédegaïts, Joseph Pellissier, Eugène Pérignon, Georges Pérochon, Jean Perret, Gustave Perrin, François Perrot, Jean Pétroni, Léonard Peylet, Albert Peyrouse, Charles Philippe, Jules Picard, André Pierrot, Albert Pioger, Charles Piponnier, Henri Plein, Marcel Plessis, Marcel Pliez, Louis Poiret.

MM. Paul Poncelet, Louis Poncet, Camille Ponnard, Joseph Portal, André Portier, Florentin Potus, Jean Pourcher, Jean-Louis Primot, Jules Privat, Marcel Pron, Maurice Prugnot, Marcel Pruvost, Raoul Puel, Manuel Puerta, Eugène Py, Louis Rabier, François Rakinski, François Ratineau, Thomas Réalé, Henri Redelsperger, Michel Rémond, Octave Renard, Gustave Renaud, Louis Renaud, Eugène Renaudon, Maximilien Rey, Arsène Reynaud.

MM. Jacques Ribes, Jean-Baptiste Richard, Maurice Richard, Roger Rigou, Marcel Ringot, Paul Rivallie, Marcel Rivaud, Raymond Robillard, Henri Roche, Jules Roguet, Sébastien Roigt, Jean Roques, Louis Rosset, Gaston Rossignol, Jean Rouaud, Louis Rousseau, Eugène Rouvrais, Maurice Royer, Ernest Saillet, Lucien Salmon, Robert Segond, André Segonnes, Ruis Setze, Fernand Seuwin, Louis Sevry, Alphonse Simon, Marcel Simon, Hippolyte Simonnet, Louis Sincé, Maurice Soleil, Antoine Soulé, Jean Soulier, Jean-Baptiste Sourget, Marcel Speibroit, Paul Strafrach, Georges Suard, Marc Surblé, Marcel Talbot, Bernard Taravel, Lucien Taulet, Marcel Testard, Robert Testu, Charles Thermes, Alexandre Thibaudeau, Louis Thirion, Claudius Thomas, Elie Thomas, Marcel Thuris, Alexandre Tisseyre, Fernand Totier, Robert Tournaire, Guillaume Troadec, Marcel Turbat, Antoine Vallorgue, Jules Varoquier, Louis Vasseur, André Vautrin, Ange Vellutini, Quatrième Venancie, René Verney, André Vidal, Ernest Vigne, Julien Villard, Henri Villeret, André Vinot, Raymond Vuillot, René Waquet, Alfred Warembourg, Albert Waro, Désiré Wattel, Joseph Wolff.

Le Monde

culture

M. Alain de Gourdon serait prochainement nommé administrateur de la Bibliothèque nationale

Le ministère de la culture a publié, le 19 août, un communiqué dans lequel il annonce qu'il a proposé la nomination de M. Alain de Gourdon comme administrateur général de la Bibliothèque nationale. Cette nomination devrait être prochainement signée par le premier ministre, M. Pierre Mauroy. La Bibliothèque nationale, qui était naguère rattachée au ministère de l'éducation nationale, a été rattachée au ministère de la culture (*le Monde* du 9 juin) peu après l'élection de M. François Mitterrand.

M. Georges Le Rider, le précédent administrateur, a été nommé le 25 juin directeur de l'Institut d'études anatoliennes à Istanbul. Depuis le 1er juillet, Mme Thérèse Kleindienst, secrétaire générale de la bibliothèque, assurait la transition.

Le communiqué du ministère de la culture précise que la « B.N. » « *est appelée à connaître un nouveau développement aussi bien sur le plan national qu'international. D'importants travaux de modernisation (extension des installations immobilières et informatiques) seront entrepris* ». « *L'objectif du gouvernement*, continue le communiqué, *est de faire de la B.N. une des premières institutions culturelles du pays.* »

***

Né en 1928 à Paris, M. Alain Gourdon, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, a suivi une triple carrière de haut fonctionnaire, d'homme politique et, sous le pseudonyme Julien Cheverny, d'écrivain.

Auditeur à la Cour des comptes en 1953 après sa sortie de l'ENA (promotion Jean-Giraudoux), secrétaire du comité des hauts fonctionnaires à la Communauté européenne de défense (CED) en 1954, M. Alain Gourdon devait être mis à la disposition du Quai d'Orsay en 1957. Il est alors envoyé comme expert auprès du gouvernement royal khmer (1957-1960), puis comme conseiller à la Cour suprême du Maroc (1961-1963). Réintégré à la Cour des comptes en 1963, il a été consultant de l'O.C.D.E. (1964) et professeur à l'Institut d'administration du Vietnam (1965). Il est devenu conseiller-maître à la Cour des comptes en janvier dernier.

La carrière politique de M. Alain Gourdon commence aux côtés de M. Pierre Mendès France, en 1956, au parti radical, sous l'étiquette duquel il se présente aux élections législatives pour être battu de justesse. Membre du bureau politique de la Convention des institutions républicaines (1967-1971), il est candidat F.G.D.S. aux élections législatives de 1967 dans les Hauts-de-Seine, en 1968 dans les Hautes-Alpes, et il est suppléant du candidat socialiste Pierre Blanck, dans les Vosges, lors des élections de 1973. Ami personnel de M. François Mitterrand, M. Alain Gourdon est aujourd'hui membre de la commission de contrôle du parti socialiste. Il est d'autre part, depuis 1976, vice-président de la Fondation culturelle à vocation internationale de Valbonne, ainsi que de l'Alliance nationale contre la dépopulation.

Sous son pseudonyme Julien Cheverny, Alain Gourdon a publié, outre un ouvrage sur Mendès France, Mendès France ou le rêve français *(1977) de nombreux essais, au ton volontiers pamphlétaire et caustique :* Ces princes qui nous gouvernent *(1960)*, Eloge du colonialisme *(éloge funèbre en fait, 1961)*, le Carnaval des régents *(1963)*, les Deux Stratégies du communisme *(1965)*, les Cadres *(1967)*, Haro sur la démocratie *(1973)*, Propos de mauvais goût *et* Sexologie de l'Occident *(1976), enfin* les Matriarches, essai sur la fin du pouvoir mâle *(1978).*

Le cinéma entre deux commissions

(Suite de la première page.)

Les membres de cette commission ayant accompli leur tâche, ceux de la mission de réflexion confiée à M. Jean-Denis Bredin commenceront le 1er septembre à s'interroger sur le cinéma. Faute de simultanéité, les premiers n'auront pas exactement œuvré en « relation étroite » avec les seconds. « *Relation étroite* », l'expression a été utilisée par M. Jack Lang, le 3 août, lorsqu'il a évoqué les grandes lignes et les ambitions d'un plan de sauvetage du cinéma français qui devra être mis en route à la date du 1er avril 1982.

Il y a un peu de mauvaise foi, cependant, à sous-entendre que — sous les auspices du ministère de la communication d'un côté, et sous la houlette du ministère de la culture de l'autre — *les experts désignés pour débattre et les représentants des professions invitées à suggérer ou témoigner ne se seront pas consultés.* Car, pour le meilleur ou pour le pire, télévision et cinéma sont solidaires, inévitablement. La question est de savoir qui va gagner, ou si les deux parties sont vouées à être meurtries. Lieu commun que de décrire le lien entre le petit et l grand écran. Le rapport est connu de tous : chaque année quatre milliards de spectateurs pour les films *de cinéma à la télévision,* contre *cent soixante-dix millions* dans les salles. Les *représentants* de la télévision doivent donc *se rallier* à la cause du septième art et soutenir cette industrie : ce qu'ils font déjà en coproduisant chaque année quelque quarante films.

« *Les mesures d'urgence* » annoncées par M. Jack Lang en faveur du cinéma français, et qui devraient entrer en vigueur le 1er octobre prochain, sont au nombre de cinq, et toutes, bizarrement ou non de la part du ministre ayant la tutelle du cinéma, *ne concernent que la télévision. On a eu l'impression a entendre le ministre dire : « Il n'y aura pas d'arrêt dans les productions en cours »*, qu'il ne parlait pas d'autre chose que des productions télévisées.

Télévision encore avec cette *deuxième recommandation : « Modifier les heures de programmation afin que les bons films ne soient pas proposés tard dans la soirée mais* à *20 h. 30.* » Et le ministre de citer Fritz Lang. Télévision où, déjà, le bât commence de blesser si l'on songe à la préférence auomatique du téléspectateur *pour* le film de *cinéma, même réduit aux dimensions de son téléviseur,* même de qualité médiocre. De cette concurrence déloyale pâtissent les téléastes (créateurs ou non).

Télévision toujours : « *Le quota des films fabriqués en langue française sera porté à 60 % des films diffusés* » (au lieu de 50 % atérieuremet). Il serait difficile de e pas trouver convaincants les chiffres énoncés à ce chapitre par M. Lang : ainsi sur 235 films étrangers diffusés chaque année, 194 sont *américains,* 31 *européens, et 10 proviennent du reste du monde. Et le ministre* ajoutait : « *De tels découpages sont le signe d'une politique culturelle à transformer.* » Il disait encore : « *Il y a du cinéma dans les pays d'Europe, et un cinéma européen à inventer, à coproduire* », et encore: « *Pourquoi les cinéastes japonais ne seraient-ils pas connus dans le public des téléspectateurs français ? Pourquoi ne diffuserait-on pas automatiquement, une fois par mois, un film du tiersmonde ?* » Ici l'on peut faire fi des méchantes langues prêtes à *dire* qu'un mauvais western californien et doublé est toujours préféré à *une* comédie romaine sous-titrée et que le « public » choisira toujours les clichés de cow-boys et d'Indiens, et non pas les images d'une Algérie, d'une Inde, d'une Egypte ou d'un Sénégal, filmés par des cinéastes désargentés, même poètes. Ici aussi on voit pointer le nez « *sensible* » *de professionnels* français *qui disent sans vergogne* qu'il « *y aura bientôt du beurre à faire en montant des boites de production dans les pays d'Afrique noire* ». Ils plaisantent à demi.

Mais revenons aux « urgences ». Les deux recommandations cruciales évoquées par le ministre de la culture sont voisines puisqu'elles tiennent aux moyens de financement du cinéma par la télévision (10 % de ceux-ci sont actuellement fournis par la télévision contre 60 % aux Etats-Unis). *Un* point sembie *déjà susciter de vives discussions au sein de la commission Moinot : Augmenter le prix d'achat des films* par la télévision. Le prix d'achat moyen d'un film cinématographique inédit à la télévision est aujourd'hui de 600 000 F. pour un premier passage à l'antenne. Si l'on sait que le coût moyen de production d'un film pour le cinéma est de 45 millions de francs, que le coût moyen d'une dramatique ou d'un téléfilm est de 2,5 millions de francs on *peut conclure* à *l'intérêt pour les chaînes de diffuser le cinéma ce « produit-pilote »* qui attire une grosse clientèle. Voilà bien un sujet maintes fois rebattu. Toujours dans les mêmes termes d'ailleurs... La barre sera donc relevée mais pas jusqu'au point d'entamer trop le budget de création des chaînes. Car où ira-t-on si le produit de base, le cinéma, se met à augmenter comme, pour les industriels, le baril de fuel ? Côté cinéma, on joue sur la raréfaction de la matière première. *On parle de « juste prix ». Dans les sociétés nationales* de programmes on craint la disparition de la production lourde de la télévision.

Dérisoire

Un cercle vicieux. *Les experts qui ont été pressentis pour faire le pont entre les deux commissions* se réfugieront probablement derrière le cinquième des arguments d'urgence soit : « *La contribution des chaînes au fond de soutien du cinéma doit être augmentée.* » De cela nul ne peut disconvenir : les 50 000 F. par film en moyenne, aujourd'hui versés à ce titre sont devenus dérisoires... « Dérisoire » c'est le mot qu'emploie également M. Gilbert Grégoire président de la *fédération des distributeurs de films, parlant de « cette télévision qui fait chacun en moyenne par 2,5 perllons de fauteuils sans que quiconque paye. Il y a 16 millions de téléviseurs en France,* dit-il, *regardés* chacun en moyenne par 2,5 per*sonnes. Et il n'y a que 1,5 million de fauteuils de cinéma. Les téléspectateurs à qui l'on offre 500 films de cinéma par an, pourraient bien payer 50 F. supplémentaires, 50 F. qui suffiraient à ce que les films soient achetés à un plus juste prix* ».

M. Anatole Dauman, coprésident avec M. François Chavanne, de la Fédération de la production cinématographique, ne défend pas un point de vue très différent : « *Les décideurs de la télévision,* dit-il, *ont continué de considérer que les films dont le droit a été cédé à la télévision ne pouvaient se réclamer que d'une valeur résiduelle après avoir accompli leur carrière sur le grand écran. Rien n'est plus faux. Puisque leur célébrité est fondée sur les écrans du cinéma, où se fait en premier leur promotion.* »

Cependant, pour M. Dauman, les sociétés de programmes, « *ce tripole d'héritières de la puissance publique* » ne sont pas les seules responsables du mauvais fonctionnement du marché du cinéma français. « *Un marché faussé,* selon lui, *par la présence de mastodontes, qui en ce qui concerne les salles, sont appelés a distribuer notre produit, le film.* » « *Programmant mille cinq cents des salles de cinéma, trois circuits se partagent le marché primaire (celui des salles de première vision dans les villes de cent mille habitants au moins,* ajoute-t-il. *Songez qu'une seule des entreprises intégrées possède déjà à elle seule cinq cents des meilleures salles et accapare, grâce à sa position dominante, de nombreux films qu'elle-même distribue.* »

Ayant milité activement contre l'étouffement des entreprises indépendantes, M. Anatole Dauman voit dans les déclarations d'intentions de M. Jack Lang de quoi rassurer. Un jugement positif que partage M. Serge Siritzki, président de la fédération des exploitants. Mais tout le *monde* attend les décisions qui seront prises pour que soient rétablie une saine concurrence ; attend de savoir quelles interventions amélioreront le sort du court-métrage, la qualité des copies ; attend de savoir comment le système de contrôle de la « remontée des recettes » (1), actuellement assuré par quatre fonctionnaires seulement, sera réformé. *Tout le monde attend surtout la modification du système du crédit à* une industrie qui, précisément, ne fonctionne *qu'à crédit,* ne vit que de spéculations sur le crédit. Là, le ministre a été rapide. Il n'est redevenu disert qu'à propos de « *la mise en compétition des talents susceptibles d'attirer un public nombreux* ».

Le public : voilà pourquoi, peut-être, le cinéma en France, ne sera pas *muet* alors qu'il est mort en *Angleterre,* alors *qu'il suffoque en Italie où le nombre des spectateurs ne cesse de diminuer chaque année; alors qu'il a du mal en République fédérale d'Allemagne ou 13 % seulement des habitants fréquentent les* salles de cinéma.

Or les Français, eux, vont encore au cinéma. Pour 50 % d'entre eux. Depuis quatre ans, le nombre des spectateurs qui vont au cinéma s'est stabilisé à cent soixante-quinze millions, et, à en juger d'après les statistiques récemment publiées par Centre national de la cinématographie, une augmentation de 2,5 % de la *fréquentation et de 17,76 % des recettes a été observée au cours du premier semestre de 1981. Tendance passagère ou évolution durable ?* Les lundis en *discount* y *sont* peut-être pour quelque chose, à *moins* que n'ait joué l'ennui provoqué par une télévision uniquement occupée des questions pré- et post-électorales. A moins encore que la crise économique se manifeste déjà ainsi (les Américains ne sont jamais allé autant au cinéma que durant la dépression qui suivit l'année 1929). Un autre constat optimiste est à afire : il est bon *pour* le cinéma que la *France avec ses quatre mille cinq cents salles de cinéma (dont deux mille sont mauves) soit quasiment suréquipée. Il faut savoir aussi qu'en* proposant sept cents *films par an,* Paris est devenue la *capitale* au monde où les cinéastes *étrangers* ont envie de distribuer leurs œuvres. A Paris elles trouvent un public, et peuvent se faire connaître pour la première fois.

Pour la province, le constat est moins brillant. *Il n'y a plus de cinémas dans les petites villes.* Le groupe *de travail qui, au sein de la commission Bredin, est chargé de la décentralisation optera-t-il pour la mise* en place de salles *municipales ou* conclura-t-il à l'intérêt *de laisser* à FR 3 — à la télévision — le soin *de* gérer les besoins « provinciaux » ? La question relève aussi de la bataille cinéma-télévision.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Les distributeurs, mandataires des producteurs, ont, avec les exploitants, un contrat de location donnant à ces derniers le droit de représentation publique des films. Ils se cèdent les uns les autres des droits d'auteur. La « remontée de la recette » n'est autre que la récupération de l'argent d'aval en amont. Les conditions générales de location des films ont été fixées en 1935. L'exploitant a l'obligation de faire parvenir un bordereau quotidien indiquant ses recettes d'entrées. La facture doit être payée au bout de cinq jours.

Si, huit jours après une mise en demeure l'exploitant n'a pas réglé ses dettes, le distributeur peut annuler tout contrat, suspendre l'envoi de copies de films ; et la fédération des distributeurs a le droit d'assigner une salle en faillite. Il existe une commission de contrôle des recettes, et quatre inspecteurs assermentés du C.N.C. (Centre national de la cinématographie) ventilent les comptes des exploitations défectueuses. Ce qui est peu pour une moyenne annuelle de 5 000 à 5 500 films en exploitation.

MORT DE JESSIE MATTHEWS

La comédienne britannique Jessie Matthews vient de mourir à Londres à l'hôpital, à la suite de crises dépressives. Elle était âgée de soixante-quatorze ans.

Chanteuse et danseuse, Jessie Matthews est considérée, avant la seconde guerre mondiale, comme l'une des plus grandes stars britanniques de la comédie musicale. La légende veut qu'elle soit la septième fille d'une famille pauvre de onze enfants, que son talent se soit révélé un jour qu'elle essayait les chaussons de danse d'une voisine. Elle a alors dix ans. Elle en a douze quand elle débute dans des spectacles de vaudeville et seize quand elle apparaît sur le West-End. Sa sœur aurait travaillé afin de lui offrir des leçons de danse et d'élocution pour qu'elle perde son accent cockney. Le producteur C.B. Cochran s'occupe d'elle et l'emmène sur Broadway, où elle joue en 1924 dans un spectacle dont la vedette est Gertrude Lawrence, qui tombe malade au cours d'une tournée au Canada. Jessie Mattews la remplace et devient vedette à son tour.

Cette carrière romanesque se poursuit deux ans plus tard à Londres, où Jessie Matthews revient auréolée de gloire. Elle interprète Cole Porter, Noël Coward, Richard Rodgers, tourne aux côtés de John Gielgud et dans un film ignoré d'Alfred Hitchcock Valse de Vienne. *Son plus grand succès est* Evergreen, *où elle interprète à la fois une mère et une fille. En 1936, elle est classée sixième au box-office des stars internationales. Sa vie privée tapageuse n'affecte pas sa popularité. En 1958, elle divorce de son troisième mari, de treize ans plus jeune qu'elle, et ce divorce, la perte de ses deux enfants, morts peu après leur naissance, le déclin de sa gloire, provoquent des crises de dépression nerveuse ; mais elle continue de danser jusqu'à cinquante-six ans. En 1965, elle participe à un spectacle donné en son honneur à la Galerie d'art moderne de New-York. En 1979, âgée de soixante-douze ans, elle part pour Los Angeles, où elle se produit devant un public de célébrités hollywoodiennes dans un « one woman show » qui obtient le prix des critiques dramatiques des Etats-Unis.* — C. G.

UN COLLOQUE A CERISY

Méliès retrouvé

Les historiens du cinéma saluent Méliès comme le « créateur du spectacle cinématographique » et le premier cinéaste mondial des années 1896-1906. Il est tout cela et bien plus encore, comme l'a montré la projection intégrale des cent quarante-huit films retrouvés (sur cinq cent trois tournés par lui) qui a eu lieu au centre *culturel* de *Cerisy du 6 au 15 août.*

Méliès fut un décorateur habile à composer des simulacres, un « mécanicien » soucieux du bon fonctionnement de ses trucages et surtout un prestidigitateur inspiré, littéralement capable de faire voir l'impossible. A ce titre, sa place est devant la caméra : il y est non seulement acteur, mais metteur en scène et meneur de jeu, et la prestesse de ses pirouettes *nous donne le change sur la rigueur de ses substitutions* ; il *apparaît et disparaît, se fragmente,* se démultiplie et s'unifie, se métamorphose à l'infini, change d'habit, d'âge, de tour de taille, de sexe, d'espèce et même de règne ; il laisse constamment planer le doute sur son identité comme sur celle des autres, il déstabilise l'univers, il court d'image en image à la vitesse du rêve. A ce cinéma-œil qui prétend filmer le monde tel qu'il est, il donne une bien étrange vision à enregistrer.

Tout le monde a vu le Voyage dans la Lune ou quelque autre de ses féeries ; mais le meilleur de son œuvre est peut-être dans ses films ultra-courts, inconnus pour la plupart, où le plaisir de mystifier, la négation de la réalité et la passion d'explorer les procédés les plus imprévus annoncent la perversité d'un Kubrick.

Ce diable d'homme a sombré dans la tourmente qui a entraîné le cinéma vers des horizons moins subversifs, mais son souvenir a continué à hanter ses descendants. Ils ont *couru le monde pour retrouver ses films, les identifier,* les *remonter* dans l'ordre initial et les *projeter* avec le boniment, comme faisaient les forains. Cette recherche du temps perdu vient d'aboutir (provisoirement) à la décade de Cerisy et au *Catalogue français de la star-film,* œuvre de huit membres de la *tribu,* qui fera date dans l'étude de *Méliès et dans le travail filmographique en France.*

Le Service des archives du film a apporté un précieux concours, restaurant les copies endommagées, publiant le catalogue et réalisant un montage comparé des films de Méliès et de ses contemporains. On regrettera seulement que cet établissement n'ait pas été fondé en 1935 comme le British Film Institute, qui *présentait des films anglais de la même époque dans un état de conservation exemplaire. En France, les mesures de sauvetage du patrimoine national ont été prises très* tard, et il faut saluer la reconstitution intelligente, par une famille, d'un patrimoine qui pour quelques années encore reste privé.

Ce qui peut d'ores et déjà être partagé par tous, c'est la passion de Méliès et le travail de réflexion sur son œuvre. L'intégrale de Cerisy fut accompagnée d'un colloque où sont intervenus Pierre Arias, Claude Beylie, Jean Mitry, Hélène Puiseux, André Gaudreault, Pierre Jenn et plusieurs membres de la tribu. Deux figures s'en dégagent : un créateur méphistophélique, un inventeur injustement déguisé en précurseur. Le débat ne fait que s'ouvrir.

JACQUES GOIMARD.

• *Essai de reconstitution du Catalogue français de la star-film.* Service des archives du film, 78390 Bois-d'Arcy (150 F + 13,10 F de port, à l'ordre de l'agent comptable du C.N.C.).

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : la Vie parisienne.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Astelle-Théâtre (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Faisons un rêve.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : Diable d'homme.
Carreau du Temple (274-43-11), *19 h.* : les Tribulations de Triboulet ; 20 h. 30 : G. Dandin ; 22 h. : l'Amour médecin.
Comédie - Caumartin - (272-43-31), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie de Paris (281 - 00 - 11), 20 h. 30 : les Bijoux de la famille.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur.
Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h. 30 : *D. Lavanant* ; *21 h. 45* : Tranches de vie ; 23 h. : Racontez-moi votre enfance.
Espace Marais (271-10-19), 21 h. : Ka ; 22 h. 15 : All that love, ou les tarés du cinoche.
Fontaine (874 - 74 - 40), 21 h. : les Trois Jeanne.
Gaîté - Montparnasse (322 - 16 - 18), 20 h. 15 : Elle voit des nains partout ; 21 h. 45 : On continue à l'appeler Pantalon.
Lucernaire (544 - 57 - 34), Théâtre rouge, *20 h. 30* : *Douce* ; *22 h. 15* : le Clodo de Dieu. — Théâtre noir, Jean Bête à la foire ; 20 h. 30 : Marie la Louve ; 22 h. 15 : Un oiseau dans le plafond. — Petite salle, 18 h. 30 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercices de style.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 45 : Pauvre France.
Poche - Montparnasse (548 - 92 - 97), 21 h. : Accordez vos violons.
Roquette (805-78-51), 21 h. 30 : le Fétichiste ; *22 h. 30* : *la Tournée*.
Studio des Champs-Elysées (723-35-*10*), 20 h. 45 : *le* Cœur *sur* la main.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Essayez... c'est pas sorcière ; 22 h. : Nous on fait où on nous dit de faire.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : 1929 ou le Rêve américain.
Théâtre de l'Union (770 - 90 - 94), 21 h. : Festival Molière : les Fourberies de Scapin.

Les cafés-théâtres

Blancs - Manteaux (887 - 17 - 84), 20 h. 15 : Areuh=MC2 ; 22 h. 30 : les Bulles dans l'encrier. — II. 21 h. 30 : Attachez vos ceintures ; 22 h. 30 : Pit et Rik.
Café d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : la Jacassière ; 21 h. 45 : Mangeuse d'hommes ; 22 h. 45 : Tiens voilà deux boudins. — II. 20 h. 30 : Plurielle ; 21 h. 45 : Lesser family ; 23 h. : A. Agier ; 0 h. 15 : Electrochoc.
Café *de* la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 22 h. : Qu'est-ce qu'il y a là-dedans ?
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince.
Fanal (233-91-17), 20 h. : *Pourquoi ?* 21 h. 15 : F. Blanche.

Vendredi 21 août

Petit Casino (278-36-50), 21 h. : *Phèdre à repasser* ; 22 h. 15 : T'as pas vu mes bananes.
Point-Virgule (287-67-03), 20 h. 30 : J. Charby ; 21 h. 30 : les Demoiselles de Rochechouart ; 22 h. 45 : Du ronron sur les blinis.
Splendid (887-33-82), 20 h. 15 : Enfin seul.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Florence Brunold ; 22 h. 30 : Il en est... de la police.
Tremplin de Paris (258 - 85 - 26), 20 h. 15 : Trente Centimètres à l'ombre.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : *Sept ans de ball... bye bye.*

La danse

Cour de la Mairie du IVe (278-60-56), 21 h. : les Ballets historiques du Marais.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 45 : J.-L. Tupin ; M. Clément (Vivaldi, Giuliani, Ibert).
Piazza Beaubourg, 21 h. : A. Kremski (Ravel, Debussy, Scriabine).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. : G. Colliers London All Stars.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : M. Gaudry, A. Jean-Marie, A. Conduant.
Chapelle des Lombards (357-24-24), 20 h. 30 : Ted Daniel Quintet ; 23 h. : Azuquita ; 20 h. : H. Swartz-T. Sanders.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : M. Slim, M. Denis.
L'Eenme (542-71-16), 22 h. : Quiproquo.
Gibus (700-78-88), 22 h. : Crabs.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Lorelei Rock.
New Morning (523 - 51 - 41), 21 h. : N. Simone (dern.).
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : M. Fosset - P. Caratini.

16e FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (633-61-77)

Eglise Saint - Germain - des - Prés, 20 h. 30 : J. Kibbie (Grigny, Bach, Messiaen).

FESTIVAL EN REGION PARISIENNE

13e Festival de Sceaux - Orangerie (660-07-79), 21 h. : Danceries (musiques orientales et occidentales).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : l'Entraîneuse, d'A. Valentin ; 19 h. : films d'auteurs et films rares : *Du sang dans le désert*, d'A. Mann ; 21 h. : Ligne rouge 7 000, de *H. Hawks.*
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : films d'auteurs et films rares : la Poupée, d'E. Lubitsch ; 17 h. : Jardim de guerra, de M. Duarte d'Almeida ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : Grisou, de M. de Canonge.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (*All., v.o.*) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMANT DE LADY CHATTERLEY (Fr.-Angl.), (*) : v. ang. U.G.C. Odéon 6e (325-71-08). Normandie, 8e (359-42-18) V. fr. Bretagne, 6e (222-57-97). U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59). U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) Helder, 9e (770-11-24) Maxeville, 9e (770-72-86). Mistral, 14e (539-52-43). Magic-Convention, 15e (828-20-64). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
L'ANNEE DES TREIZE LUNES (All., v.o.), 14 Juillet-Bastille, *11e* (357-90-81)
L'ANNEE PROCHAINE SI TOUT VA BIEN (Fr.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) Biarritz, 8e (723-69-23). U.G.C Caméo, 9e (246-66-44). U.G.C Gare de Lyon, *12e* (343-01-59) UGC Gobelins, 13e (336-23-44) Miramar, 14e (320-89-52). Mistral, 14e (539-52-43) Magic-Convention 15e (828-20-64). 3 Murat, 16e (651-99-75).
LES ANNEES LUMIERE (Sui., v. ang.) Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25)
LA BOUM (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52)
LES CHARIOTS DE FEU (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38)
CHARULATA (Ind., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
CHASSE A MORT (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70)
LE CHOC DES TITANS (A., v.f.), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) Rex 2e (236-83-93) Miramar, 14e (320-89-52)
LE DERNIER METRO (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). 57-47) Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).
DES GENS COMME LES AUTRES A., v.o.) Epée de Bois, 5e (337-57-47) Elysées Point-Show, 8e (359-36-14)
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) Panthéon 5e (354-15-04)
ELEPHANT MAN (A., v.o) : *Cinoche Saint-Germain*, 6e (633-10-82). Marbeuf, 8e (225-18-45). V. fr. :
LES ENFANTS DU N° 67 (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'EQUIPEE DU CANONBALL (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32)
EXCALIBUR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). V. fr. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27). Français 9e (770-33-88).
FAUT PAS POUSSER (It., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) Fauvette, 13e (331-60-74). Clichy-Pathé, 18e (*522-46-01*).
LES FOLIES D'ELODIE (Fr.) (*) : U.G.C. - Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; 3-Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LES FRUITS DE LA PASSION (Fr.-Jap., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23).
L'IMPLACABLE NINJA (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37)
JAZZ SINGER (A., *v.o.*) : Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46).
LE JOUR SE LEVE ET LES CONNERIES COMMENCENT (Fr.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; *U.G.C.*-Normandie, 8e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; *U.G.C.-Gobelins*, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *Montparnos*, 14e (327-52-37) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LABYRINTHE (*Fr.*) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : *Epée de Bois*, 5e (337-57-47).
MALEVIL (Fr.) U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23)
MAUDITS JE VOUS AIMERAI (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
MESSALINE IMPERATRICE ET PUTAIN (It., v.f.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44).
MOI CHRISTIANE F. (*All., v.o.*) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; *Secrétan*, 19e (206-71-33).
NEIGE (Fr.) (*) : *Rio-Opéra*, 2e (742-82-54) ; U.G.C. - Danton, 6e (329-42-62).
NEW-YORK 1997 (A., v.o.) : Paramount-*Odéon*, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
PETROLE PETROLE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Maxéville, 9e (770-72-86)
LE POLICEMAN (A., *v.o.*) (*) : Marignan, 8e (359-92-82).
PLUIES D'ÉTÉ (Bré., *v.o*) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
PRENDS TA ROLLS ET VA POINTER (Fr.) Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Fauvette*, *13e* (331-56-86) ; Gaumont - Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., *v.o*) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
THE ROSE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

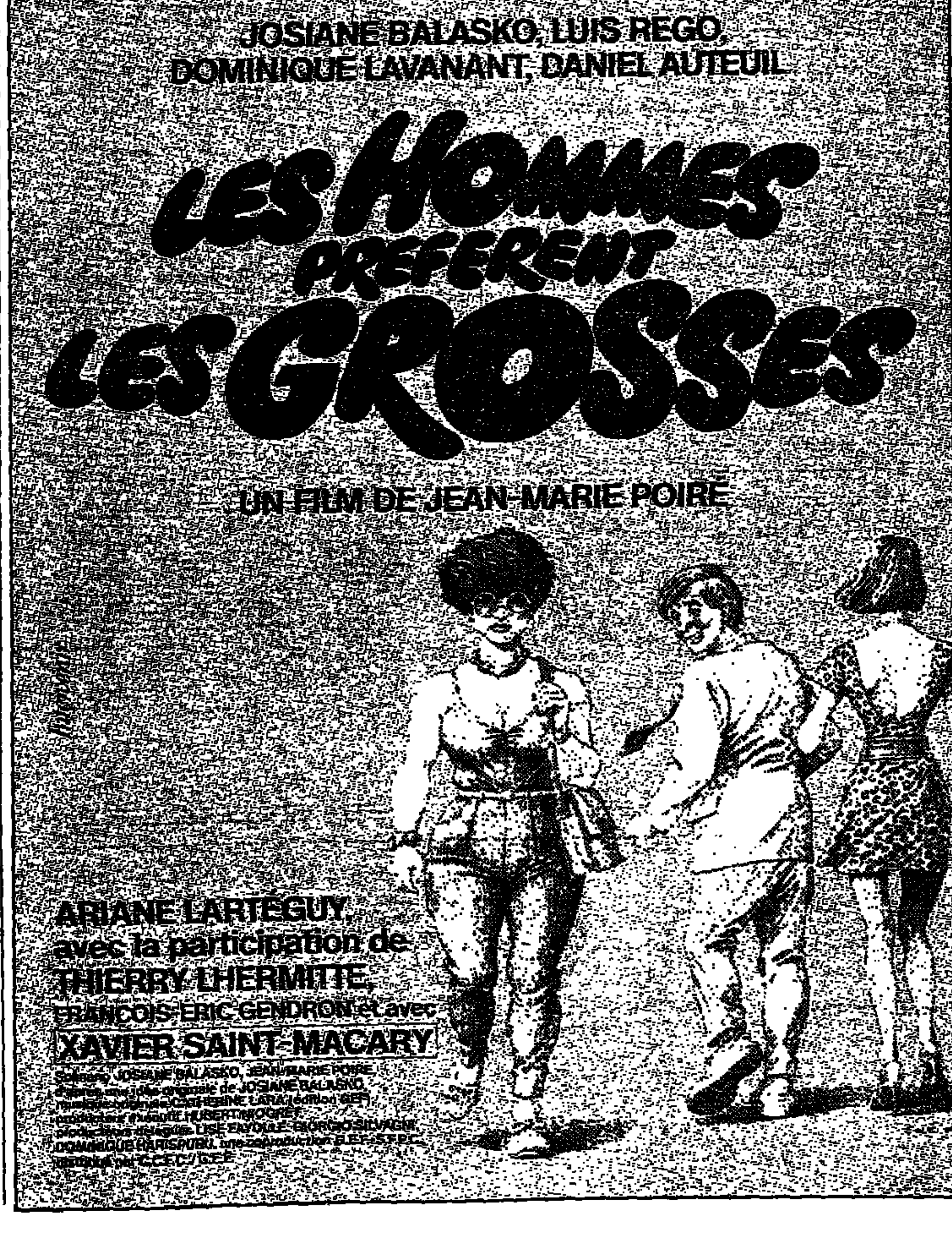
LES FILMS NOUVEAUX

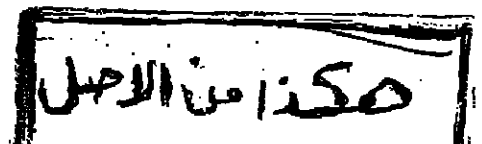
LE CHOIX DES ARMES, film français d'Alain Corneau (*). - Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; *Paramount* - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Médicis, 5e (*633-25-97*) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis - Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis - Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-*Gobelins*, 13e (707 - 12 - 28) ; Paramount - Montparnasse, 14e (*329-90-10*) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Magic-Convention, 15e (*828-20-64*) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
REINCARNATIONS, film américain de Gary A. Sherman (**). — V.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. - Ermitage, 8e (359-15-71). — V f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336 - 23 - 44) ; Mistral 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, *18e* (*522-46-01*) ; Secrétan, *19e* (206-71-33).
LES HOMMES PREFERENT LES GROSSES, film français de Jean-Marie Poiré. — Gaumont - les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont - Berlitz, 2e (233 - 56 - 70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; *Gaumont-Colisée*, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (*423-69-23*) ; *U.G.C - Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue - Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).
THIS IS ELVIS, film américain de Malcolm Leo et Andrew Solt. — V.o. : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial-Pathé, 2e (742-72-52) ; Cluny-Palace 5e (354-07-76). Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'HOMME DE FER, film polonais d'Andrzej Wajda — V.o. : Gaumont - les Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (354 - 34 - 83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; *Elysées - Lincoln*, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Parnassiens*, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — *V.f* : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50)

TROIS FRERES (It., *v.o.*) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Vf. : *Saint - Lazare* - Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)
UNE MERE, UNE FILLE (Fr.-Hon., v.o.) . Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Vf. : Gaumont - Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial - Pathé, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; *Clichy-Pathé*, 18e 522-46-01)
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Clichy, 8e (562-45-76) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; *Paramount-Galaxie*, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION (A.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74)
ACCELERATION PUNK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Vf. : Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'AMOUR FOU (Fr.) : Action-République, 11e (805-51-33).
L'AMOUR VIOLÉ (Fr.) (*) : 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LES AMOURS D'UNE BLONDE (Tch., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Vf. : 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Vf. : Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-88) ; Gaumont - Sud, 14e (327-84-50) ; *Montparnasse-Pathé*, 14e (322-19-23) ; 14 Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; *Victor-Hugo*, 16e (727-49-75) ; Wepler-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).
BABY DOLL (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Noctambules, 5e (354-42-34).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ;
LA BATAILLE D'ALGER (It.-Alg., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
BUSTER S'EN VA-T-EN GUERRE (A., v.o.) : Cinéma - Présent, 19e (203-02-56).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Movies-Les Halles, 1er (260-43-99) ; Studio Harpe-Huchette, 5e (663-08-40) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; V.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) : Paramount - Odéon, 6e (325-59-83) ; U.G.C - Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-*90-10*).
LE CHEF D'ORCHESTRE (pol., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34)
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN (A., v.f.) : Images, 18e (522-47-94).
CINEMA PAS MORT, MISTER GODARD (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Halles, 4e (272-34-15) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LE CUIRASSE POTEMKINE (Sov., v.o.) : *Templiers*, 3e (*272-94-56*).
LA DERNIERE FOLIE DE MEL BROOKS (A., v.f.) · Parnassiens, 14e (329-83-11)
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; 3 Haussman, 9e (770-47-55)
DELIVRANCE (A., v.o.) : Opéranight, 2e (296-62-56).
LE DERNIER TANGO A PARIS (A., v.o.) (**) : Studio *Raspail*, 14e (320-38-98).
LA DEROBADE (*Fr.*) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
LA DOLCE VITA (It., v.o.) (*) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e (770 - 33 - 88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (*) Denfert, 14e (*321-41-01*).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., *v.o.*) : *ABC*, 2e (*236-55-54*) ; Templiers, 3e (272-94-56).
LE DROIT DU PLUS FORT (All., v.o.) (**) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : *U.G.C.-Rotonde*, 6e (633-08-22).
LES ENCHAINES (*A.*, v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
FILMING OTHELLO (*A.*, *v.o.*)) (*) : Action-République, 11e (805-51-33)
FRANKENSTEIN JUNIOR (*A.*, *v.o.*) : Quintette, 5e (354-35-40) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33). 95-94).
GATSBY LE MAGNIFIQUE (*A.*, *v.o.*) : Ranelagh, 16e (288-64-44).





SPECTACLES

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LE GUEPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.o.) (1re et 2e époque) : Cosmos, 6e (544-28-80).
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75).
HELZAPPOPIN (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
HAROLD ET MAUD (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Banque de l'Image, 5e (326-12-39).
LA MARQUISE D'O (All., v.o.) : Saint-Germain-Studio, 5e (633-63-20).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt (542-67-42).
MONTY-PYTHON (SACRE GRAAL et LA VIE DE BRIAN) (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MORT A VENISE (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
ORANGE MECANIQUE (Ang., v.o.) (**) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
LE PARRAIN (1 et 2) (A., v.o.) (*) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
PECHE MORTEL (A., v.o.) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic, 14e (542-67-42).
PIERROT LE FOU (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-37-77).
LES SEPT SAMOURAI (Jap., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
SILENCE ON TOURNE (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Montparnos, 14e (327-52-37).
TAXI DRIVER (A., v.f.) (**) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
TEX AVERY (A., v.o.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
LA TERRASSE (It., v.o.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-63-20).
LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
VIVA ZAPATA (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Noctambules, 5e (354-42-34).
WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65).
ZARDOZ (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) Boîte à film, 17e (622-44-21) J., V., L., mar., 15 h. 40.
ALIEN (A., v.o.) : Athéna, 12e (343-00-65), S., D., L., 18 h. 10.
AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 2e (700-89-16). Mer., Mar., 22 h. 40.
AMERICA AMERICA (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), S., D., 19 h. ; Noctambules, 5e (325-42-34), Mer., D., 15 h., 18 h. et 21 h.
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Escurial, 13e (707-25-04), V., 14 h., S., 19 h., D., 21 h.
BUGSY MALONE (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), D., 18 h. 30.
BELLISSIMA (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), 16 h.
CALCUTTA (Fr.) : Escurial, 13e (707-25-04). J., 16 h., V., D., 17 h.
CALIGULA (**) (A., v.o.) : Boîte à film, 17e (622-44-21), 17 h. 30.
LE CUIRASSE POTEMKINE (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), Mar., 19 h. 30.
LES DAMNES (It.-All.) (v. angl.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 13 h. 30, 15 h. 25 ; Calypso, 17e (380-30-11), 21 h. 45, D., 13 h. 45.
DELIVRANCE (*) (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68). Mer., L., 17 h. 15, V., 21 h. 45, S., 19 h. 30 ; Boîte à films, 17e (622-44-21), V., S., 0 h. 15 ; Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h. 10.
LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h. 20, S. 0 h. 30.
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), Mar., 21 h. 45, J., 19 h. 30, Mar., 17 h. 15 : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), Mar., 20 h. 15.
EASY RIDER (*) (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21). V., S., 0 h. 30.
EL TOPO (**) (Mex., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). S. 22 h. 30.
L'EMPIRE DES SENS (**) (Jap. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11), 18 h. 15.
EXTERIEUR NUIT (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). V., L., 22 h. 30.
EUGENIO (It., v.o.) : Tourelles, 20e (636-51-98). Mar., 21 h.
LA FLUTE ENCHANTEE (Sued., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), S. D., 15 h.
GLORIA (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (518-94-14), 18 h.
HAMBURGER FILM SANDWICH (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h. 30.
ARLEQUIN (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), V. S., 0 h. 30.
L'HEURE DU LOUP (Suéd., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14). 14 h.
HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All., v.o.) : Olympic-Saint-Germain, 6e (522-87-23), 12 h.
L'HOMME FRAGILE (Fr.) : Tourelles, 20e (636-51-98), jeu., 21 h.
LA HONTE (Suéd., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 13 h. 50.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h.
LA HORDE SAUVAGE (A., v.o.) (**) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85), 22 h. 15.
L'INNOCENT (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h. 50.
INDIA SONG (Fr.) . Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 (sauf mer.)
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99). 20 h. 15.
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Athéna, 12e (343-00-65), mer., sam., lun., 18 h. 40.
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99). 12 h. 15 (sauf mer.)
LE LOCATAIRE (Fr.) (**) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), ven., dim., 19 h. 30 ; sam., mar., 21 h 45.
LILI MARLEEN (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 20 h. ; dim., 13 h. 30.
MAITRESSE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 16 h. ; sauf mercr., 22 h. 15.
MARATHON MAN (1) (**) v.o. : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h. 30 ; sam., 0 h. 30.
LES MISFITS (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 15 h. (sauf sam., dim.).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99). 18 h. (sauf mer.).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven., sam., 20 h. Boîte à Films, 17e (622-44-21), 18 h. 05.
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
NOS PLUS BELLES ANNEES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mer., 20 h 30 ; dim., 20 h. 10 ; mar., 18 h.
OUT OF THE BLUE (A., v.o.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82), 19 h., 20 h. 40, 22 h. 20 ; ven., sam., 24 h.
QUELQUES JOURS DE LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), sam., dim., 14 h. 20 ; mar., 21 h.
RENCONTRES AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Angl., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16). V., L., 17 h. 45.
REPULSION (Ang., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14). 17 h. 50, S., 0 h. 25.
ROMEO ET JULIETTE (It., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), S., D., 14 h.
RUDE BOY (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91), 15 h. 50, 22 h.
SHINING (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h. 10.
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (374-72-71), 20 h. 10. Boîte à Films, 17e (622-44-21), 22 h. 15.
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Athéna, 12e (343-00-65), 21 h. 30 (Sf J.). Calypso, 17e (380-30-11), 22 h. 10, D., 15 h. 45, 22 h. 15.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (374-72-71), 22 h. 15, 24 h.
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
TOMMY (A., v.o.) (*) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), Mer., 18 h. 30. St-Lambert, 15e (532-91-68), J., L., 21 h. 45 ; V., 17 h. 15.
TOUT TOUT DE SUITE (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91), 14 h.
UNE ETOILE EST NEE (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), L., 15 h. 20, 20 h.
VIVA ZAPATA (Mex., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), Mer., J., V., L., 20 h. ; S., 22 h. ; D., 17 h.
LE VOLEUR DE BAGDAD (Ang., v.f.) : Athena, 12e (343-00-65), D., 14 h. 10.

RADIO-TÉLÉVISION

A FR 3

M. Guy Thomas précise la nature d'un fichier sur les syndicalistes

Après la publication, mercredi 19 août, d'un article du *Canard enchaîné* sur l'existence d'un fichier à FR 3 recensant les activités et les déplacements des syndicalistes et des élus du personnel, M. Guy Thomas, président de FR 3, indique dans un communiqué que « *ces documents sont établis qui permettent pour chaque délégué élu et pour chaque délégué syndical de l'entreprise de faire le total des crédits d'heures et des frais de missions dépensés pour l'action syndicale par chacun d'entre eux dans le cadre de la législation et de la convention collective* ».

Dans sa mise au point, le président de FR 3 déclare que dès le mercredi matin, il avait ordonné une enquête. « *Cette récapitulation a un double objet : d'abord s'assurer que chaque élu du personnel et chaque représentant syndical a pu utiliser le crédit d'heures auquel il a droit et ensuite permettre de répondre aux questions extrêmement précises sur ce point des cinq bilans sociaux annuels que la société FR 3, qui compte trente-cinq établissements, est tenue d'établir conformément à la loi.* »

« *Que les documents qui servent de base à ces travaux puissent être traités par ordinateur dans le souci de simplifier le travail du personnel ne change rien au fait facilement contrôlable qu'ils ne contiennent aucune indication qui ne soit de notoriété publique* », a conclu le président de FR 3.

Après cette publication, la section S.N.J. de FR 3 (Syndicat national des journalistes) déclare souhaiter « *obtenir des explications et des informations précises à ce sujet* ». « *Cette affaire témoigne de l'ampleur de la tâche qui attend les nouveaux responsables d'une société véritablement gangrenée par le soupçon, où aucun dialogue loyal n'a jamais pu s'engager entre les rédactions et un encadrement asservi, encadrement toujours en place et dont il n'est pas certain qu'il ait abandonné l'idée même de ses pratiques.* »

OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS POUR LA RÉINTÉGRATION DES JOURNALISTES « EXCLUS » DE L'O.R.T.F.

La première réunion de la commission chargée d'étudier les dossiers des journalistes « exclus » soit de l'O.R.T.F., soit des sociétés issues de l'éclatement de l'office en 1974 (*le Monde* du 15 août), se réunira le 26 août à Paris.

Lors de cette rencontre, la commission paritaire, composée des présidents des quatre sociétés de programme (Radio-France, TF 1, Antenne 2 et FR 3) et des représentants des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) définira les modalités de réintégration dans leurs fonctions d'une soixantaine de personnes licenciées notamment pour faits de grève ou activités syndicales.

Dans un communiqué, l'intersyndicale des journalistes de l'audiovisuel « *se félicite de l'ouverture de cette négociation* » et indique que « *dès le changement de gouvernement* », elle « *avait fait du retour des exclus une de ses revendications prioritaires, un impératif de justice et de dignité* ».

● *L'émission de TF 1* « Les mardi de l'information », change de jour et devient « Les mercredis de l'information ». Le premier numéro de cette nouvelle formule sera consacré à l'expérimentation médicale sur les hommes.

● *L'Institut national de l'audiovisuel (INA)* organise, en 1982, vingt-deux stages et séminaires de formation permanente sur l'utilisation et la production des documents audiovisuels et sur le rôle des nouvelles techniques dans le développement de la vie professionnelle (rens. : INA, direction de la formation professionnelle, 4, avenue de l'Europe, 94630 Bry-sur-Marne, tél. 875-81-84).

DEUX NOMINATIONS A TF 1

M. Jacques Boutet, président de TF 1, a nommé, jeudi 20 août, M. Robert West, comme chargé de mission auprès du président, et M. Jean-Pierre Alberge comme directeur de cabinet. Ce dernier remplacera M. Bernard Gouley, qui était en outre secrétaire général du conseil d'administration de la société. Les deux hommes prendront leurs fonctions le 1er septembre.

M. Bernard Gouley, le prédécesseur de M. Alberge au poste de directeur de cabinet du président de TF 1, a été chargé de suivre, au sein de la société, le dossier des techniques nouvelles.

[Né le 28 août 1923, M. Robert West était, depuis 1978, secrétaire général de l'information de Radio-France, où il avait fait une grande partie de sa carrière. Il était, en effet, rentré à France-Inter en 1962. Auparavant, il avait dirigé pendant seize ans le bureau régional d'informations Lorraine-Champagne de la Radiodiffusion-Télévision française (R.T.F.).]

[Agé de quarante ans, M. Jean-Pierre Alberge était jusqu'à présent secrétaire du conseil d'administration de Télédiffusion de France (T.D.F.). Entré à l'O.R.T.F. en [illegible], M. Alberge avait rejoint T.D.F. après l'application de la loi de 1974 créant les sociétés issues de l'O.R.T.F.]

Vendredi 21 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Au théâtre ce soir : Trésor.
de J. Marsan, mise en scène J.-P. Bouvier, avec J.-P. Bouvier, M. Game, M. Manesse...
Antoine Vohera, compositeur de musique de films, apprend que son ex-femme américaine hérite d'un million de dollars.

22 h 25 Jardins, paradis de rêves.
Jardins anglais dans la nature.
Les jardins de Chiswick House conçus par William Kent.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 30 Feuilleton : Arcole ou la terre promise.
de M. Moussy. Avec P. Malet, J.-M. Thibault, P. Tornade...
Frédéric est blessé au siège de l'oasis de Zaatcha. Evacué vers Constantine, il décide, avec Pierre Bonaparte, d'être dans l'opposition au nouveau régime.

21 h 35 Apostrophes de l'été.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Bizarre autant qu'étrange.
Avec P. Barret et J.-N. Gurgand (*le Roi des derniers jours*), G. Bechtel et J.-C. Carrière (*le Livre des bizarres*), J.-C. Fontbrune (*Nostradamus, historien et prophète*), J. Raspail (*Moi, Antoine de Tounens, roi de Patagonie*).

22 h 55 Journal.

23 h 5 Ciné-club : la Terre de la grande promesse (1re partie).
Film polonais d'A. Wajda (1974), avec D. Olbrychski, W. Pszoniak, A. Seweryn, A. Nehrebecka, B. Dykiel (v.o. sous-titrée. Rediffusion).
Première partie : En 1885, à Lodz, centre d'industrie textile en Pologne « russifiée », trois jeunes gens, un Polonais, un Allemand et un Juif, s'unissent pour construire une filature et parvenir à la fortune.
D'après un roman naturaliste de Wladyslaw Reymont, une remarquable reconstitution historique et un tableau hallucinant de l'expansion capitaliste à la fin du XIXe siècle. Suite au prochain ciné-club. Soirées à réserver.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi : Vingt ans d'indépendance en Afrique.
Une émission de la télévision canadienne, Telemag. Reportage : J. Giroux et E. Parent.
L'Afrique, un continent de 52 pays et de 400 millions d'habitants (800 sont prévus d'ici à l'an 2000) est l'un des continents les plus pauvres. Il assume non sans difficultés une indépendance récente. Les aides internationales sont souvent mal distribuées.

21 h 30 L'Araignée.
Scénario : J.-P. Megnin ; réal. : C. Conders. Avec B. Jenny, H. Muller, etc.
L'étrange du scénario ne parvient pas à s'imposer. Le parti pris esthétique n'a pas su — ou osé — transfigurer le récit.

22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Fabuleuse mère océane.
21 h, Dernières conversations avec A. Malraux : La communauté de Saint-Soleil en Haïti.
22 h, New wave : Enfants hybrides, musique mutante (Malacious dammage).
22 h 30, Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles.
23 h, Patrimoine du vingtième siècle : Les choix de la musique aujourd'hui (C. Lefebvre : D'un arbre de nuit).
23 h 25, Le trésor du peuple : Complaintes et refrains de la tradition orale (formes et structures).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5, Les chants de la terre : musique traditionnelle.
20 h 20, Concert (échanges franco-allemands) : l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. V. Neumann, sol. E. Mathis et M. Bergman, interprète « Ma Mère l'Oye », de Ravel, des airs de Mozart et « Trois images pour orchestre » de Debussy.
22 h 15, Ouvert la nuit : les week-ends de la francophonie (Villa-Lobos, de Falla, Ravel, Dukas, Benoit) ; Vieilles cires : Collegium Musicum de Zurich (Tartini, Boccherini, Albinoni).

Samedi 22 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Objectif santé : Face aux charges de famille.
12 h 25 Série : Au nom de la loi.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 45 Au plaisir du samedi.
La petite maison dans la prairie ; 15 h 20, Evasions célèbres ; 15 h 55, Popeye ; 16 h 25, Le magazine de l'aventure ; 17 h 25, Claude Ruben ; 17 h 45, Temps X.
18 h 55 Trente millions d'amis.
S.O.S. animaux perdus.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Suspens : Un parfum de femme délicat et subtil.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Numéro un.
Alice Donna interprétera « Mary Perkins », « Les Claquettes », entre autres, et sera entourée de Serge Lama, Robert Charlebois, Carlos, Serge Reggiani, etc.
21 h 40 Série : Madame Columbo.
Le mystère des jeux clandestins. (Réal. R. Badiyi).
Kate enquête sur un double meurtre en rapport avec un trafic de jeux clandestins.
22 h 35 C'est arrivé à Hollywood.
La femme affranchie.
La représentation de la femme dans le cinéma hollywoodien : des extraits de films : la Rebelle, *avec Katherine Hepburn* ; Appelez-moi madame, *avec Ethel Merman* ; le Seigneur de l'aventure, *avec Bette Davis, etc.*
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 20 Journal des sourds et des malentendants.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Les prix Nobel.
Rudyard Kipling : 1865-1936.
14 h Les jeux du stade.
Athlétisme : meeting de Berlin ; Patinage : Grand Prix de Saint-Gervais ; Ski nautique : championnats d'Europe ; Sports équestres.
17 h 50 Musique : Ouverture.
(en liaison avec France-Musique). Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. V. Negri, chœurs des Opéras de Francfort et de Wiesbaden, soliste B. Hendricks, K. Ciesinski, C. Zaharia, V. Massar interprètent « la Grande Messe en ut mineur » de Mozart.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Jeu : La Commode.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : Les Héritiers.
La propriété. Réal. S. Leroy. Avec M. Dubois, C. Bouillette, P. Chesnais...
Une sombre histoire autour d'un héritage.
22 h 5 Hommage à Max-Pol Fouchet.
Henri Matisse, histoire d'une œuvre.
23 h 5 Journal.
23 h 15 Gala des vainqueurs du concours Eurovision de la chanson.
En direct de Mysen (Norvège), Jean-Claude Pascal, Isabelle Aubret, Frida Boccara, Sandie Shaw, etc.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Oum le dauphin ; L'animal et l'aventure de l'art ; L'imagerie populaire.
20 h Les jeux.
20 h 30 Téléfilm : la Course contre la mort.
Scénario : P. Degnerre Jr. Réal. : R. Mayberry. Une production de T.V. américaine.
Matthew Cousidine, alias Marty Sealon, doit protéger, pour la somme de 25 000 dollars, Paul Dvorak, alias Leonard Staveck, qui est un témoin capital dans la procédure criminelle engagée contre Vence Leone.
22 h 5 Journal.
22 h 25 Dessins animés : Hommage à Tex Avery.
Huit dessins animés en version originale sous-titrée, allant de 1946 à 1951, du célèbre dessinateur américain disparu en 1980.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages : Le sel des contes.
8 h, L'envers de la lettre.
9 h 7, Amérique centrale : Nicaragua.
11 h 2, L'exotisme musical français : l'Extrême-Orient.
12 h 5, *Le pont des Arts.*
13 h 30, Feuilleton : Les chemins de la liberté, de J.-P. Sartre.
14 h, Vacances d'autrefois.
16 h 20, Livre d'or : Le Quatuor Lasalle (Haydn, Zeminsky, Schumann).
17 h 30, Pour mémoire : Les lundis de l'histoire (La France d'avant la France : du néolithique à l'âge de fer).
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19h 30, Radio-Canada présente : Lettres du Québec.
20 h, Nouveau répertoire dramatique : Même les oiseaux ne peuvent pas toujours planer, de L. Atlan (première partie).
21 h 45, La nuit d'Hermès, de M. Zbar.
22 h 25, *Medium frais.*
23 h 25, Entretiens avec... L. Guilloux.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, *Musiques pittoresques et légères* : Vagabondages sans frontières en musique récréative.
6 h 30, L'opérette du jour : H. Goublier fils, M. Ordonneau, F. Gally : « la Cocarde de Mimi Pinson ».
8 h, Kiosque.
9 h 30, Les grands de ce monde : Guillaume de Machaut.
11 h 15, Concert (Echanges internationaux : l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. : J. Pritchard, avec D. Sitkovetsky, piano (Haydn, Prokofiev, J. Brahms).
13 h 5, Jazz vivant estival : Esquire de janvier 1945.
14 h, Histoire de mes disques, racontée par Y. Menuhin (Piocci, Viotti, Corelli, Bach, Beethoven).
16 h, Le génie du lieu : Crécy 1346, les échanges musicaux en pleine guerre de Cent Ans (musique profane et religieuse).
18 h, Ouverture (en liaison avec A 2) : Nouvel orchestre philharmonique et chœurs des opéras de Francfort et de Wiesbaden, dir. : V. Negri (« Messe en ut », de Mozart).
18 h 50, Comment l'entendez-vous : Musique de consolation (Purcell, Nicholson, J.-S. Bach, Gabrieli, Weelkes, Mendelssohn).
20 h 35, Concert (Festival de Vienne 1981) : Récital de piano Alfred Brendel : « Quatre chants funèbres », « Suite opus 14 », de Bartok ; « Sonate quasi una fantasia » ; « Sonate au clair de lune », de Beethoven ; « la Vallée d'Oberman, extrait » ; « Funérailles, extrait », de Liszt.
22 h, *Ouvert la nuit* : *Les week-ends de la francophonie (Canada)* — résonances du passé et du présent (Weinzweig, Bissel, Aitken) ; à 0 h 5, Jazz nocturne : les jam-sessions des concerts d'orchestre de l'Unité européenne de radiodiffusion.

SCIENCES

DIFFICULTÉS POUR LE SATELLITE MÉTÉOROLOGIQUE MÉTÉOSAT-2

Le satellite météorologique européen Météosat-2, lancé le 19 juin par la fusée Ariane, connaît quelques difficultés. L'une des trois missions qui lui avaient été confiées, la collecte et la retransmission des *informations* recueillies par des ballons-sondes, des bouées ou des stations fixes, n'est pas assurée. Les responsables du programme n'ont pu remédier à ce mauvais fonctionnement du *satellite*, dû vraisemblablement à une connexion électrique qui ne se serait pas faite.

S'ils sont aujourd'hui peu optimistes quant à l'avenir de cette mission relativement marginale du satellite, ils sont en revanche satisfaits du bon fonctionnement de Météosat-2 pour les autres expériences : prises d'images de la couverture nuageuse terrestre et transmission de ces clichés vers la Terre. Ironie du sort, le premier satellite Météosat, tombé en panne en *novembre 1979, n'assure depuis que* là mission que Météosat-2 est aujourd'hui incapable d'accomplir.

DES ARBRES PÉTRIFIÉS DÉCOUVERTS EN HAUTE-VIENNE

(De notre correspondant.)

Limoges. — Des « arbres de pierre » datant de plusieurs millions d'années ont été découverts sous les sables d'une carrière entre Saint-Junien et Saint-Laurent-sur-Gorre (Haute-Vienne). C'est au cours de l'exploitation d'une carrière que le conducteur d'un engin a dégagé, en creusant une excavation, un *cylindre long de 1 mètre et couleur de sable*. Il s'agit d'un tronc d'arbre fossilisé et pesant le poids de la pierre. D'autres arbres ainsi pétrifiés au long des millénaires par la silice, qui a pénétré dans les fibres du bois, ont été mis au jour.

Des prélèvements ont été effectués pour analyse. A la faculté des sciences de Limoges on estime qu'il s'agit là d'une découverte exceptionnelle en Limousin. L'âge et l'espèce de ces fossiles — ainsi découverts dans le milieu même de leur formation, — qui remontent à l'ère tertiaire ou au début du quarternaire, permettent d'apporter des précisions sur l'histoire des alluvions que l'on rencontre sur le plateau limousin. — M. S.

SPORTS

TENNIS

AU CHAMPIONNAT DE L'A.T.P.

Thierry Tulasne élimine Roscoe Tanner

Trois semaines après avoir gagné son premier tournoi du Grand prix de la Fédération internationale de tennis à Bastad (Suède), le junior français Thierry Tulasne a confirmé sa belle forme estivale en réussissant, jeudi 20 août à Cincinatti (Ohio), sa meilleure performance de la saison en éliminant au troisième tour du championnat de l'Association des tennismen professionnels (A.T.P.), doté de 200 000 dollars, l'Américain Roscoe Tanner, tête de série numéro 4, par 1-6, 7-6, 6-3.

Vainqueur du jeune Français en cinq sets (7-6, 3-6, 3-6, 6-4, 6-4), le 31 janvier, en demi-finale du championnat des Etats-Unis sur courts couverts à Philadelphie, Roscoe Tanner n'avait pas tari d'éloges à son sujet : « *J'avais joué contre Borg quand il avait dix-sept ans. Je pense que Tulasne est plus fort. Il possède le meilleur passing-shot que j'ai rencontré dans ma carrière. Je n'ai jamais été passé de manière aussi variée. J'ai pourtant affronté Borg et McEnroe dans leurs bons jours et dans leurs jours moyens. Mais ils ne m'ont jamais passé ainsi. Thierry possède un potentiel extraordinaire.* » Roscoe Tanner ne pensait sans doute pas alors qu'il serait le prochain à le vérifier à ses dépens.

Depuis sa victoire contre Vitas Gerulaitis aux championnats d'Italie 1980, qui l'avait révélé au niveau international, jamais Thierry Tulasne (67e au classement actuel de l'A.T.P.) n'avait battu un joueur aussi haut placé que Roscoe Tanner (8e à l'A.T.P.) dans la hiérarchie mondiale. Cette victoire est d'autant plus remarquable qu'elle a été obtenue sur une surface synthétique alors que le jeune Français affectionne plutôt la terre battue sur laquelle il avait surclassé à Bastard l'Australien Peter McNamara (11e à l'A.T.P.) par 6-1, 6-0.

Thierry Tulasne, qui doit encore beaucoup travailler son service et son jeu de volée pour devenir plus constant dans ses performances, sera désormais un peu plus à même de revendiquer, *auprès de la Fédération française* de tennis, le détachement à ses côtés d'un entraîneur fédéral.

Le tournoi de Cincinnati a été marqué par une autre grosse surprise au troisième tour : l'élimination de Jimmy Connors par Vitas Gerulaitis, 7-5, 7-6. En revanche, le deuxième Français encore en compétition, *Christophe* Roger Vasselin, a été battu par le *Néo-Zélandais Chris Lewis*, 4-6, 7-6, 6-2.

A *signaler* aussi à Atlanta (Georgie), dans un tournoi doté de 75 000 dollars, la qualification de Gilles Moretton qui semble repartir du bon pied depuis qu'il a pris George Goven comme entraîneur privé. Moretton a successivement battu l'Australien Ross Case, 2-6, 6-3, 6-2, l'Américain Tony Graham, 6-4, 6-2 et l'Australien Phil Dent, 7-5, 6-4.

PRESSE

● *M. Hervé Chabalier*, grand reporter au *Matin de Paris*, devient rédacteur en chef du *Matin-Magazine*, supplément du quotidien, et rédacteur en chef adjoint du journal, aux côtés de M. Claude Perdriel, directeur de la rédaction. Il rejoint l'équipe des rédacteurs en chef adjoints composée de MM. Roger Colombani, Jean-Pierre Mithois, Paul Ceuzin et Guy Claisse. Depuis son départ pour Antenne-2, M. François-Henri de Virieu n'a pas été remplacé au poste de rédacteur en chef.

● *M. Gérald de Roquemaurel*, nommé récemment vice-président directeur général d'Edi 7 (groupe Hachette), en remplacement de *M. Claude Pommereau, lui succède* aussi à la direction générale de Pressinter. M. de Roquemaurel assume la fonction d'administrateur général de *Paris-Match*.

CARNET

Décès

CLAUDE POPELIN

Mme Claude Popelin
a l'immense douleur de faire part du décès de
M. Claude POPELIN,
qui a été rappelé à Dieu à quatre-vingt-deux ans, en Espagne, le 31 juillet 1981.

[Claude Popelin fut pendant plus de soixante ans l'initiateur à la tauromachie de la plupart de ceux qui, nés hors d'Espagne, se sont passionnés pour la corrida, à commencer par Hemingway.

Parisien, petit-fils d'un graveur célèbre, Claude Popelin partit très jeune pour l'Espagne, où il choisit voici plus de *dix ans, de finir sa vie, et dont* il connaissait aussi bien les milieux littéraires et artistiques que le monde des arènes. De *tous les livres qu'il a consacrés à la* tauromachie, l'un, le Taureau et son combat, est devenu un classique et a *d'ailleurs été traduit en espagnol*, tout comme la Corrida vue des coulisses.

Popelin, accueilli, faveur très rare pour un étranger, dans le cercle le plus fermé de la tauromachie, « Ceux de Jose et Juan », était souvent interviewé par la presse ou la radio espagnoles. Il avait lui-même toréé, notamment à Pampelune au début des années 50.

Il était marié à une Espagnole, Sat, qu'il avait initiée à la tauromachie. Il *collaborait à la revue Toros et à Sud-Ouest*, et préparait la traduction en espagnol de son encyclopédie la Tauromachie. *Il était l'ami des plus grands toreros* contemporains, de Belmonte à Ordonez.

Claude Popelin était un homme d'une *distinction raffinée, d'une courtoisie* d'un autre âge, et un conteur éblouissant. En un domaine ou l'outrance et l'anathème sont monnaie courante, il incarnait la mesure, la raison, et le refus de l'outrecuidance. — J. L.]

— Oran, Paris, 117, avenue de Choisy, 75013 Paris.
On nous prie d'annoncer le décès de
Mlle Nicole BENYAMINE,
professeur de physique et de chimie au lycée Bergson.
De la part de :
M. Henri Benyamine, son père,
M. et Mme Paul Benyamine et leurs enfants,
Mme Aline Benichou,
Des familles Benichou, Bensaïd, Benyamine, Benzecri, Foin, Mechali, et de la part de toutes celles et de tous ceux qui l'ont aimée et garderont vivant son souvenir.
Les obsèques ont eu lieu à Paris dans l'intimité.
On peut adresser des dons à la Ligue française contre le cancer.

La baronne Buysse, sa mère,
Mademoiselle Nadine S. Buysse, sa sœur,
ont la profonde douleur de faire part de la mort du
baron BUYSSE,
conseiller d'ambassade,
né à Gand le 3 janvier 1937 et décédé à Bruxelles, le 14 août 1981.
Les funérailles et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans l'intimité.
Un service à la mémoire du défunt sera célébré en l'église orthodoxe de *l'avenue de Fré à Bruxelles, à une* date qui sera annoncée ultérieurement.
Le présent avis tient lieu de faire-part et les visites ne sont pas souhaitées.
Priez Dieu pour lui.
Molenberg,
Mulderadreef 12,
9831 Latem-Deurle.

— Mme Jean-Paul Gilles,
Sa famille et ses amis,
ont l'immense douleur de faire part du décès de
M. Jean-Paul GILLES,
rappelé à Dieu le jeudi 20 août 1981, à l'âge de quarante-sept ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Notre-Dame de Paris le mardi 25 août 1981, à 10 h 30.
73, rue Louis-Lumière,
Paris (20e).

— M. Robert Hellebranth, son époux,
M. et Mme Juan-Jorge Matute,
M. et Mme Luc Serot Almeras Latour,
M. et Mme Michel Grimaldi,
M. et Mme Marc Hellebranth,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Robert HELLEBRANTH,
née Cécile Deballon,
survenu le 20 août 1981.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de *Saint-Piat* (Eure-et-Loir) le samedi 22 août 1981, à 15 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Raymond Lévy, avocat honoraire,
Mme Nicole Lévy-Dagnino,
Mlle Maya Dagnino,
Les familles Madar,
Bigiaoui, Sitbon (New-York),
Zana, Cohen (Haïfa), Castro,
Memmi, Brami, Bismut, Lévy,
Les familles parentes et alliées,
Ses amis et amies,
font part du décès de
Mme LÉVY,
née Lucie Bigiaoui,
institutrice honoraire,
ancienne élève de l'école du Louvre,
licenciée en psychologie,
Leur épouse, mère, grand-mère, *sœur, tante, parente et alliée*,
survenu le 19 août 1981 à l'âge de soixante-quatre ans.
Les obsèques auront lieu ce vendredi 21 août, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse.
154, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

Anniversaires

— Le 23 août 1980, disparaissait
M. Pierre VATAIRE.
Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé de penser à lui.

Remerciements

— Elisabeth Goldwasser,
Jean et Claude Tessier, ses neveux, et *leur famille*,
remercient très vivement tous les amis qui ont pris part à leur douleur lors du décès de
Mme Valentine TESSIER.

LETTRES

● *L'écrivain sénégalais Mariama Bâ* est mort à Dakar cette *semaine*. Elle s'était rendue célèbre grâce à son roman *Une si longue lettre*, publié aux Nouvelles Éditions africaines, qui avait reçu, au cours de la Foire de Francfort 1980, le prix « Noma » décerné par les libraires ouest-allemands. Membre de plusieurs associations féminines ayant des activités sociales et culturelles, Mariama Bâ évoquait dans son livre la situation de la femme dans la société sénégalaise : veuvage, divorce, co-épouses, *embourgeoisement des fonctionnaires*, etc.

● *Le poète égyptien Salah Abdel Sabbour*, qui avait introduit les vers libres dans la poésie arabe, vient de mourir au Caire à l'âge de cinquante-deux ans. Considéré comme un des pionniers de la poésie arabe moderne, il avait publié des recueils de poèmes et des pièces de théâtre en vers ainsi qu'un grand nombre *d'études littéraires*. Il avait collaboré au quotidien *Al Ahram avant de devenir conseiller culturel* de l'ambassade d'Egypte en Inde et président de l'organisme du livre égyptien.

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE QUOTIDIENNE

Les droits et devoirs des chercheurs de champignons

Chaque été, chaque automne, des paysans s'énervent de l'attitude de certains citadins qui pénètrent sans vergogne sur leur propriété pour y cueillir fruits sauvages ou champignons. Que prévoit la loi à ce sujet ? Le ministre de l'agriculture, Mme Edith Cresson, vient de le préciser à nouveau dans une réponse à une question écrite de M. Jules Roujon, sénateur (RI) de la Lozère, publiée au « Journal officiel » du 20 août.

La législation française ne *donne pas au public le droit* d'accès aux terrains cultivés, affectés à l'élevage ou boisés, *mais n'empêche pas cet accès* à condition qu'il entraîne aucun dommage. Le propriétaire peut *interdire, par une clôture ou la* pose de panneaux, l'entrée du public dans ses terrains. Il n'y *a pas de sanction pénale* faisant respecter cette interdiction, sauf en cas de franchissement d'une *clôture proche d'une habitation.* Néanmoins sont sanctionnés les contraventions et délits caractérisés *commis par* ceux qui pénètrent dans une propriété quelconque, même si celle-ci, *n'étant pas entourée d'une* clôture ou de panneaux d'interdiction est censée être ouverte au *public.*

Lorsqu'il n'est pas permis par le propriétaire, le ramassage de champignon ou de fruits sauvages *hors forêt* est punissable en vertu de l'article R. 38 (7°) du code pénal. Ce texte prévoit que *« seront punis d'une amende* de 160 F à 600 F inclusivement et pourront l'être, en outre, de *l'emprisonnement* pendant huit jours au plus, ceux qui dérobent *sans aucune des circonstances* prévues à l'article 388 du code pénal, des récoltes ou autres *productions utiles de la terre* qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol ».

Dans les propriétés forestières s'applique l'article R. 331-2 du code forestier, aux termes du*quel « l'extraction* ou l'enlèvement non autorisé de champignons, glands, faines et autres *fruits et semences* des bois et forêts donne lieu à une amende de 20 F à 60 F par litre de *produits* extraits ou enlevés, sans pouvoir dépasser une amende totale de 6 000 F.

Dans tous les cas, le *propriétaire* peut installer des pancartes soit pour interdire le ramassage des *champignons* et *fruits* sauvages, soit pour aviser qu'il accorde le droit de récolte moyennant *redevance.*

Ni les élus locaux ni même les maires usant de leurs pouvoirs de police n'ont la faculté d'aggraver les mesures répressives précitées, dont le gouvernement n'envisage pas, pour le moment, la modification.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 23 AOUT

« Versailles », 14 h. 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (L'Art pour tous).

« *La place des Vosges* », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).

« *Palais Bourbon* », *15 h., 8,* place du Palais-Bourbon (Mme Camus).

« *Crypte de Notre-Dame* », 10 h. 30, tétro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Salles du Conseil d'Etat », 15 h., *grille* d'honneur, *place du* Palais-Royal (Mme Ferrand).

« *Hôtes de l'île Saint-Louis* », 15 h., métro Saint-Paul (Mme Haullet).

« *Notre-Dame* », 15 h., portail central (Histoire et Archéologie).

« Basilique de *St-Denis* », 14 h. 45, (P.-Y. Jaslet).

« Vieux *Belleville* », 15 h., - métro Télégraphe (Résurrection du passé).

« Le Uère Lachaise », 14 h. 45, métro Père-Lachaise (Tourisme culturel).

« Le Marais », 21 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville (Le Vieux Paris).

« Le Sénat au palais du Luxembourg », 15 h., angle rue de Tournon et Vaugirard (Visages de Paris).

LUNDI 24 AOUT

« Le Marais du Temple », 15 h., coin rue des *Archives* et rue des 4-Fils (Mme Garnier-Ahlberg).

« Montagne Ste-Geneviève », 15 h., 47, rue des Ecoles (Mme Legrégeois).

« Château de Vincennes », 15 h., entrée porte du village (Mme Vermeersch) (Caisse nationale des monuments historiques).

« Conciergerie et *Sainte-Chapelle* », 15 h., 1, quai de l'Horloge (Approche de l'art).

« L'île Saint-Louis », 15 h., mntro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Poitou roman », 15 h., Musée des monuments français (Histoire et Archéologie ».

« Le Marais », 21 h., métro Saint-Paul (Lutèce-Visites)

« Les Invalides », 15 h., esplanade (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtel Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h. 30, 12, boulevard *Henri-IV* (Le Vieux Paris).

SERVICE NATIONAL

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 11 ET LE 20 AVRIL 1962.

Le ministère de la défense communique :

La fraction de contingent 1981/10 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :

1. Les jeunes gens :

a) Dont le sursis ou la prolongation de sursis arrivera à échéance avant le 1er octobre 1981 ;

b) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1er octobre 1981 ;

c) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1er octobre *1981* ;

d) Volontaires pour être appelés le 1er octobre 1981 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er août 1981, *déposé une demande* d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de sursis ou de report d'incorporation.

2. *Les jeunes gens* non titulaires d'un sursis ou report d'incorporation administrés par les bureaux du service national de métropole nés entre le 11 avril 1962 et le 20 avril 1962, ces dates incluses, recensés avec la deuxième tranche *trimestrielle de la* classe 1982.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 1er octobre 1981.

LOTO

TIRAGE N°33

DU 19 AOUT 1981

4	9	13	24	35	37

NUMERO COMPLEMENTAIRE 10

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	7	1 402 288,40 F
5 BONS NUMEROS + numéro complémentaire	46	106 695,80 F
5 BONS NUMEROS	2 490	5 913,20 F
4 BONS NUMEROS	138 516	106,20 F
3 BONS NUMEROS	2 385 118	8,90 F

PROCHAIN TIRAGE LE 26 AOUT 1981

VALIDATION JUSQU'AU 25 AOUT 1981 APRES-MIDI

BREF

FORMATION PERMANENTE

PÉDAGOGIE. — Les Cahiers pédagogiques et le Cercle de recherches et d'action pédagogiques (CRAP) *organisent, comme* chaque été, des rencontres sur les institutions et les pratiques pédagogiques, *destinées* aux enseignants et aux personnes intéressées par une action pédagogique. Elles *auront lieu au* centre de montagne de Saint-Anthème (63), du 28 août au 2 septembre, et au village de *vacances* de Sainte-Sigolène (43), du 29 août au 4 septembre. Prix : 860 F.

★ **CRAP, 66, Chaussée-d'Antin, 75009 Paris (enveloppe timbrée).**

JEUNESSE

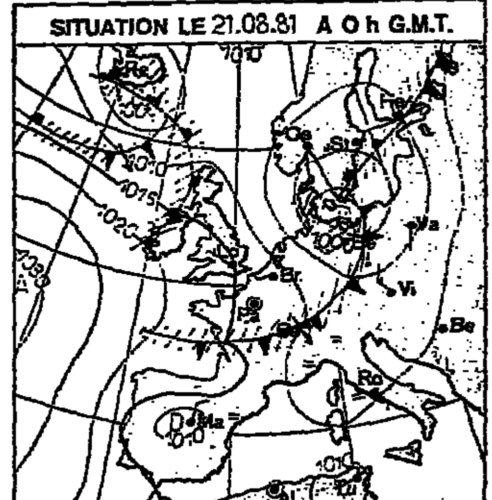
RENCONTRES FRANCO-ALLEMANDES. — L'Office franco-allemand de la jeunesse organise trois sessions franco-allemandes d'exploration au cours du mois d'août prochain : sur la communication à Döberlitz, en Bavière, *du 21 au 31 août prochains* ; sur les étrangers en Roussillon à Thuir, dans les Pyrénées-Orientales, *du 23 août au 5 septembre* ; sur la violence et les conflits dans les sociétés française et allemande à *Cavallère, dans le Var, jusqu'au* 8 septembre. Ces sessions s'adressent aux jeunes de dix-huit ans à *vingt-cinq ans. Il n'est pas nécessaire* de comprendre l'allemand pour y participer. Contribution de *30 F par jour pour les frais d'hé*bergement et de nourriture et de 115 F pour les frais de programme.

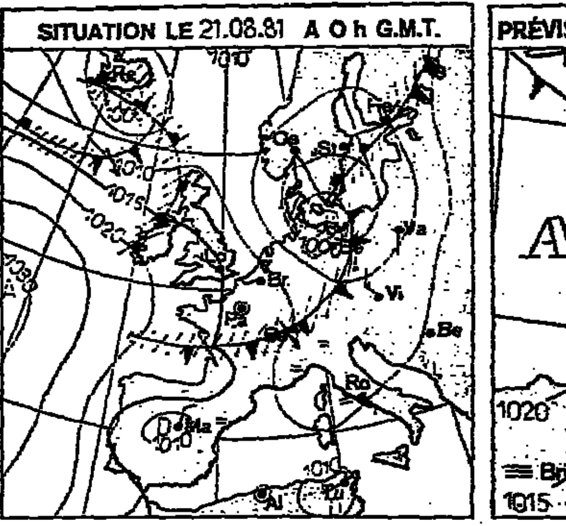
★ **Office franco-allemand de la *jeunesse, 6, rue Casimir-Delavigne,* 75006 Paris. Tél. : 354-34-04.**

MODE

CONGRES DES MAITRES TAILLEURS. — Quatre cents maîtres tailleurs, joailliers, fourreurs et *couturières représentant trente-deux* pays se réunissent à Paris, du 24 au 27 août, au Grand Hôtel pour faire le point *sur les métiers* de création. La délégation française comprend une trentaine de tailleurs et de couturières de Paris et de province.

MÉTÉOROLOGIE







Evolution probable du temps en *France entre le vendredi 21 août à 0 heure et le samedi 22 août à 24 heures* :

La perturbation qui donnait des pluies vendredi matin des Alpes à *l'Aquitaine s'éloignera vers la Méditerranée.* Une autre perturbation *venant des îles Britanniques* affectera passagèrement nos régions du *Nord et du Nord-Est.*

Samedi 22 août, de la Manche à la *frontière belge* et à *l'Alsace, le* temps sera le plus souvent très nuageux *le matin* et *il* pleuvra un peu par place, mais, dans la journée, le ciel deviendra plus variable et des éclaircies se développeront. Les vents de nord-ouest seront modérés et irréguliers. Sur le reste de la France, *il fera* frais le matin, mais le temps sera généralement bien ensoleillé. Le mistral et la tramontane persisteront. Quelques averses sont possibles en Corse.

Le vendredi 21 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1.015,6 millibars, soit 761,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 août ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21) : Ajaccio, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 23 et 17 ; Bordeaux, 23 et 16 ; Bourges, 19 et 10 ; Brest, 19 et 11 ; Caen, 19 et 11 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 25 et 13 ; Dijon, 20 et 11 ; Grenoble, 29 et 14 ; Lille, 18 et 9 ; Lyon, 27 et 14 ; Marseille, 31 et 20 ; Nancy, 16 et 9 ; Nantes, 19 et 11 ; Nice, 26 et 20 ; Paris-Le Bourget, 20 et 13 ; Pau, 24 et 15 ; Perpignan, 30 et 19 ; Rennes, 20 et 9 ; Strasbourg, 18 et 12 ; Tours, 18 et 9 ; Toulouse, 27 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 19 degrés ; Amsterdam, 17 et 12 ; Athènes, 32 et 25 ; Berlin, 16 et 13 ; Bonn, 17 et 11 ; Bruxelles, 17 et 11 ; Le Caire, 33 et 21 ; îles Canaries, 26 *et* 21 ; Copenhague, 16 et 14 ; Dakar, 29 et 27 ; Genève, 26 *et* 12 ; Jérusalem, 27 *et* 18 ; Lisbonne, 24 et 16 ; Londres, 20 et 9 ; Madrid, 29 et 16 ; Moscou, 22 et 14 ; Nairobi, 24 et 17 ; New-York, 26 et *18* ; Palma-de-Majorque, 31 *et* 19 ; Rome, 28 et 22 ; Stockholm, 18 et 11.

PROBABILITES POUR *LE* DIMANCHE 23 AOUT

En début de journée, les températures seront fraîches et les bancs de brume nombreux sur la totalité du pays. Ils feront rapidement place à une belle journée ensoleillée. Quelques nuages passagers se développeront toutefois sur les Alpes et les Pyrénées. Les vents seront faibles et le mistral s'atténuera. Les températures maximales en hausse atteindront 22 à 26 degrés du nord au sud et *même* 27 à 28 degrés près de la Méditerranée.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JEUX

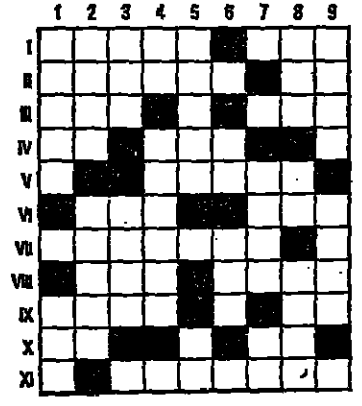
« Mots croisés anacyclo-palindromiques »

Problème n° 17

Anacyclique *est le nom donné à un mot (verbe, nom, adjectif...) qui, lu lettre à lettre de gauche à droite ou de droite à gauche, fournit* deux *mots. Par exemple :* *Zeus*/Suez, *Léon*/Noël, etc.

Le palindrome, *lui, est un mot tel que, lu lettre à lettre de droite à gauche, on retrouve ce même mot. Ainsi : Noyon, RER, non...*

La grille ci-dessous est donc composée de palindromes et d'anacycliques. Ces mots peuvent être lus de gauche à droite et de haut en bas, comme dans les mots croisés courants, mais, de plus, en les déchiffrant de droite à gauche ou de bas en haut, nos lecteurs trouveront d'autres mots répondant aux définitions en italique.



HORIZONTALEMENT

I. N'est pas pris *(garnir de tuyaux)* ; cours très long *(saint pape).* — II. Enlevas l'enveloppe *(porté aux plaisirs)* ; dans le nom d'un îlot breton *(pièces d'ébénisterie).* — III. Acide *(cours primaires)* ; tir plongeant *(ustensile pour apprenti coiffeur).* — IV. Vainqueur de plusieurs rois *(abréviation d'une formation)* ; accompagne le pas de l'oie *(refuse de reconnaître).* — V. Cachettes de truands *(nom de caillé).* — VI. Morceaux de sandale *(cinq pour un lustre)* ; île grecque dont les habitants font partie d'un cercle *(selon La Bruyère, Gnathon ne vivait que pour lui).* — VII. Donner le caractère d'une chose *(transformer en chose).* — VIII. Poa pour faire du pain *(poète russe du XIXe siècle)* ; pays breton *(moitié d'un chansonnier français).* — IX. Pointe de haute Egypte *(Mathusalem grec qui fut l'objet d'une opération de reverdissement)* ; possessif *(phonétiquement : presser).* — X. Adverbe *(symbole chimique)* ; personnel *(précède des sciences ou des lettres).* — XI. Bourre *(terrains défrichés).*

VERTICALEMENT

1. Ingénieur français qui se préoccupa du mouvement des corps *(sigle très lumineux)* ; militaire qui mérita le bâton *(unité japonaise).* — 2. Comprennent des cantons *(aspire)* ; cordon sanitaire *(additions).* — 3. Loup de mer *(supplément populaire)* ; contestés *(annonce la fin pour des Bretons).* — 4. Commencement d'ulcère *(parcouru)* ; un brin d'osier *(obscur).* — 5. Petit panaché américain *(adorât)* ; vieille ville *(se classe dans les ondes courtes).* — 6. Parties d'un nombre *(abréviation pour une grande artère)* ; roi d'Israël *(blonde légère et peu capiteuse).* — 7. République européenne *(voisin d'un Huron)* ; devant un homme en blanc *(désignait des hommes noirs).* — 8. Habite le Biafra *(ruban jaune)* ; fit figure de Sire en Egypte *(rides qui ne marquent pas les humains)* ; ravis *(cité japonaise où un éléphant ne devrait pas pénétrer).* — 9. Peuplée de Polonais *(représentait le quart de l'humanité)* ; dynastie du Bengale *(enfilent les perles d'inculture).*

J.-P. C.

LES MOTS CROISES SONT EN PAGE 12

« Le bon sens »

Solution du problème n° 16

1. Réponse *b.* — « Faire de la reine d'Egypte » — de nos jours, on dirait « faire comme la reine d'Egypte », « faire la reine d'Egypte » — signifiait : *imposer sa volonté,* ou : *s'en faire accroire.*

Allusion à l'autorité sans partage exercée par la reine des bohémiens, des *Gypsi* disait-on autrefois. En anglais, le mot *gipsy* (pluriel : *gipsies*), déformation d'« Egyptian », est le nom désignant les bohémiens, et c'est sous cette orthographe que certains dictionnaires français mentionnent le terme.

Les versions *a* et *c* étaient fantaisistes. Toutefois, la proposition *a* faisait référence à un vieux proverbe :

Il ressemble à Tournemine
Il croit tout ce qu'il imagine,

qui met en scène le jésuite René-Joseph de Tournemine. Celui-ci fut un des rédacteurs du *Journal de Trévoux* et l'auteur de nombreux écrits. Homme à l'imagination *vive* et exaltée, il finissait par prendre pour argent comptant tout ce qu'il avait lu ou entendu.

La version *c* évoquait la vieille expression « faire de l'entend-trois », qu'Etienne Tabourot, souvent cité sous le nom de « seigneur [ou : sieur] des Accords », définissait ainsi dans ses *Bigarrures* : « Nous suivrons encore ces équivoques par les amphibologies, ou amphibologies qui sont équivoques à deux ententes que nos bons pères ont surnommées des *entend-trois,* dont nous avons encore ce proverbe ordinaire que, quand quelqu'un feint de ne pas entendre ce qu'on lui propose et répond d'autre, on dit qu'il fait de l'*entend-trois.* »

2. Réponse *a* et/ou réponse *c.* — Il y a accord *sur* le sens de l'expression (« faire une querelle d'allemand », c'est saisir le plus intime prétexte, le moindre fait, pour déclencher un conflit, une dispute), mais non *sur l'étymologie.*

On ne voit pas en quoi les citoyens allemands seraient plus querelleurs que les Français, par exemple. En fait, il faut plutôt voir là une allusion aux querelles, aux rivalités, qui opposaient sans cesse les uns aux autres les centaines de petits Etats qui composaient l'Empire allemand. Très jaloux de leur indépendance, ces Etats entraient en guerre sous le plus léger prétexte.

La version *c* est étayée d'une citation de Jules Quicherat *(Revue historique de la noblesse,* 6e livraison) reprise par plusieurs auteurs : « *Dans quelques endroits du Dauphiné on dit proverbialement à ceux qui s'engagent dans une entreprise difficile :* Gare la queue des Alleman. *En d'autres termes : prenez garde aux conséquences. La splendeur de toute une race héroïque survit dans cette locution familière. Voici comment l'histoire en explique l'origine. Durant le treizième siècle et le quatorzième, la région montagneuse qui s'élève entre le Drac et l'Isère, vers la jonction de ces deux torrents, était presque en totalité le domaine d'une immense famille de seigneurs qui portaient tous le nom de Alleman, Vizille, Sechilienne, Uriage, Vaulnaveys et les forêts de pins de Champerousse et de Chalanches, et les cimes glacées de la Belledonne étaient de ce côté les points principaux de leur domination. A eux encore appartenaient une partie de l'Oisans, Valbonais, la rive droite de la Grèze, des châteaux sur toutes les grandes rivières qui se précipitent des hautes Alpes. Jamais souche féodale ne produisit plus de rameaux, et nulle part les membres d'une même famille ne se groupèrent autour de leurs chefs avec un soin plus jaloux. Tandis que dans la plupart des maisons nobiliaires la discorde, ou au moins l'indifférence, séparait les cadets des aînés, une tradition de famille, peut-être une association secrète et jurée de père en fils, retenait* les Alleman *dans l'affection mutuelle et dans la concorde. Les premiers-nés, nourris dans les armes, perpétuaient la famille et défendaient le patrimoine ; les plus jeunes, voués à la cléricature, peuplaient les presbytères et les prieurés du pays dans le commerce et sous la protection de leurs frères. Entre tous égalité parfaite. Ils se mariaient entre eux, jugeaient entre eux leurs différends, et en toute circonstance se prêtaient les uns aux autres un infaillible appui. Malheur à l'imprudent voisin qui eût troublé dans son héritage ou dans son honneur le plus humble des Alleman. Sur la plainte de l'offensé un conseil de famille était réuni, la guerre votée par acclamations, et l'on voyait bientôt déboucher dans la plaine de Grenoble les bandes armées que guidaient au châtiment de l'agresseur les bannières d'Uriage et de Valbonais.* »

De l'ardeur avec laquelle cette famille répondait à la moindre saillie, à la moindre attaque, serait venue l'expression *querelle d'Alleman,* déformée ultérieurement en *querelle d'Allemand* [s]. Oudin, dans ses *Curiosités françaises,* reprend cette acception, mais faut-il le suivre lorsqu'il ajoute que ce genre de querelle était « facile à apaiser » ?

Quant à la version *b,* parfois mentionnée, elle est peu plausible.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 21 août 1981 :

DES DECRETS

● Portant publication de la convention sur la signalisation routière signée à Vienne le 8 novembre 1968 ;

● *Modifiant* le décret n° 67-1263 du 26 décembre 1967 portant règlement du service de garnison ;

● *Portant* nomination de consuls généraux de France ;

● Autorisant certaines autorités régionales et locales, délégataires de pouvoirs du ministre, à déléguer leur signature en matière de décisions individuelles *concernant* les personnels militaires.



Le Monde

économie

LE DÉBAT SUR LES NATIONALISATIONS

• La C.F.D.T. met l'accent sur les « droits des travailleurs »
• La C.G.C. reproche au gouvernement de « mettre la charrue devant les bœufs »
• Le P.-D.G. de Paribas demande que les activités bancaires internationales ne soient pas touchées

A l'approche du 16 septembre, date à laquelle le conseil des ministres doit examiner le projet de loi sur les nationalisations, les déclarations, syndicales et patronales, se multiplient. M. Mitterrand a rappelé jeudi 20 août que l'extension du secteur public concernerait « onze groupes industriels (Sacilor, Usinor, Dassault, PUK, Saint-Gobain, C.G.E., Thomson-Brandt, Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf, C.I.I. Honeywell-Bull, I.T.T. France) et les banques, à l'exception des organismes mutualistes ».

Deux organisations syndicales ont fait connaître, jeudi 20 août, leur position sur ce dossier. A l'issue d'une entrevue avec M. Le Garrec, M. Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T., a précisé que son organisation était favorable à un système de directoire avec conseil de surveillance dans le nouveau secteur public. Elle souhaite que les structures provisoires de gestion, qui seront celles des nouvelles entreprises nationalisées pendant un certain temps, *« associent immédiatement les travailleurs »*.

Pour la C.F.D.T., un conseil de surveillance composé uniquement de représentants élus des travailleurs sur la base par exemple des derniers résultats aux élections aux comités d'entreprise, devrait être mis en place dès la loi de nationalisation. Les membres et le président du directoire seraient, eux, nommés par l'Etat. Ces structures provisoires devraient pouvoir évoluer ensuite vers des structures définitives et la C.F.D.T. sera alors prête à discuter d'une participation des usagers. Mais, a indiqué M. Rolant, *« les modalités de leur désignation devraient être différentes selon les groupes »*.

En ce qui concerne le secteur bancaire, la C.F.D.T. estime nécessaire d'inclure dans le champ des nationalisations les établissements financiers et de créer une banque nationale d'investissement et des banques régionales d'investissement.

De son côté, la Confédération française de l'encadrement C.G.C. a décidé de faire connaître publiquement ses propositions sur les nationalisations. Il s'agit en fait d'une critique assez vive des méthodes de travail suivies jusqu'à présent par le gouvernement. Celui-ci « *met* », pour la C.F.E.-C.G.C., *« la charrue devant les bœufs »* dans la mesure où *« il aurait fallu commencer par définir les grands objectifs économiques, une stratégie industrielle cohérente et seulement ensuite les moyens de mettre en œuvre les nationalisations entrant dans la définition de ses moyens »*.

La C.G.C. *« regrette que le gouvernement se contente de transférer la propriété d'un certain nombre d'entreprises du secteur privé au secteur public sans autres novations ».« Elle réclame la mise en place de conseils de surveillance avec directoires, à la place des conseils d'administration existants, cela afin d'assurer une réelle séparation des pouvoirs. »*

Invité d'Antenne 2 Midi, M. Pierre Moussa, P.-D.G. de Paribas, a développé les arguments qui, selon lui, devraient être pris en considération par le gouvernement dans la loi de nationalisation. Considérant le passage dans le giron de l'Etat des activités bancaires en France comme un fait acquis, il *« propose »* en quelque sorte des *« aménagements »* afin de ne pas *« amoindrir les chnaces de succès des maisons qui portent les couleurs de la France à l'étranger »*.

M. Moussa, qui souhaite donc que les activités bancaires internationales de Paribas ne soient pas nationalisées, a expliqué que dans le Golfe, *« aucune autorisation n'a été donnée à aucune banque nationalisée française, bien que ce soient les trois plus grandes. Ceux qui ont obtenu les autorisations c'est, dans tous les cas, Paribas, et dans un cas, Indosuez. C'est-à-dire les deux grandes affaires privées françaises. Ceci ne signifie pas que l'on soit meilleur. Car, ce n'était pas un choix de qualité, mais un choix de préférence. Il se trouve que les Arabes de la péninsule ont une certaine tendresse pour l'entreprise privée. Et ce que je dis de la péninsule arabe l'est aussi pour l'Amérique du Nord et d'un certain nombre de pays d'Asie »*.

L'attente des cadres

(Suite de la première page.)

Un tel choix ne semblait pas trop risqué et permettait de faire échec au président sortant dont on a découvert, en faisant cette enquête, à quel point il avait pu être brûlé par ceux-là qui l'avaient adoré. *« N'importe qui plutôt que lui »*, nous a confié un de ces cadres supérieurs excédé par les dernières années du régime giscardien.

Suivons ce cadre dans son raisonnement. Ce qu'il dit, nous l'avons entendu de la part de presque tous nos interlocuteurs. *« Ce qui nous arrive*, dit-il, *c'est la conséquence d'une élimination. Giscard, on en avait vraiment assez. Moi, j'ai voté Chirac au premier tour et Mitterrand au second. Mais je n'ai pas vraiment pensé aux nationalisations. Je me suis dit qu'en 1981 le parti socialiste avait gagné tout seul, qu'il n'était plus tenu par des promesses faites aux communistes, que les idées sur la nationalisation remontaient à 1972 et donc qu'il faudrait bien les revoir. »*

Premier temps donc, la gauche ne passera pas. Deuxième temps, elle passera, mais sans avoir besoin des communistes, ce qui change tout. Troisième temps, ce ne sera pas le collectivisme. Dès lors, nombreux seront les cadres qui vont, dans leurs discours, remettre en cause le principe des nationalisations alors même qu'il n'est plus temps d'en discuter. Les voilà qui repassent le film à l'envers comme si cela leur donnait l'illusion de se réveiller à temps, et la déception fait place à la perplexité. *« On ne comprend pas que les nationalisations soient présentées comme un objectif et non comme un moyen. » « On ne voit pas la logique du système. » « C'est une opération idéologique destinée à donner des gages au P.C. » « Une décision parfaitement inutile à caractère publicitaire. » « Mitterrand ne veut que tenir ses promesses, même si ces promesses n'avaient plus de raison d'être tenues. »*

Cette incompréhension est trop largement partagée pour qu'on ne s'y arrête pas. A aucun moment de notre enquête nous ne rencontrerons un interlocuteur qui nous fasse une analyse exhaustive de la situation économique en y incluant le problème des nationalisations. Force nous est de constater que ce problème n'est abordé que par le petit bout de la lorgnette, c'est-à dire en partant de la situation dans laquelle chacun se trouve enfermé avec ses ambitions, ses craintes et ses espoirs. Dans bien des cas, ce n'est même pas le groupe qui est en cause, mais l'usine à laquelle on est rattaché, voire la division dans laquelle on travaille et, en fin de compte, sa propre situation. Le *« que vais-je devenir »* l'emporte largement sur le *« qu'allons-nous devenir »*.

Que les cadres éprouvent des difficultés à sortir de leurs préoccupations personnelles rend impossible un classement systématique des réponses. Chacun a tendance à voir midi à sa cheminée, et l'on ne conçoit pas l'avenir de la même façon selon que l'on travaille dans l'Est ou dans le Midi, selon que l'on appartient à un secteur en pointe ou à une branche en pleine déconfiture, selon que l'on est près du siège ou à 1 000 kilomètres de là.

« Loin des états-majors, nous dit un directeur dont l'usine est située dans le Nord, *on n'est pas atteint par la fièvre des changements politiques. On est surtout saisi par un énorme accablement en raison de la situation de l'emploi, et on se dit : « S'il pouvait » arriver quelque chose !... »*

S'il pouvait arriver quelque chose ! Complainte dédiée à tous les P.-D.G. des groupes nationalisables. Qu'il soit opposé aux nationalisations, ou qu'il s'en félicite — cela se trouve aussi — le cadre est un réaliste. Sans bien savoir à quelle sauce il craint d'être mangé. Alors, au moins, que ce ne soit pas pour rien. La gestion patronale est vertement mise en cause, et principalement la technostructure qui s'est partout mise en place.

Tout en se déclarant giscardien et opposé au programme de la gauche, ce cadre parisien commence par dire qu'il serait déçu si le changement ne conduisait pas à un renouvellement de la hiérarchie. Puis il a ce cri du cœur : *« Le patronat paye son opposition aux réformes proposées par Giscard, et c'est bien fait. »* Enfin, dans un soupir : *« Malgré tout, j'espère ne pas voir une mafia en remplacer une autre. »*

Ce désir de voir *« changer les choses »* varie, bien sûr, selon la place occupée dans la hiérarchie ou le secteur d'activité. Nul n'ignore, par exemple, qu'il existe chez PUK (Pechiney Ugine Kuhlmann) une caste de *« seigneurs »* : les responsables de l'aluminium. Les cadres de cette branche, qui *« fait »* pratiquement le chiffre d'affaires de PUK, adhèrent à la politique du groupe. Leur carrière se confond avec son développement à l'étranger. Aussi ont-ils normalement intégré le *« discours patronal »*. Les propos qu'ils tiennent sur les nationalisations correspondent, consciemment ou non, à la note que leur P.-D.G., M. Philippe Thomas, leur a adressée le 3 juillet. C'est donc sans hésitation qu'ils mettent en avant le problème — réel — des activités à l'étranger qu'une nationalisation pourrait compromettre.

Tout autre est l'attitude de ceux qui, dans le même groupe, *« appartiennent »* aux aciers spéciaux ou à la chimie. Ceux-là se savaient condamnés à la fusion ou même, dans le cas de la chimie, à la cession à une firme américaine. Aussi n'ont-ils pas pour PUK les yeux de Chimène, ni pour les nationalisations cette aversion que l'on rencontre ailleurs. Ils n'assimilent pas la prise de pouvoir par l'Etat à une punition mais plutôt à un sauvetage quasi inespéré.

Les voilà rêvant de filières aux couleurs nationales. Une informatique France, une machine-outil France, une sidérurgie France, une chimie France. Chauvins les cadres ? Pourquoi pas ? Ceux de PUK admettaient mal qu'on livre la chimie à un géant américain, Occidental Petroleum, comme se proposait de le faire la direction, faute d'avoir pu trouver des partenaires dans l'Hexagone. Les partenaires dans l'hexagone. Les partenaires ne pouvaient être que les pétroliers français, qui, il est vrai, ont fait la fine bouche. Qu'en sera-t-il quand l'Etat sera devenu propriétaire ? Aucun cadre ne doute que les compagnies pétrolières ne pourront plus se dérober et que l'on verra alors s'édifier un grand ensemble qui ne devra rien aux étrangers. N'est-ce vraiment qu'un rêve ?

Ce qui semble établi, c'est que le gouvernement a devant lui un champ d'action quasi illimité aux yeux de ces cadres prêts à servir leur nouvel actionnaire, comme ils ont servi ceux d'aujourd'hui — dont ils ne connaissent, soit dit en passant, ni la couleur des cheveux ni le son de la voix. Leur loyauté ne saurait être mise en cause : cette affirmation est constamment venue ponctuer nos entretiens. Qu'ils se déclarent farouchement contre les nationalisations ou qu'ils se contentent de les subir, les cadres joueront le jeu. Ils tiennent pour insulte qu'on paraisse en douter. Mais plût au ciel qu'on ne les transforme pas en fonctionnaires, c'est là, dirait-on, presque leur seule hantise.

FRANÇOIS SIMON.

Prochain article :
CITOYEN, CONTRIBUABLE EMPLOYÉ

LES MESURES DE RELANCE

Patronat, P.M.E. et chambres de commerce demandent une politique claire et rigoureuse

Le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) a publié jeudi 20 août, un communiqué rappelant que la concertation *« a toujours été une constante de la politique des organisations patronales »* et que cette politique serait poursuivie.

Le communiqué du C.N.P.F., qui exprime également le point de vue de la confédération générale des petites et moyennes entreprises, a été publié à la suite de la déclaration de M. Bérégovoy, secrétaire général de l'Elysée, rapportant les propos de M. Mitterrand sur la nécessité d'associer les chefs d'entreprise à l'effort national de création d'emplois et de définir une politique cohérente à leur égard. Le C.N.P.F. ajoute : *« Mais la concertation, pour être efficace, nécessite que soient clairement précisés les divers aspects de la politique économique et sociale que se proposent de mener les pouvoirs publics. »*

De son côté, la C.G.P.M.E. se dit prête à rencontrer le gouvernement pour mettre au point cette politique et réclame des modifications *« urgentes et simples »* : réforme des conditions de création, de fonctionnement et de transmission des P.M.E., rétablissement des délais normaux de paiement entre les entreprises. Il faut des mesures techniques pour alléger les contraintes fiscales et réglementaires qui paralysent les entreprises, ajoute la confédération.

L'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), déclare de son côté, que le gouvernement doit définir *« une politique globale, claire et rigoureuse afin que tous les chefs d'entreprise soient en mesure d'apprécier les conséquences des orientations qui seront décidées »*.

La faiblesse de notre économie et l'inflation trop forte *« nécessitent l'élaboration d'une politique plus réaliste, car au-delà des positions de doctrine, les faits commandent plus de rigueur et d'effort que de laxisme pour une véritable relance »*, ajoute l'A.P.C.C.I. Les aides exceptionnelles aux P.M.E. ne sont que des *« palliatifs »* et les déclarations concernant un retour à la réglementation des prix *« ne constituent pas un élément favorable à la sérénité, car le meilleur remède est l'établissement d'une saine concurrence »*, estiment les chambres de commerce.

Le groupe Paribas est implanté dans 41 pays

L'ensemble du groupe Paribas est coiffé par une société holding, ou société-mère, la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas.

Dans le secteur bancaire, cette société mère exerce son contrôle sur la Banque de Paris et des Pays-Bas (B.P.P.B.), à hauteur de 100 % ; la Compagnie bancaire (45 %), le Crédit du Nord (53 %), O.P.B. Paribas (98 %), le Crédit sucrier et alimentaire (54,5 %), et un certain nombre d'autres banques où elle détient des participations minoritaires.

A l'étranger, les activités bancaires du groupe sont placées sous le contrôle :

● De la Banque de Paris et des Pays-Bas, pour les diverses succursales : Londres, Francfort, Düsseldorf, Stuttgart, Madrid, Barcelone, Monte-Carlo, Milan, Athènes, New-York, Los Angeles, Doha, Bahrein, Abou-Dhabi, Mascate, Tokyo, Séoul, Hongkong, Singapour, Taipeh... pour les plus importantes, deux implantations étant également en cours à Toronto et à Montréal ;

● D'une société holding, Paribas International, elle-même filiale de la société mère, et intervenant à 100 % à deux niveaux :

1) Celui des filiales : Belgique, Suisse, Pays-Bas, Luxembourg, Gabon, Zaïre, Cameroun, Nouvelle-Calédonie, Bahamas et Houston (Texas) ;

2) Celui des banques associées : Warburg, l'une des principales « merchant bank » britanniques, dont elle détient 25 % ; Becker, quatrième « investment bank » américaine (participation directe de 25 % portée à 40 % à travers les intérêts détenus par Warburg) ; Sun Hung Kai Finance Ltd (30 %), première banque de Hongkong à capitaux chinois et accréditée en République populaire de Chine ; la Société arabe internationale de banque, une banque égyptienne dont elle possède 30 % ; la Société marocaine de dépôt et de crédit (même taux de participation) ; la Bank of Sharjah (20 %) ; la Société nationale de banque de Syrie et du Liban (participation majoritaire), et la banque Sudameris (12 %).

Au total, le groupe est présent dans quarante et un pays, le poids de son activité à l'étranger étant évalué à environ la moitié du bénéfice net réalisé en 1980 (1,3 milliard de francs).

Paribas joue également un rôle très important sur la scène industrielle à rtavers quantité de participations dans des entreprises françaises de secteurs très diversifiés, sans oublier son plus beau fleuron, une participation de 35 % dans le groupe Empain-Schneider acquise en mars dernier.

Enfin, Paribas détient des intérêts dans des firmes étrangères au premier rang desquelles figurent le consortium canadien Power Corp (20 %), la compagnie pétrolière Moonie Oil (12 %), la société américaine International Mineral Chemical (3 %) et la société holding belge Cobepa (50 %).

SOCIAL

DANS LA RÉGION PARISIENNE

Séparément, la C.G.T. et la C.F.D.T. accusent le patronat d'accélérer les licenciements

« Il est urgent de stopper l'hémorragie d'emplois dans ce département », a déclaré M. Joël Biard, secrétaire général de la Fédération C.G.T. de la Seine-Saint-Denis, jeudi 20 août.

Pour la C.G.T., indique notre correspondant, il ne fait nul doute que le C.N.P.F., par le biais de son antenne, l'Union départementale 93, continue, plus encore que par le passé, la casse industrielle de la Seine-Saint-Denis. Depuis le 10 mai la centrale syndicale a recensé l'annonce de 6 170 licenciements pour 500 entreprises, et comptabilisé la menace sur 8 325 emplois et 32 établissements, soit près de 15 000 emplois pour 130 entreprises, principalement des P.M.E., alors que ce département a, selon la C.G.T., déjà perdu 42 000 emplois en quatre ans. Cette situation, a expliqué la C.G.T., *« est en partie due au patronat, qui refuse de prendre en compte la situation politique nouvelle »*.

Pour les responsables de la C.G.T., il faut mettre un terme aux agissements des administrateurs et syndics chargés par le tribunal de commerce de régler la situation de l'entreprise et qui arrivent trop rapidement à la conclusion de licenciement sans véritablement chercher les solutions. *« Le rôle du tribunal de commerce doit être redéfini*, a dit M. Biard, *afin que l'on cesse de donner satisfaction aux patrons dans le plus grand nombre d'affaires. »*

La C.G.T., qui réclame le développement du secteur électromécanique, de la machine-outil, de l'automobile et la diversification de la politique énergétique ainsi qu'un effort en faveur de la recherche a décidé de se rendre en délégation, le 21 août, au C.N.P.F. et d'organiser du 1er au 8 septembre une grande semaine d'information et d'actions avec un rassemblement, le dernier jour, porte de Pantin.

Même dénonciation et inquiétude à la C.F.D.T. : *« Des négociations sur l'avenir industriel du caoutchouc dans notre région sont nécessaires, nous ne pouvons pas laisser le patronat supprimer les emplois à sa guise à coups de restructurations »*, a déclaré, jeudi 20 août, M. Jean-Pierre Bobichon, secrétaire général de l'Union régionale d'Ile-de-France C.F.D.T. Sur une population active de 4 616 000 salariés, on trouve en effet 380 000 demandeurs d'emplois, *« une situation illustrée par un certain attentisme patronal qui frise la volonté de blocage de la dynamique économique »*.

Deux exemples sont donnés par le syndicat *« pour illustrer les pratiques patronales »* : Kléber-Colombes, filiale du groupe Michelin, qui s'apprête à supprimer 2 181 emplois sur les 2 829 actuels, et celui du groupe SLIC (joints d'étanchéité pour l'automobile), sous administration provisoire après dépôt de bilan, qui a déjà supprimé 124 emplois et, selon le syndicat, semble hésiter pour les 300 emplois de l'usine Dynamic à Ormoy. Ces deux exemples *« ne sont pas à isoler l'un de l'autre, ils font partie d'un vaste plan de recomposition de l'activité du caoutchouc dans notre pays »*, a souligné la C.F.D.T.

Grèves dans deux foyers d'immigrés

La C.F.D.T. a souligné les difficultés de logement qui se posent aux travailleurs immigrés. Les loyers de l'ensemble des foyers d'Ile-de-France ont augmenté de 20 à 40 % selon les cas. Deux d'entre eux sont aujourd'hui en grève, celui de la rue Claude-Tillier (20e arrondissement), géré par l'ASSOTRAF, et celui de la rue du Chevaleret (13e arrondissement), géré par la mairie de Paris. *« Le 0,1 % du 1 %, réservé au logement des travailleurs immigrés, ne devrait pas être uniquement consacré à la construction des foyers. Il faut envisager la suppression des quotas et la possibilité pour tous ces travailleurs de se loger dans les communes de la région »*, a déclaré à ce sujet la C.F.D.T.

L'extension des droits des travailleurs

« PAS DE DROIT DE VETO POUR LES COMITÉS D'ENTREPRISE », déclare M. Auroux.

Evoquant, le 20 août au cours d'Antenne 2 midi, les travaux en cours sur l'extension des droits des travailleurs, M. Jean Auroux, ministre du travail, s'est déclaré opposé à l'octroi d'un droit de veto aux comités d'entreprise.

En ce qui concerne le travail temporaire, M. Auroux a indiqué qu'il n'était pas dans l'intention du gouvernement de le supprimer totalement mais de le limiter à des cas particuliers et bien précis.

● *A la R.A.T.P. : F.O. menace de lancer une grève.* — Estimant que la hausse des prix provoque un retard salarial de 3,5 %, et n'ayant reçu aucune réponse des pouvoirs publics, *« depuis le 8 juillet »*, sur ses revendications, le syndicat F.O. de la R.A.T.P. estime que cette situation *« conduit à traiter aujourd'hui beaucoup plus mal les agents actifs et retraités de la Régie que pendant les dix dernières années de politique contractuelle »*. Faute d'être entendu par le gouvernement et la direction, ce syndicat envisage l'éventualité d'un préavis de grève en septembre pour le personnel d'exécution.

UNE « PREMIÈRE » : LA C.S.L. A MATIGNON

Une délégation de la C.S.L. — Confédération des syndicats libres et ex-C.F.T. (Confédération française du travail), — conduite par son secrétaire général, M. Auguste Blanc, a été reçue à Matignon. La C.S.L., organisation qui n'est pas reconnue comme représentative au niveau national, se félicite de cette *« première »*, *« les gouvernements précédents n'ayant jamais* (voulu) *adopter une telle attitude démocratique »*.

A M. Bernard Brunhes, conseiller du premier ministre, qui a reçu cette délégation, la C.S.L. a demandé *« d'être associée à toutes les négociations présentes et à venir »*.

A l'hôtel Matignon on se borne à indiquer que la délégation de la C.S.L. a été reçue *« par un membre du cabinet du premier ministre et qu'elle a fait connaître ses positions »*.

[La C.S.L., qui a adopté ce sigle en novembre 1977 pour abandonner celui de la C.F.T., *« sali par les adversaires »*, est surtout représentative dans l'automobile, chez Talbot, Citroën et Peugeot, et dans certains secteurs du commerce. Elle a recueilli, en 1979, sur une liste d'alliance des syndicats autonomes aux élections prud'homales, 2,8 % des voix. Elle est vivement critiquée par la C.F.D.T. et surtout la C.G.T., qui à plusieurs reprises, ont dénoncé son attitude de collaboraton avec le patronat.]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	5,9175	5,9250	— 140	— 80	— 170	— 70	— 450	— 250
$ can.	4,8850	4,8950	— 300	— 200	— 450	— 300	— 850	— 650
Yen (100)	2,5860	2,5930	+ 180	+ 250	+ 450	+ 500	+1200	+1350
D M	2,3930	2,4000	+ 80	+ 120	+ 180	+ 230	+ 520	+ 640
Florin	2,1550	2,1600	+ 50	+ 100	+ 100	+ 150	+ 400	+ 500
F.B. (100)	14,7340	14,7700	—1800	—1350	—2300	—1800	—3000	—2300
F.S.	2,7500	2,7600	+ 160	+ 250	+ 370	+ 450	+1000	+1150
L (1 000)	4,7910	4,8040	— 850	— 550	—1600	—1380	—3350	—2900
£	11,0200	11,0400	+ 300	+ 450	+ 550	+ 750	+1500	+1850

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	11 5/8	12	12	12 1/2	12	12 1/2	12 1/2	13
$ E.-U.	6	6 1/2	19 1/2	20	18 1/2	19	18 3/4	19 1/4
Florin	13	13 3/4	13 1/2	14	13 1/2	14	13	13 1/2
F.B. (100)	N.C.		30	32	25	28	21	23
F.S.	0	2	8	8 1/2	8 1/2	9	9	9 1/2
L (1 000)	25	35	36	38	35	38	32	35
£	12 1/2	13	13	13 1/2	13 3/4	14 1/4	14 1/4	14 3/4
F. français	36	40	36	40	30	34	24	28

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

« L'ALLIANCE AVEC LE JAPON EST LA DERNIÈRE CHANCE DU VIDÉODISQUE DE THOMSON », déclare le P.-D.G. du groupe.

« La conquête du marché mondial pour un produit de haute technologie peut passer par une association avec des firmes étrangères et le vidéodisque destiné aux professionnels constitue l'exemple type d'une telle stratégie offensive », a affirmé M. Jean-Pierre Bouyssonnie, P.-D. G. de Thomson-Brandt et de Thomson-C.S.F., dans une interview à l'A.F.P. *« Il ne sert à rien de faire des recherches et de fabriquer un très bon matériel purement national s'il est vendu plus cher que celui de nos concurrents. Il faut un cheval de Troie pour pénétrer certains marchés fermés, il faut savoir s'allier avec un partenaire local qui a la clef d'une part du marché international. »*

L'accord avec la société japonaise Teac et le groupe américain « 3 M » permettra, selon M. Bouyssonnie de *« créer un nouveau produit amélioré et moins cher »*.

« L'accord avec « 3 M », poursuit M. Bouyssonnie, *porte sur le développement industriel et la fabrication du disque ; celui avec la firme nippone sur le développement en commun et la production d'un produit de deuxième génération d'ici deux ans. Seuls la quantité produite et l'abaissement des prix permettront d'imposer notre standard. Cette alliance, qui aura pour effet de diviser par deux le prix de vente actuel, est celle de la dernière chance. Si ce pari à trois ne réussit pas, c'est la mort du vidéodisque institutionnel français. il n'y a pas d'autre possibilité. »*

[Cette prise de position de M. Bouyssonnie est consécutive au détournement par des militants C.F.D.T. de caisses de composants électroniques destinés à la société japonaise Teac (« le Monde » du 19 août). Les syndicalistes entendaient ainsi « bloquer » cet accord, accusant Thomson-C.S.F. d' « amorcer une politique générale d'abandon du marché intérieur ».]

LES FRÈRES WILLOT QUITTENT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CHRISTIAN DIOR

La société Christian Dior a annoncé jeudi 20 août qu'à l'issue de son conseil d'administration tenu le 18 août, en présence de Me Chassagnon, administrateur provisoire du groupe Willot, deux membres avaient été nommés en remplacement de MM. Jean-Pierre et Antoine Willot, qui ont démissionné. ainsi que les autres membres représentant le groupe Agache-Willot.

Les nouveaux administrateurs sont M. Jacques Kosciusko-Morizet, ambassadeur de France, qui fut notamment en poste aux Etats-Unis, et M. Anatole Temkine, président de l'Institut du développement industriel, qui avait été nommé le 22 juillet conseiller de l'administrateur provisoire d'Agache-Willot et de Boussac-Saint-Frères. Me Chassagnon. Ces deux personnalités forment avec M. Jacques Rouët, P.-D.G. de Christian Dior depuis 1946, le nouveau conseil d'administration de la société.

Cette transformation fait suite aux inculpations dont ont été l'objet MM. Jean-Pierre et Antoine Willot, pour abus de biens sociaux et présentation de bilans inexacts.

Filiale du groupe Boussac créée en 1946, la société Christian Dior représentait le plus beau fleuron de l'empire textile cédé aux frères Willot en janvier 1980.

Dans son communiqué, la société Christian Dior précise qu' *« elle demeure en liaison étroite avec les autorités de tutelle pour rechercher les conditions dans lesquelles seront mis en œuvre les investissements nécessaires à la promotion de sa politique de création et de prestige »*.

PARIBAS CÈDE A ELF-AQUITAINE LA SOCIÉTÉ CARBONISATION ET CHARBONS ACTIFS

Le groupe pétrolier Elf-Aquitaine vient de prendre le contrôle à 80 % de la société Carbonisation et Charbons Actifs (CECA), devenue depuis un an filiale à part entière de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, depuis l'absorption de Pierrefitte-Auby dont la CECA dépendait à 99 %.

La CECA n'est pas une petite affaire. Quatrième producteur européen d'amines et de résines urée-formol, elle est aussi la seule entreprise sur le Vieux Continent à produire des licophocytes de sodium (adsorbants) employés dans le chromage des métaux. La société exerce aussi son activité dans la bio-industrie et fabrique en outre des colloïdes (gélatines pour colles), des substances filtrantes et divers produits destinés à l'industrie pétrolière. Son chiffre d'affaires s'élève à 1 milliard de francs et ses effectifs à 2 500 personnes.

Cette acquisition, dont le coût n'a pas été rendu public, permettra à Elf-Aquitaine de renforcer les positions qu'il occupe déjà dans la bio-industrie grâce à sa filiale SANOFI et, bien sûr, dans le domaine des produits destinés aux applications pétrolières. Mais elle prend aussi allure de symbole. Le groupe allemand Hoechst, numéro deux mondial de l'industrie chimique, avait en mais dernier posé sa candidature au rachat de la CECA (*le Monde* du 24 juin) visant surtout les activités exercées par la société dans la biomasse.

A l'évidence, les pouvoirs publics ont refusé de lui donner le feu vert pour donner la préférence à Elf.

UN CONSORTIUM FRANCO-ALLEMAND LIVRERA LES CHAUDIÈRES DE LA CENTRALE SUD-AFRICAINE DE MATIMBA.

Le consortium franco-allemand Stein-Industrie-EVT a été choisi par la Commission sud-africaine de l'electricité (ESCOM) pour fournir les six chaudières qui équiperont la future centrale thermique géante de Matimba.

Une lettre d'invitation a été adressée au consortium pour lui notifier ce choix. Le contrat définitif sera signé dans un délai de trois mois.

Plusieurs groupes industriels européen, américains et sud-africains étaient en concurrence pour ce crontrat, dont le montant global (chaudières et alternateurs) est évalué à 1 milliard de rands (6,5 milliards de francs).

La centrale de Matimba sera construite à Ellisras (nord de la province du Transvaal). Elle sera la première d'une série de quatre qui compteront parmi les plus grosses du monde. Sa puissance sera de 3 600 mégawatts.

● *Augmentation des faillites en R.F.A.* — Les faillites en R.F.A. ont progressé de 20,5 % au premier semestre par rapport aux six premiers mois de 1980. Au total, 5 353 liquidations judiciaires ont été sollicitées et ouvertes de janvier à juin.

AGRICULTURE

En dépit du souhait de Bruxelles

LES VINS ITALIENS BLOQUÉS A SÈTE RESTENT SOUS DOUANE

La France persiste et signe. Après la réunion de la cellule de gestion du marché du vin, qui s'est tenue le 20 août au ministère de l'agriculture, le secrétaire d'Etat, M. André Cellard, a indiqué que les mesures prises par M. Mauroy le 12 août étaient réaffirmées. C'est-à-dire que le vin italien bloqué dans le port de Sète ne sera pas immédiatement dédouané. Le représentant de la Commission européenne, lors de la rencontre organisée à Bruxelles le 18 août entre la France et l'Italie, avait émis le vœu que le principe de la libre circulation des produits agricoles dans la C.E.E. fût respecté.

M. Celard a indiqué, pour justifier le maintien du blocage, que la France attendait toujours des bordereaux précisant l'origine des vins.

Du côté italien, on indique que ces certificats devraient parvenir lundi 24 août aux douanes françaises.

En France, la satisfaction des représentants désignés des producteurs n'a d'égale que la violence de la réaction de l'U.D.F.

M. Marcellin Courret, au nom de la délégation des viticulteurs, *« a enregistré avec beaucoup de satisfaction la fermeté du gouvernement sur la question des importations »*.

Dans un communiqué, l'U.D.F. accuse *« le pouvoir socialiste d'avoir consenti aux viticulteurs les mesures les plus opportunistes et les plus coûteuses, sans se soucier qu'il violait les accords européens que la France a solennellement signés »*. *« Le gouvernement Mauroy*, poursuit le communiqué, *a ainsi mis en danger l'ensemble de nos exportations agricoles. »*

RÉGIONS

LA POLITIQUE DE DÉCENTRALISATION

Le rôle et la fonction des comités économiques et sociaux devront être révisés

nous déclare M. Maurice Pourchon

M. Maurice Pourchon, député (P.S.) du Puy-de-Dôme, est président du conseil régional d'Auvergne depuis octobre 1977. Membre de la commission chargée de préparer le plan intérimaire de deux ans, M. Pourchon vient d'être désigné par M. Mauroy comme coordonnateur de l'action des présidents socialistes des conseils régionaux (la gauche est majoritaire dans treize conseils régionaux sur vingt-deux) et des groupes socialistes dans les assemblées régionales. Il répond à nos questions.

« Pour ce qui concerne la région, sa transformation en collectivité locale est repoussée, au mieux, en 1983. N'est-ce pas, selon vous, un délai trop long ?

— Le délai, en effet, est long à première vue. Mais le conseil régional n'aura de véritable légitimité élective qu'après sa désignation par le suffrage universel, qu'on ne peut raisonnablement envisager avant 1983. De plus, il faudra, d'ici là, avoir tranché au travers de la loi, non seulement sur les règles de fonctionnement, mais surtout sur les compétences de la région et sur ses moyens financiers. A la vitesse où a été discuté le début du projet de loi par les députés, il faudra bien un délai de plus d'un an et demi pour la région. Pensez que pendant la même période l'Assemblée nationale aura bien d'autres centres d'intérêt qui l'accapareront abondamment : les nationalisations, la réforme de la fiscalité, pour ne citer que deux dossiers, me paraissent d'importance.

» Un risque, cependant, existe, qu'il faudra bien écarter : le conseil général, entre-temps renouvelé, doté d'un exécutif, pourrait être tenté de s'accaparer la majeure partie des pouvoirs transférés de l'Etat vers les collectivités locales. La sagesse du législateur sera d'assurer un réel équilibre dans ces transferts, donnant ainsi à la région sa véritable consistance.

— Comment vont s'articuler, sans provoquer un alourdissement de la bureaucratie, les quatre niveaux de gestion : l'Etat, la région, le département, la commune... sans compter l'Europe ?

— Je crois qu'il faut toujours avoir à l'esprit que cette réforme est, avant toute chose, une réforme de l'Etat lui-même. Les quatre niveaux de gestion que vous évoquez ont toujours servi d'argument à la droite pour écarter toute véritable régionalisation.

» En fait, il n'y aura pas superposition des différents appareils mais, au contraire, prise en main par la région des services de l'Etat qui, aujourd'hui, n'opèrent que dans le cadre régional. Je pense notamment aux directions régionales de l'équipement, aux directions régionales des affaires sanitaires et sociales, aux directions régionales de l'agriculture, aux directions régionales de l'INSEE, aux organismes régionaux de tourisme, etc.

» Bien sûr, la région pourra se doter de structures propres à créer. Je propose d'ores et déjà, quant à moi, au conseil régional d'Auvergne, la création d'une agence régionale de développement et d'un office régional culturel : l'agence de développement regroupera des organismes qui existent déjà, ne serait-ce que ceux qui sont apparus avec la mise en place du « plan Massif Central » ; quant à l'office culturel, il comblera surtout un grand vide dont a souffert notre région.

» Peut-on dire qu'avec tout cela il y aura alourdissement de la bureaucratie ? Non, je ne suis pas d'accord. Est-ce alourdir la démarche que de donner une solution à un dossier dans la région, alors que jusque-là il remontait à Paris, via le préfet de région, avant que la décision n'intervienne :

— Ne serait-il pas souhaitable, selon vous, de poser, dès maintenant, la question du redécoupage régional et départemental ?

— Les régions, rappelons-le, sont des regroupements de départements. Au risque de vous surprendre, je vous dirai que la carte des régions me convient. Certes, tel ou tel département peut souhaiter être rattaché à telle région plutôt qu'à telle autre ; cela peut être réglé. Mais, dans l'ensemble, l'équilibre, je l'ai quant à moi toujours dit, me paraît correct.

» Aujourd'hui, nul ne conteste que le département représente une réalité et une unité. Croyez-vous qu'en 1790, lorsque les départements ont été créés, il en était ainsi ? Non. Mais l'histoire, le passé commun qui s'est forgé au fil des décennies, les infrastructures qui se sont ordonnées dans le cadre départemental ont fait ce qu'il est aujourd'hui. Cela a duré deux siècles. La région se fera plus vite certes, mais de la même manière. Ce qui apparaît parfois peu consistant aura une existence réelle d'ici à la fin de ce siècle.

— Quels rôles devraient avoir dans la nouvelle organisation régionale, selon vous, les comités économiques et sociaux (C.E.S.) ?

— L'accroissement des compétences des régions va conduire nécessairement celles-ci à entretenir des relations privilégiées avec les organisations professionnelles, patronales ou syndicales, et avec les associations. Réunir leurs représentants dans une assemblée me paraît naturel. C'est aussi leur permettre d'échanger entre elles un certain nombre d'idées dont la région ne peut que tirer profit.

» Je suis pour ma part tout à fait défavorable à la consultation systématique des C.E.S., comme l'a prévu la loi de 1972. Imaginerait-on que l'Assemblée nationale voit toutes ses décisions soumises à un avis préalable et rendu public du Conseil économique et social ?

» La présentation socio-professionnelle ne peut se réclamer du suffrage universel, seule source de pouvoir en démocratie.

» Une assemblée comme un comité économique et social régional est, et sera, par essence même, d'une représentation inégalitaire. Egalitaire ? Cela signifierait une assemblée socio-professionnelle régionale où M. Michelin, par exemple, aurait une voix et ses 27 000 employés auvergnats une voix chacun...

» Inégalitaire donc, le C.E.S. le sera ; mais il a, et aura, l'avantage d'appréhender les problèmes régionaux d'une manière originale, en tout cas différente de l'assemblée politique. A mon sens, il devrait avoir dans la région le même rôle et les mêmes prérogatives, sans plus, que le Conseil économique et social à Paris.

» Les C.E.S. actuellement installés l'ont été par le pouvoir giscardien, et beaucoup d'entre eux ont joué le rôle de contrepoids de droite face à un conseil régional de gauche. Cela n'est pas tolérable. Leur rôle certes, mais aussi leur mode de désignation — avec une meilleure représentation des travailleurs — devront être revus.

Le dialogue avec l'Etat

— Pourra-t-on concilier deux volontés apparemment contradictoires : une plus grande liberté donnée aux « contre-pouvoirs » locaux et régionaux de l'Etat et la nécessaire coordination, au niveau central, par le Plan, des investissements et des dépenses publiques ? Faut-il assigner à la DATAR un nouveau rôle ?

— Vous posez là tout le problème de l'articulation des plans de développement régionaux et du Plan national. Ce Plan national fixe les grandes orientations et propose aux régions une politique contractuelle sur ces grands objectifs. Cela signifie que si l'Etat lance un grand programme d'équipements dans un secteur donné, il sera proposé aux régions de l' « accompagner » dans le cadre d'une action commune. Chaque région pourra, par ailleurs, mener elle-même des actions « hors Plan », mais cela la regardera, elle seule, et elle en supportera la totalité de la charge sur ses propres ressources.

» Mais l'élaboration du Plan lui-même devra se faire en étroite concertation entre l'Etat et les régions, « espaces » de planification par excellence.

» C'est d'ailleurs la procédure que souhaite mettre en place Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. Le Plan intérimaire de deux ans fera l'objet d'une consultation régionale dans les semaines qui viennent. Je me dois de saluer cette initiative résolument décentralisatrice qu'a définie Michel Rocard, malgré la brièveté des délais impartis.

» Le rôle de la DATAR ? Je crois qu'à l'avenir elle ne doit plus être la traductrice sur le terrain des volontés du pouvoir central, elle doit être le moyen privilégié du dialogue entre l'Etat et la région.

— Est-il judicieux, selon vous, d'inclure les départements d'outre-mer dans le champ de la réforme actuelle ?

— Le problème des DOM doit être appréhendé à travers cette réforme. La décentralisation est, je le pense, la meilleure réponse aux aspirations de nos compatriotes d'outre-mer dont les spécificités régionales sont plus marquées que celles de la métropole. J'attire toutefois votre attention sur un point, chaque DOM est à la fois une région et un département. A mon sens, il faudrait transférer (et ce dès la présente loi) des compétences des deux collectivités territoriales à une assemblée unique. Actuellement, le conseil régional de ces DOM n'est que le conseil général, avec en plus quelques élus locaux ou nationaux qui ne sont pas conseillers généraux. Cette réforme pourrait être réalisée rapidement.

» Ne serait-ce point montrer l'attachement des socialistes à répondre aux aspirations de nos compatriotes d'outre-mer que de leur donner le moyen d'être les premiers des Français à faire l'expérience de la décentralisation dès le renouvellement des conseils généraux — par exemple, au printemps 1982 »

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSRICHARD.

TRANSPORTS

LES DIFFICULTÉS DES MARGINAUX

La compagnie charter Minerve risque de disparaître

Une délégation d'employés de la compagnie de transport aérien à la demande Minerve s'est rendue, jeudi 20 août, au ministère des transports afin de remettre à M. Charles Fiterman une lettre expliquant le risque que fait peser sur l'avenir de la société le refus de l'administration de lui accorder des droits de trafic sur certaines lignes long-courriers. Une impossibilité de rentabiliser l'exploitation du D.C.-8 qu'elle a récemment acquis — grâce à des vols sur les Antilles et la Réunion — mettrait en péril l'entreprise et l'emploi de ses deux cent cinquante collaborateurs.

Comme toutes les compagnies charters, Minerve a longtemps vécu de l'exploitation de vols estivaux moyen-courriers l'activité d'hiver étant pratiquement inexistante. La hausse du prix des carburants et plus récemment celle du cours du dollar ne permettent plus d'assurer la rentabilité de ces entreprises à partir d'une activité saisonnière. Il leur faut voler, non plus seulement l'été, mais aussi l'hiver vers des « destinations soleil » beaucoup plus éloignées — d'où la nécessité de recourir à des avions long-courriers.

Minerve l'a compris en ajoutant, l'an passé, à sa flotte de cinq Caravelle, un DC-8-53 de cent quatre-vingt-huit sièges acheté d'occasion à Japan Air Lines. Pour le rentabiliser, elle envisageait d'exploiter l'appareil sur l'Amérique du Sud, l'Afrique, les Antilles françaises et la Réunion. Des droits de trafic sur Lima purent être obtenus sans difficulté des autorités françaises et péruviennes. En revanche, les gouvernements africains s'opposent toujours aux prétentions de Minerve. Quant aux liaisons vers les Antilles et la Réunion, le Conseil supérieur de l'aviation marchande française (C.S.A.M.), seul concerné, semble se faire tirer l'oreille — sous la pression d'Air France, dit-on à Minerve — pour les autoriser. Si bien que l'activité du DC-8 se limite actuellement, en attendant d'être encore réduite le 1er octobre, à un aller-retour hebdomadaire au Pérou et à quelques vols vers Tel-Aviv.

Pour pallier ce sous-emploi, Minerve a bien une solution : un tour-opérateur belge. Tabak, qui fait actuellement appel aux services de Sobelair — filiale charters de Sabena — est demandeur, à partir du 1er octobre, de vols vers les Antilles (deux aller-retour hebdomadaires vers Pointe-à-Pitre, deux vers Fort-de-France). Encore lui faudrait-il obtenir les fameux droits de trafic sans lesquels rien n'est possible.

« Non seulement le contrat avec Tabak n'entamerait pas le monopole d'Air France sur ces destinations, dit-on parmi le personnel navigant de Minerve, *mais il garantirait des rentrées de devises appréciables. Pour nous, des prolongements ne sont pas exclus, notamment vers le Mexique et le Guatemala, avec la perspective d'installer aux Antilles une base opérationnelle créatrice d'emplois. De plus, si à ce contrat pouvait s'ajouter une fréquence hebdomadaire vers la Réunion, nous serions en mesure d'acquérir un second DC-8 qui nous permettrait d'offrir une meilleure régularité du service et, là encore, d'embaucher du personnel. »* Perspective pour l'instant bien lointaine.

Une nouvelle audience doit avoir lieu samedi matin 22 août entre représentants du ministère des transports et du personnel de Minerve, ces derniers étant décidés à engager éventuellement des actions dures. Mais ils veulent d'abord poser un problème de fond : celui de la place du charter français face aux compagnies régulières. *« Si on gêne, qu'on nous le dise, et nous disparaîtrons aussitôt ; mais qu'on ne nous laisse pas mourir à petit feu »*, disent les employés. Ils constatent que, l'une après l'autre, les Air-nautic, Transunion, Catair, Aerotour, Satt sont mortes — souvent à l'automne, saison difficile — alors qu'en Belgique, en Espagne, aux Pays-Bas et même au Luxembourg, des entreprises identiques sont florissantes.

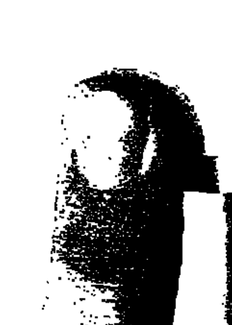
L'ostracisme des grands

« Ce n'est que grâce à des ententes illégales et à des flagrants abus de monopole, largemnt soutenus par le gouvernement précédent, qu'une telle situation est créée », dénoncent les navigants, qui font observer : *« Les droits sur les Antilles et la Réunion, qui sont des territoires français, nous sont refusés au nom du respect du monopole de la compagnie nationale, alors qu'ils sont accordés, à titre international, à certaines compagnies étrangères. Les droits sur l'Afrique francophone sont le privilège, depuis vingt ans, d'une compagnie privée française qui utilise une compagnie écran multinationale africaine pour exercer sur ce continent, dont certains pays comptent parmi les plus déshérités du tiers-monde, une dictature économique sauvage basée sur les tarifs les plus élevés du monde. »*

Les représentants du personnel au comité d'entreprise de Minerve dénoncent, pour leur part, l'ostracisme des grandes compagnies régulières à l'égard — exclusif — des charters français. *« Air France s'oppose à tout service charter français sur les Antilles, en tolérant que Sobelair, compagnie belge, desserve Pointe-à-Pitre. Air France n'affrète que des compagnies étrangères et ne s'oppose pas à la venue à Orly d'Aviaco, World, Transavia, Evergreen, etc. U.T.A. et Air Afrique s'opposent à la venue des charters français à Dakar, où atterrissent pourtant Hapag Lloyd, Caledonian, Condor. Il en est de même pour Abidjan, Lomé, Libreville et Douala, sous la pression de Cameroon Airlines et Air Gabon, qui n'ont rien à refuser à Air France. L'administration a, jusqu'ici, toujours protégé ces privilèges. »* Mais un « franc-tireur » comme Minerve ne peut-il pas entamer une partie du marché des compagnies régulières ? *« Pas du tout*, répond-on. *La clientèle du charter voyage en charter ou ne voyage pas. »*

Les gens de Minerve sont bien décidés à tout faire pour changer cet état d'esprit. Ils ont un petit espoir — ténu — qu'expriment les navigants : *« La certitude que les promesses du candidat François Mitterrand — dont nous avons été le transporteur pendant la campagne électorale — seront tenues par le gouvernement du président François Mitterrand. »*

JAMES SARAZIN.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 AOUT

Faiblesse des valeurs françaises
Repli du marché de l'or

De plain-pied dans les opérations de liquidation qui pèsent toujours un peu sur les cours, la Bourse de Paris s'est encore affaiblie ce jeudi, l'indicateur instantané cédant 0,7 % environ.

Autour de la corbeille, les commentaires demeurent peu enthousiastes à l'égard du contexte économique auquel se trouve confrontée la France.

L'annonce mercredi 19 août, en conseil des ministres, d'un plan de relance pour l'automne qui fasse la part belle aux P.M.E. et aux P.M.I. est certes considérée comme un point positif pour le gouvernement, mais les analystes estiment qu'il reflète surtout la préoccupation de ce dernier à l'égard d'une inflation persistante et d'un niveau de chômage dont l'aggravation d'ici à la fin de l'année ne fait aucun doute dans les milieux politiques en place.

Faisant plus ou moins l'impasse sur le contenu des nationalisations et la procédure d'indemnisation qui doit en découler, objet d'âpres débats entre cabinets ministériels, le marché se laisse un peu porter par les événements.

Les écarts à la baisse les plus marqués sont généralement limités entre 4 % à 5 % (CFP, Bail Equipement, Skis Rossignol), voire 6,3 % dans le cas de Cetelem.

Dassault, qui avait abandonné la bagatelle de 18 % la veille, regagne 5 % ce jour, B.H.V., Poclain et Nobel s'adjugeant 5 % à 7 %.

Suivant en cela les indications de Londres, où l'or s'est négocié à 430,5 dollars l'once ce matin, le lingot cède 1.995 F à 90.005 F, tandis que le napoléon s'inscrit à 901 F (-25 F), la devise-titre effectuant une remontée, à 7,11/7,15 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ROYAL DUTCH SHELL. – Le bénéfice net du groupe a marqué un recul de 65 % durant le premier semestre 1981 pour s'inscrire à 496 millions de livres sterling (environ 5,5 milliards de francs), contre 1 398 millions (15,3 milliards de francs) pour la période comparative du précédent exercice. Pour le seul second trimestre, la baisse est encore plus marquée puisqu'elle atteint 75 % avec un bénéfice net de 164 millions de livres contre 680 millions précédemment.

Le groupe explique cette détérioration de ses résultats par la baisse sensible de ses marges bénéficiaires, conséquence de l'envolée du dollar, ainsi que par le ralentissement général de la consommation de produits pétroliers observée pendant la période considérée.

HOECHST AG. – Pour le premier semestre de l'exercice en cours, le groupe fait état d'un bénéfice net avant impôts en diminution par rapport à la période comparative de 1980, à 702 millions de DM, contre 907 millions de deutschemarks, sur un chiffre d'affaires consolidé mondial de 17,15 milliards de DM, contre 15,02 milliards précédemment. Au niveau de la société-mère, le bénéfice net calculé sur les mêmes bases traduit également une dégradation de la situation que Hoechst attribue au renchérissement des matières premières et de l'énergie, lequel n'a pas pu être compensé, dans toutes les divisions, par l'augmentation des prix de vente ou par des surplus de recettes dus à des modifications de parités monétaires.

Il recule en effet à 420 millions de DM, contre 524 millions, le chiffre d'affaires de la société-mère ressortant à 6,07 milliards de DM contre 5,80 milliards, toujours au premier semestre.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	19 août	20 août
Valeurs françaises	84,8	84,4
Valeurs étrangères	151,3	154,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	91,5	91

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 21 août ..... 17 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	20/8	21/8
1 dollar (en yens)	229,50	228,96

NEW-YORK

Résistance

La timide reprise du marché constatée la veille s'est à nouveau concrétisée ce jeudi, mais avec une marge aussi étroite, l'indice Dow Jones des industrielles se limitant à une hausse de 1,91 point, à 928,37, après les 2,09 points gagnés la veille.

Il est vrai que nombre d'opérateurs sont encore en vacances, ainsi qu'en témoigne le volume des affaires qui s'est trouvé ramené à 38,27 millions d'actions contre 39,39 millions mercredi, mais cette contraction du chiffre d'affaires quotidien réalisé à Wall street confirme également que les investisseurs institutionnels ne sont pas encore revenus sur le marché.

Leur absence s'explique essentiellement par les nombreuses incertitudes qui continuent à planer sur le sort futur des taux d'intérêt américains, les derniers propos du président de la Réserve Fédérale ne laissant guère augurer une prochaine désescalade des taux. Dans une interview accordée à une chaîne de télévision américaine, M. Paul Volcker a une nouvelle fois réitéré la volonté du « FED » de poursuivre une politique qui visera à faire reculer l'inflation, seul moyen de faire baisser les taux.

Rien de nouveau, donc, et les opérateurs attendent de connaître les dernières statistiques relatives à l'évolution de la masse monétaire pour se faire une idée plus précise sur ce chapitre.

VALEURS	Cours 19 août	Cours 20 août
Alcoa	27 3/4	27 3/4
A.T.T.	57 1/2	67 1/2
Boeing	27 1/8	28 1/2
Chase Manhattan Bank	53	53 1/8
Du Pont de Nemours	44 7/8	45
Eastman Kodak	71 3/4	71 1/2
Exxon	34 5/8	34 7/8
Ford	20 5/8	20 1/2
General Electric	57 1/4	57 3/8
General Foods	31 7/8	31 7/8
General Motors	48 3/8	47 5/8
Goodyear	19 1/4	19 1/8
I.B.M.	57 1/8	57 1/4
I.T.T.	27 1/8	27
Mobil Oil	30 5/8	30 3/4
Pfizer	47 1/8	48
Schlumberger	67 3/4	67 3/4
Texaco	38 1/2	38 5/8
U.A.L. Inc.	22 1/4	21 7/8
Union Carbide	54 7/8	54 3/4
U.S. Steel	29	29 3/4
Westinghouse	29	29 1/8
Xerox Corp.	47 7/8	48 1/8

BOURSE DE PARIS 20 AOUT COMPTANT

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bongrain S.A.	796	797	C.G.V.	159	155
Bon-Marché	101	104	Chambon (M.)	197	....
Borie	410	456 d	Chambourcy (M.)	624	667 d
Bras. Glac. Int.	476	482	Champex (Ny)	103	104
[illegible]	74	71 70	Chim. Gde Paroisse	100 10	100 10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Acribail (obl. conv.)	161	....
Aciers Peugeot	88	86
Acribail	120 70	121 50
Agence Havas	690	695
A.G.F. (St Cent.)	730	730
A.G.P. Vie	2456	2480

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
De Beers	51 40	52	51 50	51 50
Deutsche Bank	819	833	833	833
Dome Mines	179 50	184 50	180 50	184 50
Driefontein Cid	215	211	208 50	211
Du Pont-Nem.	304	318 50	318 50	312 20
Eastman Kodak	502	504	504	500
East Rand	94 90	93	92 50	93
Ericsson	242	260	260 50	257
Exxon Corp.	250 50	254 30	253	254 30
Ford Motors	141	146 50	146	147 10
Free State	285	270 50	267	272 50
Gencor	150	146	146	144
Gén. Electr.	402	410	408	402 50

e : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/8	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 957	5 935	5 780	6 040
Allemagne (100 DM)	238 390	239 060	232	244
Belgique (100 F)	14 650	14 709	13	13 700
Pays Bas (100 fl.)	214 910	215 330	209	220
Danemark (100 krd)	75 870	76 100	73	78
Norvège (100 k)	96 450	96 500	94	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 907	10 974	10 600	11 200
Grèce (100 drachmes)	9 760	9 792	....	....
Italie (1 000 lires)	4 781	4 797	4 700	5 100
Suisse (100 fr.)	273 750	274 700	268	281
Suède (100 krs)	112 330	112 830	109 500	114
Autriche (100 sch)	33 960	34 090	33 200	34 800
Espagne (100 pes.)	5 970	5 970	5 650	6 050
Portugal (100 esc.)	8 930	8 990	8 550	9 450
Canada ($ can 1)	4 921	4 915	4 740	4 970
Japon (100 yens)	2 576	2 586	2 470	2 600

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/8
Or fin (kilo en barre)	92510	90600
Or fin (en lingot)	92000	90005
Pièce française (20 fr)	926	901
Pièce française (10 fr)	500	499 95
Pièce suisse (20 fr)	801	801
Pièce latine (20 fr)	790	751
Souverain	835 10	831
Pièce de 20 dollars	4040	3950
Pièce de 10 dollars	2080	2098
Pièce de 5 dollars	950	944 50
Pièce de 50 pesos	3720	3650
Pièce de 10 florins	712	721

هكذا من الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 21 août 1981 a été tiré à 520276 exemplaires.

ÉCHEC DE L'OPEP A GENÈVE

Les pays exportateurs n'ont pas réussi à réunifier les prix du pétrole

Les conséquences d'un échec apparaissaient telles aux pays membres de l'OPEP qu'ils tentaient encore, dans la matinée du vendredi 21 août, de sauver les apparences. Sept des treize pays membres de l'Organisation semblaient disposés à un accord sur un prix de référence de 34 dollars le baril, mais cela ne paraissait pas suffisant pour amener l'Arabie Saoudite à réduire sa production, but réel de cette conférence de Genève. Depuis le refus, la veille, du prince Fahd d'Arabie Saoudite d'accepter un accord sur un prix de référence de 35 dollars, tout espoir d'une réunification des prix était abandonné. Or, les Saoudiens avaient fait de celle-ci la condition d'une baisse de leur production et d'une hausse de leurs prix.

Un compromis de dernière heure, s'il intervenait, porterait tout au plus sur le maintien des parts de marché de certains groupes de pays africains et du Golfe.

De notre envoyé spécial

Genève. — Jamais accord sur la réunification des prix du pétrole de l'OPEP n'aura été plus proche depuis *ce mois de février 1979 où la révolution* iranienne avait mis à mal la cohérence du marché. Rarement *désillusion aura été plus grande pour* quelques ministres qui étaient si persuadés de la réussite du compromis qu'ils avaient rédigé le communiqué *final.*

Pour mesurer le désarroi des ministres du Koweït, de l'Algérie et de l'Irak, il fallait voir dans la soirée *de jeudi* les trois hommes deviser tristement dans les couloirs de cet hallucinant hôtel Intercontinental, *résidence annexe de quelques princes* du golfe au bord de la piscine duquel se croisent femmes arabes voilées de noir et estivantes aux seins nus.

L'accord proposé par l'Irak, visant à fixer le prix du pétrole de référence à 35 *dollars le baril,* avait obtenu une large adhésion : l'Arabie Saoudite, en relevant ses prix de 3 dollars, avait montré son attachement à l'unité de l'organisation. Les autres membres, en n'abaissant leurs tarifs que de 1 ou 2 dollars, ne perdaient pas la face. L'Iran, qui n'entendait pas réduire ses prix, n'était écouté par personne. Il restait certes quelques discussions sur les *problèmes de qualité et de frêt des* pays africains, les « différentiels », que l'Algérie et la Libye voulaient fixer *à 4 dollars, quand d'autres* membres estimaient qu'ils ne devaient pas dépasser 3 dollars. Mais la réponse plutôt positive donnée aux *Irakiens par le roi* Khaled d'Arabie Saoudite — consulté à Taïf — rendait l'optimisme tel qu'aucune difficulté *ne semblait insurmontable.*

Comme au mois de mai, c'est le prince Fahd, chef du gouvernement saoudien qui, du Maroc où il se trouve, *a dit non. Mais on peut* penser que pas une seconde cheikh Yamani n'a imaginé obtenir le feu vert de son gouvernement pour une *politique* qui paraissait trop contradictoire avec l'attitude saoudienne depuis plusieurs mois. « *Que faire* », *interrogeaient de nombreux ministres* après cet échec qui les a à ce point surpris qu'ils ne disposaient pas de cartes de rechange.

Certains envisagèrent un accord sans *l'Arabie Saoudite* sur la base d'un prix de référence de 36 dollars mais l'idée fit long feu. « *Autant rester comme nous sommes jusqu'au mois de décembre* », affirmait le ministre algérien, M. Nabi, qui ne croyait guère à l'efficacité d'un *dialogue téléphonique entre chefs* d'Etat pour faire pression sur Ryad.

La cassure de l'OPEP apparaîtra dans un premier temps aux pays industrialisés comme une bonne affaire. A midi ces derniers pensaient se trouver devant une organisation *rénovée, donc renforcée,* et la conséquence immédiate en était une hausse de la facture pétrolière *de l'ordre de 5 %. A 16 heures,* avec l'échec, l'espoir d'une nouvelle baisse des prix se concrétisait, et un des nombreux *dealers* (*intermédiaires sur le marché pétrolier*) présents dans les couloirs de l'Intercontinental envoyait un télex à sa *société por recommander d'acheter* le pétrole sur le marché spot jusqu'à la fin de l'année.

L'Algérie et la Libye le plus touchées

En l'absence d'accord l'Arabie Saoudite va en effet maintenir ses prix à 32 *dollars et sa production,* au moins pour quelques semaines à plus de dix millions de barils par jour. Le Nigeria n'a pas *caché qu'il* s'alignerait sur l'Arabie Saoudite — comme les pays exportateurs de la mer du Nord — ce qui *signifie que le prix de son* pétrole va être ramené de 40 à 35, voire 34,5 dollars le baril. Lagos, dont la production est tombée de *deux millions* de barils par jour en janvier à sept cent mille barils quotidiens en août, devrait ainsi retrouver *rapidement sa part de* marché.

Compte tenu de l'excédent actuel de l'offre sur la demande, et sauf incidents majeurs politiques chez *l'un des principaux producteurs,* ces deux décisions vont provoquer une cascade de difficultés pour les autres *pays membres du Golfe* et d'Afrique. L'Iran, l'Irak, et surtout le Koweït, qui ont déjà du mal à écouler leur production, vont sans doute être contraints de consentir des rabais pour garder leur clientèle. Déjà le Koweït a supprimé *toutes les primes* demandées à ses acheteurs japonais, à condition que ceux-ci maintiennent un certain nombre d'achats.

Mais la Libye et l'Algérie devraient *plus encore* souffrir. Les pétroles concurrents de la mer du Nord et du Nigeria, vendus de 4 à 5 dollars moins cher *que le leur, attireront* dans les semaines qui viennent une partie de leurs clients, sauf aux aussi à s'aligner sur l'Arabie Saoudite. *Alger, qui vend des* condensat à un bon prix et peut transformer en produits pétroliers une partie de sa *production, aura, de ce fait, un peu* moins de problèmes que la Libye. Tout laisse donc à penser que l'influence américaine a pesé fortement sur la décision de l'Arabie Saoudite.

A *moins* d'une forte reprise de la consommation occidentale, peu vraisemblable dans l'état actuel des économies *des pays industrialisés,* les treize pays membres de l'OPEP pourraient se retrouver le 12 décembre à Abou-Dhabi — siège de la *procaine conférence* ordinaire de l'organisation, — avec des prix proches de ceux actuellement pratiqués par Ryad. Certains *ministres regretteront* peut-être alors de n'avoir pas accepté la proposition saoudienne de fixer le prix de pétrole de *référence* à 34 *dollars, les tarifs pratiqués par* les pays africains ne devant pas dépasser 37 dollars.

Cette nouvelle division de l'OPEP, plus amèrement *ressentie par* ses membres que les précédents, ne devrait pas trop réjouir les pays industrialisés. La somme des rancœurs accumulées à l'encontre de l'Arabie - Saoudite n'est pas sans risques. Et dès lors que l'on croit nécessaire *un dialogue* avec les pays producteurs, sans doute vaut-il mieux disposer d'un interlocuteur fort, unique, plutôt que d'une multitude de pays pétroliers aux politiques diverses.

BRUNO DETHOMAS.

Selon M. Volcker

LES ÉTATS-UNIS VONT CONTINUER A APPLIQUER UNE POLITIQUE RESTRICTIVE EN MATIÈRE DE CRÉDIT.

Le président de la Banque de réserve fédérale des Etats-Unis, M. Paul Volcker, a *indiqué,* jeudi 20 août, qu'il continuerait d'appliquer « *une politique restrictive en* matière de crédit et de masse monétaire. Interrogé par la télévision américaine, M. Volcker a ajouté : « Il est fondamental de s'attaquer au problème de l'inflation, *et nous* allons continuer à le faire. » Le président du FED s'est refusé à prédire *une* baisse prochaine des taux d'intérêt, mais a tout de même déclaré que l'apparent recul de l'inflation pouvait laisser présager une baisse de ces taux. M. Volcker a *ajouté que, grâce aux taux d'intérêt* élevés, « le barrage céderait à un certain moment, la psychologie changerait, et la masse de demandes de crédit ne serait plus autant gonflée par l'inflation ».

Pour l'heure, le conseil du FED vient d'annoncer la mise en place *d'un programme de prêts spéciaux* pour venir en aide aux banques commerciales et aux caisses d'épargne éprouvant « des problèmes persistants de liquidités ». Le FED précise que ce programme ne bénéficiera qu'aux institutions éprouvant des difficultés du fait de la situation *du marché bancaire et non à celles* qui sont victimes soit d'une mauvaise gestion, soit de facteurs saisonniers.

On sait que la réglementation « *Q* » *plafonne les taux d'intérêt* offerts à la clientèle à 5 ou 5,25 % dans le cas des caisses d'épargne. Il *s'ensuit pour* ces dernières une avalanche de retraits au bénéfice, le plus souvent, des fameux « money market funds » (fonds de placement sur le marché monétaire), qui offrent *actuellement* des taux de l'ordre de 15 %.

En outre, les caisses d'épargne *doivent faire face, du fait de* la hausse des taux d'intérêt, à des coûts de refinancement de plus en plus lourds.

BAISSE DU DOLLAR FAIBLESSE DU FRANC

La baisse du dollar s'est poursuivie, *vendredi matin 21 août,* sur presque toutes les places financières internationales.

Cotée 5,9350 francs le 20 août en fin d'après-midi à Paris, la *devise américaine* ne valait plus que 5,91 francs, tandis qu'à Francfort son cours tombait à 2,4675 DM contre 2,4980 DM, et à Tokyo à 228,96 yens contre 229,25 yens.

Les cambistes attribuaient ce nouveau recul à la décision de l'Arabie *Saoudite* — *considérée* comme acquise — de ne pas relever le prix de son pétrole au-delà de 34 dollars à la conférence de l'OPEP.

Le franc français restait *faible,* son cours fléchissant *face* à toutes les monnaies du S.M.E. Le deutschemark *s'est* ainsi échangé à 2,3950 F (contre 2,3906 F la veille).

Le prix de l'or a peu varié s'établissant à 430 dollars environ.

A Zurich

LA POLOGNE ACCEPTE LE PLAN DE RÉÉCHELONNEMENT DE SA DETTE PROPOSÉ PAR LES BANQUES OCCIDENTALES.

La Pologne a accepté « dans l'ensemble » le plan de rééchelonnement de sa dette commerciale proposé par les banques occidentales en faisant, cependant, « *certaines réserves* », indique la Société de banque suisse (S.B.S.), à Zurich.

La réponse polonaise a été transmise aux vingt et une banques membres de la « Task Force » qui avaient, le 22 juillet dernier à Zurich, établi un plan de rééchelonnement de la dette commerciale polonaise au nom de quatre cent soixante banques occidentales.

Cette dette dépassait 16 milliards de dollars à la fin de 1980, selon les chiffres de la Banque des règlements internationaux. Le plan prévoit notamment un rééchelonnement jusqu'en 1988 de 2,4 milliards de dollars de remboursements arrivant à échéance au cours des neuf derniers mois de 1981. Les intérêts, en revanche, devraient être payés normalement.

La Pologne devrait également donner des assurances sur la mise en place d'un plan de stabilisation économique et fournir des informations plus complètes sur son économie. La S.B.S. s'est refusé à préciser les « réserves » émises par Varsovie. — *(A.F.P.)*

UN INCENDIE DÉTRUIT LA GALERIE D'ART CONTEMPORAIN DE LISBONNE

Un violent incendie a détruit le 20 août la Galerie nationale d'art contemporain de Lisbonne, installée sur les bords du Tage. Plus de deux milliers d'œuvres auraient brûlé, notamment des dessins déjà regroupés pour une exposition *internationale* qui devait avoir lieu à l'automne, ainsi que les œuvres de l'exposition d'été : Lis 81, consacrée à la création d'aujourd'hui. La Galerie d'art contemporain de Lisbonne avait accueilli la XIe Biennale de Paris en juin et juillet.

L'incendie s'est déclaré à la suite d'une explosion dont l'origine n'a pas encore été établie.

● *La question de Porto-Rico.* — Le comité de décolonisation de l'ONU a adopté jeudi 20 août une résolution qui recommande pour la première fois à l'assemblée générale d'examiner la question de Porto-Rico comme point distinct de son ordre du jour, *lors de sa session de l'automne* 1982. La résolution réaffirme le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance. Les Etats-Unis ont « *déploré cette ingérence dans les affaires intérieures de Porto-Rico et des Etats-Unis* ». — *(A.F.P.)*

Des cadres d'active en manœuvres en France sont autorisés à porter des armes chargées

Un décret paru au *Journal officiel* de ce vendredi 21 août autorise les officiers et certains sous-officiers (des grades de major, adjudant-chef et adjudant, ou des grades équivalents dans la marine) à porter, lors d'exercices *en France,* leurs armes individuelles dotées de leurs munitions. Ce texte, qui concerne la sécurité des exercices, modifie et complète le règlement du service de garnison *qui date de 1967.*

« Lors d'exercices sur toute l'étendue du territoire de la République, est-il précisé dans ce décret du ministère de la défense, *les commandants d'unités, les officiers, les aspirants et sous-officiers ou officiers-mariniers d'un grade égal ou supérieur à celui d'adjudant ou premier maître de ces unités, peuvent, afin d'assurer, en cas de légitime défense, leur sécurité, celle des militaires participant à l'exercice ainsi que la protection de leurs armements, être porteurs d'armes individuelles dotées de leurs munitions. »*

Ce nouveau texte ouvre donc la possibilité à tous les officiers et à de nombreux sous-officiers supérieurs d'équiper de munitions réelles leur pistolet automatique ou leur pistolet-mitrailleur lors de manœuvres ou d'exercices sur un terrain de combat.

Jusqu'alors, les cadres ne disposaient pas de cette possibilité. *Pour* les besoins de l'exercice les munitions réelles (ou à blanc) étaient stockées dans des caisses particulières et cadenassées pour éviter les accidents.

Seules, des sentinelles étaient porteuses d'armes dont les munitions étaient stockées *dans* des étuis en plastique cousus. Après les sommations réglementaires, elles *pouvaient* faire usage de leurs armes lors de violence ou de voies de fait ou lorsqu'elles ne pouvaient pas défendre autrement le terrain ou le poste dont la protection leur était confiée. Outre-mer, néanmoins, des commandants d'unités élémentaires (chefs de section ou de peloton) pouvaient être dotés de munitions dites de sécurité.

Il semble que le nouveau texte *ait été dicté par des soucis de* sécurité à la suite de vols d'armes. C'est ainsi qu'en octobre 1979, lors de manœuvres entre Besançon et Dole, auxquelles M. Valéry Giscard d'Estaing avait assisté, des inconnus avaient attaqué deux militaires, à bord de leur Jeep, *et dérobé* un fusil-mitrailleur et deux pistolets-mitrailleurs.

● *Le Comité de défense des prisonniers politiques irlandais* a appelé « *tous ceux qui ne peuvent accepter la répétition épouvantable* » des morts de Long Kesh à exprimer leur protestation devant l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris, ce vendredi 21 août à 18 heures.

● *Le Zaïre, le Soudan et l'Ouganda* ont décidé d'éloigner *les réfugiés de leurs frontières* respectives et de les désarmer simultanément, ont-ils annoncé dans un communiqué. Les réfugiés seront encouragés à retourner *dans leur pays d'origine,* et des commissions bilatérales seront établies à cet effet en collaboration avec le haut commissariat pour les réfugiés des Nations unies. — *(Reuter.)*

● *Grand Metropolitan rachète les hôtels Intercontinental.* La compagnie aérienne Pan Am confirme avoir vendu pour la somme de 500 millions de dollars sa filiale hôtelière Intercontinental au groupe britannique Grand Metropolitan. La vente devrait être conclue le 30 septembre. *(Le Monde* des 20 et 21 août.)

EN INDE

Mme Gandhi doute de la sincérité des propositions pakistanaises de réduction mutuelle des forces stationnées à la frontière

De notre correspondant

New-Delhi. — Le premier ministre indien, Mme Indira Gandhi, a confirmé, le mercredi 19 août, au cours d'un débat au Parlement que le gouvernement pakistanais lui avait proposé une réduction mutuelle des forces militaires disposées le long de la frontière occidentale de l'Inde. « *Nous sommes prêts à considérer toute proposition susceptible d'atténuer les tensions entre nos deux pays,* a-t-elle déclaré, *mais lorsque nous constatons que l'attitude du Pakistan, notamment la propagande intérieure anti-indienne, ne contribue nullement à favoriser un climat de paix entre nos deux pays, nous devons être d'une* extrême prudence et ne tomber dans *aucun piège.* »

Relevant la volonté du Pakistan de renforcer considérablement son potentiel militaire, Mme Gandhi a exclu que ce pays puisse envisager sérieusement *un conflit* avec l'Union soviétique ni utiliser les armes américaines sophistiquées qu'il s'apprête à acquérir contre l'Afghanistan. « *Par conséquent,* a-t-elle observé, *nous savons contre qui ces nouveaux armements pourraient être utilisés.* » D'autant, a-t-elle ajouté au cours du débat, que cette possibilité a été envisagée par des responsables américains.

Intervenant dans la discussion, plusieurs membres du Congrès — *la formation de Mme Gandhi* — ont exprimé l'opinion selon laquelle le Pakistan utilisait le prétexte d'une menace imminente sur sa frontière afghane pour renforcer graduellement ses forces le long de la frontière indienne, un fait confirmé par le ministre d'Etat chargé de la défense, M. Patil.

Après avoir reconnu que chaque pays avait le droit légitime d'acquérir les armes *nécessaires* à sa défense, le premier ministre a déclaré : « *Encore faut-il que ces acquisitions n'aillent pas bien au-delà de ces besoins légitimes, ce qui est le cas du Pakistan et traduit par conséquent une volonté délibérée d'accroître la tension dans la région.* »

Mme Gandhi s'est déclarée *favorable à l'acquisition par son pays* « *des armements les meilleurs* », même s'ils devaient être achetés à l'étranger, et ce, en raison du danger constitué par l'aide militaire américaine massive au Pakistan. Selon M. Patil, l'introduction d'un *tel volume d'armements sophistiqués,* dans un laps de temps limité, est de nature à faire pencher la balance en faveur du Pakistan et ne peut qu'affecter le processus de normalisation entre les deux pays. « *Pleinement conscient du danger croissant ainsi posé à la sécurité et à l'intégrité territoriale du pays, le gouvernement indien,* a-t-il déclaré, *prend actuellement toutes les dispositions nécessaires afin que l'armée soit prête à faire face, à tout moment, à toute éventualité. Le gouvernement est notamment conscient que le centre de recherches atomiques de Bombay, la centrale nucléaire de Kota et le gisement pétrolier de Bombay-High se trouveraient à portée d'action des avions d'interception F-16.* »

PATRICK FRANCÈS.



A B C D E F G

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11373 – NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 23 AOUT 1981





Tragiques pâturages du plateau d'Asiago

PAR MARIO RIGONI-STERN

Les écrivains ont avec les lieux des relations particulières. Le souvenir des regards d'enfance et des errances, le choc des espaces, laissent des traces intenses dans les corps et les œuvres. Nous avons demandé à douze écrivains étrangers d'évoquer une rencontre avec un paysage. Après le Turc Nedim Gursel, le poète haïtien René Depestre, la Suédoise Birgitta Trotzig, le Péruvien Alfredo Bryce Echenique, l'Italien Vincenzo Consolo, le Paraguayen Ruben Bareiro-Saguier, l'écrivain soviétique en exil Alexandre Dimov, le Bavarois Herbert Achternbusch, l'Algérien Mouloud Mammeri, voici l'Italien Mario Rigoni-Stern.

CE sont des lieux perdus de la Terre, ceux où le passage de l'homme n'a pas laissé de signes. Perdus et rares, et stériles aussi bien, car ils n'ont pas d'histoire, même s'ils peuvent, par la seule imagination, susciter la fascination de la vie cosmique.

Ma terre non. Pas ma terre saturée de signes et de voix que les millénaires ont un peu étouffés, mais pas effacés, car même si les monuments superbes, les œuvres d'art, les cathédrales, les usines en sont absents, il y a des traces sur les rochers et, cinquante siècles durant, des souvenirs transmis. C'est une terre singulière, très douce et sauvage, mystérieuse et dure, que, dans ses profondeurs, ni la Grande Guerre ni le tourisme de masse n'auront changée, même si quelque « boutique » a remplacé l'atelier du maréchal-ferrant.

Parmi les monts en pente douce, où les bois courent en bordure des prés, un ravin profond, qu'on distingue à peine d'en haut, s'enfonce depuis une vallée adjacente, vers de plus hautes montagnes, puis fait un coude vers le nord. Là, dans ce ravin que nos ancêtres appelaient « As », les hommes qui ont passé, au fil des siècles, ont griffé la roche de leurs signes : soleils, constellations, symboles phalliques, croix, monogrammes, emblèmes de régiments, noms de partisans.

Maintenant, plus personne ne passe par le chemin caché de l'As et seul quelque désespéré le recherche. Sur les routes goudronnées, les voitures roulent à vive allure, sans laisser de signes, et les charmes, les aulnes, les chênes rouvres, les hêtres, les ifs, les sorbiers, grimpent de ressaut en ressaut, pour cacher et protéger le mystère des graffiti que bien peu, aujourd'hui, savent lire et méditer. Les renards, les hiboux, les serpents ont repris possession du ravin que n'osent pas même habiter les chevreuils, et, la nuit, la chouette sacrée tient compagnie aux esprits qui quittent la plaine lointaine et gagnent la montagne des origines : vers l'amont, le long de l'As, où dans les soirées d'été parfumées, les rossignols distillent leur chant aux « Vierges bienheureuses » qui sortent de leur grotte pour les écouter.

Pour le sacrifice

Sur le mont, après les sombres bois de sapins, s'ouvre sur le ciel une clairière lumineuse couverte de genêts où affleurent les os de la terre, rochers gris que le temps a polis. En contre-bas déboule une vallée, avec ses petites maisons et ses villages ; au loin, la plaine, jusqu'à la mer.

Il y a mille ans, les gens de chez nous montaient jusqu'ici, portant une victime pour le sacrifice, le peuple se tenait silencieux parmi les genêts et les rochers, tandis que les prêtres, avec la victime, avançaient, par une étroite galerie, vers la Pierre Ancienne en équilibre sur l'abîme. D'habiles tailleurs de pierre lui avaient donné la forme, le volume, l'équilibre des masses voulus par les prêtres. Après le sacrifice, à la face du Peuple et de la Terre, et après que les Dieux avaient fait entendre et voir leurs signes, les habitants de nos montagnes s'en retournaient chasser dans les forêts, et leurs femmes se remettaient à tisser dans les huttes.

Aujourd'hui, les garçons et les filles en blue-jean, avec la dernière chanson dans l'enregistreur à cassettes, arrivent à vélomoteur tout près de la clairière lumineuse, mais quand, par l'étroite galerie, ils approchent de la Pierre Ancienne en équilibre sur l'abîme, ils se font muets ; intimidés, ils écoutent le vent.

Un temps, c'est par centaines de milliers que les moutons, chaque année, aux saisons réglées par la Lune et les migrations d'oiseaux, descendaient et remontaient les montagnes du plateau. Depuis des temps immémoriaux, nos bergers transhumaient avec leurs troupeaux, en hiver, le long des fleuves, jusqu'à la lagune adriatique et là, des bouches du Mincio à celles de l'Isonzo, ils les faisaient paître selon les coutumes d'un droit antique que ne réglait pas des lois écrites, mais l'usage et la parole donnée, qui avaient plus de force qu'aucune loi.

D'origine très ancienne étaient aussi les béliers et les brebis qui, par leurs caractéristiques génétiques, avaient (et gardent encore) la primogéniture qui revient aux races de Syrie. (Juvénal, Columelle et Tite Live savaient ces choses de nos bergers et connaissaient les *« brebis euganéennes à la chair exquise »*).

La Croix du Diable

Mais en 1763, une sentence du Conseil des Dix, inspirée par les nobles vénitiens qui, avec la décadence commerciale de leur cité, avaient investi leurs capitaux dans les terres, abolit le droit de pacage hivernal qui durait de la fête de la Madone d'octobre à la fête de la Madone de mars. Par cette sentence, les deux cent mille moutons et plus du plateau se retrouvèrent rapidement réduits à moins de la moitié. Maintenant, ils n'en reste que trois mille, et, pour qu'ils puissent traverser les routes où les T.I.R. roulent à vive allure, la police doit protéger et surveiller la lente marche des troupeaux survivants.

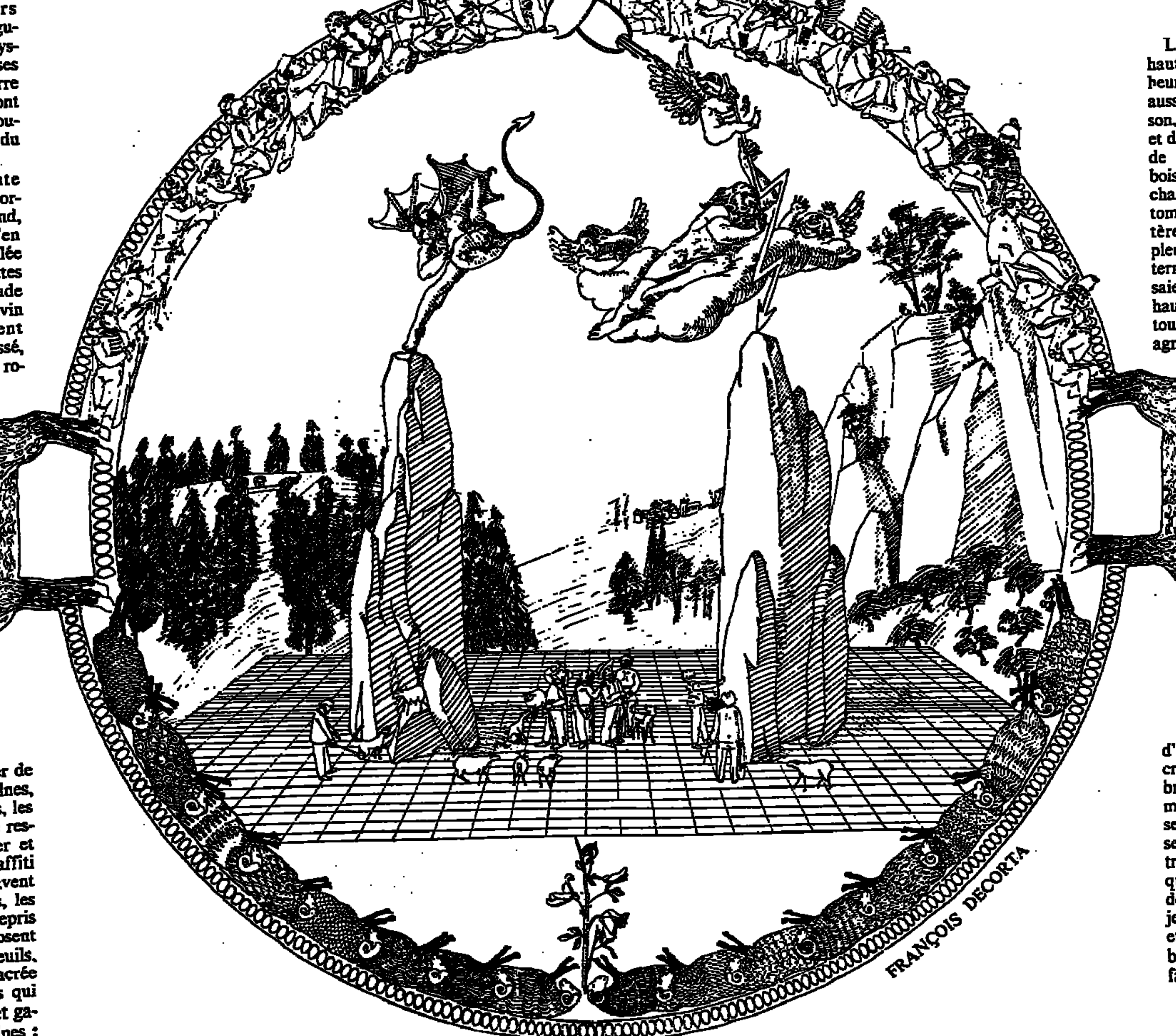
Mais après, sur la montagne amie, les bergers qui restent, retrouvent la Croix du Diable, où, un jour, la colère céleste foudroya un de leurs ancêtres, pour avoir blasphémé la divinité pendant que se déchaînait l'orage. Avec une curiosité mêlée de crainte, les plus jeunes vont observer l'empreinte de Satan que lui-même imprima jadis, de son pied de feu, sur une roche qui affleurait, juste à l'endroit où deux amis s'entretuèrent pour une borne de délimitation des pâturages. Et, avec stupeur, ils soupèseront du regard la Grande Pierre du Corbeau qu'un des leurs, le plus fort, souleva, un jour, à bout de bras, l'air menaçant, pour mettre fin à la querelle.

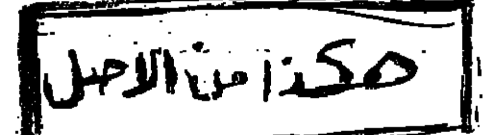
Déflagration

L'été dernier, j'étais monté là-haut pour une halte de quelques heures près de leur feu, je voulais aussi savoir comment allait la saison, connaître le prix de la laine et des agneaux, des adjudications de pâturages communaux. Le bois de pin brûlait, enfumant la chair salée d'un mouton qui était tombé d'un rocher. Ils me racontèrent qu'une nuit, comme il pleuvait, une grosse voiture tout-terrain (les traces laissées le disaient) était arrivée jusque là-haut et comme les ours jadis, les touristes avaient tué et volé trois agneaux.

Pendant quatre années presque, la guerre n'avait fait qu'aller et venir, et la mort avait fauché hommes et arbres. Les pierres avaient affleuré dans les prés et dans les champs, comme les os des soldats que les intempéries avaient délavés. De la terre porteuse d'humus, les gaz et les tirs des crapouillots avaient fait une terre brûlée. Parmi les décombres des maisons, il n'y avait rien à ramasser qui puisse encore servir. On se mit donc à chercher dans les tranchées et les abris souterrains, que les soldats avaient abandonnés le jour de la paix, des objets pour se remettre au travail, et dans les « coins morts » des baraquements où faire vivre les familles qui étaient de retour.

(Lire la suite page XIV.)





مكذا من الاحل

Parti pris

L'armée des femmes

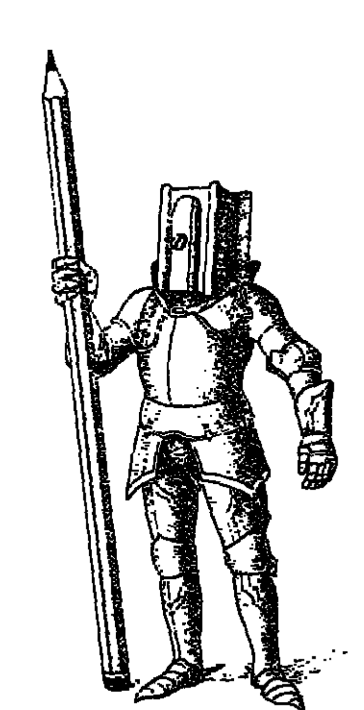
Il est étonnant qu'aucun mouvement féministe n'ait encore décerné une médaille à M. Charles Hernu. Notre viril ministre de la défense vient pourtant de marquer de son nom une étape dans la cause de l'égalité des femmes françaises. Il envisage, en effet (se reporter au « Monde » du 12 août), de modifier certaines modalités du service national, par exemple en étendant le « volontariat féminin » dans les armées et les écoles militaires.

Ainsi la France pourrait-elle rejoindre Israël et plusieurs pays socialistes, ce peloton de tête du women's lib, où le sexe dit faible n'est pas seulement bon à repriser les bandes molletières.

M. Hernu devrait aller plus loin et faire partager la conscription à égalité par l'ensemble de notre jeunesse, mâles et femelles. Ce faisant, il pourrait contribuer fortement à la réduction du chômage (cette préoccupation a conduit le ministre à maintenir le service national à douze mois, au lieu de le ramener à six comme le proposaient les socialistes avant le 10 mai). On dénombrait le 1er juin 383 805 femmes et (seulement...) 253 409 hommes parmi les demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans. Il y a actuellement 290 000 appelés, tous hommes. Allons, un (gros) effort. Avec une armée de 580 000 hommes et femmes, il resterait à peine 100 000 demandeuses d'emploi...

Mais alors l'inégalité devant le chômage serait inversée ? Gare aux retombées du côté des phallocrates !

YVES AGNÈS.



PIERRE-MARIE VALAT.

Hanoï 1946

J'ai lu avec émotion l'article du commandant J.-J. Fonde sur le 19 décembre 1946 à Hanoï (*le Monde Dimanche* du 2 août 1981). J'étais à Hanoï ce jour-là, témoin et acteur de ce drame. Le commandant Fonde, humaniste et libéral, était une exception parmi les officiers. Une ambiance hostile au régime vietminien existait dans le corps des officiers français, qui se préparait à la guerre. Les communistes vietnamiens considéraient que la guerre avait commencé à Haïphong où la répression avait été cruelle. Comme a dit Vo Nguyen Giap au commandant Fonde : « *Nous sommes prêts.* »

En effet, ils étaient prêts. Un comité de défense de Hanoï, dirigé par le délégué du Conseil national de la résistance, avait pour but de combattre dans la capitale et dirigeait le combat, la destruction, l'évacuation, le ravitaillement. Il organisait des sections de sabotage pour réaliser la politique de la terre brûlée. Tracer le plan de combat, contrôler les préparatifs, le dispositif, recueillir les renseignements sur l'ennemi, rechercher les traîtres, évacuer la population, assurer le ravitaillement.

Chaque zone de Hanoï avait un comité chargé du combat, du sabotage, du ravitaillement, de la propagande, de l'espionnage, des secours aux blessés. Mais cela neuf mois avant l'éclatement de la guerre, car ce comité de défense de Hanoï a été créé par l'arrêté du 6 mars 1946, jour de la signature des conventions préliminaires franco-vietnamiennes.

C'est Vo Nguyen Giap, président du Comité national de la résistance, qui l'avait créé. Après huit mois d'organisation administrative et d'entraînement progressif, les comités de défense entrèrent dans une phase de préparation militaire intensive. Le 4 novembre 1946, ils suivirent une semaine d'exercice d'alerte « pour parer à toute éventualité ». Le 30 novembre 1946, le comité de défense prescrivit l'évacuation de Hanoï. Cinq jours avant le coup de force, tous les comités de défense furent sur le pied de guerre « prêts à tout moment à toute éventualité », chaque soir à 19 heures ! Le 19 décembre 1946, à 20 heures, l'attentat exécuté contre l'usine électrique plongea la capitale dans l'obscurité. Ce fut le signal. Les miliciens prirent leurs positions de combat : les guérilleros et les chargés de destruction accomplirent leurs missions désignées à l'avance. Dès l'instant du conflit, les comités de défense devinrent des comités de résistance comme l'avait prévu l'arrêté du 6 mars 1946. Comme disait Vo Nguyen Giap : « *Nous sommes prêts.* » ; il aurait dû ajouter... depuis neuf mois. Mais M. Sainteny et son état-major avaient été prévenus du coup de force et, dans un salon, en buvant le whisky, attendaient 20 heures, le 19 décembre 1946.

En effet, un policier français, Eurasien, l'inspecteur Petit, qui était entré dans un comité de défense de Hanoï, avait annoncé le coup de force pour le soir. Petit devait être décoré par la suite de la Légion d'honneur par l'amiral d'Argenlieu, au cours d'une petite cérémonie militaire discrète, derrière le palais de justice.

Certes, à Hanoï, le coup de force a été déclenché le 19 décembre 1946 par les communistes, mais les communistes considéraient que l'irréparable avait été fait à Haïphong le mois précédent.

GEORGES ALLAIN
(Paris).

L'eau du lac

A la suite de l'article de Georges Dupont « le Léman au bord de l'asphyxie », paru dans *le Monde Dimanche* du 21 juin dernier, la direction de la prévention de la pollution au ministère de l'environnement nous signale que, depuis le début de juillet, une opération pilote a été engagée par ses services, l'Association des industries des savons et détergents et les syndicats d'assainissement du Chablais.

Elle consiste à inciter les populations du bassin versant du lac Léman à diminuer l'emploi de lessives pour limiter les apports de phosphate polluant dans les eaux du lac.

Vingt-sept mille lettres ont été adressées par l'Association aux riverains, leur signalant que, du côté français, l'Etat, le département et les communes de Thonon, Evian et du Bas-Chablais ont déjà dépensé 40 millions de francs en ce domaine. « *Mais*, ajoute la direction, *un tiers environ des phosphates dans les eaux qui arrivent au lac Léman proviennent des détergents que vous utilisez. Vous pouvez donc, vous aussi, aider au sauvetage du lac en évitant d'utiliser des quantités excessives de produits détergents.* »

La lettre est accompagnée de deux languettes de contrôle de la dureté de l'eau (teneur en calcaire) et d'un mode d'emploi.

5 300 F

Comme nous avons été contents de voir arriver Paul et Sandra. Nous les avions rencontrés à Bali ; ils voyageaient comme des jeunes d'aujourd'hui. Venus de leur lointaine Nouvelle-Zélande, ils ont débarqué un beau matin de juillet à Paris. Nous les avons emmenés du Louvre à l'Orangerie, de l'Arc de triomphe à Montmartre. Il fallait faire vite, car, après une longue absence, ils avaient hâte de rentrer dans leur pays, pleins de projets stables, une maison, du travail, des enfants. Le projet avait pris forme, puisque Sandra, depuis trois mois, attendait un enfant. Il est temps de rentrer à Auckland, car l'argent va bientôt manquer. Las ! Vendredi soir, des douleurs agitent Sandra, de plus en plus fortes. Vite, je l'emmène à l'hôpital le plus proche, Pontoise en l'occurrence ; à minuit, tout est consommé, et l'avortement sans parade. Nous passons un week-end plein d'amertume près de nos pauvres amis blessés. Mais lundi, tout est bien, mardi Sandra peut sortir. Il faut passer au bureau. Très gentille, la préposée !

« Numéro de Sécurité sociale ?

— Pas de sécurité sociale ; la médecine est gratuite en Nouvelle-Zélande.

— Vous êtes payants ?

— Oui, dis-je, sans doute.

— 5 300 F.

— Combien ?

— 5 300 F, c'est cher, effectivement. Mais nous n'y pouvons rien. »

Ainsi, une pauvre petite Néo-Zélandaise passe quatre jours dans un hôpital français, ayant fait une fausse couche sans aucune complication, elle n'a besoin ni de soins ni d'examens ; elle perd son enfant : 5 300 F.

Non, ce n'est pas juste ! J'ai encore dans l'oreille la voix de cet ex-ministre de la Sécurité sociale, disant : « Les Français ont des mentalités d'assistés ; ils ne veulent plus prendre de risques. » A ce prix-là, ce n'est plus du risque, c'est du luxe.

J.-F. DELVAUX
Cresnes (60).

Vu du bar

Voyant que vous aimez bien publier dans *le Monde Dimanche* quelques clichés de la France profonde, je viens en ajouter quelques-uns, tout droit sortis d'une auberge perdue en province, et je vous dis : La France profonde ? dur, dur ! Les conversations autour des tournées de pastis me font penser que Mitterrand a bien du pain sur la planche !

— Le racisme ? « C'est comme les Arabes, ça devrait pas exister ! »

— Les augmentations des tarifs E.D.F., P.T.T., etc. ? « C'est pour les allocations des « melons » (une véritable obsession).

— La réforme de la justice ? « *Je vous le dis, moi, ce ministre,* c'est un fumier, il est en cheville avec les truands, y'a que ça pour qu'il les défende comme ça... »

— Les droits de la femme ? La drague dure.

— Les communistes au gouvernement ? « *Vous verrez* ce que je vous dis : la guerre civile à l'automne ! »

— Le changement ? « On fait le pari ? Mitterrand, il fait pas ses sept ans ! ».

Ici, voyez, le cœur de la France n'est pas à gauche, mais pas à droite non plus, solidement campé sur ses principes à ses traditions.

On vit sur des idées toutes faites, entretenues d'ailleurs par les quotidiens régionaux : le chômage, c'est la faute aux Arabes ; le changement, c'est le désordre, etc. On hurle au scandale quand la justice ose interpeller un garagiste qui tue son voleur. Et de toute façon il reste toujours le trop plein de tous les maux : l'Arabe !

Est-ce assentiment réel, ou refus de sortir de l'apparente cohésion, ne pas se distinguer du groupe ? Ici tout le monde en rajoute toujours, personne ne contredit. Si on s'enflamme, c'est pour surenchérir : une véritable loi. Ah ! la France profonde.

CLAIRE C. B.
(Avignon).

La leçon

Paul, ou était-ce Michel ? Peu importe, il confondait lui-même. Qu'il fasse attention à l'avenir ! Peut-être qu'une autre, plus méfiante que moi, s'en apercevra à temps. Quoique... c'est un débrouillard ! Il saura s'en sortir...

Enfin, au téléphone, quand il m'avait appelée pour répondre à ma petite annonce, c'était bien Paul. J'avais marqué dans mon calendrier : « Paul, métro Pasteur, midi ». Pendant le déjeuner, il s'était empressé de noter pour moi ses coordonnées, et là, c'était Michel. Je ne me suis pas aperçue de son erreur.

En fait, je ne me suis aperçue de rien. Pour moi, c'était un garçon bavard, plutôt sympathique. Il m'a invitée au restaurant : nous allions parler des cours d'anglais que je devais lui donner ainsi qu'à ses quatre collègues, avant qu'ils partent en mission pour les États-Unis. Les cours, le restaurant, les livres de grammaire, tout devait être, bien entendu, aux frais de leur société. J'avais la tête dans les nuages. Quelle chance inouïe ! Cinq personnes, à raison de trois leçons par semaine, cela faisait plus de 4 000 F par mois ! Plus de soucis du côté matériel !

Quand les circonstances me contraignirent à retomber sur terre, ce fut un sacré coup ! Après un copieux repas, et avant le café, mon charmant interlocuteur est sorti, sous prétexte d'aller chercher un médicament à la pharmacie, avant qu'elle ne ferme. Comme son absence se prolongeait, je n'ai pas tardé à comprendre le mauvais tour qu'il venait de me jouer.. En effet, je ne l'ai plus revu ! Je suis rentrée immédiatement prendre l'argent pour payer le restaurant. J'ai voulu en finir au plus vite possible, mais cette histoire, qui date de plusieurs jours déjà, m'est restée en tête : il est triste d'apprendre qu'il existe une mentalité si minable qu'elle n'incite même pas à la colère...

IMOGÈNE LAMB
(Paris).

Anti-solitude

Il me semble qu'après l'Année de la femme, de l'enfant et des handicapés, il serait opportun de prévoir une « Année anti-solitude ».

La mobilisation de l'attention publique en ce domaine contribuerait à faire comprendre que, pour échapper au sentiment de la solitude, la présence physique des autres ne suffit pas. Même ceux qui peuvent participer à certaines conversations restent souvent affamés de véritables échanges, de paroles personnelles. Parler de sport, de vacances et de l'inflation, si intéressants que soient ces sujets, ne satisfait pas tous les cœurs...

Evidemment, on ne peut parler de tout avec tout le monde, mais dans les familles et entre amis on devrait pouvoir se retouver soi-même et non pas flotter dans des généralités superficielles... Des familles qui passent une soirée ensemble devant la télévision pourraient au moins en discuter entre eux... Au fond, il faudrait réapprendre à se parler, à dire des choses qui importent vraiment...

Lily SZENASI
(Bruxelles).

L'aoûtienne

Son premier geste fut de brancher, dans chaque pièce, un appareil insecticide sans pitié — ne pas laisser à portée des enfants — puis elle a vaporisé un désodorisant au pin des Landes et au lilas. Elle a aspiré, balayé, lavé, brossé le sol carrelé à l'aide d'un liquide doublement concentré. Elle a aspergé les parois du vieux four d'une mousse blanchâtre fleurant bon la citronnelle — ne pas laisser à portée des enfants. Armée d'une pimpante bombe parsemée d'étoiles, elle a fait reluire les meubles empoussiérés par un an de solitude. Toutes les surfaces blanches furent recouvertes d'une jolie poudre verte et frottées sans égards jusqu'au brillant absolu.

Elle rangea dans le buffet de chêne ses potages-minutes, ses plats cuisinés, son lait UHT, son pain de mie longue conservation et toute sa droguerie. Et quand tout fut récuré, brillant, anesthésié, elle savoura ce retour à l'authenticité et au bout de dix minutes, comme chaque année au mois d'août, commença à s'ennuyer.

Chantal SENAQUE
(Aspet).

VOUS et MOI

Hyperboles

Point besoin d'être un écrivain-né pour faire un bon livre. Il suffit d'avoir quelque chose d'intéressant à dire et de s'en tenir à un minimum de clarté. *A fortiori*, on n'exige pas d'un journaliste de la presse écrite ou parlée qu'il s'exprime comme Gide ou Bachelard.

Au reste, chaque profession engendre plus ou moins un style, des tournures, un vocabulaire spécifique. Un lecteur n'est pas, quoiqu'on pense, le premier venu. Il a ses goûts, ses tics, ses habitudes. Le journaliste, lui non plus, n'est pas n'importe qui : omniprésent, il a envie d'être écouté, compris, apprécié. Entre lui et ceux qui l'écoutent ou le lisent s'établit une sorte de connivence pour le meilleur et pour le moins bon. Le voici en état de représentation. Il ne travaille pas pour lui-même, il accomplit une fonction dont il n'est que l'agent public, patenté. Sa liberté s'en trouve canalisée. Il s'interdit, par exemple, les mots trop techniques parce qu'incompréhensibles, ou, s'il le fait, doit s'en expliquer.

Le journaliste s'efforce de n'être ni trop terne ni trop bavard. Il choisit rarement son sujet puisqu'il est fait pour traiter d'un sujet d'actualité. Il lui reste cependant une marge appréciable pour exercer sa personnalité. Il peut en perdre le goût parce qu'il est bousculé ou parce que sa matière est banale, répétitive. Qui dira le nombre de fois où le journaliste doit redire les mêmes choses, dans les mêmes termes, ou presque. Son métier tient en cela de l'instituteur... Il n'a le droit d'avancer, s'il veut être efficace, qu'en assurant indéfiniment les mêmes arrières à l'usage du lecteur oublieux ou ignorant parce qu'ayant pris le train en marche ?

La tentation du journaliste est l'exagération. Il se figure qu'il retiendra d'autant mieux l'attention qu'il en rajoutera. Comme il est consciencieux, il respecte les faits mais se rattrape sur le vocabulaire ou les images. En théorie cet arsenal est fort vaste, mais en pratique, ce serait plutôt... l'ornière.

Poncifs

Deux à trois secteurs privilégiés s'offrent à lui. Privilégiés parce qu'ils favorisent l'hyperbole, l'emphase, les comparaisons généreuses.

Les images militaires par exemple : le premier prix de fréquence revient à « *la nouvelle a éclaté comme une bombe* » (bienheureux quand on n'ajoute pas incongrûment « a éclaté « *littéralement* » comme une bombe » — ou encore : ... « *s'est répandue comme une traînée de poudre* ». Ou : « *Le bureau de vote a été littéralement pris d'assaut* ». L'adverbe, toujours le même, tend à renforcer l'image — déjà contestable. En fait elle contribue à la rendre insignifiante. Trop, c'est trop ! « *Londres en état de siège pour le mariage princier.* » « *Hinault gagne sa guerre d'usure.* »

Les journalistes seraient-ils des violents ? Il leur arrive de jouer au punching-ball avec des lecteurs consentants.

Le secteur religieux est lui aussi commode pour estomaquer. Les sportifs — mais pas seulement eux — en raffolent. On parle du « *calvaire* » de tel champion. De tel autre, on dit qu'il est « *crucifié* ». Pour peu qu'un homme politique soit écarté de sa fonction, il est « *excommunié* ». La « *chasse aux sorcières* » est brandie. A en croire la presse, il y a des « *mystères* » partout avec, comme il se doit, son corrélatif de « *révélations* ». Les miracles — *si rares à Lourdes* — pullulent incroyablement dans les gazettes, sans parler des « *coups de théâtre* » !

On pourrait encore évoquer l'éventail des images médicales. Qu'il suffise de signaler la panoplie de superlatifs de toutes sortes (depuis le banal « *très* » mis à toutes les sauces, jusqu'aux préfixes tels que « *hyper* », « *super* », « *ultra* », censés corser la copie et qui, en fait, l'affadissent plutôt) et d'étonnants poncifs du genre de « *cuisante défaite* », « *victoire éclatante* », « *dossier brûlant* », « *appel bouleversant* », etc.

Le directeur d'un austère quotidien d'avant-guerre recommandait, paraît-il, à ses rédacteurs : « *Messieurs, faites emmerdant !* » Cas limite, dira-t-on et plus ou moins authentique, mais qui pourrait faire un joyeux diptyque avec la fameuse interjection de Talleyrand : « *Tout ce qui est exagéré est insignifiant.* »

HENRI FESQUET.

Actuelles

Voyage (culturel)

« Toute la journée, le guide nous avait promenés à travers des kilomètres de sculpture et de peinture, dans les vastes galeries du Vatican ; à travers des kilomètres de sculpture et de peinture, dans vingt autres endroits différents. Il nous avait montré la grande fresque de la chapelle Sixtine, et des fresques, et des fresques, de quoi décorer tout le firmament. Et toujours de Michel-Ange. Si bien qu'à la fin, exaspérés, nous nous sommes décidés à jouer la stupidité, ce qui nous a permis jusqu'ici de triompher par nos questions idiotes de tant de guides obstinés [...].

» J'ai toujours eu l'ambition de consacrer une étude vengeresse à ce fléau public, les guides européens. Bien des hommes ont souhaité dans leur cœur pouvoir se passer de guides. C'est un souhait irréalisable. Du moins, qu'il soit permis d'en tirer quelque amusement, comme une compensation pour les tortures qu'ils infligent aux voyageurs. Espérons que notre exemple sera profitable, et que d'autres nous imiteront. »

Dès 1867, Samuel Langhorne Clemens, jeune journaliste américain, partait en « voyage organisé » pour la Terre Sainte et visitait Rome au passage. Il s'en est souvenu en écrivant plus tard *Notre guide en Italie*. L'un des contes les plus désopilants de Mark Twain. (Trad. de Gabriel de Lautrec.).

JEAN GUICHARD-MEILI





BRUCE DAVIDSON/MAGNUM.

Conversations

La vie, têtue comme un chiendent

Dans un foyer de l'éducation surveillée, des adolescentes essaient de comprendre ce qui leur est arrivé.

MARIE-CLAUDE BETBEDER

Le visible

Une maison qui s'agrippe à la colline, comme si chaque étage était une marche. Une maison blanche à l'air paisible, avec une courette et des arbres pleins d'oiseaux. Alentour, des villas enfouies dans la verdure et les roses. C'est ici un « foyer » de l'éducation surveillée. Comme un défi dans ce quartier cossu. Avec quinze jeunes « en difficulté » pris en charge vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

L'invisible

La douleur : ma mère a tué mon père sous mes yeux. Mon père m'a violée, battue, rejetée. Ma mère m'a eu à treize ans, elle ne voulait pas de moi, on l'a obligée à me garder. Mon père a cherché à me faire mourir... Drogue, suicide, violence, chômage, alcool, prison, hôpital psychiatrique... Toute la douleur du monde en ce jardin.

Et pourtant la vie, têtue comme un chiendent.

Première rencontre

On déjeune ensemble, jeunes et adultes. L'ambiance est détendue. Il y a une tarte pour le dessert et on en garde des parts pour les absents. Comme en famille.

Psycho (la psychologue du foyer). – Vous êtes bien tombée ; il est rare de les voir tous si bien.

Dolorès (seize ans). – C'est bien que vous veniez ici ; ça n'arrive pas souvent que quelqu'un s'intéresse à nous. Pour les gens de l'extérieur, le foyer est un repaire de voyous ou même de tueurs ! (1).

L'équipe responsable a fait, voilà deux ans, le pari exténuant de ne rejeter aucun jeune, ni à l'admission ni par la suite. Et la maison a vite rassemblé les « cas » les plus difficiles, ceux pour qui toute autre forme de prise en charge avait échoué ou risquait de le faire. Elle a souvent été un bateau ivre mais, peu à peu, entre les tempêtes, elle a vu poindre des moments heureux, comme celui-ci.

Deuxième rencontre

Un soir de mai, sous les arbres du jardin. On discute d'éducation.

Isabelle. – D'abord, qu'est-ce que ça veut dire, des « mauvaises fréquentations » ? Ça n'existe pas.

Têtue, elle va le répéter trois fois. Paul, son ami, qui est en prison et qui l'a entraînée dans bien des mésaventures qui auraient pu tourner tragiquement, Paul est une « relation » qui donne bien du souci à Psycho et aux autres adultes du foyer.

Un des éducateurs. – Tu diras ça pour tes enfants, Isa ?

Isabelle. – Ce n'est pas parce que quelqu'un a fait une bêtise qu'il faut lui mettre une étiquette. Si ça se trouve, les autres – ou moi peut-être – ont fait pire. Il faudrait savoir pourquoi il a fait ça, faudrait bien le connaître... Faudrait...

Dolorès. – Tu ne vas pas me dire qu'il n'y a pas de personnes mauvaises sur terre !

Isabelle. – Ah si ! Non... si... Je ne peux pas expliquer... je suis bloquée.

Nadine. – Je te comprends, Isa. Il faut voir comment les gens se fabriquent leurs opinions. Regardez ce qu'on pense de nous à l'extérieur. Tu te rappelles, Dolorès, les deux électriciens venus faire des travaux ici l'an dernier ; ils disaient : « *Vous couchez tous ensemble, là-dedans, bien sûr !* » Tel quel ! Vous auriez vu comment je les ai remis à leur place !

Parents-enfants

Djamila. – La mère ne devrait pas dire : « C'est moi qui décide, je fais comme j'ai envie, ma fille n'a rien à dire. » Il faudrait que la fille se sente bien chez elle, que la mère aille vers la fille.

Mères, filles... on va s'y attarder longuement. Des pères, par contre, on ne réussira pas à parler. Sur eux, le silence. Silence aussi chez les garçons, à part quelques phrases trop brèves ou sibyllines. Alain dit qu'il laissera sortir librement sa fille à quinze ans, ce que les autres critiquent énergiquement ; mais il refuse de s'expliquer. Mario compte être sévère avec ses enfants, mais il n'a pas les mots pour en dire plus. Jo se montre excédé de devoir perdre son temps à ces vains bavardages alors que son nouveau travail sur les marchés l'oblige à se lever dès 5 heures du matin. Sur un dialogue entre père et fils ou père et fille, ils restent muets. Alain finit par laisser tomber quelques mots sourds : il ne peut pas s'imaginer père, c'est trop lointain, trop compliqué.

Enfants handicapés

Comment en est-on venu à parler de ce sujet ? Ils vont en discuter avec obstination, comme s'ils exprimaient quelque chose d'important d'eux-mêmes à travers le thème de l'enfant que le destin a chargé d'un si lourd fardeau.

Troisième rencontre

Tout est sens dessus-dessous. Cette nuit, Isabelle, qui avait déjà cassé la figure du veilleur de nuit, la semaine dernière, dans un moment de déprime, a fait une tentative de suicide parce que Paul, sorti de prison, la laisse tomber. Le frère de Djamila a été arrêté pour cambriolage, et leur mère la harcèle de coups de téléphone où elle l'accuse d'en être responsable. Psycho et le directeur sont convoqués au tribunal à la suite d'une « bêtise » d'un jeune du foyer. Le centre vit un de ses innombrables jours noirs ; le groupe est à la fois dispersé et recroquevillé sous l'orage.

Djamila. – Je ne dirai pas à mes enfants tout ce par quoi je suis passée. Peut-être que je leur parlerai en faisant comme si c'était arrivé à quelqu'un d'autre. J'aurais peur qu'ils me fassent des reproches.

Nadine. – Si ton môme te fait des reproches, c'est son droit. Je ne suis pas pour cacher ce qu'on a vécu.

Djamila. – Peut-être que tu as raison. Mais je ne pourrais pas tout dire. Ça me serait trop dur d'entendre leurs critiques. Je les prendrais très mal, je crois. C'est là que je serais le plus méchante. J'ai peur...

Silence.

Ma mère, ma mère...

Nadine. – Je crois que tu as raison, Dja. Si je parle comme je le fais, c'est que ma mère n'a jamais rien voulu me dire d'elle.

Djamila. – Moi, ma mère m'a toujours mêlée à sa vie personnelle. J'avais huit ans que déjà elle me racontait ses malheurs avec mon père et toutes les aventures de leur vie privée. Ça m'a déboussolée, et elle m'a gâché mon enfance.

Nadine. – Voilà pourquoi tu penses : « Je ne dirai rien à mes enfants », tandis que moi qui ne connais rien du passé de ma mère, je me dis : « Je leur raconterai tout. » C'est bizarre, la vie...

Djamila. – Je crois que ma mère était jalouse de moi. Elle me mettait en garde contre mon père : « Va pas dans sa chambre, il va te tripoter. » Je devenais folle. A partir de cinq-six ans, je n'avais plus le droit de m'amuser. J'aurais tellement voulu avoir une poupée... J'en pleurais la nuit.

Nadine. – Ta mère est kabyle ; peut-être qu'elle t'a élevée comme ça pour suivre ses traditions et sa religion.

Djamila. – Si elle voulait que je prenne la mentalité kabyle, elle n'avait qu'à m'envoyer en Algérie. En France, j'ai pris la mentalité française, c'est forcé. Elle n'arrêtait pas de me dire : « Tu marcheras droit comme un fil », mais comment veux-tu faire en France ? Tu es bien obligé de parler à des garçons puisque tu en as dans ta classe ; tu ne vas tout de même pas te sauver quand il y en a un qui s'approche de toi !

Nadine. – Je ne voudrais pas te faire de peine... peut-être que j'ai tort de te parler de ta mère... Mais je crois qu'elle a eu une enfance trop heureuse et que ça l'a pourrie totalement.

Djamila. – J'y ai réfléchi, Nad, je n'arrête pas d'y réfléchir. Toutes les nuits. Peut-être que ça vient de ce qu'elle a vécu pendant la guerre d'Algérie... quelque chose qui lui aurait pris la tête. Je ne comprends pas. Pour elle, tout était de ma faute, tout, tout. J'allais à l'école avec des bleus et des griffures partout.

Silence.

Nadine. – Est-ce qu'on peut se douter, quand on nous voit, qu'on a vécu des choses comme ça ?

Nadine s'enfonce dans le silence. Encore quelques minutes et, sans un au revoir, elle disparait.

Djamila. – Ma mère, je la détestais... je l'aime tout de même... je ne sais pas. Ici, ils veulent que je passe mes vacances chez elle. Il disent qu'il faut que je garde des liens avec ma famille. Je ne veux pas. Ils sont fous de m'envoyer là-bas. Souffrir, je ne veux pas. Ici, déjà, je trouve que j'en supporte beaucoup. J'en fais supporter aux autres, mais j'en supporte aussi. Avec ma mère, ça me prend au cœur, c'est pas supportable.

Le foyer

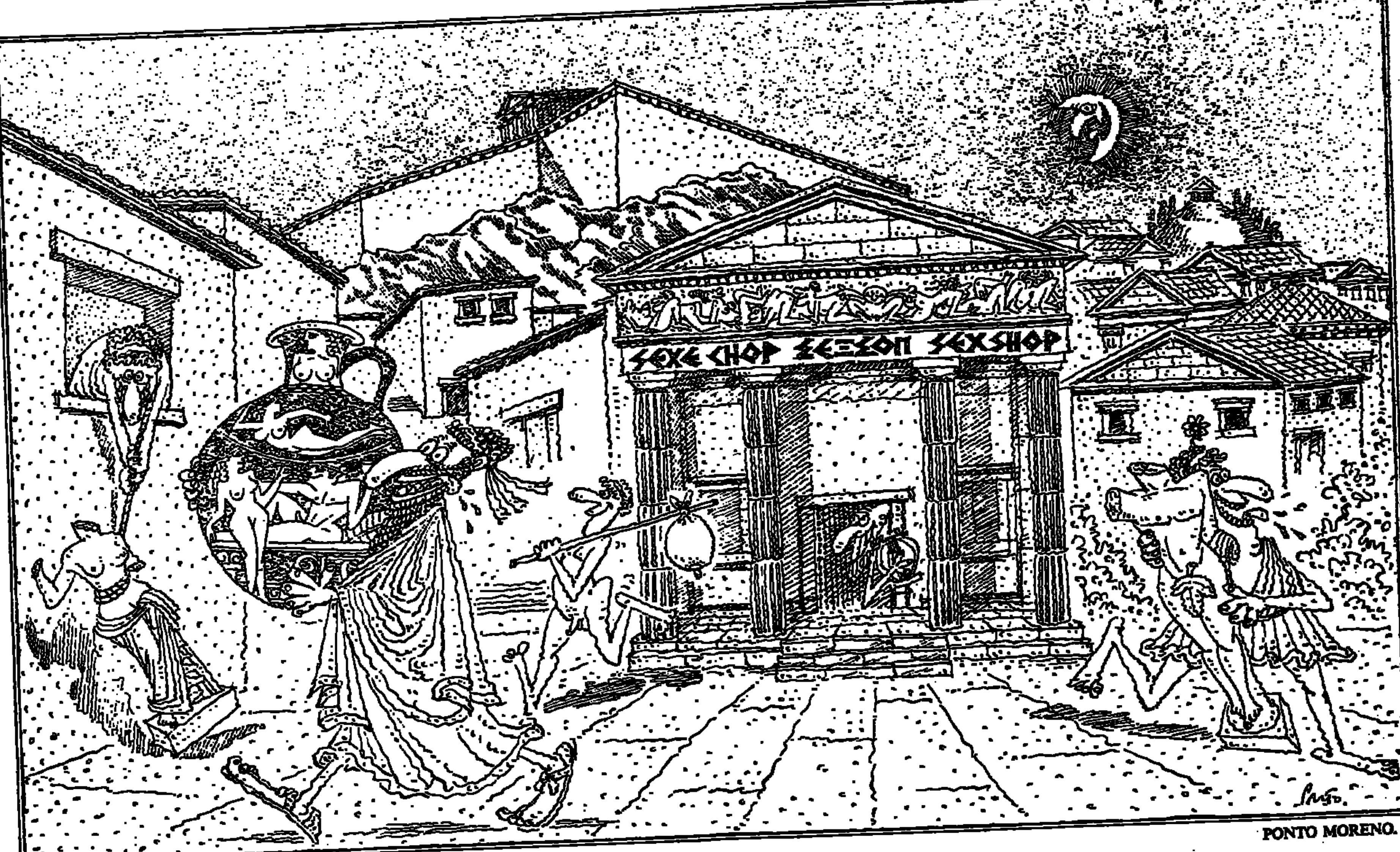
Djamila. – Ici, j'ai eu ma chambre, c'était formidable. J'ai pu dire ce que je pensais. Mais il ne faut pas croire que c'est toujours rose, même quand tu as la chance de tomber sur un foyer comme celui-ci. Faut voir les jeunes qu'il y a ici. Même moi, je suis hypocrite, je suis menteuse. Je deviens même méchante. Enfin, ce n'est pas tout à fait ça... je ne veux pas me lancer des fleurs mais je suis à la fois gentille et méchante, franche et hypocrite. J'ai fait beaucoup de choses que je n'aurais pas dû faire. J'essaie de comprendre pourquoi mais je n'y arrive pas bien. Ici, on a mal pour les autres parce qu'ils ont des problèmes ; il y a des moments où c'est si lourd que ça vous enfonce. Des fois, je suis contente quand les gens ont mal, je ne sais pas pourquoi ; je n'arrive pas à me contrôler. Au foyer, ils savent beaucoup de choses sur moi. Mais pas tout. J'en ai déjà discuté avec Psycho. Elle pense que j'arriverai peut-être à en parler un jour et que ça me ferait du bien. Mais non. J'ai honte. Ça restera en moi. D'ailleurs, je ne dis à Psycho que les choses qui m'arrangent. Le reste, je le garde. Même si j'ai confiance.

Une heure plus tard

Un petit groupe se reconstitue. Mais la discussion n'arrive pas à reprendre. Le moral n'y est pas. « Tu reviendras un autre jour, pour ton article... » ■

(1) Tous les jeunes mentionnés dans cet article ont approximativement seize ans.

هكذا من الاجل



PONTO MORENO.

EROS

Les machines du plaisir

Banalisés par la société de consommation, les objets érotiques font désormais partie de la panoplie du couple moderne. Signe d'une libération de notre imaginaire ou d'une « réification » des rapports humains ?

JOËLLE STOLZ

C'EST un homme très occupé. Il est 8 heures du matin, ses employés ne sont pas encore arrivés, mais il s'affaire déjà dans son entrepôt, au fond d'une cour triste du neuvième arrondissement de Paris. Sur la porte, une plaque annonce simplement, sous le nom de société (1), *Presse-Cinéma-Bureau d'études.* Au milieu des boîtes qui s'empilent jusqu'au plafond, M. Z... trie les bons de commandes, tout en me jetant des regards soupçonneux. Suis-je *assez mûre*, se demande-t-il à haute voix, *pour mener cette enquête ?* Il flaire en moi la moraliste coincée, la féministe vindicative. « *Notre travail en vaut un autre*, assure-t-il avec véhémence. *Cette société fait vivre dix familles, et quand le percepteur me réclame de l'argent il ne regarde pas d'où il vient !* »

Il s'interrompt pour recouvrir de cellophane l'objet étrange qui est posé devant lui sur la table : un « *fessier vagina* », l'une des nombreuses prothèses « *électro-masturbantes* » proposées dans le catalogue de sa société. C'est, nous y explique-t-on, « *une croupe féminine révolutionnaire obtenue à partir d'un moulage sur un véritable corps humain* ». Dans ce matin blême, on dirait le vestige macabre d'un crime passionnel ou d'un rite anthropophage. Pour M. Z..., c'est un produit ordinaire, livré avec boîtier de commande à vitesse variable pour la modique somme de 400 francs. « *Ça se vend bien* », affirme-t-il sans vouloir donner des chiffres « *à cause des problèmes de concurrence* ». Dans son bureau, encombré de cassettes et de magazines pornos, de lingerie sexy et de poupées grandeur nature qui semblent sortir d'un musée Grévin de l'érotisme, il se plaint des aléas de la conjoncture économique. « *Il y a dix ans, quand le porno était interdit, alors là c'était l'âge d'or. Maintenant que l'effet de surprise et de curiosité du début ne joue plus, notre commerce subit comme les autres la crise.* »

« Feelin'good »

Le réseau commercial ? « *Trois cent cinquante à quatre cents magasins en France, plus les boites de vente par correspondance telles que la nôtre. Sur le nombre, il y en a une cinquantaine de « sérieuses », avec un fichier de 150 000 à 200 000 clients, qui emploient en moyenne cinq ou six personnes. Ce n'est pas grand-chose par rapport aux millions de clients de La Redoute*, tient à souligner M. Z..., qui, en dix ans de métier, s'est forgé une philosophie : « *Tout individu aura dans sa vie une période de curiosité sexuelle. C'est là que nous intervenons. Tout le monde peut avoir affaire à nous, c'est seulement une question de goût : des gens frustes chercheront des choses simples : d'autres, plus raffinés, auront des exigences plus compliquées. Et, maintenant, les femmes s'intéressent à la sexualité autant que les hommes...* »

Changement de décor : le sous-sol de chez Macy's, un grand magasin chic de Manhattan. Dans un rayon sont regroupés sèche-cheveux, fers à friser, appareils de type *slendertone* ; brosses à dents électriques, tous les gadgets conçus par une industrie qui veut notre bonheur et qu'on appelle ici *personal care.* Ces industriels ont découvert un nouveau filon : nous ne voulons pas seulement avoir des cheveux bouclés, des muscles raffermis pendant que nous lisons le dernier Goncourt et des dents impeccablement blanches ; nous voulons aussi — puisque maintenant c'est permis — jouir. Dans le rayon *personal care* de Macy's et d'autres grands magasins américains, on trouve des vibromasseurs. Ou plutôt des « appareils de massage », pudiquement appelés *massagers* pour les distinguer des *vibrators* vendus dans les sex-shops. Officiellement, ils sont censés soulager nos muscles fatigués par le travail ou un *jogging* trop intense, et bien des consommateurs s'en servent simplement dans ce but. Mais la plupart des modèles permettent d'adapter plusieurs accessoires, dont l'un est destiné aux « zones tendres », comme le suggère délicatement la notice de Feelin'good, appareil fabriqué par Norelco, branche américaine de la respectable société Philips. Après avoir étudié de près les photos figurant sur les emballages de ces appareils, la journaliste américaine Mimi Swartz notait que « *les Américains utilisent des vibromasseurs seulement pour leur cuir chevelu, leurs épaules et leur cou, et en position debout, tandis que les Américaines, apparemment, effectuent la plupart de leurs massages au lit en déshabillé de dentelle* » (2).

L'intérêt manifesté par la *personal-care industry* — un marché de 940 millions de dollars — à l'égard de la sexualité humaine est relativement récent : deux ou trois ans à peine. Le pionnier en la matière est un industriel du New-Jersey nommé Tex Williams. Ce long jeune homme affable et souriant semble plus fait pour commenter les subtilités de Shelley devant un amphithéâtre de jeunes filles que pour se lancer dans la grande croisade de la libération sexuelle. C'est pourtant lui qui créa en 1972 la Sensory Research Corporation et commercialisa le premier *massager* à fonction ouvertement érotique, Prélude 2. Non sans difficultés d'ailleurs : « *Au début des années 70*, explique-t-il dans son modeste bureau au centre de Manhattan, *très peu de femmes voulaient des vibromasseurs. Une grande partie de nos annonces publicitaires s'adressaient aux hommes :* « Offrez-lui Prélude, elle ne vous en aimera que plus. » *Et c'était toute une histoire pour faire publier ces messages, même dans* Playboy, *qui avait peur de choquer ses gros annonceurs.* »

Après des années d'un combat héroïque, Tex Williams commençait à en récolter les bénéfices lorsque les grandes compagnies, en 1978, lui fauchèrent l'herbe sous le pied.

« *L'année dernière*, précise-t-il, *on a vendu aux Etats-Unis plus d'un million de vibromasseurs, dont la moitié étaient « sexuels », et l'on estime le marché potentiel dans les années qui viennent à plus de 5 millions d'unités par an. Je crois que nous sommes entrés dans une nouvelle période à l'égard du sexe : les gens sont effrayés par la crise, et tendront à être plus conservateurs. C'est avant tout dans le couple, et dans l'intimité, qu'on va expérimenter d'autres formes de sexualité.* » Entre-temps, les requins capitalistes auront eu raison de ce champion du vibromasseur, puisque Tex Williams a dû céder ses droits de commercialisation à la compagnie Windmere, qui devrait bientôt offrir aux Européens les bienfaits du massage électriquement sexuel.

Rentabilité

Les objets érotiques font maintenant partie de la multitude des choses que l'on fabrique, que l'on vend, que l'on consomme et que l'on jette lorsqu'un produit plus perfectionné apparaît sur le marché. Le fait est d'autant plus remarquable que la morale longtemps en vigueur dans les pays de l'Occident avait relégué ces objets dans la clandestinité, et censuré jusqu'à leur représentation : ils existaient pourtant, comme en témoignent certaines fresques de Pompéi, longtemps dissimulées au public, et les romans libertins que l'on cachait dans le dernier rayon de sa bibliothèque. Un court métrage du cinéaste Walerian Borowczyk, *Une collection particulière*, détaille les charmes d'objets drôles ou émouvants inspirés par la fantaisie érotique des hommes. Sans parler des objets banals détournés de leur fonction « normale » et dont les avatars enrichissent la chronique des salles d'urgence d'hôpitaux.

Moins puritaines que la nôtre, les civilisations chinoise et japonaise considéraient avec bienveillance l'utilisation d'*olisboi* ou d'autres moyens artificiels par les femmes (3).

Ce qui est nouveau aujourd'hui, ce n'est pas l'existence d'objets érotiques, mais le fait qu'ils soient fabriqués industriellement, donc soumis aux contraintes de la production et de la consommation : rentabilité, intervention de la publicité, innovation technologique, voire sécurité du consommateur ! « *Attention les vibromasseurs peuvent surchauffer* », avertissait charitablement une journaliste américaine à la fin de son article sur ces « *jouets modernes de l'amour* », tout en rappelant à la lectrice qu' « *il ne faut jamais les mettre en contact avec l'eau* » et qu'il faut « *les nettoyer après chaque usage* » (4).

Cosmétiques

Lire le fascicule publié par la société de M. Z... et régulièrement envoyé à ses 200 000 abonnés, c'est un peu feuilleter un catalogue de Manufrance, auquel se superposerait celui des objets impossibles inventés par le dessinateur Carelman. Comme dans celui de Manufrance, on y trouve des bulletins de commandes, des tailles, des prix, une description technique des produits classés par rubriques : romans pornographiques dont on résume l'argument (« *Après avoir vendu de l'électroménager, Bernard se reconvertit dans la lingerie érotique...* ») ; diététiques *(sic)* et aphrodisiaques : « *Pour un effort sexuel exceptionnel, dix dragées (...), pour un entretien quotidien, quatre dragées par jour* » (5) ; cosmétiques sexuels dont les noms sont tout un programme : « *Seinsible* », « *Spermaraton* », « *Mégapénis* »... disques et cassettes, lingerie, « *gadgets paillards* », panoplie pour sado-maso et un éventail ahurissant de « *prothèses* », électriques ou non, dont on peut choisir la taille, la couleur et les options (« *à variateur de vitesse* »). Un luxe autrefois réservé aux cours dissolues, aux aristocrates sadiens ou aux rentiers viveurs, et que l'on propose aujourd'hui au simple citoyen-consommateur.

Contrat conjugal

Pour l'écrivain Pascal Bruckner, auteur, avec Alain Finkielkraut d'un essai sur *le Nouveau Désordre amoureux* (6), « *c'est ça la démocratie : ce qui était du domaine d'une minorité devient accessible à une majorité, et ça développe la curiosité, l'envie d'expérimenter. L'époque victorienne, où l'on ne franchissait les interdits que pour les revaloriser, est révolue. La normalité englobe aujourd'hui des comportements considérés autrefois comme pervers, et qui ne scandalisent plus personne, ou presque. On a enfin compris qu'il n'y a pas de subversion dans l'amour, alors que, avant, ce n'était pas le plaisir qu'on attendait, mais la rédemption, le salut ! Le plaisir, il vient toujours...* »

La normalité, c'est avant tout le couple. C'est à lui que s'adresse en priorité le catalogue cité plus haut, en dépit de son œcuménisme proclamé — il s'intitule Plaisir pour tous, — car c'est là, bien sûr, qu'est le marché potentiel le plus important. Acheter des prothèses sexuelles, c'est garantir « *la sécurité du couple par l'orgasme. (...) ce fameux orgasme dont tout le monde a besoin pour mieux vivre* ». C'est une solution idéale pour « *le couple moderne qui a compris que, pour apporter une variante à ses rapports sexuels, il fallait à tout prix s'adjoindre les services d'un troisième partenaire* », mais veut « *éviter les jalousies qui pourraient en découler* » (5). Les objets érotiques, qu'on appelle couramment aux Etats-Unis *marital aids*, participent de la même évolution de la conjugalité que les petites annonces échangistes ou les partouzes du samedi soir, qui concerneraient de plus en plus de couples dans tous les milieux sociaux, si l'on en juge par les revues spécialisées qui prospèrent aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest.

Ce qu'on appelle traditionnellement « *donner des coups de canif dans le contrat conjugal* » devient un moyen de le renforcer, et l'exploration méthodique des moindres recoins du territoire sexuel un remède à l'ennui. Selon Pascal Bruckner, il est logique que cette expérimentation se fasse dans le cadre du couple : « *On a forcément moins peur de se risquer puisqu'on se connaît, et, à partir d'une familiarité commune, on se lance dans des pratiques inconnues.* »

Quoi de plus familier au couple que la gestion commune d'objets ? Les objets érotiques feront peut-être partie de son environnement au même titre que les jeux vidéo, la chaîne hi-fi ou le magnétoscope. La télévision elle-même devient un stimulant sexuel, dans les pays où des chaînes privées diffusent des films ou des « shows » pornographiques, comme c'est le cas aux Etats-Unis et en Italie. Et, grâce aux vidéocassettes, les professionnels estiment qu'une majorité de possesseurs de magnétoscopes possèdent au moins une cassette porno dans leur vidéothèque. Pour des raisons évidentes, les couples qui, depuis une dizaine d'années, se sont intéressés à ce genre de cinéma préfèrent le regarder à domicile, dans l'intimité.

« Juste pour jouer »

On aurait tort cependant de croire que les femmes ne sont pas touchées par ces formes *nouvelles* de sexualité. Un récent sondage de *Elle* sur « L'amour physique dans la vie des femmes » (7) révèle que 23 % de l'ensemble des femmes interrogées — 27 % des femmes âgées de vingt-cinq à trente-cinq ans — sont déjà entrées dans un sex-shop. Probablement, l'enquête ne le précise pas, en compagnie d'un homme dans la majorité des cas. Mais c'est bien entre femmes qu'ont lieu aux Etats-Unis les ventes à domicile d'objets érotiques, suivant le fameux système Tupperware : une dame convie ses voisines à prendre le café dans son salon où la démonstratrice vante ses produits et prend les commandes. Les braves ménagères s'intéressent maintenant à autre chose qu'à laver plus blanc ou astiquer leurs meubles, et ces parties Tupperware d'un goût nouveau connaissent un succès foudroyant dans les grandes villes de la côte Est et de la côte Ouest.

L'une des premières entreprises à avoir défriché ce terrain s'appelle Just for play (Juste pour jouer) : dirigée par la talentueuse Marsha Lesser, le type même de la *self-made woman* (jeune, belle et dynamique), elle compte plus de cent vendeuses, qui, avec un zèle admirable, vont répandre la bonne parole et « *apporter les stimulants érotiques dans chaque foyer américain* ». But avoué : sauver les couples « *qui s'ennuient par manque de variété dans leur vie amoureuse. Vous ne pouvez manger du steack tous les soirs, non ?* ».

Non, évidemment. Mais on peut tricher en accommodant le steack, suggèrent Marsha Lesser et ses émules aux jeunes femmes émancipées de la *middle class*. Dans une atmosphère de franche rigolade, elles comparent les mérites des *strings* en coquine dentelle noire, du vibromasseur de chez Hitachi (la « *baguette magique* ») et d'Emotion lotion, le liquide parfumé à la banane ou à la myrtille qui « *devient tiède quand vous le frottez, et brûlant quand vous soufflez dessus* ». Pour ces femmes qu'a effleurées le vent du féminisme, c'est surtout une occasion de « parler de sexe » entre elles, sans prendre le risque d'une discussion approfondie qui pourrait entraîner des cassures dans le couple.

Froufrous

Ainsi s'explique le retour à la lingerie suggestive, qu'on croyait à jamais dépassée par des matières et des formes plus adaptées au rythme de vie des femmes modernes. Balconnets, porte-jarretelles, guêpières, soie et dentelles figurent à nouveau dans les collections de la plupart des marques de lingerie. Chez Aubade, qui, depuis dix ans, axe sa publicité sur l'érotisme (« *Aubade, le plaisir de plaire* »), on souligne que la campagne montrant une femme sophistiquée en slip et soutien-gorge, dans les bras d'un monsieur habillé, « *est très bien reçue. C'est à la limite du porno, nous dit-on quelquefois ! Mais nos clientes sont des femmes d'une trentaine d'années, d'un milieu assez aisé, qui portent nos modèles avant tout pour séduire* ». La dernière campagne d'affiches de la marque va encore plus loin en suggérant, à travers l'image d'une femme aux yeux bandés, quelque cérémonie secrète et cruelle.

Cadeau traditionnel d'hommes attachés aux fantasmes de leur adolescence, le porte-jarretelles est maintenant acheté par des femmes, comme l'indiquent les chiffres de production, qui ont fait un bond de 35 % en 1979. Le dialogue conjugal évolue : « *Non mais, tu t'imagines que je vais mettre un truc pareil !* » devient : « *Chéri, devine ce que j'ai acheté...* » Chez Sabbia Rosa, luxueuse boutique parisienne spécialisée dans la lingerie de soie, « *à partir de vingt ans, la guêpière se vend bien* ». Mais cet article est aussi inscrit depuis un an et demi dans le plus populaire catalogue des 3 Suisses, chez qui l'on précise que cela s'est bien vendu, « *sans pour autant constituer un fond de collection* ».

« Alléluia ! »

En fait, il ne s'agit pas d'un retour en arrière rendu improbable par la transformation radicale de la condition féminine. La lingerie érotique fait simplement partie de la panoplie des « nouvelles femmes » exaltées par les magazines, celles qui mettent leur guêpière le samedi soir pour séduire, leur *training* le dimanche pour courir et leur tailleur le lundi pour aller au bureau. « *C'est un gag, de temps en temps*, assure Simone Ravaud-Vassort, chargée des pages de mode du *Matin-Magazine*, et grande spécialiste es troublantes féminités ! *Au départ, on m'avait dit : « Attention, on est un journal de gauche, pas de femmes-objets ! » Moi, j'en avais assez de l'uniformemec des années 70, je suis pour le retour à la féminité, à la séduction. Il y a deux ans, j'avais fait faire des photos de porte-jarretelles par Jean-Loup Sieff, et ça avait scandalisé. Maintenant, les gens ont compris que c'est au second degré.* » Et chaque semaine, de voluptueuses houris couchées sur papier glacé nous sourient d'un air aguichant — toujours au second degré, bien sûr, — en susurrant des paroles consolatrices : « *Mais non, nous n'avons pas changé tant que ça, n'ayez pas peur. D'ailleurs, regardez, nous faisons un effort pour être comme avant; au moins en apparence.* »

Plus inquiétant pour les hommes, et plus significatif peut-être d'une certaine évolution est l'engouement manifesté pour les vibromasseurs, notamment aux Etats-Unis. Alors que le sujet était resté plus ou moins tabou, la presse féminine a récemment rompu le silence : en janvier 1981, deux mensuels destinés aux femmes des couches moyennes, *Mademoiselle* et *Cosmopolitan* (trois millions d'exemplaires et l'un des fleurons de la puritaine Corporation Hearst), consacrent un article à ce phénomène et contribuent donc à le répandre : « *Non, ils ne servent pas seulement à soulager les nuques douloureuses et les crampes des coureurs. Des millions de femmes en reçoivent de bonnes vibrations !* » révèle *Cosmopolitan*, tandis que *Mademoiselle*, par la plume autorisée d'une psychiatre, assure que « *c'est efficace, et ça peut aider une femme à découvrir comment elle aime faire l'amour* ».

Exactement ce que répétait depuis dix ans la féministe Betty Dodson, auteur d'une brochure intitulée *la Libération par la masturbation*. Betty Dodson est une quinquagénaire qui doit mettre mal à l'aise les machos : elle a une vitalité à toute épreuve, des cheveux très courts, un visage mobile et des éclats de rire terrifiants. Dans son grand appartement presque sans meubles de Manhattan, elle organise des « *ateliers de découverte du corps* », essentiellement pour les femmes. « *J'utilise personnellement des vibromasseurs depuis 1966, et j'ai une expérience de travail de dix ans avec les femmes. Ces appareils sont très bien pour celles qui arrivent à quarante ans ou plus sans jamais avoir eu d'orgasme. Certaines thérapistes sont réticentes par rapport au fait que la première jouissance vienne d'une machine, moi je suis plus pragmatique : si ça marche, alléluia !* »

Du vibromasseur, elle dit que « *c'est un ustensile de plaisir qui agrémente ma vie au même titre que mes appareils électroménagers. Il fait partie de mon équipement domestique. Mais c'est un objet assez primitif : alors qu'aujourd'hui nous n'utilisons l'électronique que pour le travail ou pour la guerre, on pourrait imaginer des machines à plaisir beaucoup plus sophistiquées, qui changeraient de rythme ou répondraient aux nuances d'un morceau de musique. Mon rêve serait d'être conseillère en « machines à plaisir » auprès de l'industrie !* » dit-elle en riant.

Les réactions des hommes devant cette « automatisation » du plaisir féminin sont mitigées, comme l'explique le docteur Maj-Britt Rosenbaum, qui s'occupe du « Programme sur la sexualité humaine » dans un hôpital du Bronx. « *C'est un phénomène très nouveau, qui touche toutes les catégories sociales, mais surtout les femmes jeunes. Le vibromasseur peut être un simple jouet ou devenir un véritable substitut à une relation. Lorsqu'il est utilisé dans une relation de couple, certains hommes sont réellement soulagés de ne plus subir la pression psychologique d'avoir à satisfaire leur partenaire ! Mais d'autres en ont peur et projettent sur cette simple machine leur jalousie envers ce « meilleur amant », ou leur envie de la sexualité féminine, parce que ces machines multiplient souvent les orgasmes* ».

Les traumatisés du féminisme ou les nostalgiques de la femme-objet peuvent se rassurer en achetant les prothèses de l'industrie porno, comme cette poupée grandeur nature en latex avec squelette métallique, « *système oculaire animé* » et organes sexuels vibrants. « *Elle sera toujours de votre avis et elle ne coûte que 3 000 F* », dit la publicité.

Ascèse

La vieille peur de se voir remplacé par des objets, d'être dans l'incapacité d'affirmer son identité, se trouve ainsi ravivée. Plus profondément, cette banalisation des objets érotiques nous renvoie à notre banalité propre d'objets sexuels interchangeables. On peut remarquer que la communauté *gay* américaine, qui a institutionnalisé les rapports de « drague » et de consommation sexuelle, est aussi grande consommatrice de marchandises érotiques.

S'interroger sur le rôle de ces objets conduit à poser la question d'une finalité de la sexualité. Pour le Père Audollent, l'un des rédacteurs du récent texte de vulgarisation des positions catholiques sur ce sujet (8), « *les objets érotiques ne sont que des moyens. Leur utilisation n'est pas forcément répréhensible. La question est de savoir si cela va aider les gens à construire une relation humaine ou si ça va être un égoïsme à deux, la simple recherche d'une sensation. Et il me semble que l'escalade actuelle va plutôt dans ce sens* ». A l'inverse, apparemment marqué par son éducation catholique, Pascal Bruckner voit dans cette surenchère une ascèse. « *Vouer le sexe à démesure*, écrit-il, *c'est abandonner l'idée d'une solution de l'amour, c'est introduire en lui ce même souci de rigueur et d'efficacité qui fonctionne au niveau de la sphère de travail* » (9). Plus que des jouets destinés à stimuler notre fantaisie ou à combler le vide de notre imagination, les objets érotiques seraient alors des outils appelés à produire le plaisir, devenu dans notre société le signe suprême d'une réussite matérielle et morale. ■

---

(1) Cette société nous a demandé de ne pas divulguer son nom ni celui de son gérant.

(2) In *Esquire*, juillet 1980.

(3) Voir *la Vie sexuelle dans la Chine ancienne*, de Robert Van Gulik, Gallimard 1971.

(4) In *Cosmopolitan*, janvier 1981, éd. américaine.

(5) *Les titres des rubriques et les citations sont tirés de la brochure Plaisirs pour tous*, n° 24.

(6) *Le Nouveau Désordre amoureux*, de Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut, Le Seuil, 1977.

(7) *Elle* du 15 juin 1981.

(8) *Sexualité et vie chrétienne, point de vue catholique*, Le Centurion, 1981.

(9) *Délivrez-nous du sexe*, de Pascal Bruckner, in *Le débat* de mars 1981.

CRAYONS

La B.D. triomphe en Bretagne

La Bretagne connaît, après Paris, la plus forte concentration d'auteurs de bandes dessinées.

ANDRÉ MEURY

DEPUIS qu'il était enfant, Charles Kerivel dessinait *sans se lasser*. Recopiant d'abord les albums qu'il aimait, puis, devenu adulte, croquant ses compagnons sur les pétroliers ou dans les *bleds* de l'Algérie en guerre.

De retour dans sa Bretagne *natale*, *mais* père de famille, quadragénaire et chef de fabrication du secteur publicité d'une chaîne de grands magasins, il dessine encore. Avec, cette fois, une idée bien précise en tête : sauver de l'oubli le langage mi-breton mi-français qu'il a entendu, toutes ses jeunes années, à Douarnenez.

D'autres auraient écrit *un* savant traité ou enregistré sur cassettes toutes ces expressions en voie de disparition. Lui a préféré faire revivre en même temps les rues, les fêtes et toutes les têtes de son enfance en bande dessinée. Et c'est un succès ! Dix mille exemplaires pour *Du termaji chez les Penn-sardinn*. Autant pour *le Bonhomme des Penn-sardinn*. Allez comprendre ! Ce langage n'est guère compris qu'à Douarnenez *et* à dix kilomètres à la ronde. Jaloux de leur passé, les Penn-sardinn ? Plus qu'un petit peu, sans doute. Mais il y a autre chose.

On savait les Bretons poètes. On les savait musiciens. Il faut aujourd'hui ajouter à leurs talents. Avec une quarantaine de dessinateurs et de scénaristes, la Bretagne est sans doute la deuxième concentration française (après Paris) d'auteurs de bandes dessinées. Professionnels ou amateurs, qu'il est bien difficile parfois de distinguer.

A tout seigneur, tout honneur. Jean-Claude Fournier, Breton des Côtes-du-Nord, exilé un temps à Paris, a rejoint la Bretagne sitôt le succès assuré. En 1968, la maison Dupuis lui a confié la charge (après Rob'Vel, Jigé et Franquin) de dessiner Spirou porte drapeau avec Tintin de la B. D. Belge. La même année, il s'est installé à Rennes. Pour vivre en Bretagne, tout simplement.

Au cours d'une émission de télévision, il lance, « *innocemment* », dit-il aujourd'hui, qu'il aiderait volontiers les jeunes intéressés par la bande dessinée. « *Ce fut une avalanche*, explique-t-il, *une vraie folie. Des enfants arrivaient, carton sous le bras, des parents me téléphonaient, espérant trouver avec mon atelier la planche de salut pour leur fils que rien d'autre n'intéressait que la B.D.* »

Fournier n'a pas, pour autant, fermé sa porte. Tous les mercredis, il reçoit — sur rendez-vous — ceux qui cherchent un conseil. « *Les uns*, dit-il, *ont déjà fait une recherche importante. Ils achoppent le plus souvent sur le découpage du scénario. Je passe avec chacun d'eux quatre ou cinq heures. Avec les autres, ceux qui n'en sont encore qu'aux balbutiements, je leur conseille de travailler et de revenir dans quelques mois. Ça ne prend guère plus de cinq minutes.* »

Rentable

Combien ont ainsi reçu les conseils de Jean-Claude Fournier ? Il est bien incapable de le dire. Mais certains de ses « élèves » ont déjà fait un bout de chemin. Gégé, Poitevin arrivé par hasard en Bretagne, mais bien décidé à y rester, voit dans la bande dessinée le « *cinéma du pauvre* ». Une manière de s'exprimer qui ne réclame pas de gros moyens et n'assure pas aux débutants de bien gros revenus : 2 500 francs par mois, peut-être, pour quelques planches publiées par *Spirou*, *Fluide glacial* et bientôt par *Pilote*. De quoi rêver, sans plus, à la sortie d'un album déjà prêt, mais qui n'a pas encore trouvé d'éditeur. « *Il faudrait s'auto-éditer*, dit Gégé, *mais c'est très compliqué. Il faut y sacrifier beaucoup de temps.* »

Malo Louarn, autre disciple de cette « école belge de Bretagne », a tenté l'aventure. Il a édité lui-même son premier album, *le Candidat*, une fable politico-moraliste que tous les grands éditeurs avaient refusée. « *Financièrement, l'opération est rentable*, affirme Malo Louarn ; *j'ai diffusé moi-même plus de onze mille albums, en les plaçant dans les points de vente les plus divers. Mais je n'ai guère fait que cela pendant neuf mois.* »

Pour Gégé, Malo Louarn et deux ou trois autres professionnels rennais, la présence de Jean-Claude Fournier a été une bénédiction. Il leur a montré et souvent ouvert la voie. Tous ont publié ou publient actuellement des planches dans *Spirou*. Tous les deux mois, l'un ou l'autre accompagne Fournier dans ses déplacements à Bruxelles. « *Rien à voir avec le piston*, rectifie Fournier ; *un coup de pouce, pas davantage. Ils avaient envie d'entrer à* Spirou, *c'était leur rêve. Mais, aujourd'hui, ils vont peut-être prendre d'autres chemins.* »

La présence de ces professionnels suffit-elle à expliquer l'engouement des Bretons pour la bande dessinée ? La Basse-Bretagne, peu ou prou bretonnante et militante, s'insurge.

« *C'est la force de l'image qui explique tout* », affirme Goutal. Lui inonde de dessins de nombreuses publications militantes bretonnes. Qu'elles soient pour la langue bretonne ou contre l'énergie nucléaire, pour l'amnistie ou contre la répression. « *Ce sont les gens*, poursuit-il, *qui réclament qu'on dessine. Ils veulent des affiches pour leurs réunions ou leurs fêtes. Un texte ne leur suffit pas. Ils demandent des dessins qui expriment ce qu'ils pensent et ce qu'ils vivent.* »

Et Goutal devient intarissable. Les mots lui manquent pour définir ce goût des Celtes pour la chose dessinée. « *C'est l'ironie*, trouve-t-il enfin. *L'ironie qui a toujours permis aux Celtes de tout supporter sans perdre leur goût de vivre. Une grande part de leur révolte se manifeste dans la satire et le pamphlet. Le dessin se prête très bien à cette expression.* »

Vedette

Nono en sait quelque chose. Professeur de philosophie, il raconte, chaque semaine, l'actualité bretonne dans une bande dessinée publiée par *le Canard de Nantes à Brest*, un rescapé de la contre-presse. Les notables locaux y sont traités comme ailleurs les leaders de la politique nationale. Et le public en redemande. « *Je suis une vedette*, dévoile Nono, ébahi. *Partout où je vais en Bretagne, on me connaît.* »

Le coup de crayon de Nono ressemble plus à celui de Cabu qu'à celui de Fournier. Justement. Tous les dessinateurs bretons en conviennent, il n'y a pas de style breton de la bande dessinée. Ni de style ni d'école. Pas question pour eux de prendre la relève de la chanson bretonne qu'on dit à bout de souffle. Pas question non plus de créer un « collectif » qui pourrait résoudre les problèmes de diffusion. Pas question de créer une maison d'édition.

Les dessinateurs bretons manqueraient-ils d'imagination ? « *On a trop parlé de la bande dessinée, en Bretagne, comme d'un mouvement collectif*, explique Goutal. *Il y a des dessinateurs bretons, c'est tout. Le véritable phénomène, c'est que l'actualité bretonne se prête magnifiquement au dessin ironique : le remembrement, le nucléaire, les marées noires. Tout cela ajouté au goût ancestral des Celtes pour le rêve, les contes et les légendes explique qu'il y a une place à prendre.* »

Tous les dessinateurs et scénaristes de Bretagne le savent. L'année 1981 a été marquée par plusieurs rencontres. Un projet de journal semble sur le point d'aboutir. La maquette du numéro zéro avance lentement. Chacun y apporte sa planche réalisée sur un thème commun : Bécassine. Pour l'un, elle devient africaine et... Bokassine. Pour l'autre, elle parvient à désespérer par son silence un Jacques Chancel qu'elle tente ensuite de consoler. Le titre de la revue, *Fri nouz* (Nez sale), laisserait entendre que tels qu'ils sont les dessinateurs bretons veulent être entendus. Et cette déclaration encore, qui semble faire l'unanimité : « *Nous refusons l'écœurement et le nihilisme dans lesquels s'enferre souvent la bande dessinée moderne. Nous ne voulons pas désespérer de la nature humaine.* »

Telle est peut-être la leçon des Bretons. ■

هكذا من الأصل

CROQUIS

Ludo, tueur

Ludo à cause de Ludovic. Ludo a trente-sept ans. C'est un tueur. Ne frémissez pas d'angoisse, c'est un tueur très *sympathique, car ce* que Ludo tue, c'est le temps. L'année dernière, à la même époque, Ludo était encore jeune cadre « dynamique et performant » *attaché à la branche française* d'une multinationale spécialisée dans l'informatique. Ludo roulait carrosse, prenait un Jet comme un humble citoyen *prend chaque matin le métro* : il dînait chez Lipp, buvait un drink au Harry's Bar avec des collègues américains, pratiquait assidûment le jogging, et s'occupait *le week-end à bricoler* dans sa résidence des Yvelines, prenant quelques heures de détente en compagnie de sa femme et de ses deux jeunes enfants. Ludo était alors heureux, du moins il le croyait. Il lisait *l'Express* et *le Point*, magazines dans lesquels s'expriment des hommes entreprenants qui *lui* ressemblaient alors.

Et puis les catastrophes vinrent en chaîne. Ce fut d'abord son licenciement. La multinationale avait décidé de transplanter ailleurs ses laboratoires et ses *bureaux. Ludo se re*trouva avec un petit pactole : les indemnités. Puis ce fut l'absurde, le tragique accident de la route dans lequel périrent son épouse et ses deux enfants, Myriam et Antoine.

Alors, Ludo craqua. Les preiers jours qui suivirent son licenciement, il avait recherché un nouvel emploi, rencontrant d'anciennes relations de travail. *Une fois sa petite famille* enterrée, il décida de tout « laisser tomber ». Un petit héritage non prévu vint s'ajouter aux indemnités. Ludo pouvait s'offrir *le luxe de ne pas travail*ler durant plusieurs années.

Alors, depuis une année, Ludo « tue » le temps. Lui qui vivait au rythme des aéroports, des Trans-Europ-Express, dé*couvre maintenant* chaque jour l'immense espace de la disponibilité. C'en est une ivresse dont il n'est toujours pas las. Il va et vient, furète le long des *rues, s'attable* aux terrasses de petits bistrots dans le Marais, autour de la rue des Rosiers, de la place des Vosges, de la Bastille. Il médite, contemple, ob*serve. Il prend le temps* de suivre du regard une jolie jeune femme qui s'attarde de vitrine en vitrine rue de Rivoli. Il fit d'un œil rêveur les journaux, des polars, *le dernier Tournier* ou le dernier Duras.

Ludo ne s'ennuie pas. Il ne craint rien ni personne : percepteur, manque de pétrole, guerre mondiale. Je le soupçonne d'avoir déserté la Terre *des hommes pour une* planète dont il serait l'unique locataire. Ludo ne dîne plus chez Lipp, il ne boit plus un drink au Harry's Bar. Il a troqué le complet trois *pièces pour un jean et un pull*-over un peu usé. Il a laissé pousser sa barbe et un peu ses cheveux roux, fins et chatoyants. Il n'habite plus les Yvelines. Il campe dans une petite chambre mansardée, à *deux pas du Centre Georges*-Pompidou. Il n'espère rien, ce qui fait qu'il n'est jamais déçu. Les autres, en général, l'aiment bien. Il est affable, cordial, il ra*conte aisément dix anecdotes*, il sait faire rire.

Chaque dimanche, il prend le R.E.R. et va remplacer les fleurs sur la tombe de Myriam, d'Antoine et d'Odile, son épouse. Il reste longtemps près *de ses chéris disparus*, puisque, maintenant, il a tout son temps, mon ami Ludo.

ANDRE LAUDE.

Le jardin des îles

On peut prendre le soir un petit bateau, très vieux, pour une île inconnue dont on ne *sait presque rien*. Toute la nuit il cornera dans les ports d'îles invisibles où il fait escale une fois par semaine. Et puis, on arrive. Là règne encore le si*lence. Il n'y a* que deux *cafés*, trois épiciers et un boulanger ; pas d'hôtel. En revanche, c'est par dizaines que l'on peut compter les minuscules cha*pelles éparpillées* dans tout le paysage.

Les ruelles à l'odeur de jasmin et de crottin d'âne sont passées presque chaque matin *à la chaux*, et *la lumière* y danse. Comme dans toute la Grèce, l'encens est vendu en morceaux dans des petites boîtes de carton jaune, et le *soir, dans chaque chapelle*, il fume au milieu d'une coupe de cuivre, quand les caravanes d'ânes et de mulets ramènent des cagettes de légumes, cultivés dans une large vallée retirée à l'intérieur des terres. Des paysans appellent leurs chèvres pour les traire et leur donner à boire l'eau des bidons transportés par les ânes, avec ce cri mélopée, interminable dans le soir qui tombe : *« escou, escou, escou... »*. Des chemins muletiers montent en escaliers vers le village, pavés de larges dalles de pierre scellées pour des siècles et des siècles.

Homère, dans *l'Odyssée*, a *parlé de ce jardin des îles*, à Ithaque, le pays d'Ulysse, peuplé de poiriers, de pommiers, de vignes et d'oliviers, objets de soins minutieux et quotidiens de la *part des hommes* qui n'ont que ces terres pour manger. Ici, la vigne mûrit à l'abri du vent des falaises, pour donner le vin du paysage, sans « pharmacopée », précisent *les* vignerons. On nous dira aussi : *« tomates, fromage, pain et vin, ça va »*. Diogène est toujours vivant dans chaque paysan égéen. *La vie ani*male réduite à quelques oiseaux, aux cris des chats-huants, la nuit, aux vipères noires et courtes, nombreuses près des puits, l'été, aux *lapereaux* trouvés en moissonnant, les *regards* se tournent tout naturellement vers la végétation.

Le jardin des îles. On a envie d'y vivre et de planter des *arbres, même si le courrier* n'arrive que deux fois par semaine. Il ne manque pas d'énergies inemployées : le vent et le soleil sont abondants *et gratuits. On reconnaît* la lavande de mer « saladelle », le pavot cornu ou glaucière jaune, l'origan blanc, le laurier-rose. Une étymologie nous dit que *l'airelle rouge (Vaccinium vitis Idaea)* doit son nom au mont Ida, en Crête, bien que cette montagne apparaissait déjà pelée, sans plantes ni ruisseaux, *au botaniste Tournefort, en* 1700. Sans oublier les jardins de citronniers, entourés de hauts murs les protégeant du vent, et les enclos de figuiers *de Barbarie*, où vivent des poules à l'ombre. Et d'autres plantes et arbustes, qui, comme l'homme, s'entêtent à vivre sur ces rochers, vestiges *d'un continent* englouti.

Çà et là, dans les terres où il n'y a plus de chèvres, des petits pins et des cyprès rabougris repoussent malgré les tempêtes de meltémi. *Parfois, l'on* croise des palmiers, des eucalyptus, des mûriers de Chine ou, encore plus rare, un peuplier à l'écorce blanche près d'un marais, et ces arbres sont une présence considérable *dans ce paysage semi*-désertique. Henry Miller l'écrivait déjà en 1939, la Grèce a plus besoin d'arboriculteurs et d'arbres que d'archéologues...

MICHEL JOURDAN.

Conte froid

La réussite

Ce président avait suscité un tel enthousiasme que l'on débaptisa l'antique Méditerranée pour l'appeler la Mitterranée.

JACQUES STERNBERG.



JEAN-PAUL GUYER

LOOK

Hommes à vendre

Amateurs ou professionnels, six cents mannequins hommes se disputent un marché en expansion. La concurrence est américaine.

LILIANE DELWASSE

VOUS avez besoin d'argent ? Vous avez une « belle gueule » ? Vous mesurez entre 1,83 m et 1,87 m, vous faites du 48 ou du 50 de veste, 39 de cou, environ *95 de lon*gueur de pantalon inté*rieur*, 115 *de pantalon ex*térieur ? Votre fortune est presque faite. Si en plus vous êtes patient et que vous savez attendre quelques heures sans râler, si de multiples essayages ne vous assomment pas plus qu'il n'est raisonnable, précipitez-vous dans une des grandes agences de mannequins qui vendent de l'homme... et tentez votre chance !

Environ six cents mannequins hommes se disputent le marché parisien, mais deux cent cinquante ou trois cents seulement « marchent fort » et sont très de*mandés, dont une dizaine de* « tops » ou vedettes. Deux catégories : les mannequins proprement dits qui font les défilés des maisons de couture et doivent savoir marcher, se présenter, défiler en quelque sorte, et les modèles qui posent pour les photos de presse, le rédactionnel, les catalogues, *la publicité*, la télévision. Beaucoup cumulent et passent de Lanvin à Alfa Romeo et du champagne Mercier à la fiche tricot de *Elle*.

Que les femmes mettent leur beauté, leur allure, leur sourire au service de la mode ou de la *publicité, rien de surprenant*, on a l'habitude, cela fait partie de la *norme*. Mais les hommes ! Des objets qu'on déplace, recoiffe, maquille, remue selon le caprice du styliste et du photographe... Voilà qui est encore mal toléré en France, où l'homme digne de ce nom se doit d'être au-dessus des frivolités et des rubans, dans un monde viril et sérieux.

Pourquoi le font-ils, alors ? Cette question ! Pour gagner beaucoup d'argent sans se fatiguer, bien sûr. Car cela rapporte gros d'avoir un physique de rêve sur papier glacé. Les revues de prestige comme *Vogue Homme* ou *l'Officiel Homme* ne paient pas très bien, mais c'est le tremplin, la signature, la gloire de leur « book » (recueil de photos servant de référence au mannequin). C'est ce qui leur permet ensuite de gagner beaucoup plus dans les catalogues de vente par correspondance ou la publicité, qui paie, elle. Un défilé de couture (*tarif 9 ou 10*) *coûte* 5 000 F par jour et par manne*quin* au *couturier, journée* de cinq heures maximum, comprenant un essayage pour les retouches nécessaires de longueur de pantalon et de manches, l'habillage (pas évident à ce qu'il paraît) et l'heure du défilé.

Les tarifs vont de 1 à 10. En période de collections, lorsque les défilés se succèdent et qu'il faut se précipiter d'un coin à l'autre de Paris pour faire plusieurs maisons, les mannequins vedettes peuvent gagner 30 000 F ou 40 000 F par mois. Une publicité pour un *rasoir électrique* aura pris une heure ou deux de photo, mais elle sera reproduite sur les présentoirs des magasins, les abribus, les affiches du métro, et les droits de reproduction durent tout le temps de la campagne publicitaire. De même, un film publicitaire rapporte pour chaque passage sur l'écran. Ainsi Fred, qui fait ce métier depuis deux ans, gagne environ 8 000 F par mois, mais Gérard, lui, touche *une moyenne mensuelle de* 20 000 F à 25 000 F en travaillant une semaine sur deux.

Filles de rêve

Depuis une dizaine d'années, pour assurer la couverture sociale des candidats à la *gloire* éphémère des affiches, les mannequins *sont considérés* comme les salariés des agences qui les « boo*kent* ». *Ce sont elles* que rémunère le client, et elles reversent au mannequin la somme amputée d'une double commission : 20 % provenant du client et à peu près autant du mannequin.

Paris-Planning – qui affirme avoir le quasi-monopole de l'homme en Europe – dispose d'un book de deux cent cinquante mannequins, dont quatre-vingts « tournent » en permanence sur Paris. La dimension internationale du travail n'est pas l'un de ses moindres avantages : les voyages, affirment-ils tous, sont leur motivation essentielle. Cinq jours aux îles Fidji pour un parfum, dix jours aux Seychelles pour des maillots de bain, quinze *jours* aux Bermudes pour une crème solaire, plages de sable blanc à perte de vue, cocotiers doucement penchés sur une mer bleue, mais bleue... Hôtels luxueux, piscine chauffée, drink au bord de la piste de danse, filles de rêve, bronzage garanti toute l'année, et en plus recevoir de l'argent pour ce travail ! Gilles commente : *« C'est quand même plus sympa de gagner 3 000 F par jour en bronzant dans un hamac que d'en gagner 3 000 par mois en pointant chez Renault. »* En effet.

Il y a aussi les contrats passés avec des agences étrangères qui louent les mannequins aux agences françaises, et inversement. Christian a ainsi passé huit mois au Japon pour des firmes américaines, Ted un an au Brésil. Malheureusement, *la réciproque* fonctionne trop bien, et le gros inconvénient du job, c'est la concurrence étrangère. Le look actuel est à l'Américain : grand, blond, viril, cheveux courts, mâchoire carrée, le style héros de western plus que celui de l'intellectuel torturé. Un grand nom du prêt-à-porter s'exclame méchamment : *« En tenue de jogging blanche, le type californien est quand même plus sexy qu'un Corse. »* Et les « macadams cow-boys » mangent le pain des bons Français et prennent leur boulot.

Les bookers français vont recruter aux Etats-Unis, soit par l'intermédiaire de collègues américains, soit en se baladant dans les rues de Dallas ou de Sacramento. Moins freinés par les préjugés et les tabous de la vieille Europe, les Américains ont des *écoles de mannequins hommes* et ne se sentent nullement gênés de vendre leur sourire et leurs poils au plus offrant. C'est ainsi que l'agence Elite travaille à 80 % avec une « marchandise » américaine. Initial (anciennement Catherine Harlé et immortalisée par Jacques Dutronc dans les années 60), elle, préfère faire travailler ses compatriotes : la quarantaine de garçons qu'elle emploie sont pratiquement tous *made in France*.

Métamorphose

Comment devient-on mannequin ? On se fait draguer par les sergents recruteurs de la profession sur qui on a fait tilt un jour sur une plage, un soir dans une boîte. Ou bien on s'est regardé un jour dans une glace à force de voir les filles (et les hommes) se retourner dans la rue, on s'est trouvé beau et on s'est dit : *« Pourquoi pas moi ? »*

Stéphane Lanson, directeur de Paris-Planning, ex-mannequin lui-même, est dans le métier depuis vingt ans. Il fait figure de « parrain ». Il raconte comment d'un paysan découvert sur une route de la Creuse il fait un homme de salon : *« Quand je démarre quelqu'un, il est à l'état brut, non dégrossi. Pendant six mois, je le construis. Je le suis pas à pas, je le métamorphose entièrement, lui enseigne les attitudes, la démarche, le regard qui plaisent, l'élégance du geste. Je lui fais un dossier de photos, puis un composite avec ses mensurations et deux ou trois photos, une fiche d'identité professionnelle si vous voulez. Bref, je le stylise et, suivant sa allure générale, son look, je l'envoie chez les clients qu'il peut intéresser. Au bout de quelques mois, il devient opérationnel et rentable. »* Ils ont intérêt à filer doux, ses garçons, comme il les appelle. *« Quand je manage quelqu'un, c'est que je crois en lui. Je refuse les loquards. Personne n'a jamais regretté d'être passé par mes mains. »*

Il est des feux de paille, mode d'un hiver durant lequel on s'arrache Steve ou Bill. Mais les carrières durent généralement quelques années. A trente-cinq ans, la retraite menace. Bernard est un des rares modèles qui travaille depuis [illegible] ans : il a le style confort - anglais - chic - indémodable, [illegible] tous les catalogues Burberry depuis des années et la photo du feuilleton de *Télé 7 Jours*.

Têtes de bagnards

Christian, trente-quatre ans, qui travaille depuis dix ans, explique pourquoi, entré dans la carrière par hasard, on a du mal à la quitter. *« Fils d'officier, né dans un milieu traditionnel et bourgeois, j'ai fait deux ans de médecine, mais j'en ai eu marre. Quand on se brouille avec sa famille, qu'on n'a plus le sou et un physique à gagner de l'argent facilement, c'est difficile de décrocher. J'ai commencé par les romans-photos, il faut ouvrir la bouche légèrement comme pour laisser sortir la bulle et prendre l'air ardent. [illegible]. Ça a marché très bien pendant dix ans. J'ai beaucoup travaillé avec mes mains : ça paie bien, il paraît que c'est rare, des mains photogéniques. Et aussi les pieds : pour 1,82 mètre, je chausse du 41, c'est rarissime. Or les fabricants de chaussures présentent leurs collections en 41 pour les défilés et les photos. C'est marrant, un peu casse-pied ! Maintenant, j'en ai vraiment assez. Mais trouver autre chose est plus facile à dire qu'à faire, une fois qu'on a pris goût à l'argent facile et à une vie de luxe... »*

Pourtant, le stock se renouvelle vite, il faut de nouvelles têtes, le goût change, on se lasse vite dans la publicité. Comment se passe la reconversion ? A chacun son histoire.



Pour Bernar vingt-trois ans, ce n'était qu'u façon lucrative de se faire so rgent de poche d'étudiant en decine et de se changer les id pendant la période austère préparation à l'internat. Ma pas question de poser en pério d'examen, et entre la camp e Newman et quelques mo avec Médecins sans frontière n Afrique, il n'a pas hésité un stant. Il va continuer deux ou ois ans, le temps de finir sa s ialité.

Philippe vet, le couturier était dentist s'ennuyait ferme devant sa ette. Plutôt beau gosse, il est evenu mannequin abandonna peu à peu les bouches des cli ts. Lorsque l'heure est venue d e recycler, il a cré une maison prêt-à-porter qui fait sa fort e. Lothar a suivi même chem : tous deux ont p gnon sur r sur le port de Saint-Tropez.

Gilles, travaillait avec s père, ind riel en province, voulu « n ter » à Paris, sa s formation sans diplôme. Il profite de so salaire pour sortir le soir « viv sa vie ». Il dépe e tout ce qu gagne. Dans deux u trois ans, ouvrira une boutique saisonniè dans un coin à la mode..., bien retournera c ez son père qui l'attend avec impatience.

Fran is, lui, est peintre, ais la célébrité lui vient plutôt de es biceps de son nez grec qu de son cou de pinceau. Les chè es aussi. Certains, vieillissa ts, contin ent à faire les rôles di de caract e : pour la lessive les sous-v ements chauds, l'a pirine, a Caisse d'épargn et l'assu nce-vie, on demand du Fran is moyen entre deux ges, ou c rément du grand- ère. « Ça n'est pas aussi gl eux qu'a nt, reconnaît un « v ux » de ci quante ans, mais on dé brou le. Et puis, c'est to ours plus agréable que d'avoir a patron sur le dos de 8 he es à 6 h ures tous les jours Le rest du temps, il est so fleur dan un théâtre.

Certains mannequins plaignent d'être traités avec épris par les photographes, les ylistes et les habilleuses. Jo, p otogra ph e, déclare que, « u les so mmes d'argent en jeu n peut êt e exigeant parce que on se pl ante, c'est pour nous ux, ils so t payés de toute on, et gr assement. » Christin styliste chez Cerrutti, reconn volontiers qu'« on les trai un peu comme des objets, m ça n'a rien d'humiliant. Ils so généralement fort lucides, mettent un maximum de côté rofitent des avantages du m er sans s'impliquer le m ns du monde. » C'est ce que ur reproche le directeur de or Monsieur, qui affirme q un casting, c'est aussi ucinant qu'une sortie de pri . Ils arrivent en jeans crass x, le tee-shirt en loques, p rasés, les cheveux sales, plu dilettantes que professionnels es têtes de bagnards évadés ! and on les revoit au défilé d nos salons, on n'en croit p ses yeux. » Anne-Marie, ha euse depuis quinze ans, s'éto : « Ils ne savent même pas s' iller : il faut boutonner leur ette comme à des gamins de uatre ans et nouer leur cra en plus. »

De temps en ps, un farceur voit sa carrièr rner court : on se souvient e chez Cerrutti du mannequi ui s'est glissé en slip dans le al où les cinq autres étaient smoking. Certains rigolent en ine et pensent plus à reluquer urs collègues des deux sexes à mettre en valeur leur prince-galles. Ils n'y font pas de vie os.

Pour l professionnels, les vrais, le étier est en pleine croissanc Des produits autrefois pré és par les femmes le sont à pent par des hommes : par ex ple les produits de consom tion pour enfants sont de plu n plus réservés aux « nouv x pères ». Le marché des c étiques pour hommes, qui s' déjà développé, n'en est enco 'à ses débuts, et tous les espoi sont permis. L'homme quitt on costume de flanelle grise s'habille avec plus de recher . Le marché de l'homme va n. Si ça vous tente enc...

PHILIPPINES

Le dernier rivage

Puerto-Gallera est, à 100 kilomètres environ de Manille, le point de rencontre des routards. Ceux-ci ne sont pas très regardants sur les dégâts qu'ils causent aux « paradis » qu'ils envahissent. Ni les commerçants et les touristes qui les suivent à la trace.

HERVÉ DELILIA

IL ne se passe plus rien à Ibiza, et depuis bien longtemps. Depuis qu'à la fin des années 60, les routards ont lorgné vers l'Asie. Mais on serait tenté de dire qu'il en est de même de Katmandou, de Goa, de Bali, de Kuta-Beach. Tous ces lieux supposés magiques qui ont vécu ce que vivent les engouements : quelques saisons. Les hippies les ont boudés et du coup cela les a rendus populaires. Au point que, pour répondre à la demande, les agences de voyage ont décidé de mettre ces destinations en promotion. On s'y précipite alors que les premiers arrivants ont fui. Goa, par exemple, n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir fatigué où les jeunes cadres et quelques paumés chics viennent humer cette bonne adresse du passé et y trouver leur Alka-Seltzer. Un décor rafistolé par des promoteurs qui, à coup de villas avec piscine et d'immeubles avec interphone, ont transformé le paysage en un site désinfecté, comme sous cellophane. Il y aurait une étude à entreprendre sur les relations entre les hippies soucieux d'évasion et les investisseurs soucieux de rentabilité : là où les premiers créent – se créent – des zones de liberté, les seconds les apprivoisent avec des lotissements en résidence surveillée. Cependant, sitôt qu'ils se rendent compte qu'on piétine leurs rêves, les routards s'en vont vers d'autres cieux. A l'heure actuelle, leurs paradis ont pour nom : Hikkaduwa à Sri-Lanka, Puerto-Gallera aux Philippines. Nul doute qu'on les retrouvera ailleurs dans quelques années.

Curieux, le destin de leur périple. Pourquoi Kuta-Beach, et pas Sanar ? Pourquoi Hikkaduwa, et pas Ambalangoda à dix kilomètres de là ? Pourquoi, en somme, Puerto-Gallera ? Il est difficile d'y répondre. La première chose qui vient pourtant à l'esprit est que la réputation d'un lieu se répand comme une traînée de poudre. On se connaît entre voyageurs, et on se refile les adresses. Cela n'explique pas tout dans le cas de Puerto-Gallera. Ce que cherchent les routards, c'est moins un endroit béni des dieux qu'un paradis difficile d'accès. Puerto-Gallera est un endroit retiré. N'y va pas qui veut. Il faut d'abord prendre un car qui vous emmène de Manille à Batangas, puis ne pas rater le bateau qui, une fois par jour, dessert Puerto. Tout un périple, donc, qui décourage les agences de voyage et préserve de l'invasion d'un tourisme de masse. Enfin, dernière raison et non des moindres : il existe des sortes d'éclaireurs qui sillonnent l'Asie en quête de terres vierges. Tel Blind George, un vieux hippie aveugle, célèbre pour avoir « découvert » Ibiza et Goa. Ou Patrick. Appelons-le Patrick. Un jeune Français qui a traîné ses guêtres du côté de Kuta-Beach avant de se poser à Puerto-Gallera. Arrivé avec 500 F en poche, il est tombé amoureux du site et a refilé l'adresse aux copains-voyageurs. Sur quels critères a-t-il choisi Puerto ? « *Rien de plus simple. Ce qui m'a subjugué, c'est l'atmosphère qui se dégageait de l'endroit... Tout n'est que calme, tranquillité et joie de vivre... Puerto-Gallera, c'est ce qu'il y a de plus simple : le soleil, la mer, les cocotiers... Un endroit « cool » où vivent des indigènes* ».

L'autre motif

Est-ce bien tout ? Manifestement, Patrick s'abstient d'évoquer ce qui l'a dirigé vers ce lieu et l'a poussé à y rester : la drogue. Une condition nécessaire mais ô combien suffisante qui permet peut-être enfin de comprendre. L'Inde, la Thaïlande, Bali, Ceylan, et maintenant les *Philippines. Les chemins de* l'aventure ne suivraient-ils pas ceux de la drogue ? Si Patrick et les autres s'intéressent aux Mangyan vivant dans la montagnes, ce n'est peut-être pas seulement pour des raisons philosophiques. Tout bonnement, pour une question pratique. Le tabac que les membres de cette tribu emploient aurait, dit-on, les mêmes vertus que le haschisch. Aujourd'hui encore, on s'en procure pour trois fois rien. Quand la vie sera hors de prix et que la drogue deviendra un luxe, les hippies reprendront leur baluchon et partiront vers d'autres banquises. La fuite, cela aide aussi à vivre.

A bord du rafiot qui relie Batangas à Puerto-Gallera, les touristes sont en nombre : Allemands, Australiens, Anglais et Américains, accompagnés pour la plupart de jeunes et menues filles du cru. A peine est-on arrivé après une heure de trajet que l'endroit évoque des souvenirs. Pas tant par le décor : imaginez une baie pas très profonde où mouillent les « bancas » (barques de pêcheurs), un village ruisselant de soleil, une rue principale plantée de boutiques. Mais par l'ambiance qui règne à l'arrivée du bateau. La population locale envahit le débarcadère et fait un vacarme du tonnerre de Dieu. Les gens viennent porter les valises, conseiller un hôtel ou une chambre dans leur hutte, vendre des bibelots, des tee-shirts fabriqués à Taiwan ou des objets en marbre blanc. On ne peut rien y faire : pour eux, un Occidental est forcément un touriste, et *a priori* un gogo. A qui on propose des excursions en bateau, un séjour à Laguna-Beach, des drogues douces ou dures, des compagnes de treize ans, et des plaisirs plus défendus encore. On pourrait multiplier les signes de ralliement des autochtones à cette invasion aux trois quarts occidentale. Et soudain, on revoit défiler des lieux : Katmandou, Goa, Bali. Avec l'impression désagréable de feuilleter des souvenirs, de rouvrir des numéros jaunis d' *Actuel* ou de *Partir*.

Le commerce du sexe

Que font-ils, ces cinq mille étrangers ? Beaucoup bivouaquent comme des coucous dans une portion de l'île. A Laguna Beach, des garçons et des filles, toutes nationalités confondues, se retrouvent pour partager une vie sans argent, sans vêtement, sans souci du lendemain. Toute une vie frugale qui couine. Ils se sont rassemblés on ne sait trop pourquoi dans ce lagon. Tout cela sous les yeux du bon maire, Hermenegildo Atienza, qui laisse faire. Cet avocat, ancien administrateur d'une compagnie privée d'électricité, ne trouve rien à redire à la recrudescence du commerce. Son adjoint, un certain Estanislao Burcal, possède une maison en bambou transformée en hôtel où l'on doit payer 70 F la chambre. Tarif fort élevé pour la région, où d'ordinaire la nuité vaut de 10 à 30 F. Et le maire lui-même s'est fait construire un ensemble de bungalows à Talipanan-Beach et surtout un hôtel de plusieurs étages en béton armé à Muelle. Contrevenant du coup à un décret de *1975 qui interdisait de bâtir des* immeubles afin de préserver le site de Puerto-Gallera. Mais Atienza fait la loi, sa loi. Et les investisseurs ne se sont pas gênés pour construire n'importe quoi et n'importe où. On trouve désormais des hôtels ou des maisons les pieds dans l'eau. Les commerçants, dont la majorité de race blanche, jouent la carte du réalisme à outrance. On planifie, on développe, on rénove, on crée le besoin. Des « go-go bars » où se trémoussent maladroitement de jeunes paysannes légèrement vêtues à la maison coloniale de type virginien où l'on paye sa bière à des prix différents selon les heures de la journée, en passant par le Hobbit House de Laguna-Beach, un restaurant d'un genre particulier : on y est servi par des nains. Personne n'a encore eu l'idée d'organiser une excursion chez les Mangyan ; cela ne saurait tarder.

Le commerce du sexe s'organise. Un Anglais, propriétaire de la maison coloniale, ouvre cet été au premier étage une vidéothèque où les touristes esseulés viendront *se réjouir des derniers* films X suédois ou américains. Il *n'y a pas encore* à *Puerto-Gallera* suffisamment de bars qui proposent des émotions tarifées. Toutefois, à Manille, on vous offre des tarifs week-end. Dans un petit coin de page ou sur un écriteau, ce conseil : « *Drop by Mabini, get a girl and go to Puerto-Gallera* » (Venez à Mabini prendre une fille et emmenez-là à Puerto-Gallera). Il vous en coûtera – pour trois jours et selon la beauté, la réputation de la fille – de 1 000 à 2 000 pesos (entre 700 et 1 400 F).

Vulnérable

De par sa situation géographique, Puerto-Gallera a été vulnérable à toutes les invasions. Situé sur l'axe maritime qui, du Proche-Orient à la Chine, passait par l'Inde, l'Indochine, Sumatra et Java, ce port admirablement bien protégé des vents fut, depuis le dixième siècle, un des principaux points de négoce des marchands chinois. Ceux-ci venaient y faire escale et en profitaient pour acheter à bas prix un excellent marbre local. Lorsque les *Philippines devinrent en 1564* colonie espagnole, l'endroit fut baptisé Puerto-Gallera. Les Espagnols s'en servirent comme bassin de réparation et aussi comme abri en cas de typhon. Les deux canons que l'on trouve à l'entrée du port témoignent encore aujourd'hui de leur présence. Mais Puerto-Gallera était aussi et surtout une réserve naturelle de première importance. En 1925, Rafael Palma et Maximo Kalaw, respectivement président et doyen de l'université de zoologie et de botanique des Philippines, y découvrirent un véritable parc zoologique et une région botanique extrêmement riche. Le département de zoologie s'y installa, et, dès 1943, fut créé un centre de biologie marine. Francisco Nemenzo, un des professeurs qui y enseignèrent, se souvient du temps où Puerto-Gallera était un endroit sauvage, presque inhabité, isolé du monde. Il était courant de trouver d'énormes éponges, des « Petrosia lignosa », à cinq mètres du rivage, une grande variété de bèches de mer à Medio-Island, des cténophores dans la baie de Puerto et une multitude de hérissons et d'étoiles de mer. Sans oublier de magnifiques bancs de corail. « *Puerto-Gallera était alors un paradis pour les botanistes, sans aucun doute le seul champ d'observation aux Philippines* », fait remarquer le professeur Gregorio Velasquez. Mais ce qui devait arriver arriva : dès 1950, la forêt est détruite, et la mer exploitée sans vergogne. Assez vite, l'équilibre écologique fut rompu et les poissons, les coraux, vinrent à manquer.

En 1954, l'université exigea du *gouvernement que celui-ci classe* Puerto-Gallera en réserve naturelle. En vain. La population s'y opposa de peur de ne pouvoir exploiter les richesses de la région. Toutefois, le 26 décembre 1973, le président Marcos décréta que la région de Puerto-Gallera devenait site classé sous le contrôle de l'UNESCO. Sous l'impulsion de Leandro Locsin, architecte de réputation mondiale, qui possède une jolie propriété à Boquete-Island, *une équipe de huit* experts sous la direction de Carmen Velasquez – directeur du département de zoologie à l'université de Manille – fut chargée de préserver l'équilibre écologique de la région, tenant compte à la fois des aspirations de la population et des besoins des agriculteurs. On décida, par exemple, d'octroyer aux cultivateurs un quart *de la superficie totale* pour planter des cocotiers.

Mais, en l'espace de dix ans, la population doubla. Aujourd'hui, *Puerto-Gallera compte douze* mille cent quarante-deux résidants, chiffre considérable si l'on tient compte des ressources naturelles qu'offre la région. Les habitants se laissèrent séduire par le tourisme et par ce qui pouvait en découler : création d'emplois, devises étrangères, meilleur niveau de vie. Dès 1977, les étrangers ne se firent pas prier. Aujourd'hui, ils sont partout, recouvrent tout, participent pour une grande part à l'exploitation des commerces, imposent leur mode de vie. Le ver est désormais dans le fruit. L'agriculteur abandonne son emploi pour louer son bungalow, sa femme ouvre un restaurant, sa fille se prostitue, *et son fils vend de la drogue* aux hippies. Plus vulnérables – ils ignoraient jusqu'à un passé récent le monde extérieur – les Mangyan, en contact trop brutal avec une autre civilisation, sont en voie de disparition.

Jusqu'où va aller l'invasion ? Tout dépend du gouvernement philippin. Malgré un mécontentement grandissant chez les intellectuels, dans les riches familles et dans les milieux nationalistes, Marcos, par l'entremise de son ministre du tourisme, laisse faire. Les Philippines ont trop besoin de devises étrangères pour soutenir une économie asthmatique. Mais il faudra bien un jour réagir avec *fermeté. On a trop vu dans* le passé avec quelle rapidité et quels dégâts Katmandou, Goa, Bali, ont basculé d'une extrémité à l'autre. L'histoire ne se répète pas dit-on. Et pourtant, lorsqu'il s'agit des paysages, elle ne fait que ça. ■

REFLETS DU MONDE

new scientist

Une chatière personnalisée...

Si vous ne voulez pas que des chats étrangers pénètrent chez vous, conseille la revue anglaise *New Scientist*, il vous faudra vous procurer un modèle spécial de chatière. Celui patenté récemment par MM. Graham et Barry Paul de Twickenham ne s'ouvre que devant le chat du logis : « *Il est muni d'un loquet dont l'ouverture est contrôlée par un solénoïde (fil métallique enroulé en hélice sur un cylindre et qui, parcouru par un courant, crée un champ magnétique comparable à celui d'un aimant droit). Le solénoïde ne peut ouvrir la porte que lorsque le champ magnétique se crée et le connecte à une batterie (...). Et c'est le chat du logis qu'il vous faudra munir d'un collier à aimant qui déclenchera le processus d'ouverture en permettant à un morceau de métal aimanté contenu dans un tube de verre de mettre le solénoïde en contact avec la batterie. Alors la porte de la chatière s'ouvrira pour dix secondes, permettant à votre animal favori de rentrer à la maison ou d'en sortir.* » Oui, mais si ces chatières connaissent une grande vogue, comment *pourra-t-on se prémunir contre* la visite des chats du voisinage si leurs maîtres achètent la même protection ? Ce ne sera plus alors qu'une défense contre l'intrusion de chats sauvages ou abandonnés...

IVOIRE DIMANCHE

300 000 figurants

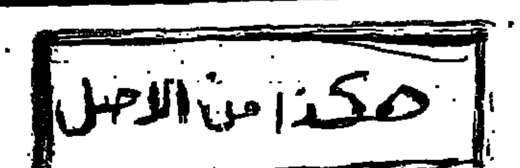
Quelque 300 000 figurants, 5 milliards de francs C.F.A. (100 000 000 de francs), tels sont les moyens requis par le réalisateur Attenborough pour tourner le film dont il rêve depuis dix-huit ans sur Mahatma Gandhi. L'hebdomadaire *Ivoire Dimanche* souligne le caractère monumental de cette production : « *Les acteurs ne sont pas les seuls à accomplir des prodiges. Le décorateur s'arrache les cheveux : le film s'étend sur trente ans*, dit-il. *Trente ans qui ont coïncidé avec le développement de l'automobile. Pour les anciens modèles de Rolls, ça va encore. Les derniers maharadjas les prêtent volontiers. Mais où voulez-vous que je trouve une Vauxhall militaire, modèle état-major britannique 1917 ?*

» Tous les problèmes sont pourtant réglés les uns après les autres par Attenborough, de son quartier général qu'est l'hôtel Ashoka, à New-Delhi, où cent chambres sont réservées en permanence par la production. (...) Le film devrait être programmé sur nos écrans en 1982. Au grand regret de l'armée de chômeurs, 300 000 employés pour la figuration. »

JOURNAL DE GENÈVE

Guillaume Tell démystifié

Pendant longtemps, la Confédération helvétique situait son origine dans une série d'événements mythiques survenus aux alentours de 1308 : la révolte des gens d'Uri, de Schwytz et d'Unterwald contre les actes de tyrannie des baillis, l'alliance secrète des trois Suisses sur la prairie du Rütli, la destruction des châteaux de la Maison d'Autriche, et bien sûr les exploits de Guillaume Tell. Hélas ! comme le rapporte le *Journal de Genève*, « *ces récits héroïques confortablement installés dans la conscience collective des Suisses* » sont progressivement *démystifiés par* les travaux des historiens. La comparaison des légendes avec les données des archives relèguent « *les beaux récits dans la catégorie des fables produites par des cerveaux affolés par le fœhn de la vallée de la Reuss* ». Mais ces fables ne sont pas apparues par hasard. « *Ainsi, les histoires de Guillaume Tell, de Werner Stauffacher et d'Arnold de Melchtal, qui ont enchanté notre enfance, sont des œuvres de propagande, composées à des fins politiques pour justifier l'existence des Ligues de la Haute Allemagne face aux revendications des Habsbourg, et adaptées au cours des temps à l'évolution de la polémique entre les confédérés et la maison d'Autriche. Il s'agit bien là d'histoire, dans le sens où, dans tout historien, il y a un politique qui sommeille et parfois se réveille.* »



مكذا من الاجل

Claire comment ?

par Claude COURCHAY

III. – La transhumance

Claire, la brune super-plus, a créé à Aubagne un groupe de castors ex-légionnaires. Et disparu en même temps que la caisse.

DIRE que le temps des compartiments est révolu, ce n'est pas forcément faire de la publicité pour le train Corail. C'est constater une évidence. Prenons la science. Actuellement, une discipline qui n'enjamberait pas ses propres limites serait comme un plongeur vissé à son plongeoir. Histoire, géologie, taxidermie, sociologie, tout cela s'interpénètre et se féconde. Derrière la diversité apparente existe une unité profonde.

Dressez d'une part la carte des terrains propices à la culture du mouton et de l'autre celle des cimetières militaires américains, elles se recoupent. Ou, du moins, elles le devraient. Le mouton et les nécropoles yankees préfèrent les sols pauvres.

Cette fois, je me proposais d'enquêter sur l'inflence de la vie en communauté, relativement à la propagation de la fièvre de Malte.

La communauté est un de ces phénomènes de mode à caractère épisodique. Elle nous est venue d'Amérique ces dernières années.

Nous devons beaucoup aux Etats-Unis. Le phylloxera vastatrix, par exemple. Et les écouteurs déambulatoires à cassettes. Mais revenons au phylloxera.

Soit, il a détruit le vignoble français. Du même coup, jetant sur le pavé nos rudes vignerons, il a grandement facilité la conquête de l'Algérie. Et sans l'Algérie, nous aurions à l'heure qu'il est des fusées ennemies à Mers-El-Kébir, pointées sur Toulon, Ollioules et Parly II.

De plus, le phylloxera (vastatrix) nous a permis de découvrir la merguez, confirmant l'axiome qui veut que d'un mal vienne toujours une gratification. Qui oserait imaginer nos vacances estivales sans le poignant parfum de merguez sur le gril ?

Pour ce qui est des communautés, ne craignons pas d'affirmer que des gens qui veulent vivre ensemble doivent s'en donner les moyens. Il leur faut, pour cela, fabriquer puis commercialiser un produit : grand quotidien moderne, glaces à la pistache ou moules à tapioca.

Peu importe ? Que non. La communauté, produit hautement instable à caractère irrationnel, ne saurait s'abandonner sans péril au hasard. Elle vit selon des mythes. Et le mythe fondateur, c'est le retour à la terre, avec, comme corollaire, l'exaltation de la vie pastorale.

La communauté cherchera donc à produire de la chèvre et du mouton, en vue de fourguer du fromage et des objets variés en cuir repoussant : ceintures, bracelets, etc.

Par goût, elle s'établira de préférence dans le sud de la France. C'est injuste pour nos chèvres du Nord, qui risquent de manquer d'affection, mais c'est ainsi. La communauté recherche le soleil comme sainte Marguerite-Marie Alacoque l'extase divine.

Ach, le soleil... L'époque où il était de bon ton de mourir de tuberculose sous une ombrelle est révolu. A présent, il s'agit de cuire d'arrache-pied. Nos compagnes se font griller le derme avec rage. Leur peau calcinée perd sa souplesse. Des rides aussi véloces que précoces colonisent leurs visages. Hier, un hussard qui n'était pas mort à trente ans était un jean-foutre. Aujourd'hui, une dame dans le mouvement se doit d'avoir subi cinq ou six liftings aux abords de la quarantaine. C'est la guerre... Sur nos places publiques, les chirurgiens, s'ils n'étaient des ingrats, devraient élever des temples au soleil. Leur art nous procure des chocs, souvent esthétiques, parfois sévères.

L'autre jour, croisant une vague connaissance perdue de vue depuis je ne sais trop quand, j'ai cru que ma vision diurne se troublait. Quelque chose n'allait pas... J'ai mieux regardé. Mon acuité visuelle n'était pas en cause. J'avais en face de moi un visage où d'adorables pommettes de seize printemps et un front de trente ans surplombaient des lèvres ravinées par l'érosion de l'âge... D'où mon impression de vertige.

Je fus saisi d'un effroi sacré. Rassembler tous les âges de la femme sur une seule tête, aucun dieu n'y avait pensé. Même Mrs. Shelley, l'inventeur de Frankenstein, n'a pas osé pousser jusque-là. Nous vivons des temps fabuleux.

Les communautés ne sont pas sans apporter un souffle juvénile sur nos raisonnables toundras. Leur présence, les jours de marché, pimente les assemblées rurales et mercantiles de Digne, Forcalquier, Oraison et autres hauts lieux. L'indigène tolère avec bonhomie ces nouveaux phalanstères. Ils ne lui font pas concurrence. Ils offrent un élément à sa méditation. Ils l'amusent sans le gêner.

Communautés et paysans vivent à proximité sans se mélanger, comme l'huile et l'eau. Ils s'observent et s'ignorent. De plus, le communautaire a conscience de faire partie d'une aristocratie. Il a quitté les rivages de la routine pour vivre son aventure. C'est un initié, planant au-dessus de la contingence profane. Dans ces conditions, comment oserais-je, moi infime, ramener devant ce nouveau seigneur ma fièvre de Malte ? Je me voyais difficilement débouler au sein d'un groupe, ce peu sympathique sujet aux lèvres...

CLAUDE LAPOINTE

Par chance, je connaissais un vétérinaire, Pierre-François, lui-même éleveur de moutons au Mas-Senard, près de Digne. Sa femme confectionnait de délicieux fromages.

J'arrivai chez eux à l'heure du goûter. Nous nous installâmes devant un chèvre fait à point, arrosé d'un petit vin du Ventoux. L'air vibrait du cri des hirondelles toutes neuves. Que demander de plus ? Ah si, mon sujet... Avec l'impression de commettre une incongruité, je le plaçai sur le tapis :

– *Dis-moi, Pierre-François, la fièvre de Malte, on en trouve encore dans le coin ?*

– *Pourquoi ? Tu te sens souffrant ?*

– *Il ne s'agit pas de moi, mais...*

– *C'est vrai, tu vas au charbon... Et moi qui pensais que tu venais me voir par affection.*

– *Enfin, Pierre-François, je t'aime toujours, la question n'est pas là. Mais je n'ai pas de troupeau de chèvres, moi.*

– *Alors, tu viens traire le vétérinaire ?*

Je protestai. C'est parce que je connaissais sa compétence hors pair que...

– *Te fatigue pas. La fièvre de Malte, tu dis ? Si on en trouve par ici ? Cette blague...*

Il me fit un topo. Elever de la chèvre ne s'improvise pas. Il faut beaucoup de temps, de l'hygiène, de l'espace, des soins et une surveillance constante.

– *Je vais te dire. Les gus, tu les vois s'amener. Ils se trouvent une ruine, ils se la retapent, ils te collent quatre biquettes dans un coin et zou, adieu Berthe, faï tira... Ils s'imaginaient presque qu'il n'y a qu'à tourner un robinet sous la bestiole pour avoir du lait. Ils ignorent à peu près tout, ils se croient dans un film de Walt Disney, tu vois le genre ? En plus, souvent, ils n'ont pas tellement d'argent. Leurs fromages, ils ont besoin de les vendre. Et pour ça, pas de problèmes, ils trouvent toujours acheteurs.*

– *Pourquoi donc ?*

– *Oh, parce que les gens autour d'eux ont mauvaise conscience. Ils pensent qu'eux aussi ils auraient dû tout larguer. Mais ils ont des traites pour la voiture, il y a les gosses... Alors, ils achètent un chèvre les yeux fermés aux aventuriers. C'est comme un acte de militantisme O.K. Seulement, la chèvre, il n'y a pas plus fragile, à part le canari. Ça a vite fait d'attrapper toutes les saletés qui traînent. Et si tu parles de vaccination et de prévention, tu es un flic.*

– *Alors ?*

– *Alors, tes militants consommateurs, un beau matin, ils se réveillent avec une grosse secousse de fièvre. Mais alors, quelque chose de gratiné... Comme ils ont fait la Thaïlande à Pâques ou la Casamance à la Trinité, ils ne vont pas chercher plus loin. Ils s'imaginent qu'ils ont chopé le palu à Chieng-Maï ou dans les faubourgs de Ouagadougou.*

– *Je vois. Ils ne vont pas incriminer un malheureux banon.*

– *Tu l'as dit, bout-filtre.*

– *Et toi, qu'est-ce que tu peux faire ?*

– *Limiter les dégâts. Parce que, si la chose s'ébruite, les gens vont généraliser. Ils vont boycotter tout le monde, et les éleveurs sérieux vont trinquer pour les autres. Il faut tâcher de dépister les inconscients, les amener à prendre des précautions.*

– *C'est bien. Tu parles comme un livre. Dis-moi, tu n'aurais pas...*

– *Une communauté à te montrer ? Bien sûr, je t'en avais mis une au frais. Justement, eux, je les connais depuis longtemps. Ce sont peut-être les seuls qui aient tenu la distance dans le coin. Ils ont eu pas mal de problèmes, d'ailleurs.*

– *Quel genre ?*

– *Tu vas voir. Finis ton verre, je t'emmène. Le coin vaut le coup.*

Effectivement. Nous avons pris la direction de Nice. Passé Mezel, Pierre-François emprunta une petite route qui serpentait au flanc d'un ravin, avant de s'engager carrément dans des gorges. Et puis le paysage s'élargit d'un coup, et nous arrivâmes à un hameau perdu dans les prés. Cinq ou six familles d'implantés vivaient là, depuis une dizaine d'années. On entendait les sonnailles de leurs troupeaux, sur les pentes. A part ça, rien. Pas de café, pas de panneaux publicitaires, pas de cinéma, pas d'antennes de télé, pas un magasin... Une église désaffectée. Une école sans desservant. Et, au bout de l'unique ruelle en terre, un alambic abandonné, près d'un fontaine, comme un monument aux morts incongru.

Le bout du monde.

La camionnette d'un épicier passait les ravitailler, un jour sur deux. Sauf l'hiver, quand la neige bloquait la route. L'isolement n'était cependant pas parfait. Deux des robinsons travaillaient à l'extérieur, ce qui procurait des rentrées régulières.

Et à par ça, qu'est-ce qu'ils pouvaient bien faire de tout ce temps qui leur tombait sur les épaules à longueur d'année, sans métro, sans grèves, sans embouteillages, sans tous ces petits détails qui tissent la saveur de notre vie quotidienne ? Est-ce qu'on peut s'accrocher dans le vide ?

On peut. Mon ami avait apporté un cubitainer de rosé. Il aurait fait un excellent ambassadeur, Pierre-François. Nous devisâmes verre en main. Une rousse débonnaire haussa les épaules au mot « ennui » :

« *Pour s'ennuyer, il faudrait avoir le temps. On voit bien que vous ne connaissez pas les biquettes.* »

C'est vrai. Je n'avais pas ce privilège. Ces bestioles vous broutent votre énergie vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Pas question de laisser la clef sous le paillasson pour s'offrir un safari au Palace. Puis, ils avaient d'autres animaux, des poules, des lapins, des pigeons, sans compter quelques gosses. Et ne pas oublier la fabrication des fameux fromages, leur vente. Plus, à l'occasion, un méchoui avec des amis des environs. Non, il ne leur restait guère de temps pour les états d'âme.

Pierre-François inspecta ses ouailles, fit des piqûres, des prélèvements. Il connaissait son cheptel sur le bout des sabots. Rien d'inquiétant. Une chèvre couvait une mamite. Il fallait l'isoler. Mais pas de mouton calu.

« *Calu ?*

– *C'est un terme provençal. Ça veut dire qu'il a un ver dans la tête, alors il tourne en rond comme un cochon malade.*

– *Sans blague ?*

– *Si je te le dis, gari. Et ça sert d'insulte, pour désigner un type un peu fada, un instable. Quelqu'un dans ton genre...*

Cette remarque fit rire les gosses, et quelques biquettes particulièrement goguenardes.

La conversation poursuivait ses méandres. Je suivais, sans participer. Quand vous n'êtes pas dans le coup, il ne vous reste qu'à attendre votre provende.

Ils firent le recensement de leurs connaissances, parlèrent de l'état des bêtes et des gens, des subventions, des exploits des nouveaux débarqués. Puis je vis Pierre-François cligner de l'œil avant de leur demander :

« *Et votre troupeau, toujours pas de nouvelles ?*

– *Toujours pas.* »

Ça, c'était pour moi. Je demandai : « *Quel troupeau ?* ».

J'eus droit à l'histoire. Elle remontait déjà à quelques années...

Il faut dire que, l'été, les communautés jouissent d'une vogue certaine, dont elles se passeraient bien. Des légions de Parisiens débarquent, des amis, des amis d'amis. Ils débordent de projets et de bonne volonté. Ils parlent de s'installer, écument la région à la recherche de ruines propices, font des bergeries en Espagne. Ils sont tout feu tout flamme. Ils prennent une overdose d'air pur. Ils vont s'accrocher, c'est juré.

Et puis, et puis, la rentrée approchant, ils décrochent. Ils s'en retournent à Paris. On ne les reverra plus jusqu'à l'été suivant. La vie n'est qu'un rôle.

Il arrive cependant qu'un individu touché par la grâce persiste et s'installe. Il s'intègre alors, et se fond dans la masse.

Donc, un soir, une fille débarqua chez eux. Elle se recommandait d'une vague connaissance, un type passé l'été d'avant. Mais il passe tellement de monde...

Cette fille, c'était une perle. Dure à la peine, pas ramenarde, elle conquit tous les cœurs en un tournemain. La première à l'étable, la dernière couchée, elle avait le don. Les bêtes, elle en faisait ce qu'elle en voulait. Elle subit avec succès le test de l'hiver.

Ce n'est pas de la tarte, l'hiver, dans cette solitude. Les jours rétrécissent comme l'horizon. Les idées baissent avec la lumière. Les conversations s'étiolent. Il arrive que la ligne électrique saute et on reste sans courant, ramenés dix siècles en arrière du fait d'un peu de neige gelée sur un fil. Les meilleurs voient leur moral s'effilocher. Il semble que le printemps ne reviendra jamais. D'ailleurs, le printemps, c'est une blague. Ici, la neige résiste. Quand elle daigne fondre, c'est en catastrophe, une véritable débâcle. La chaleur vous tombe dessus comme un coup de masse. En deux jours, tout est vert, tout éclate.

Cette année-là, il fit sec. Les nuages ne crevaient pas. Des vents contraires les écartaient à plaisir. L'herbe fut maigrelette. Les moutons râclaient la terre jusqu'à l'os, et les biquettes grimpaient aux arbres comme des gerboises pour razzier les feuilles. On dut entamer les précieuses réserves de foin.

Bien joli, mais le foin n'est pas donné. Le groupe s'en était toujours tiré, jusque-là, en évitant les fantaisies. Pas question d'acheter des tonnes de fourrage pour cinq cents têtes. Alors ? Vendre pour la boucherie ? C'était compromettre l'avenir. La fille trouva la solution. Elle parla de transhumance.

Jusqu'ici, nos amis n'y avaient pas eu recours. L'herbe ne leur faisait pas défaut. La transhumance, c'était bon pour les gens des basses terres, qui, de tous temps, menaient leurs bêtes vers le Queyras, vers Gap, vers Briançon. Comme le reste, elle s'est motorisée. Des camions à plates-formes superposées emmènent les moutons en un rien de temps vers les pâturages d'été. L'époque des drailles et les longs parcours à pied, terminé.

La fille connaissait des fermiers, du côté de Guillestre. Ils avaient assez de terrain pour accueillir les bêtes. Quant au transport, elle proposa de les charger comme au bon vieux temps. C'était l'affaire d'une semaine. Le troupeau se nourrirait en marchant. Il suffisait d'étudier soigneusement le parcours.

Ils se penchèrent sur des cartes. Il fallait éviter les grands axes et leur trafic démentiel, naviguer le plus possible à la fraîcheur. Ça paraissait jouable. Pour tout dire, ils n'avaient pas le choix. L'herbe ne viendrait pas aux moutons. Il ne restait qu'à tenter le coup.

Ils préparèrent l'expédition. Le groupe disposait d'un âne de bonne composition et de quelques chiens valeureux, de ces chiens qui vous maintiennent la loi et l'ordre sans défaillance. La fille pensait à tout. On aurait juré qu'elle avait couru ça toute sa vie, tant elle rayonnait de bons sens et d'ingéniosité.

Bien sûr, il n'était pas question que le groupe accompagne le troupeau. Ses membres allaient profiter de cette liberté inusitée, qui pour revoir sa famille, qui pour s'embaucher. Un sunot fut désigné pour accompagner la bergère. Le départ eut lieu.

C'était un de ces spectacles comme on n'en voit plus guère qu'à la télévision, lors d'une de ces laborieuses reconstitutions folkloriques, où des acteurs trop connus parasitent des habits trop neufs.

Là, tout était vrai. Et tout sonnait juste comme une page de Daudet (Alphonse). Un soir, le troupeau s'ébranla comme un fleuve de laine. Ils l'accompagnèrent un moment, jusqu'à l'entrée des gorges. Il leur semblait renouer avec de vieux gestes, qu'ils n'avaient pourtant jamais accomplis. C'était beau, comme une vieille histoire d'amour. Ils se dirent que peut-être, l'an prochain, si Dieu veut... C'est vrai que ce serait pas mal, une expédition en groupe. Ils n'en eurent pas l'occasion.

Une semaine passa sans nouvelles. Normal. Ils n'avaient pas le téléphone. Au bout de huit jours, un des gars alla téléphoner, de Mezel. Il demanda aux gens de Guillestre si le troupeau était bien arrivé :

« *Comment ça ? Il est parti ?* »

L'inquiétude les prit. Sous nos latitudes, le brigandage a quitté le stade artisanal. On se contente de dérogations sur la législation immobilière, par exemple. Un troupeau ne disparaît pas comme ça, comme un brigantin sur les atterrages de Terre-Neuve... La mort dans l'âme, ils alertèrent la gendarmerie.

Justement, une brigade bas-alpine avait en souffrance, dans ses locaux, un jeune homme accompagné d'un âne et de quelques chiens. On l'avait retrouvé errant, l'air hébété. Il n'avait pu fournir ni son nom, ni son adresse, et il ne possédait aucun papier. Un cas d'amnésie temporaire, sans [illegible]... Les gendarmes le rapatrièrent. Peu à peu, il retrouva la mémoire. Ses souvenirs de voyage n'allaient pas au-delà du troisième jour. Ensuite, pschitt. Le noir...

Est-ce qu'il se souvenait avoir pris quelque chose de spécial ? Non. Juste un peu de pastis. Et il avait peut-être remarqué quelque chose d'insolite ? Non plus. Tout se passait très bien.

Ils n'en surent jamais davantage. Leur troupeau s'était fondu dans la nature. Avec cette fille.

Une bien drôle d'histoire. Qu'est-ce qu'ils en pensaient ? Qu'ils s'étaient fait truander ? Ils ne le savaient pas, honnêtement. Un coup pareil, ça signifiait une longue préméditation, toute une organisation pour enlever les bêtes, les écouler sur le marché. Rien d'impossible, malgré tout : la preuve. Mais quand on connaissait cette fille, ça paraissait tout bonnement impensable. Pas elle, ou pas ça...

Une question me brûlait les lèvres. Je n'eus pas à la poser. J'entendis Pierre-François lancer, en guise de consolation :

« *Qui sait, vous la reverrez peut-être un jour, votre Claire.* »

Prochaine étape :

Les saints vont en enfer...



RENÉ BURRI/MAGNUM

CHANT

Atahualpa Yupanqui, la voix d'un continent

Chanter, pour Atahualpa Yupanqui, c'est restituer la voix – et les silences – d'un peuple. Avec ses espérances, ses paysages et sa solitude.

REGINE MELLAC

VOIX rauque, mélodies qui ont la lenteur cristalline d'une rivière qui s'égrénerait entre des rochers, c'est ainsi qu'Atahualpa Yupanqui chante, on pourrait dire vit, ou parle.

Avec plus de cinquante ans de métier derrière lui, le personnage est devenu un monument de la musique populaire latino-américaine. Pour lui, tout a une sorte de continuité, de correspondance, une évidence, une harmonie à ne pas brusquer.

Son monde : un petit recoin du Nord-Est argentin qui s'appuie mollement sur les contreforts des Andes. Une de ces bourgades comme tant d'autres, que l'on atteint difficilement, *« si ce n'est à gué, après avoir laissé sa voiture de l'autre côté »*.

Il a beau vivre à Paris, là-bas il a sa maison, ses chèvres, ses chevaux, toute la gamme des ocres, ses compagnons de route, son peuple, son continent...

« Il y a des années et des années, dites-vous, que vous parcourez la vie de votre peuple... »

– Oui, parler de mes compositions, de ma musique... C'est comme dire « entrez donc, et prenez place » à tout l'univers qui trotte dans ma tête. C'est parler du folklore argentin ou parler de mes voisins de village, de leur vie quotidienne, de leurs problèmes, de mes souvenirs, de ce qu'ils me racontent quand j'y retourne. C'est un tout, et nous en aurions pour des heures de conversation. Le folklore, la musique folklorique, je la connais et je la vis depuis cinquante ans ou plus. C'est mon terroir, je m'y sens bien et j'ai plaisir à y évoluer doucement sans précipitation ; un jour, c'est un poème, un autre, c'est une mélodie, parfois c'est l'un et l'autre. Ce qui fait qu'au fil des années j'ai bien composé mille cent cinquante chansons ou mille deux cents, je ne sais pas !

» Ce que je sais, c'est que l'on me parle toujours des chansons engagées que j'ai écrites – toujours les mêmes d'ailleurs, – comme si le reste n'existait pas, comme si parler des gestes quotidiens n'était pas aussi important, aussi vivant, aussi vital.

Trois espaces infinis

» Toutes mes chansons sont en fait l'expression modeste de ce que j'ai appris auprès des paysans, des enfants, en sillonnant l'Argentine. Car pour apprendre le langage populaire, ce ne sont pas des mois qu'il faut, mais des années et des années. C'est ainsi dans mon pays. Et c'est en le parcourant de long en large pendant trente ans, à cheval, en camion ou en travaillant avec les gens que je rencontrais que j'ai appris les rythmes et les danses de la pampa, de la forêt et de la montagne, ces trois espaces infinis qui sont les nôtres et auxquels correspondent toute une gamme de mélodies et toute une histoire.

– Mais il n'y a pas de ville, pas de mer dans votre univers...

– C'est normal, je n'ai connu la mer qu'à vingt-quatre ans. Je ne sais pas nager et je n'ai jamais appris. Nous n'en n'avions pas besoin, nous qui ne connaissions que les petits ruisseaux ou les maigres fleuves qui se traversent à cheval. Je suis un homme de la terre, et lorsque, pour la première fois, donc, j'ai vu la mer, j'étais paniqué, je me sentais dominé.

» La ville, c'est pour moi encore un autre monde. La ville et sa musique, et, dans le cas de l'Argentine : Buenos-Aires et le tango, c'est un monde que j'aime, que je respecte et que j'admire, mais ce n'est pas le mien. Mon univers est fait d'une certaine lenteur, il est fait d'entraide et de pudeur.

» Par exemple, quand j'étais gamin, mon professeur de guitare habitait une bourgade voisine de la nôtre. Je faisais donc à cheval 15 kilomètres par semaine pour pouvoir étudier. Chez nous il n'y avait pas d'automobiles, et nous n'en avions d'ailleurs pas besoin. Nous avions des chevaux. Notre monde était un monde de hennissements et de ruades. Tous ceux qui m'entouraient étaient des « gauchos » éperonnés, à la vie dure mais formatrice. Tel était notre horizon, et c'est dans ce contexte que je me suis mis à faire comme les autres : à gratter la guitare, à débusquer les nuances de chaque région. Mais pour apprendre tout cela, il m'a fallu beaucoup de temps...

Solitude

– Et beaucoup de silence...

– Le silence est une des choses auxquelles j'accorde le plus de prix. Mais ce serait long d'en parler et je n'aime pas parler de moi. L'important est de ne pas oublier ceci : campagne est synonyme de silence et de solitude.

» *Quand j'étais enfant*, nous étions quinze millions d'habitants pour un pays de 3 millions de kilomètres carrés qui s'étiraient sur 3 500 kilomètres. Nous étions quinze millions de solitaires. Pour se rendre visite d'une maison à l'autre, pour se dire un simple : *« Holà ! comment vas-tu, comment vont tes enfants, ta famille ? »*, il fallait un jour à cheval.

» La guitare est la compagne de tout cela. C'est un instrument national parce qu'il est relativement facile d'en jouer, et que, lorsque l'on n'a personne avec qui dialoguer, il n'y a rien de plus beau que de se parler à soi-même en compagnie de cette merveilleuse amie, complice et discrète, qu'est la guitare.

– *Comment* tout cela se retrouve-t-il dans votre travail ?

– C'est simple. J'ai toujours un air ou un poème en tête. Quand c'est la mélodie qui vient la première, elle a toutes les chances de rester mélodie ! La guitare a déjà tout dit et les mots sont superflus. C'est le cas de tant de *vidalas* d'adieux.

Quand c'est un poème, ou il reste poème ou je lui mets quelques notes... Et surgissent les paysages. Car, là-bas, ce sont des paysages à perte de vue avec tout ce que cela peut signifier comme relations humaines, comme réactions humaines.

» Il y a beaucoup de « pampa » dans mes vers, beaucoup de plaines. Aussi ai-je souvent recours à la *« milonga »* qui est la mélodie de l'infini, du soleil que rien n'arrête, des distances que rien ne limite.

» Quand la vie commence à frémir, c'est plutôt la *« chacarera »*. Les paysans cultivent le maïs sur des lopins de terre minuscules ou de quelques hectares parfois, que l'on appelle *« chacras »* ; de là l'origine du mot. Pour les semailles ou les récoltes, ils s'entraident, et quand la journée est finie ils dansent. Et cette danse, qui a toutes les gammes de nuances, on la nomme *« chacarera »*.

» D'une autre danse, la *« zamba »*, j'en ai composé une centaine. La *« zamba »* est originaire du nord de l'Argentine. Elle est très voisine de la *« marinera »* péruvienne. C'est déjà une musique plus élaborée, plus soignée, plus polissée. Elle a quelque chose d'espagnol, de métis, d'urbain, en tout cas rien d'indigène ; et ce serait un contresens que de lui mettre des paroles de *« baguala »* par exemple, cet air que l'on retrouve dans la région de Salta et de Jujuy et qui évoque sans le brusquer le quotidien paysan. Car, en montagne, on ne brusque pas. On est déjà tellement écrasé par les mystères de la nature que la musique est comme un soutien, un écho réconfortant que l'on se murmure à soi-même, une harmonie qui découle d'elle-même. Or cette façon d'avoir apprivoisé la musique est une coutume millénaire. Quand les espagnols sont arrivés, les indiens chantaient déjà *ainsi*.

La « vidala »

Quant à la *« vidala »*, elle correspond au nord-ouest du pays, aux forêts de la Rioja, à la région qui est au pied des Andes. Toute cette zone est terre de *« vidala »*. C'est un air un peu liturgique, respectueux, pudique. J'aime la *« vidala »*.

» Mais j'aime aussi le répertoire anonyme. Ce qui pour moi est le vrai folklore. Ces quelque trois cents chansons que nous chantons sans en connaître les auteurs. Car la vieille tradition orale s'est maintenue vivante en Amérique latine. Sur tout le continent, on *« paya »*, c'est-à-dire on improvise, on se défie verbalement : *« payar »* signifie rencontre de deux compositeurs populaires, les *« payadores »*, probablement originaires d'Espagne. L'un fait un couplet en vers et l'autre lui répond de même. C'est un véritable duel d'ingéniosité, d'astuce, d'intelligence et de présence d'esprit dans la bouche de compositeurs la plupart du temps autodidactes, qui, plus que des poètes, sont des sortes de chroniqueurs de la vie sociale.

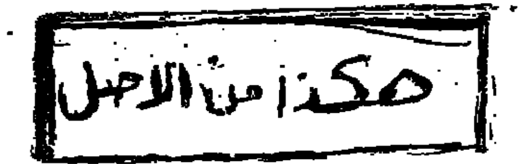
» La tradition populaire sur le continent latino-américain est d'une richesse inouïe. La musique a longtemps servi de support à la narration. Les *« juglares »* n'étaient pas des chanteurs, c'étaient des conteurs. Chanteurs sont les *« trovadores »* . Or, des *« trovadores »*, il y en a encore beaucoup et partout. A l'origine, ils ne composaient pas, ils colportaient les airs qu'ils « trouvaient » au fil de leurs pérégrinations.

Interprète fidèle

– Que sait-on de la musique apportée par les Espagnols ?

– Peu de chose. Mais dans les archives de l'église San Francisco à Cuzco, au Pérou, on a trouvé quelques documents qui portent des notations musicales très vieilles. Car si la notation a beaucoup changé, ce n'a été que plus tard, au XVIII[e] siècle. Je ne suis pas un spécialiste, mais je sais que l'on a trouvé des similitudes entre des documents qui remontent à l'époque de saint Grégoire et les airs pentatoniques andins. Quand l'Indien faisait de la musique, écrivait de la musique, c'était sans sensualité. Comme aujourd'hui sa façon linéaire de parler, comme la raideur de son poncho. A l'opposé de l'art arabe, tout en volutes et en courbes, l'art incaïque est fait de lignes. La musique est pareille à la langue quechua, la gamme pentatonique n'a pas de demi-tons, elle n'a que des tons entiers.

(Lire la suite page X.)



ÉTATS-UNIS

La fortune (politique) de « Jay » Rockefeller

Ou comment l'héritier d'une des plus grosses fortunes des Etats-Unis, gouverneur de l'Etat de Virginie de l'Ouest, compte accéder à la Maison Blanche.

CURTIS SELTZER

POUR la plupart des gens, aux Etats-Unis comme en France, le nom de Rockefeller est *avant tout synonyme d'argent, tandis que ceux de Kennedy, de* Roosevelt ou de Taft évoquent plutôt la réussite politique.

John D. Rockefeller IV, gouverneur démocrate de l'Etat de Virginie de l'Ouest, espère bien changer cela. Il voudrait être connu pour sa brillante carrière politique, plutôt que parce qu'il est l'héritier d'une des plus grosses fortunes des Etats-Unis. Mais pourra-t-il faire oublier la relation de cause à effet qui existe entre sa fortune, estimée à environ *70 millions de dollars, et sa bonne fortune dans* la vie politique de l'Etat de Virginie de l'Ouest ? Et pourtant, cette relation est évidente. Afin d'être élu pour un second mandat de quatre ans à la tête de l'exécutif de l'Etat, Rockefeller, ou plutôt Jay comme il aime qu'on le surnomme, a dépensé 11,5 millions de dollars. En novembre dernier, il a été réélu avec 54 % des suffrages. *Jamais un homme politique américain n'avait mis autant d'argent de sa poche pour emporter une seule élection*. Au total, Jay Rockefeller a dépensé au moins 16 millions de dollars au cours de ses trois campagnes électorales dont la première, en 1972, échoua.

Cette dépense sans précédent s'explique par les ambitions politiques « nationales » de Jay. Il vise le Sénat pour 1984, à la fin de son mandat de gouverneur (on ne peut être élu gouverneur plus de deux fois), ou, mieux, la Maison Blanche, comme vice-président de M. Walter Mondale ou de M. Edward Kennedy. Pour avoir quelques chances de réussite, il devait tout d'abord être réélu dans son Etat d'adoption. C'est chose faite. Mais, sa victoire ayant été quand même un peu juste pour un gouverneur sortant, Jay a de bonnes raisons de penser que les 11,5 millions dépensés *au cours de la dernière campagne n'ont été qu'un prudent investissement*.

La fortune que Jay a écornée pour financer son élection est enracinée dans l'histoire américaine. *Le premier Rockefeller, Johann Peter, originaire d'Allemagne, est arrivé aux Etats-Unis en 1723. Pendant près d'un siècle*, les Rockefeller ne furent que de modestes paysans, établis dans l'ouest de l'Etat de New-York. William Rockefeller, le père de John D. Rockefeller, trouva plus lucratif de se faire colporteur et d'escroquer les Indiens en leur vendant des flacons d'un remède-miracle *qui était censé guérir tous les cas de cancer, sauf ceux qui en étaient déjà « à un stade trop avancé »*. Son fils bâtit la fortune familiale sur le développement de l'industrie pétrolière, dont il réussit à avoir le monopole. De nos jours, la fortune des Rockefeller est constituée par un large éventail de valeurs mobilières et immobilières, d'actions, d'œuvres d'art et autres placements.

Jay Rockefeller a quelques atouts qui pourraient lui permettre d'accéder à la *Maison Blanche en 1984 ou, au pire, à l'occasion d'une des deux élections suivantes*. Tout d'abord, il est jeune : il n'a que quarante-trois ans. Son épouse, charmante par ailleurs, est la fille de M. Charles Percy, sénateur républicain de l'Illinois. La famille de Jay a joué également pendant des années un rôle important au sein du parti républicain, et son oncle David, qui dirige la Chase Manhattan Bank, est un des principaux animateurs de la *Commission trilatérale. Il porte beau*, et laisse l'impression d'un homme sincère et enthousiaste. Il n'est pas excessivement brillant, mais les dernières élections présidentielles semblent prouver que ce n'est pas nécessairement un handicap pour faire une brillante carrière politique aux Etats-Unis.

Charbon

Réussir en Virginie de l'Ouest n'est pas réussir à Washington. Jay Rockefeller ne gouverne, après tout, qu'un petit Etat, à 250 kilomètres à l'ouest de la Maison Blanche, et dont la population est essentiellement rurale. C'est une base de départ qui reste étroite pour quelqu'un qui aspire à un destin national. *La Virginie de l'Ouest est surtout connue pour les importants* gisements de charbon qui s'étendent sous ses montagnes. En dépit des ressources que lui procure l'exploitation des mines et des forêts, le revenu annuel moyen par habitant y a été pendant longtemps nettement en dessous de la moyenne américaine. En fait, même si *la Virginie de l'Ouest compte, grâce au charbon*, quelques *millionnaires*, l'essentiel des bénéfices est drainé hors de l'Etat par de grandes compagnies minières, qui réalisent, chaque année, la plus grande partie de la production. A tel point que cet Etat a été baptisé la « colonie » des multinationales minières.

Qu'est-ce qui a poussé un Rockefeller, né et élevé dans la propriété familiale de l'Etat de New-York, *diplômé de l'université Harvard*, à venir s'établir dans un endroit pareil ? Jay a d'abord choisi d'axer son action politique autour de la défense des pauvres et des faibles. C'est la raison pour laquelle, au milieu des années 60, Jay est arrivé en Virginie, comme travailleur social, pour réorganiser la vie communautaire d'un petit village de mineurs *au chômage. Il était déjà démocrate et suivait Robert Kennedy*. On lui avait également proposé le *« barrio »*, le bidonville chicano de Los Angeles, mais il préféra la Virginie, plus proche de la sphère d'influence traditionnelle de sa famille et où, selon sa propre expression, les « autochtones » parlent anglais.

Au début de sa carrière politique, Rockefeller voulut se poser comme un réformiste, appartenant à l'aile gauche du parti démocrate de *Virginie. Il prit position pour l'interdiction de l'exploitation* du charbon à ciel ouvert, en raison des dégâts qu'elle causait à l'environnement. Il fit activement campagne pour l'assainissement des pratiques politiques de son parti en tentant de « casser » le pouvoir des notables locaux. Il soutint le projet de loi autorisant les fonctionnaires à se syndiquer et à négocier collectivement avec *le gouvernement. Aux côtés des ouvriers*, des consommateurs, des écologistes, il était de tous les combats contre les sociétés minières, qui dominaient la vie politique de l'Etat depuis des années. Conséquence logique, en 1972, candidat pour la première fois au poste de gouverneur, il perdit les élections. Il en rendit responsables ses *idées un peu trop à gauche*, et estima *avoir commis une erreur en ne* composant pas avec les notables démocrates locaux, qui pouvaient, dans les comtés miniers, mettre en branle une efficace organisation d'agents électoraux.

Pour les élections de 1976, il changea donc d'idées comme de tactique afin d'assurer sa première *victoire. Il retourna toutes les positions qu'il avait adoptées* antérieurement et qui l'avaient opposé en 1972 à l'industrie minière. Il devint le défenseur des mines à ciel ouvert. Il poussa les syndicats d'exploitants de mines de charbon à s'unir et les encouragea à abandonner les relations *de concurrence qui existaient entre eux depuis des années*. Il fit clairement savoir aux notables des comtés miniers qu'il avait changé, et qu'il était quelqu'un avec qui même les plus corrompus pouvaient s'entendre.

Trop riche

La tactique adoptée par Rockefeller *en 1980* contre le républicain Arch Moore, qui l'avait battu *en 1972*, reposa donc *sur trois éléments : il expliqua d'abord aux électeurs qu'il était « totalement honnête »*, puisqu'il rendait publiques toutes les sommes, même le plus petit dollar, collectées ou dépensées par les organisateurs de sa campagne. Selon lui, il n'avait rien dissimulé pour financer des activités électorales illégales. Une fois élu gouverneur, il déclara à ses électeurs qu'ils n'avaient aucun souci à se faire à propos de son honnêteté, puisque, ajouta-t-il un peu cynique : *« Je suis trop riche pour voler. »*

Ensuite, Rockefeller déclara que le charbon était la meilleure solution aux problèmes de l'énergie des *Etats-Unis*, et qu'il était le porte-parole du charbon. Cette rengaine marcha bien dans une région où depuis trois ans la baisse continue de la demande de charbon avait mis au chômage total ou partiel près de la moitié des mineurs et avait provoqué la faillite des caisses d'allocation-chômage de l'Etat de Virginie de l'Ouest. Les dirigeants des mines de charbon voyaient dans son élection un moyen pour que le « lobby Rockefeller » fasse pression à Washington en faveur de l'augmentation de la consommation de charbon, de la réduction des règlements *contre la pollution de l'air et sur l'exploitation des mines à ciel ouvert*, et en faveur de la « paix sociale »

Enfin, Rockefeller était décidé à dépenser ce qu'il faudrait *« quoi que cela coûte »* pour assurer sa réélection. Sur un budget de 11,5 millions, il dépensa près de 5 millions de dollars pour sa campagne publicitaire organisée *par la société new-yorkaise Garth Associates*. Il dépensa 500 000 dollars pour acheter des spots publicitaires sur les chaînes de télévision de la capitale fédérale. Quelques milliers seulement d'électeurs démocrates, habitant près de la frontière orientale de l'Etat, pouvaient capter ces émissions. En fait, la campagne publicitaire de Jay sur les médias de *Washington voulait d'abord atteindre les dirigeants politiques* nationaux et la *presse* à audience nationale.

Il donna également 2 500 000 dollars à des conseillers politiques qui mirent au point des programmes pour sonder les opinions des électeurs en prenant contact avec eux par téléphone ou par lettre. Cette campagne *fut l'opération de « marketing politique » la plus intensive* et la plus sophistiquée de toute l'histoire américaine.

La mobilisation d'une armée de douze mille agents électoraux, le jour des élections, coûta à Rockefeller encore 750 000 dollars. Les organisateurs de la campagne payèrent des agents dans presque chaque comté de l'Etat pour qu'ils diffusent les pamphlets politiques de Rockefeller.

Dans ce type d'élections, en effet, les candidats achètent bien souvent l'allégeance politique des notables de chaque comté. En échange, ces notables offrent entre 40 et 200 dollars par jour à tous ceux qui acceptent de pousser les électeurs à voter. Quant à Rockefeller, il versa jusqu'à 1 000 dollars par agent. Cette *pratique* est *surtout répandue* dans les pays *miniers* ou dans les zones urbaines dont les habitants ont de faibles revenus. Ailleurs, ce sont des volontaires qui font ce travail de « mercenaires politiques ». Rockefeller a donné une dimension sans précédent à ce système.

Dès lors que le candidat ne les cache pas, ces *pratiques restent* parfaitement légales au regard de la loi de la Virginie de l'Ouest. Mais ce n'est pas tant l'illégalité de la campagne de Jay que son éthique qui inquiète un grand nombre d'observateurs politiques. Ayant d'abord critiqué la corruption du *système* politique de la Virginie de l'Ouest, il en est devenu maintenant le principal bénéficiaire. Trois millions de dollars, enfin, servirent à rémunérer les organisateurs de la campagne, les pique-niques géants *auxquels tous* ceux qui *le* voulaient pouvaient participer, les frais d'impression de tracts, les frais de déplacements et la location de bureaux.

La campagne qu'a menée Rockefeller en 1980 a fait date dans la vie politique américaine : alors que beaucoup de démocrates ont été balayés par la vague républicaine, sa victoire le place en bonne position dans l'entreprise de reconquête du gouvernement fédéral par son parti. *Le succès* de cette campagne illustre également *bien l'efficacité de l'association entre un grand nom*, des idées politiques « bateaux », et des ressources financières suffisantes pour graver, pendant seulement six mois, le message du candidat dans l'esprit des électeurs. Enfin, cette campagne prouve que Jay Rockefeller a confiance en lui, et que son objectif maintenant est bien la Maison Blanche. ■

Atahualpa Yupanqui

(Suite de la page IX.)

» Je ne chante presque jamais en quechua, non parce que ce n'est pas mon domaine, mais parce que beaucoup trop de gens ont abusé de ce moyen pour forcer la dose en exotisme. Or en musique, il faut de la pudeur. La musique du peuple, par respect pour *lui*, doit se faire avec une certaine discrétion. Beaucoup *dans ce domaine* sont dépourvus de cette attention...

» Au fond, la seule chose qui m'importe *profondément, non seulement aujourd'hui mais depuis toujours*, c'est *d'être un interprète fidèle. Fidèle à ce que j'ai appris et vécu, à ce que* j'aime et à ce que j'ai choisi, fidèle à mon monde porteur de quotidiens rudes et bafoués. C'est pour cela que, lorsque l'on me parle de « technique », je réponds toujours que je pratique une technique « rustique », parce que faire autrement serait tricher, serait altérer l'esprit et la *forme* de ce que je joue. Par exemple, *pour jouer une « chacarera »*, il faut que je sache d'où elle *vient*, car, selon sa provenance, elle peut être saccadée ou sourde. Si j'interprète une *« vidala »*, je la veux pure, je veux qu'elle soit évocatrice de paysage, même si cela peut sembler austère. Que *cela plaise ou non, c'est secondaire. Je ne cherche* pas les applaudissements et je ne les ai jamais cherchés ; aussi ai-je eu beaucoup de silences dans ma vie. Des gens qui ne comprennent pas ma musique ; j'admets qu'on ne la comprenne pas, mais qu'on me laisse la jouer tranquillement, *sans jeux de scène, comme on* la vit là-bas, comme on en a besoin, comme la montagne, autrefois, demandait le tambour et que les paysans utilisaient pour communiquer entre eux. Alors, selon sa dimension ou selon sa portée (le fameux *« bombo leguero »* portait à une lieue), on savait qu'il y avait fête chez Luis ou chez Gonzalez...

» *Jouer, pour moi*, c'est tout faire pour que ma musique restitue cela, pour que ma guitare parle, qu'elle soit confidente, qu'elle soutienne mon exigence. Et si par hasard, parfois, quelqu'un m'écoute... Tant mieux. ■

HISTOIRE

Vivre au douzième siècle

On parle beaucoup du Moyen Age, de ses chevaliers et de ses moines. On parle moins de ses paysans, car, d'eux, on sait peu de chose. L'archéologie médiévale permet pourtant de reconstituer leur vie quotidienne.

ROBERT FOSSIER

LE Moyen Age est à la mode : il se « vend » bien, à la télévision, dans les mensuels spécialisés, au cinéma et même dans les écoles ; en librairie, *Montaillou* a fait « un malheur », comme *les Rois maudits* ou *la Chambre des dames* ; le roi Arthur envahit les écrans, et les romans de Zoé Oldenbourg comme les essais de Georges Duby mordent très sérieusement sur le « grand public ».

Je me demande toutefois si ces chevaliers, ces moines, ces nobles *dames dont on nous décrit les exploits ou les états d'âme* valent plus pour la connaissance du Moyen Age que ne le vaudrait pour notre siècle une chronique de la vie quotidienne des vingt premiers P.-D.G. de France. Or il se trouve que j'ai goût à m'occuper des autres, c'est-à-dire des neuf qui manquent sur les dix qu'on veut atteindre, et dont huit *pour le moins sont des paysans. J'entends* les bons esprits clamer : *« Mais comment les toucher, eux qui n'ont rien laissé dans nos textes qu'une trace fugitive dans une liste de témoins, un registre foncier, un acte d'aumône, quand ce n'est pas seulement l'indistinct murmure de leurs oraisons et de leurs plaintes ? »* Certes ! Aussi est-ce à l'histoire *sans textes* qu'il faut s'adresser, la voie, neuve encore, de l'archéologie médiévale, la seule qui mène aux humbles.

Je me placerai à dessein au douzième siècle, voire au début du treizième, lors du *« siècle du grand progrès »*, comme dit Georges Duby, celui où l'Europe est née *et a commencé une longue marche de huit siècles qui l'a menée à la conquête du monde*, puis à sa perte. Il me semble que c'est là le véritable « Moyen Age » : *« le temps des seigneurs »*, disaient les vieux manuels jadis. Ces temps décisifs sont des plus mal connus ; dans le domaine *que j'aborde, des textes rares et peu précis*, des sites profondément remodelés ensuite. Pourtant, les techniques archéologiques, mises au point en Angleterre, en Allemagne, aux Pays-Bas, avant de s'introduire chez nous, ont emprunté à la Préhistoire *ou* à la *très haute* Antiquité une finesse de l'étude stratigraphique qui a permis, là où on l'a essayé, de surprenantes reconstitutions : sur 30 centimètres d'épaisseur n'a-t-on pas pu, à Wharram-Percy près d'York, repérer six implantations successives de maisons sur un même site au cours d'un peu plus de trois siècles, de 1000 à 1350 ? Evidemment, les décapages complets ou les prospections exhaustives exigent les espaces inhabités ou incultes, de l'argent et des années : mais on l'a pu, et je ne citerai, outre Wharram-Percy, que Gomeldon au Wiltshire, Hohenrode dans le Harz allemand, Kootwijk en Hollande ou Rougiers en Provence.

Quant aux textes, et même pour le *douzième siècle*, ils sont *moins rares et moins obscurs* qu'on pourrait le craindre : peut-être n'y trouvera-t-on pas les multiples détails ménagers qu'un registre d'inquisition a livrés pour Montaillou, et les enquêtes manoriales *« pour cause de mort »*, qui éclairent l'Angleterre du treizième siècle débutant à peine. Mais nous avons des rôles de cours, des dénombrements, *des épaves comptables, des illusions romanesques*, pour ne rien dire d'une iconographie parfois trompeuse. Le cadre de la vie quotidienne sort peu à peu du brouillard.

La maison

C'est la maison qu'on voit le mieux : un rectangle de 15 à 20 mètres sur 5 à 7 mètres, plus que bien des logis de journaliers du dix-neuvième ; sans fondations, à même le sol d'argile battue ou le roc nu ; si le bois est rare, des murs de pierre, morceaux de craie, de grès, grossièrement équarris au marteau, pris sur place — et on peut encore repérer les fosses d'où on les a tirés ; un mortier de chaux pour les lier parfois. Mais ce qui nous semble, à l'évidence, le signe de la solidité ou de la richesse, et de surcroît un héritage antique, *n'est en fait qu'un pis-aller* ; l'essentiel, c'est la terre mêlée de paille, les mottes de gazon empilées, les rondins ou simplement les planches, dont on use partout, en Angleterre, en Allemagne, en France, même du Sud ; matériaux légers, démontables, et combien plus *isolants* des *variations de température*.

Parfois la *forme* est *circulaire* ou ellipsoïde, comme en Bretagne, mais toujours de surface

comparable, une centaine de mètres carrés. Pas d'étage avant longtemps, même si l'on bâtit en pierre, ou si les maisons, comme dans le Midi, s'épaulent les unes les autres. Pas de grenier non plus : la charpente est apparente, le plus souvent formée de poutres enfoncées obliquement dans le sol et que soutiennent à leur rencontre une file de poteaux, quelquefois deux si le bois abondant a permis de voir grand, ou si, au contraire, au Sud, sa rareté interdit les poutres obliques. Selon l'inclinaison obtenue, une couverture en chaume retombant jusqu'au sol, ou des pentes moins accusées avec des tuiles rondes ou plates, voire des plaques de roc ; de toute manière, chaume retombant ou murs branlants, pas de fenêtres possibles.

C'est l'intérieur qui intéresse l'historien, car la maison est un témoin qualitatif de l'économie et des structures sociales ; ce n'est ni sa taille, ni ses matériaux qui comptent : le manoir du maître a quelques ornements et une cave ; il se hisse parfois avec son colombier sur un terre-plein fossoyé, mais c'est tout. En revanche, l'utilisation de l'espace bâti est fondamentale, et on la voit évoluer précisément d'une manière capitale lors du « bond en avant » de l'Europe médiévale. Au début du douzième siècle, presque partout, la maison est « mixte », avec une seule entrée pour les bêtes et les gens ; d'un côté des poteaux médians, ou sur toute une partie de la surface, légèrement déclive, les vaches, au besoin les moutons, un peu plus tard les porcs, avec une rigole pour le purin et un bas-flanc léger ; le reste est la part des hommes, pourvue de bâtis pour supporter la vaisselle de terre cuite ou de métal, les outres de vin neuf, les paniers de poisson salé, la viande fumée, les outils de fer ; peut-être des coffres déjà et de vastes cadres où entasser la paille et les couvertures qui formeront le lit collectif pour cinq ou six ; rien de sûr d'ailleurs en ce qui concernerait ce « mobilier », car les blocs de pierre paraissent servir pour tout : n'a-t-on pas observé que le très fort développement, chez les deux sexes, des os du bassin et des jambes pouvait suggérer l'idée d'une posture accroupie, aussi fréquente qu'elle l'est aujourd'hui encore en terre d'Islam ou en divers continents ?

Quant au foyer, il est dehors, en pleine terre, loin des murs ou des toits inflammables ; mais ce sera encore en plein treizième siècle le cas des trois quarts des maisons de Rougiers, pourtant en pierre ; la cuisine est donc faite en plein vent, et le chauffage est exclu. C'est donc la réintroduction de l'âtre à l'intérieur de la demeure qui est une étape décisive de la vie humaine, au douzième ; encore sommes-nous loin de la hotte accolée à un conduit ménagé dans le mur : il ne s'agit au départ que d'une pierre plate au milieu de la salle, ou le long d'un mur enduit d'argile séchée, avec un trou d'évacuation pour la fumée. Désormais, la zone humaine de la maison est celle qui entoure l'âtre, le « feu », le « foghana » ; toute une convivialité familiale et amicale devient possible autour de la marmite ou de la flambée d'hiver ; tout un folklore se forge qu'enregistrent et répètent les « diseurs » qui parlent bien aux veillées, ou les vieux qui se souviennent pour les autres. On n'a sans doute pas assez attaché d'importance à ce « détail archéologique » dans l'histoire, si à la mode, des mentalités collectives : la mémoire paysanne, ou nobiliaire, car le phénomène existe au château, ne serait-elle pas liée à cet « incident technique » ?

Silos et cloisons

J'en dirais autant des réserves de grain, des silos, jadis creusés dans le roc hors de la maison, grossièrement plaqués d'argile séchée et fermés par une dalle ; ils regagnent l'intérieur eux aussi, se transforment en jarres et en paniers juchés sur des bâtis et des pierres plates, comme des fenils alpestres ; souci d'éloigner les rongeurs, les insectes ou d'éviter les dégâts des intempéries ? Sans doute, mais la « cave », le « cellier », où on les protège par un bas-flanc, renforcement du mur ou surcreusement latéral, sont des symboles aussi : ceux de la propriété, de l'épargne, de la sécurité, le signe de la promotion villageoise. Et pourquoi ne pas y ajouter l'apparition, toujours à ce moment, de cloisons de bois ou de pierre, isolant, chez le noble, un réduit pour les malades, pour les nourrices, pour la « chambre » où se retire le couple dominant le groupe, édicules adventices ou division interne, peu importe : qui n'y verrait un élément de l'histoire de la famille, un progrès de la notion de couple, et — je n'hésite pas — de la pudeur et de l'affectivité ; tant pis pour la « réforme grégorienne » !

Dans ces conditions, au début du treizième siècle, la chaleur des bêtes n'étant plus nécessaire aux humains, les « maisons mixtes » se cassent en étables et maisons élémentaires ; ni partout, ni tout de suite : à Montaillou, le fumier continue à sortir par la même porte que les hommes, et les Alpes, la Bretagne ou l'Auvergne du vingtième siècle pourraient encore nous donner des exemples de cet ordre. Pour expliquer cette mutation, on évoque l'entrée du feu dans la demeure, les progrès de l'élevage rendant matériellement difficile la cohabitation des hommes avec un trop fort troupeau ; mais au même moment disparaissent aussi au-dehors les « fonds de cabane », ces petites huttes basses enfoncées jusqu'à 50 centimètres au-dessous du sol et où travaillaient les potiers, les fileuses, le sabotier, l'aiguiseur de lames : ces officines réintègrent la demeure qu'ont évacuée les animaux et donnent à l'artisanat « domestique » toute sa dignité.

Le lecteur pressent-il ma conclusion ? Le feu à entretenir, les réserves à surveiller, la cuisine à faire, la laine à filer, le linge à serrer dans le coffre, au besoin la vache à traire, c'est là œuvre de femme, œuvre de « maîtresse de maison », œuvre jusque-là dispersée, affadie, impossible ; le prestige de la « nouvelle Eve » du treizième siècle, la « promotion » de la femme des temps gothiques et de l'amour courtois ne plongeraient-ils pas leurs racines jusqu'à la chaumière, enfin devenue cellule de production ? Cette fois encore je tiens pour une base matérielle dans l'histoire des mentalités.

Le jardin

Tout pouvoir en ce temps a un caractère concret qui en rend sensible l'étendue ; même l'Eglise tire une part de son prestige des grosses rentes qu'elle perçoit... Le pouvoir domestique n'échappe pas à cette pression du réel : la maison se prolonge au-dehors par un enclos, presque partout de quelques dizaines d'ares, où court la volaille, pousse l'herbe « à potage », est exploitée la roche, entassé le bois mort, dressée la ruche ; c'est le jardin, le pourpris, le courtil, l'hort, les ferragina, le clos, comme on dit ici et là ; c'est en tout cas le domaine des femmes et celui des enfants, l'espace où l'on épand le fumier de l'étable et l'excrément humain ; car le reste des ordures ménagères est souvent éparpillé sur les champs, comme on a pu le prouver à Wharram-Percy. Naturellement une situation exiguë ou un perchement méditerranéen, comme à Rougiers, rendront impossible l'établissement de cette annexe domestique : la position sociale de la femme n'y aurait-elle pas été alors diminuée, au sud de l'Europe notamment, plus que par quelque influence du droit romain ?

Nous avons quelque peine à imaginer la vigueur des liens unissant, et pas seulement par le sang ou l'intérêt, les maisons villageoises en ces siècles lointains. Certes la maison et son clos forment la cellule première de la vie quotidienne, mais une cellule au milieu d'un ample tissu ; car le Moyen Age vit surtout dehors, et sous tous les cieux et à tous les siècles. Cette vie extérieure prolonge, amplifie, enrichit celle de la maison ; les textes nous la font mieux connaître que l'autre ; mais assez tard, après 1250 ou 1300, lorsque la lumière touche les fêtes, les jeux, les processions, les rituels communautaires, ou, plus concrètement, les assemblées villageoises qui fixent la date des vendanges ou l'assiette de la taille.

Faute d'un décapage complet, qui devrait alors porter sur 4 ou 5 hectares d'un tenant, nous n'avons jamais qu'une partie d'un village fouillé ; ce sont donc souvent les textes, ceux de l'Angleterre manoriale par exemple, qui permettent d'esquisser la figure du village ; à moins qu'il ne s'agisse, mais ce sont de négligeables exceptions, des constructions neuves sur plan régulier à l'antique. En lignes parallèles, on dit en « rangs », séparées par un large espace, comme on en verrait dans nos villages lorrains, ou en noyaux globulaires ménageant une zone centrale, les maisons dégagent entre elles une place herbeuse, le préau, le green, la platea, lieu de rassemblement des hommes et des bêtes, où rôdent le sergent du maître, le colporteur ou le jongleur en quête de client ; quelques arbres et des pierres où se tiennent les vieux, au besoin prennent place les femmes s'épouillant mutuellement : c'est là le « parlement », le lieu de palabre certainement, celui du marché de semaine sans doute, celui des « émotions » aussi.

En l'évoquant, en vérité j'interprète, au travers des analyses anthropologiques d'aujourd'hui, le rôle d'un espace nu, commun à tous ; ce n'est qu'une raisonnable déduction. En revanche, il est des lieux de réunion inévitables et constants, presque tous moins chargés de folklore, mais souvent repérables sur les sites abandonnés : d'abord ceux qui touchent à l'eau, élément de vie pour tous les êtres vivants du groupe, l'étang, la rivière s'il en est, où pêcher et battre le linge, le puits si la nappe n'est pas trop profonde, la citerne si elle manque, comme à Rougiers. Le dépotoir ensuite, cavité naturelle, grotte, maison abandonnée où sont jetés pour la plus grande joie des archéologues, en admirables stratigraphies, des arêtes et des coquilles, des débris de cruches et d'outils, les os des animaux consommés, fœtus et morts-nés, et probablement bien d'autres choses encore que le temps n'a pas respectées. On en a fouillé quatre à Rougiers, deux à Wharram-Percy, et on a même pu déterminer de quelles maisons provenaient tels vases brisés.

L'aire à battre

Le moulin (il n'est alors utilisé que sur eau courante) est à la charnière du service domestique et du rôle public : non pas parce que c'est une œuvre seigneuriale, qui entraîne paiement et obligation d'usage, car la contrepartie en est souvent un estimable gain de temps et de peine pour les femmes qui broyaient à la main ; mais parce que le meunier, déjà suspect de fraude ou de délation, fait attendre à sa porte où s'allonge une « queue » de villageoises exaspérées : saint Bernard prétendait y déceler un risque de débauche pour les jeunes oisifs ; certains ordres religieux y trouvèrent l'occasion de dépêcher là quelque frère prêcheur, profitant d'ouailles immobilisées et contraintes à l'entendre. L'historien d'aujourd'hui est surtout sensible au rôle des « files d'attente » dans la propagation des nouvelles vraies ou fausses, comme dans le gonflement de l'émotion populaire.

Citerne, dépotoir, lavoir, marché ou moulin, ce sont des domaines féminins ; l'aire à battre est celui des hommes ; et il y a longtemps qu'on a rattaché aux rites agraires les déportements sexuels par lesquels les batteurs, avant ou après leur tâche, saluaient la fertilité de la terre. L'Eglise peut tenter de récupérer ces usages païens ; elle est plus désarmée devant l'autre centre masculin du village : la forge. Le meunier est détesté, le curé suspect, le notaire mal compris, le sergent importun, mais le « fèvre », le « ferrario », le « fabre », le maréchal-ferrant, l'homme qui commande au feu, est le chef et l'âme du village ; parce qu'il est le seul ouvrier spécialisé qu'on ne pourrait remplacer, parce qu'il a pour client le seigneur lui-même. On l'écoute rapporter ce qu'il a vu ou entendu là-haut ; on s'en remet à lui de parler pour les autres ; et, dans son officine, pendent au mur des haches, des épées, des socs, des fourches, des piques, tout ce fer précieux dont il est le maître. Ce n'est pas affaire de femme que de pénétrer dans le domaine du métal et du feu.

Autour de l'église, qui semble s'y réfugier, quelquefois encore, un peu au-delà du village des vivants, s'étend le village des morts, le cimetière, l'*atrium*, l'aître, vaste zone d'asile qui est le bien de tous et presque la première des terres « communales ». On y trouve refuge, et le seigneur n'y peut, lui-même, entrer qu'à pied et sans armes. Là se tiennent les réunions essentielles qui engagent le sort de la communauté entière, dorment les ancêtres, se cachent les réprouvés, se manifestent les esprits. Ce lieu n'est pas réservé à un sexe, car les morts sont à tous : ils se prolongent au travers des paroles et des gestes des enfants, se manifestent, quand on les évoque, par des rêves ou des impulsions ; et on croit volontiers les femmes plus aptes à les faire parler. On les consulte d'ailleurs, et une communauté sans cimetière propre en réclame de son évêque, comme le symbole de sa vraie vie, car les morts de la nécropole représentent chaque maison et reproduisent la structure et la figure du village dans l'au-delà ; ils sont le garant de sa continuité, sa mémoire commune... et la providence des archéologues. ■

MORGAN

CULTURES

Des fruits exotiques bien de chez nous

Les fruits exotiques sont à la mode. On rêve aux pays lointains... mais c'est en France qu'on les cultive.

PIERRE AUDIBERT

FRUITS de la passion, mangues, gombos... L'aliment exotique évoque le voyage, les espaces vierges, la nature exubérante. Mais *sait-on qu'à* cent kilomètres de Paris se récolte du kiwi ? Deuxième pays exportateur de kiwis au monde, troisième pour les clémentines, telle est la France exotique. En Europe, le Français est de loin le plus gros mangeur d'avocats. Et voici qu'on commence à en produire en Corse.

Dans la station de recherches agronomiques (1) de San-Giuliano, à l'est de la Corse, les avocatiers – de grands arbres au tronc tordu – semblent accrochés à la terre comme les oliviers d'antan. A côté, sous une grande serre, six mille pots sont alignés, d'où émergent les pousses vigoureuses de jeunes avocatiers. Ceux-ci seront bientôt distribués à des agriculteurs de l'île. « *Nous sommes les fournisseurs exclusifs,* explique Louis Blondel, directeur de la station. *Mais nous avons plus de 20 000 commandes. Il faut une liste d'attente.* » Après une longue période de recherche et de sélection, la diffusion a commencé voici deux ans. Aujourd'hui, 60 hectares sont plantés, dispersés sur une cinquantaine de petites exploitations familiales. L'objectif est d'atteindre 500 hectares, soit une production de 5 000 à 10 000 tonnes – le quart de la consommation française actuelle.

Au-delà, on se heurterait à des problèmes. Plus que les agrumes, l'avocatier est en effet sensible au gel. Il doit être planté dans des zones à microclimat favorable, abritées des vents, ce qui limite son extension. En vingt ans, à San-Giuliano, quatre récoltes ont été partiellement détruites par le gel. Prudence... D'autres plantes spéciales sont aussi à l'essai. Les conditions climatiques de la Corse, jointes à ses ressources en eau, favorisent les expériences nouvelles.

Une jungle luxuriante

Non loin de Moriani-Plage, dans l'arrière-pays, une piste traverse les champs quadrillés de clémentiniers et de tuyaux d'irrigation. Plus haut, sur les premières pentes de la montagne, quelques champs en terrasses, eux aussi plantés de clémentiniers, témoignent d'une agriculture ancestrale. Puis on s'enfonce soudain dans une jungle luxuriante où se mêlent avocatiers, pêchers, noisetiers, kiwis, citrons verts, artichauts... Serait-on dans le Sud marocain, aux Antilles, dans la région de La Nouvelle-Orléans ? Tout pousse sur ce coin isolé de piémont. Même les cédrats, avec leurs gros fruits qui pendent, rappellent le temps où ils servaient en confiserie, avant que la betterave colorée ne devienne la base des fruits confits. « *La Corse pourrait devenir un jardin,* rêve M. Gibert, directeur de la Copacor, une grande coopérative agricole de l'île. *Nous avons un bon potentiel pour les produits marginaux, où la concurrence est faible. De même pour les agrumes courants... mais, là, nous avons besoin d'une politique de soutien, ou de compensation.* »

Il y a quinze ans, la clémentine a été la grande affaire. Des plantations multiples dans les années 60 (3 000 ha) ont abouti à une production actuelle de 25 000 tonnes per an, représentant 10 % de la consommation française. La moitié est exportée à l'étranger, ce qui situe la Corse au troisième rang mondial, mais loin derrière les géants que sont l'Espagne et le Maroc.

La lutte est inégale, si l'on compare les salaires des ouvriers agricoles. La Corse a aussi connu deux années successives de gel, qui ont laissé les agriculteurs désabusés. Certains parlent d'abandonner. En dix ans, le prix des clémentines sur le marché mondial n'a presque pas varié, se plaignent-ils. Hier c'était rentable, mais comment faire aujourd'hui, quand le prix de revient est proche du prix de vente (autour de 1,50 franc le kilo) ? Selon Louis Blondel, qui fut l'un des promoteurs de l'opération, l'essor de la production locale doit aller de pair avec une réduction des importations. Encore faudrait-il, précise-t-il, que l'économie de devises réalisée soit compensée par une aide des pouvoirs publics aux agriculteurs. On pourrait alors doubler la production.

Ce qui arrive à la clémentine arrivera-t-il demain à l'avocat ? Là aussi, l'Espagne, l'Italie, sont sur les rangs, mais avec un certain retard cette fois, et leurs conditions climatiques ne sont pas meilleures. En fait, ce genre de produit « haut de gamme » craint moins la concurrence que le *tout-venant* des agrumes. Il intervient comme complément au niveau d'exploitations familiales diversifiées. Hautement rentable, il le serait encore si les prix baissaient... L'avenir radieux espéré pour l'avocat est déjà en train de se réaliser pour un autre fruit exotique, le kiwi.

La « souris végétale »

Le kiwi revient de loin. Ce fruit à la pulpe verte, à la peau fauve et poilue, est une création *néo-zélandaise*. Après s'être appelé « souris végétale », « yang tao », « groseille de Chine », ou « actinidia », seul subsiste le nom de « kiwi » – cet oiseau qui est l'emblème national de la Nouvelle-Zélande. Avec vingt ans de retard, on s'aperçut que la France, exactement située aux antipodes, bénéficiait d'un climat comparable. Ce qui évite aussi la concurrence : la cueillette a lieu en mai en Nouvelle-Zélande, et *en octobre* ici.

Depuis une dizaine d'années, des plantations ont été faites en France, d'abord désordonnées, avec des variétés parfois mal adaptées, dans des régions peu favorables. La sélection naturelle a fait son œuvre. Aujourd'hui, quelques sites privilégiés dominent : Dordogne, Gers, Pyrénées-Orientales et Atlantiques, basse vallée du Rhône... Pour 800 hectares plantés, la production annuelle dépasse 1 000 tonnes. Les kiwiculteurs, exploitant de petites superficies voisines de 1 hectare, sont regroupés en associations. Seuls deux d'entre eux, l'un dans la vallée de l'Adour et l'autre en Corse, se sont risqués sur une quarantaine d'hectares.

Dans les champs, les lianes grimpantes des kiwis s'étirent sur de longues pergolas. Plus vigoureuses que la vigne, il leur faut en effet des armatures de soutien, ce qui, avec les autres investissements, coûte cher : 70 000 F par hectare – gros handicap pour les jeunes agriculteurs qui démarrent. Une fois plantés, les arbres à kiwis ne produisent qu'au bout de quatre ans. Ils sont aussi très sensibles au gel, et demandent beaucoup d'eau.

Face à ces exigences, les cultivateurs néophytes doivent prendre des risques. Toutefois, on continue d'en planter à tour de bras. « *Les superficies vont peut-être tripler* », estime Patrice Blanchet, ingénieur agronome à Montauban. Comment ne pas être tenté, quand le kiwi se vend 15 F le kilo, et la pomme moins de 1 F ? Même si les prix baissent jusqu'à 10 F, ce sera encore rentable... La concurrence viendra de Floride, d'Italie ou de Grèce. Le Japon s'est aussi lancé sur le marché, mais cette menace concerne surtout la Nouvelle-Zélande. Pour le moment, bien placée, la France exporte la majorité de sa production vers l'Allemagne et les pays nordiques. Les kiwiculteurs comptent sur l'engouement du public. Car ce fruit, aussi joli que savoureux, est riche en phosphore, en fer, et en vitamines C (cinq fois plus que le citron).

Le retour du feijoa

De Nouvelle-Zélande arrive maintenant une autre curiosité : le feijoa, un fruit pratiquement inconnu. Les rares privilégiés qui l'ont goûté vantent sa saveur incomparable, « *entre la fraise et l'ananas* », et sa richesse en iode. Si le kiwi a un goût subtil et peu prononcé, le feijoa, très parfumé au contraire, évoque le fruit exotique par excellence. Son histoire est tout aussi étrange.

Originaire d'Amérique du Sud, le feijoa a été introduit en Europe par un Français dans les premières années du siècle. De là, quelques échantillons sont partis vers la Nouvelle-Zélande. Tandis qu'en France il devenait une curiosité botanique, l'arbuste a proliféré en Nouvelle-Zélande. Son feuillage argenté, ses fleurs rouges et blanches au printemps, en font un élément décoratif dans les haies. A la saison, en fin d'automne, il donne des fruits délicieux.

Depuis peu, les Néo-Zélandais veulent en faire une véritable culture, destinée à l'exportation. Au même moment, en France, les premiers feijoas ont fait leur apparition. Dans la station de San-Giuliano, ils alignent leurs gros buissons sur deux hectares. Sur les terres du lycée agricole de Capou, à Montauban, Patrice Blanchet en cultive également depuis peu. « *La qualité et le goût des fruits donnent un espoir commercial* », affirme-t-il. Un grand mystère plane sur la réaction du consommateur. Faudra-t-il attendre, comme pour le kiwi, que les Néo-Zélandais lancent le produit ? Déjà quelques agriculteurs de Tarn-et-Garonne ont commencé sa culture.

Le feijoa a l'avantage d'être une plante rustique, résistant bien au froid et à la sécheresse. « *C'est le kiwi du pauvre* », note Patrice Blanchet. Seule la récolte est délicate : les fruits tombant de l'arbre à maturité, il faut les cueillir avant. Enfin, le fruit se conserve mal, à la différence du kiwi qui tient plusieurs mois au réfrigérateur. Mais les chercheurs n'ont pas dit leur dernier mot.

Jusqu'où ira-t-on ? A vouloir acclimater n'importe quelle denrée exotique, on risque des déconvenues. Bien sûr, sous serre, tout peut être cultivé. Mais de là à atteindre la luxuriance des tropiques... Ce n'est pas demain qu'on aura des mangues ou des goyaves en France, alors que celles-ci poussent à profusion au Mali, au Sénégal, au Mexique et dans bien d'autres pays. Seuls quelques produits ont leur chance. Ainsi, rien n'empêche l'amateur de cultiver des fruits de la passion (passiflores) dans son jardin, même si le résultat est moins bon qu'à Madagascar. Il suffit de les placer dans un endroit bien protégé, à l'abri du gel.

On peut aussi planter des « arbres à tomates ». Les Néo-Zélandais appellent ces fruits « tamarillos », et les exportent vers l'Allemagne ou le Danemark. Encore faut-il apprécier ces « tomates » au goût très fort. Quant au bananier, mieux vaut le considérer comme une plante ornementale sous nos latitudes.

Quelques agriculteurs se sont néanmoins convertis à l'exotisme à tout vent. Des Nord-Africains ont connu la réussite en cultivant la menthe et la coriandre dans de petits jardins de la banlieue parisienne. Tous les jours, ils font en camionnette la tournée des épiceries de Barbès et de Belleville. D'autres cultivateurs approvisionnent les épiceries asiatiques ou africaines. En Loir-et-Cher, ils sont quelques-uns à produire des ignames.

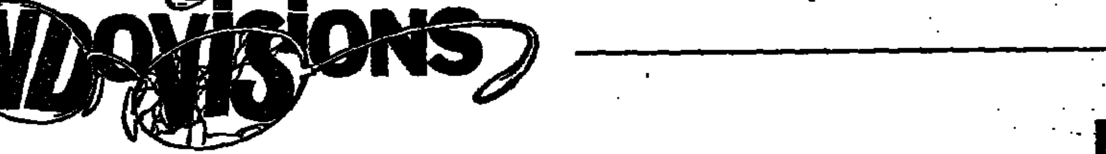
Pour la petite histoire, il faut citer le « crosne du Japon », un légume cultivé par une petite coopérative de la région d'Angers.

Importé de Chine vers 1900, puis cultivé à Crosne, d'où il tire son nom, ce légume fut ensuite abandonné, puis cultivé à nouveau. Il reste à trouver un débouché commercial, ce qui n'est pas évident pour un produit « apatride ».

En revanche, des légumes typiquement asiatiques, inconnus des Français, ont leur clientèle attitrée. Dans la vallée du pruneau d'Agen, la *famille Franchetto* cultive sous serre des légumes qui n'ont même pas de nom dans notre langue : le « concombre amer » *(margose)*, le liseron d'eau, le chou « zaoukaï » qui n'est pas le « chou chinois » *(baicai)* vendu en supermarché, le « brède mafane » (une plante malgache), une sorte d'aubergine mauve, grosse comme un radis *(kafao)*... Une fois par semaine, le fils vient livrer à Paris, Toulouse et Bordeaux. Cette avalanche de produits nouveaux, dont regorgent les boutiques asiatiques, n'a pas séduit les inconditionnels de la cuisine française. Seul le chou chinois a fait une percée. Surtout cultivé à Elnes, près de Perpignan, il part par wagons entiers vers l'Allemagne.

Plus près de Paris, à Tremblay-le-Vicomte, Jean-Claude Bouchard, agriculteur et agronome, recherche l'innovation. Dans un coin de son bureau sont entreposés des sachets en plastique contenant des plants et des boutures étiquetés en chinois, venant de Hong-Kong. Mystère !





F'MURR

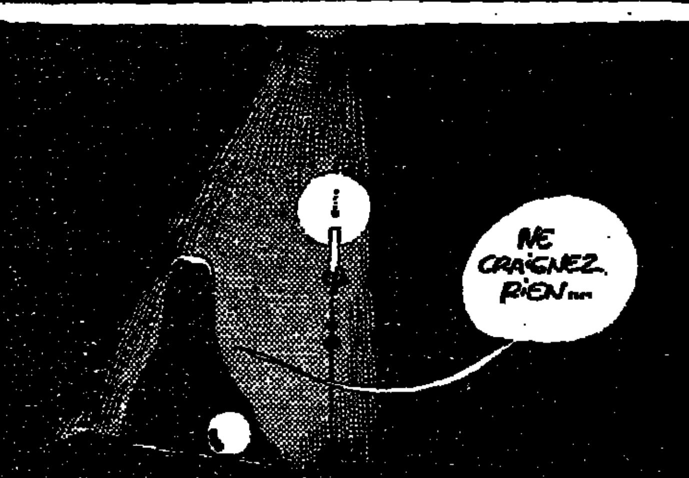


















M. Bouchard va faire de nouveaux essais, après bien d'autres. Dans des conditions climatiques peu favorables. *« Nous sommes à la latitude de Montréal »*, observe-t-il. Il ne peut cultiver que ce qu'il appelle des produits « exotiques nordiques ». Lui qui fut un pionnier pour le maïs doux et le kiwi, il s'adonne maintenant aux salades comme le mesclum (d'origine méditerranéenne), la feuille de chêne ou le pourpier. Mais d'autres maraîchers du Midi et de la région parisienne s'y mettent à leur tour. La concurrence devient rude. Il faut constamment innover. M. Bouchard voudrait maintenant essayer des légumes de Ceylan ou des produits africains comme le gombo ou l'okra. La liste de ses productions s'allonge.

Naguère, il vendait en direct chez Fauchon, l'épicerie de luxe de Paris. Il a fait du porte-à-porte chez les détaillants. Maintenant, il passe par le marché de gros de Rungis. Cette évolution rapide est typique du marché exotique.

« Non traités »

Qui connaissait l'ananas frais, il y a trente ans ? Ou la mangue, il y a dix ans ? Les mystères de l'exotisme attirent, évoquant l'inhabituel, le rare. Pour un temps seulement. L'orange, le pamplemousse, la banane, pourtant venus de pays lointains, ne font plus rêver. L'ananas puis l'avocat, après leur récente percée spectaculaire, continuent de progresser, *« mais à un rythme aujourd'hui moindre*, précise Sylvie Vlandas dans une étude (2) sur ce sujet, *tandis que d'autres comme la mangue ou le kiwi semblent amorcer un essor important. »* En deux ans, la mangue a vu sa consommation doubler... Au même moment, la consommation globale de fruits et légumes frais stagne, voire baisse depuis 1970, ce qui inquiète les producteurs.

L'exotique crée une concurrence insolente... même lorsqu'il provient de France. Dans le Sud-Ouest, là où les poiriers sont ravagés par le « feu bactérien », une maladie qui s'étend, certains agriculteurs se sont reconvertis au kiwi. Sans problème : le kiwi et l'avocat ne demandent, pour le moment, aucun traitement phytosanitaire. Même cultivés en France, ils gardent ainsi cette image naturelle propre à l'exotisme, dans l'imagination des consommateurs du moins.

Toutefois, la part exotique dans la consommation demeure faible : 2 kilos par habitant et par an, sur un total de 60 kilos de fruits frais. Premier consommateur européen d'avocats, le Français n'en mange que deux par an en moyenne. Rare et cher, le produit exotique s'adressse à des « pionniers » de la consommation, des gens jeunes et aisés, habitant Paris ou une grande ville du sud de la France. L'évolution des goûts est lente. Certains fruits n'ont pas encore percé, le citron vert, par exemple.

Pour les grossistes du marché de Rungis, l'exotique demeure marginal. Chez Lacour, gros importateur et distributeur de ce type de denrées, qu'est-ce que trente colis hebdomadaires d'ignames du Loir-et-Cher, quand quatre wagons de tomates lui arrivent chaque matin d'Espagne ou d'Albanie ? A ce niveau, on se montre prudent sur les produits nouveaux, on ironise même sur les « farfelus » qui font du kiwi dans l'Aisne, ou de la « salade iceberg », tout juste bonne pour les hamburgers. On évalue les potentialités en fonction de clientèles spécifiques : telle mangue verte, destinée à une petite épicerie africaine, a un léger parfum de térébenthine qui déplairait aux européens. Et qui oserait la manger cuite avec des piments comme sous les tropiques ? Il faut attendre...

Peu à peu, les restaurants exotiques créent les besoins, tissant des liens entre des habitudes culinaires différentes. De nouvelles recettes apparaissent. Depuis quelques années, le fruit de la passion, à l'aspect ratatiné et flétri, mais au goût étrange, s'est fait une réputation. Les meilleurs glaciers font désormais des sorbets aux fruits de la passion. Banal... A quand les délices des tartes au kiwi, ou les folies des salades au liseron d'eau ? ■

(1) Station INRA-IRFA (Institut national de la recherche agronomique, et Institut de recherche sur les fruits et agrumes).

(2) Etude pour le compte de C.T.I.F.L. (Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes).

LANGAGE

La coquille et la moule

JACQUES CELLARD

A la queue leu leu, quelques commentaires accablés (c'est la faute à la chaleur) sur la rude existence de chroniqueur estival.

AGRÉABLE du 12 juillet – Non, ce n'était pas un canular, comme ont cru ou feint de le croire quelques correspondants. J'avais bien lu, parce que c'était ainsi imprimé, que les chiffres d'affaires de certaines entreprises « n'étaient pas agréables sur le plan macroéconomique ».

Ce qui est écrit dans le journal, moi, j'y crois comme un charbonnier. Et puis c'était amusant, l'idée de ces cash flow ou de ces résultats d'exploitations qui pouvaient être ou ne pas être agréables. Et, pour le lecteur de base, tout ça n'avait ni plus ni moins de sens que le reste.

Eh bien, non ! Il s'agissait de grandeurs « agrégeables », c'est-à-dire susceptibles ou non d'être tout simplement additionnées. En l'espèce, elles ne l'étaient pas, susceptibles. Là-dessus, haro sur le baudet qui a tapé *agréables* quand le texte disait *agrégeables*, haro sur le correcteur qui a laissé passer la faute, et haro sur le chroniqueur qui est parti de cette coquille pour se conduire comme une moule.

Mais peut-être ledit chroniqueur a-t-il pris seulement quelque avance sur un sens de l'adjectif « agréable » que les techniciens agréeront bientôt.

SE BRAILLER – J'avais relevé le mot avec amusement dans l'inventaire du français d'Afrique. On me précise, des divers coins de l'Hexagone, qu'il est largement employé dans l'Ouest et en Occitanie : « Braille-toi donc en sortant ! »

A la réflexion, il serait bien étonnant qu'aient subsisté deux dérivés, *débraillé* et *embrailler* (bien vivant dans le pays de Caux : « être mal embraillé », mal culotté), et que le simple *brailler* ait tout à fait disparu.

Et plus étonnant encore que *se brailler* du vocabulaire franco-africain ait été exporté là-bas par des Normands ou des Occitans. Non, les deux mots sont parallèles. Celui de l'Hexagone est évidemment ancien. C'est l'héritier du gaulois *braie* dont la variante provençale, sans doute, nous a donné la *braguette* et les régionales *bragues*, avant que s'impose le pantalon.

En fait, le français d'Afrique a reconstitué spontanément un verbe *brailler*, disparu du français central peut-être parce qu'il entrait en concurrence avec *brailler*, crier.

On regrettera, chemin faisant, que la morphologie du vocabulaire du français soit si négligée depuis longtemps, alors qu'elle est une mine de réflexions passionnantes.

MACHIN – Les dictionnaires donnent pour date d'apparition du mot 1808, dans le *Dictionnaire du bas-langage*, d'un certain d'Hautel. Il faut reculer cette date d'une dizaine d'années : on trouve le mot dans Rétif de la Bretonne (*L'Anti-Justine*), et voici le texte : *« Hé, qu'est-ce que c'est que ce machin-là ? s'écriait-elle. – Ma bonne foi, si je le savais ! répondit le serrurier ; j'ai monté la machine pour la connaître... »*

L'ouvrage peu recommandable de Rétif a été écrit en 1796, et le mot n'a certainement pas été créé par lui. Il est resté très longtemps exclu du bon langage. Littré le marque comme un *« terme très trivial »*, et il est encore du domaine familier.

NAVET – Pas de légume, mais un mauvais spectacle, un mauvais film. 1867, disent les dictionnaires. Mais une lettre de Flaubert à Louise Collet, en 1853, dit : *« Quelle drôle d'organisation tu as ! Tu parles de « force de la nature », mais ta force intellectuelle, à toi, opère par les mêmes procédés, et tu produis des navets et des oranges avec la même naïveté ! »*

Les navets sont évidemment les parties faibles et fades de ce qu'écrit Louise Collet, les oranges sont les beautés qu'y voit de temps à autre Flaubert avec une indulgence amoureuse. L'opposition parle d'elle-même.

TOUR OPERATOR – Une querelle à répétition, mais qui reste de saison. Des professionnels, de France et même de Belgique, sont irrités par le mot, et tout autant par sa demi-francisation en « tour opérateur ». Ils emploient l'un ou l'autre à contrecœur souvent, mais faute d'un équivalent français qui leur convienne ; et récusent « agent de voyages » parce que l'agence de voyages vend au détail des « produits » (les « tours ») préparés et fabriqués par, précisément, les tours operators.

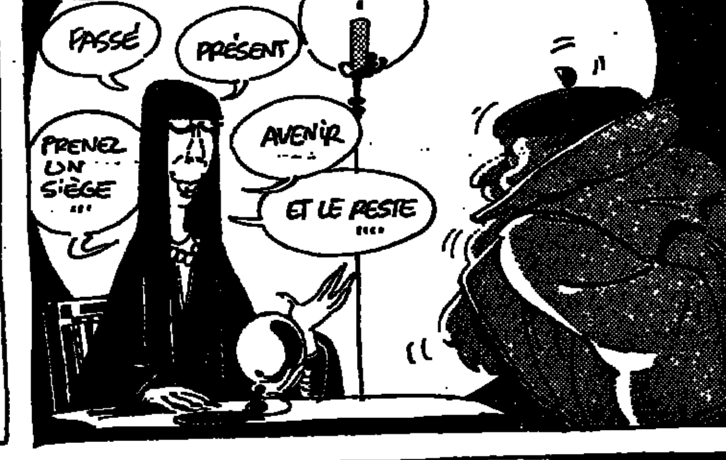
On retrouve ici la manie française de vouloir qu'un mot ne soit pas seulement un signifiant conventionnel, mais déjà, d'avance, une définition de la chose ; cela ne valant d'ailleurs que pour les termes techniques et les nouveautés.

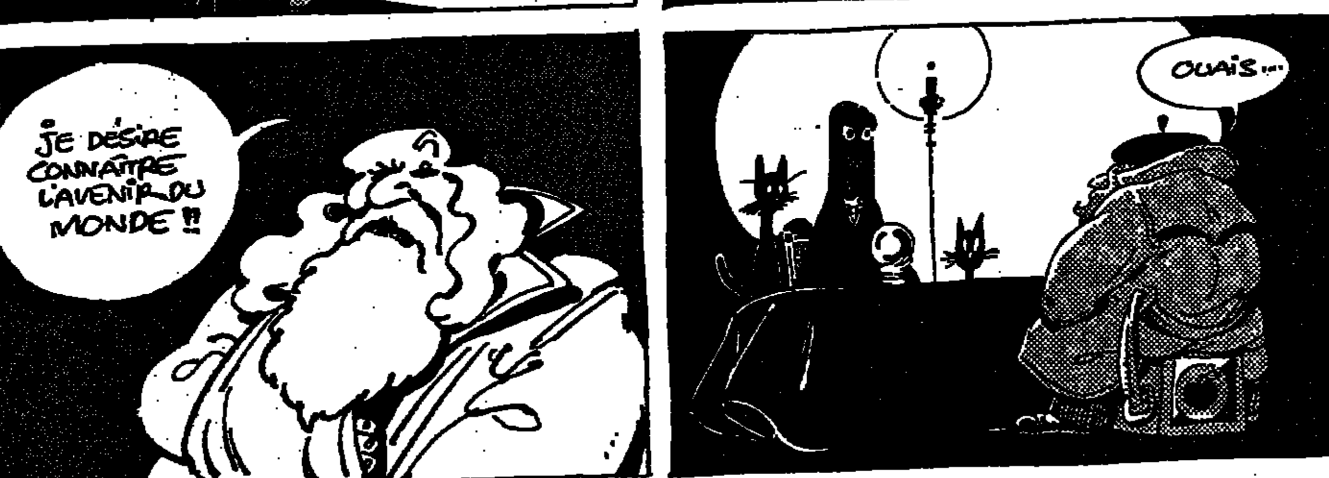
De deux choses l'une : ou bien « agent de voyages » est déjà employé pour désigner le détaillant vendeur d'un « tour » préparé par d'autres, et dans ce cas en effet il pourrait y avoir confusion des fonctions. Ou bien il ne l'est pas, et il n'y aurait pas grand inconvénient à ce que l'agent de voyages, ex-tour operator, vende ses tours à d'autres.

Reste disponible le terme *voyagiste*, auquel il n'y a rien à redire. Puisqu'il y a deux métiers (le grossiste et le détaillant) et deux termes (agent de voyages et voyagiste), ça devrait pouvoir s'arranger dans la profession, s'il est vrai (et je le crois) qu'elle ne conserve « tour operator » qu'à défaut d'une appellation bien de chez nous. ■

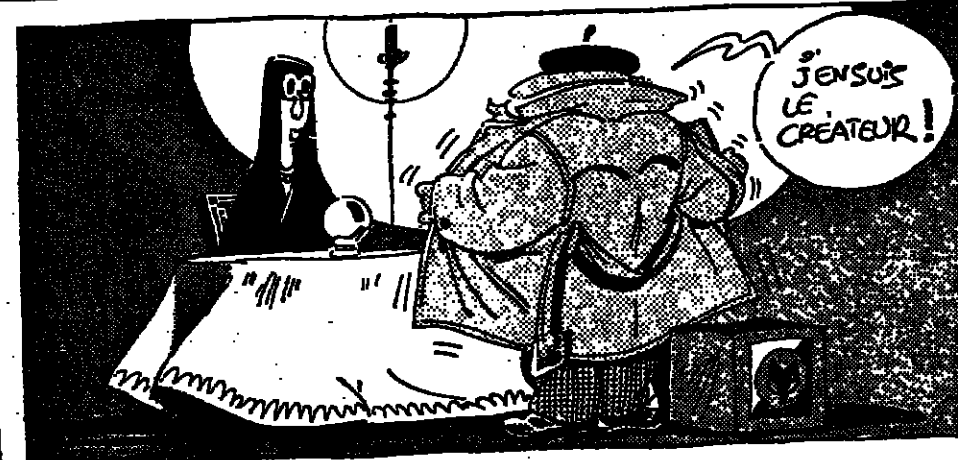
F'Murr (c'est évidemment un pseudonyme) a publié *Au loup !* (Pepperland), *Porfirio et Gabriel* (Futuropolis), *Vingt dieux, c'est le synode* (Artefact), *Jehane au pied du mur* (Casterman), ainsi que, chez Dargaud, *Tartine de clous* et la série « le Génie des alpages » (n° 1, puis *Comme des bêtes, Barre-toi de mon herbe, Un grand silence frisé, les Insondables* et *Hi-yo, c'est l'écho*, à paraître en novembre prochain). *(Lire la suite page XIV.)*





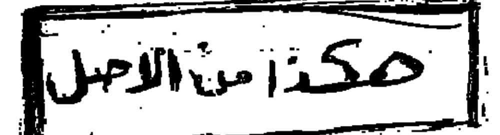












PUBLICITÉ

La dictature des lessiviers

CLAUDE FISCHLER

RIEN ne ressemble plus à une lessive qu'une autre lessive : de cette vérité fondamentale découle toute l'importance de la publicité en matière de détergents. La véritable différence, c'est elle qui doit la faire. D'où les lessives *« dont la propreté ne s'échange pas »*, les lessives anticalcaires, antiredéposition, les lessives « lourdes » ; d'où tous les Dash, Axion, Paic, Ariel, Gamma-tous-tissus et autres Génie-sans-bouillir. D'où Persil-lave-plus-blanc, Bonux et *« son premier cadeau, la blancheur »* ; d'où le fait *« qu'on peut toujours compter sur la propreté Omo »*.

Mais quiconque possède un téléviseur sait qu'il est autre chose sur quoi l'on peut toujours compter : en matière publicitaire, la lessive et les détergents ménagers atteignent presque toujours les sommets de la niaiserie et de la balourdise.

La corporation publicitaire ne nourrit d'ailleurs pas de fierté particulière pour sa production en ce domaine : feuilletez les publications professionnelles, par exemple l'hebdomadaire *Stratégies* : pas la moindre paillette de lessive dans les campagnes remarquées pour leur qualité. Interrogez les « créatifs » dans les agences : la lessive, c'est leur cauchemar.

L'extraordinaire, c'est qu'il y a beaucoup d'argent, beaucoup d'efforts et beaucoup de science (ou de pseudo-science ?) derrière tout cela. Pour ceux qui les dépensent, le jeu en vaut-il la chandelle ? Et faut-il vraiment que, dans cette lessive publicitaire où il n'est question que de blancheur et d'éclat, règne une grisaille aussi uniformément débilitante ?

Dogmatisme

Les grands « lessiviers », ce sont quatre trusts, deux américains (Colgate-Palmolive, Procter and Gamble) et deux européens (Unilever, Henkel). les agences n'ont guère de tendresse pour ces annonceurs, qui comptent pourtant parmi leurs plus gros clients. C'est qu'ils sont exigeants, pour ne pas dire dictatoriaux. Ils veillent de près à l'usage qui est fait des sommes considérables qu'ils investissent en publicité (une campagne coûte couramment plusieurs millions de francs), et ils ont des idées bien arrêtées sur leurs besoins en la matière. Les multinationales du détergent, en particulier les américaines, croient avant tout à la rigueur et à l'empirisme « scientifiques » : tout, chez le consommateur, se mesure et se teste. Pas un mot ne sera imprimé dans une annonce, pas une réplique ne sera prononcée dans un spot TV qui ne soient l'application d'une stratégie soigneusement élaborée, qui ne fassent l'objet de prétests et de post-tests auprès de « panels » de consommateurs. Mais l'empirisme des lessiviers est, selon les publicitaires, quelque peu aveugle et se mue aisément en une sorte de dogmatisme scientiste, qu'ils imposent d'une main de fer. Il y a une dimension quasi sacrée dans la lessive : on entre chez Procter and Gamble comme dans les ordres. La vocation lessivière implique une ascèse : il faut renoncer au monde frivole des idées et se consacrer à celui des chiffres.

La vérité lessivière est transmise et imposée aux publicitaires chargés de concevoir les campagnes sous la forme d'incontournables tables de la loi, que l'on nomme *copy strategy* (le franglais est à cette Église ce que le latin de cuisine est à l'autre). Cette « copie-stratégie », c'est le squelette de la campagne, une grille dont il ne reste guère au « créatif » qu'à remplir les cases. Grille en fait immuable : le schéma de base d'un spot de télévision sera toujours le même. Il s'agit d'expliquer à la ménagère : 1) qu'elle a un problème de lessive ; 2) comment le problème se pose ; 3) ce que le produit peut faire pour le résoudre ; 4) pour *quelle raison* ; et 5) *quel bénéfice* elle en retirera (j'ai traduit pour les profanes : dans la langue sacrée, il est question de *problem solving*, de *reason why* et de *promise*). D'où un *type unique* de « communication publicitaire » : la démonstration comparative (X contre une « lessive ordinaire » ; avant/après ; expérience « de laboratoire » avec schéma explicatif, etc.). En jargon franglicisé, on dit : une *demo*.

De même qu'on reproche aux sondages d'influer sur les réponses par la formulation des questions, de même les publicitaires frustrés reprochent aux lessiviers de laisser les procédures de tests modeler ce qu'ils appellent le *« style de la communication »*.

Les grilles imposées en France sont souvent mises au point aux Etats-Unis et plaquées aveuglément sur la réalité locale. Les tests utilisés ne mesurent que ce qui est mesurable, le reste étant négligé ou réputé inexistant.

Devant ces critiques, proctériens et colgatiens restent de marbre. Pour eux, les ventes seules importent. Or les effets de leur publicité sont réels : on assiste à des déplacements considérables dans les achats des consommateurs à la suite des campagnes. Autre chose, proclament-ils, leur donne raison : certains échecs retentissants montreraient que l'hérésie est toujours punie. Tout le monde, par exemple, se souvient des « enzymes gloutons » ; mais personne n'a gardé en mémoire le nom de la lessive Ala. Les enzymes étaient si gloutons qu'ils ont dévoré la marque. L'inconscient des ménagères était troublé par la crainte obscure que ces enzymes-piranhas, ces enzymes-cannibales, ne dévorent leur linge et, qui sait, ceux qui le portaient.

Effets boomerang

Très récemment, Gamma (Colgate-Palmolive) a fait sensation avec un film de télévision qui dérogeait à la norme implacable du proctéro-colgatisme orthodoxe. Ce spot a été unanimement loué pour sa qualité et sa « créativité » : au lieu de montrer deux ménagères comparant, la bouche en cul de poule, la blancheur de leur linge, il consistait en une mini-comédie musicale qui présentait d'un ton guilleret les habitants de la « rue Gamma » (bien entendu, tous pratiquent des métiers très salissants). Or on dit que cette campagne, qui a coûté environ 6 millions de francs, a été très loin d'avoir sur les ventes l'effet escompté. Dès lors, les « intégristes » ont beau jeu de rappeler que la publicité n'est pas faite pour plaire, mais pour vendre.

Risquons une hypothèse : on dépense d'autant plus en publicité, dans la lessive, que les effets des campagnes sont brefs et fragiles. Les consommateurs ne s'attachent guère à une marque. Dès lors, les sommes en jeu sont telles, les effets si imprévisibles, que les responsables, quasi obsessionnellement, s'acharnent à débusquer l'erreur plutôt qu'à trouver des idées. Le formalisme des lessiviers, leur fétichisme des *tests, n'auraient-ils pas paradoxalement* une fonction quelque peu magique, conjuratoire, face à l'incertitude irréductible du marché ? Ce qu'ils nomment *« erreur »* n'est autre chose, sans doute, que le hasard et l'aléa : derrière toute leur « rationalité », n'y aurait-il pas un peu de rationalisation ?

Certains spécialistes expliquent les échecs, par exemple celui de la campagne citée plus haut, par le fait que le public ne *reconnaît* plus comme tel un film de lessive qui s'écarte trop des lois habituelles du genre, et « n'entend » donc plus le message. Mais ces règles, qui donc les a fixées ? La publicité n'est-elle pas ici punie d'avoir transgressé un modèle qu'elle a elle-même imposé ?

Si ces hypothèses sont justes, elles illustrent l'étendue, mais aussi les limites du pouvoir de la publicité : elle réussit effectivement à modifier nos comportements de consommation ; mais elle provoque souvent d'imprévisibles et redoutables effets boomerang. L'une des raisons en est sans doute celle-ci : les hommes qui font la publicité ne sont ni plus « rationnels » ni moins « irrationnels » que ceux qui la subissent ; ils sont parfois eux-mêmes empêtrés dans les stéréotypes qu'ils cherchent à exploiter. ■

Tragiques pâturages

(Suite de la première page)

Au printemps de 1919, un vieux chasseur gravissait la pente d'une montagne où, naguère, il avait l'habitude d'aller à la recherche des coqs de bruyère. Mais les plantes du bois étaient mortes sur pied et elles ne bourgeonnaient plus au chant du coucou. Dans la montagne, il trouva un gros canon abandonné au bord d'une route où on l'avait traîné et, non loin de là, un dépôt de munitions.

Alors, il prit une grande quantité de poudre pour en remplir la bouche à feu qu'il obtura avec de la glaise et, ayant placé une mèche, il en approcha une allumette, après quoi, il s'en alla. Bientôt une déflagration énorme déchira le ciel. Il avait espéré que ce serait la dernière, mais aujourd'hui encore elle tourne autour de la terre.

Pendant des années, il y eut aussi beaucoup de corps de soldats à recueillir et à enterrer, et beaucoup de matériel de guerre à récupérer. C'est ainsi que les gens de mon pays s'en allèrent par les montagnes ramasser les déchets de la guerre, là où les combats avaient été particulièrement horribles. C'était un travail comme un autre, pour arriver à vivre, malgré son poids de désespoir et de risque.

Un soir de lune, un « récupérateur » rentrait à sa maison dans un hameau isolé, il avait vendu des douilles, ses cartouches et ses rondelles de cuivre. Dans sa poche, il avait même une montre trouvée sur le corps d'un soldat autrichien, Il l'avait remontée et la montre s'était remise à marquer le temps.

Après la vente du matériel récupéré à la maison Briata et Cie, il avait bu quelques verres de vin et mangé du pain avec de la mortadelle. Et il lui était même resté de l'argent à donner à sa femme pour faire bouillir la marmite.

Maintenant, il marchait dans la nuit, il y avait un bout de croissant de lune, et quand il arriva aux confins, ayant levé le regard de la blancheur de la route, il vit une longue colonne d'hommes silencieux qui partaient des montagnes au sud et qui remontaient par les montagnes au nord en suivant le val de Nôs. Ils lui coupaient la route là où il y avait la croix de bois et, comme ça, il put les voir marcher, pâles et sans souffle, dans leurs uniformes en loques de toutes les armées du monde. Ils continuèrent à passer, comme ça, jusqu'à ce que le ciel blanchisse vers l'Orient, alors ils s'évanouirent eux aussi avec la nuit. ■

Traduction de Claude AMBROISE.

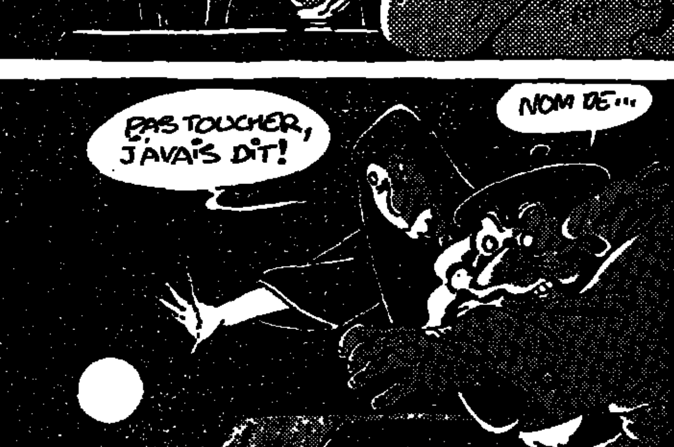
N.D.L.R. – Le plateau d'Asiago est situé en Vénitie, entre Trente et Vicence. Zone d'antiques pâturages, il fut le théâtre de combats meurtriers entre Autrichiens et Italiens pendant la première guerre mondiale (N.D.L.R.).

– RIGONI STERN est né en 1921, à Asiago, ses deux livres principaux sont *Il sergente nella neve* (1953) qui retrace son expérience de la guerre en Russie et *Storia di Tönle*, roman historique centré sur la vie d'un homme de ces terres de Haute Vénétie, entre les années 60 du siècle dernier et la première guerre mondiale. Un recueil de nouvelles a été traduit en français : *la Chasse aux coqs de bruyère* (Denoël, 1964).

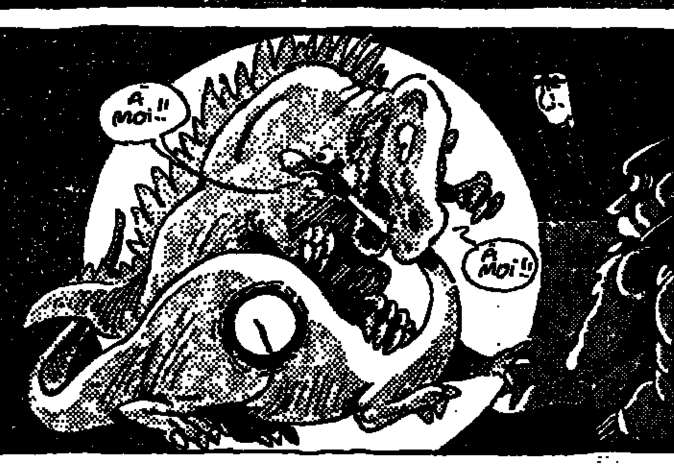
(Suite de la page XIII.)

















هكذا من الأصل

CÉLÉBRATIONS

Les Basques en leurs frontons

DANIEL SCHNEIDER

L'ŒIL humide de regrets, salivant d'attendrissement, Jean-Baptiste Hirigoyen regarde filer les palombes dans le ciel d'été. Autour de nous, claquent les pelotes sur les frontons : *« La vraie pelote, elle claque sèchement,* explique Jean-Baptiste. *Tttiacc. Quand ça ne claque plus, ce n'est plus la peine de jouer. »* La vraie pelote, en cuir et non pas — horreur — en caoutchouc, a une durée de vie limitée, *« à peine les trente points d'une vraie partie »*. Et n'est pas fabriquée n'importe où, *« il ne reste qu'une poignée d'artisans au Pays basque. Et le meilleur d'entre eux ne veut pas d'apprentis »*. Tout le matériel utilisé ici est donc importé.

Car, malgré les apparences, nous sommes bien loin de la côte basque. Les palombes ne volent pas vers la forêt landaise, mais vers les jardins des Tuileries, qui leur offrent refuge pour la nuit. Et le fronton est ceinturé, d'un côté, par les sablières de la Seine et, de l'autre, par les H.L.M. de la porte de Saint-Cloud. Plusieurs gamins de la cité comptent d'ailleurs parmi les fleurons du fronton, faisant mentir la légende qui exigerait du sang basque pour savoir jouer à la pelote.

Un petit coin d'Euzkadi, en plein cœur de cette contrée hostile, où *Sud-Ouest* n'apporte les nouvelles du pays qu'avec retard. Quelques centaines de Basques de Paris y viennent retrouver leurs racines avec une ferveur hebdomadaire : *« Le lendemain de mon arrivée à Paris,* se souvient Jean-Baptiste Hirigoyen, *j'étais déjà ici. A l'époque, on ne connaissait pas encore le mot dépression, mais si je n'avais pas pu jouer à la pelote, sûr que j'aurais été bien malade ! »*

Quand un Basque se déplace, dit-on, la silhouette d'un fronton l'accompagne : un chef d'entreprise de travaux publics, expatrié dans le Nord, a bâti, au gré de ses déménagements, cinq frontons, de Wormhout à Dunkerque, fondé cette année une ligue régionale de pelote dans le Nord, et lancé des « championnats du Nord ». La ligue du Pays basque ne représente que la moitié des 7 811 licences de la fédération, le reste se répartissant entre l'Ile-de-France, le Sud-Ouest et... l'île de la Réunion.

Souffrance

Trois fois champion de France amateur en 1936, 1937 et 1938, Jean-Baptiste coule une retraite heureuse de gardien du fronton de Paris. Exceptionnels, les jours où il n'a pas serré la petite boule de cuir blanc au creux de sa main cornée. S'il a tâté de toutes les spécialités pelotesques, Jean-Baptiste ne fait pas mystère de sa préférence pour la « main nue ». La main nue, c'est le fin du fin, le jeux le plus héroïque et viril, un brin masochiste — *« celui qui tient dix points avec mal à la main, celui-là il peut parler de souffrance ! »*, — l'apothéose.

On peut bien laisser la « pala ancha », sorte de raquette du type jokari, aux débutants et aux Parisiens, et le spectaculaire « chistera » aux championnats attrape-touristes. Le Pays basque des villages, celui des soirs tombants après l'angélus, croquants et bourgeois mêlés, joue à mains nues, et Dieu y reconnaît les siens.

Les règles du jeu varient selon les spécialités, mais en général la partie se joue en trente points. Deux équipes de deux ou trois joueurs, en envoyant la pelote contre le fronton, doivent la faire rebondir à un endroit du terrain d'où l'adversaire ne peut la renvoyer.

Est-ce pour se faire pardonner cette coupable simplicité ? Les générations de « pilotari » — joueurs de pelote — ont inventé pas moins de dix-huit spécialités, sur trois sortes de terrains possibles. La « place libre » est le plus simple et le plus fréquent ; chaque village du Pays basque français possède le sien, près de l'église ou de la mairie. Le fronton peut mesurer de 8 à 12 mètres de haut : à l'inverse de la plupart des autres installations sportives, aucune dimension n'est imposée.

Le « mur à gauche », à l'air libre, ou couvert, se compose de trois murs de jeu : devant, à gauche et au fond. Surtout connu en Espagne, le mur à gauche, et plus particulièrement sa variante appelée « jai-alai » (jeu allègre, prononcer « raïe alaïe »), commence à se répandre en France.

Troisième type de terrain, le « trinquet », très connu en France, se caractérise par son aire de jeu relativement réduite et ses quatre murs que la pelote peut toucher.

Le nombre des ustensiles différents proposés au choix des joueurs à la pelote laisse rêveur : raquettes de toutes les formes et de toutes les dimensions, et au moins trois sortes de chistera, cette espèce de corne en osier dont la légende attribue l'invention à un gamin qui avait essayé de lancer une balle à l'aide d'un panier.

Les joueurs de grand chistera ont le droit de garder la balle quelques instants au fond de l'instrument et de faire quelques pas avant de la renvoyer. En son temps, cette entorse à la règle fit hurler les puristes. Pour que nul n'en ignore, le petit chistera, encore aujourd'hui, a gardé le nom de « joko-garbi » — jeu net — ou « limpio » — pur, — vouant ainsi son frère à l'infamie.

26 juillet 1755

Héritière, comme le tennis, du jeu de paume, la pelote semble être apparue au cours du XVIIIe siècle. La plus ancienne rencontre archivée, le 26 juillet 1755, opposa *« sept Basques, parmi lesquels estoient en berret de païsan et en chemise comme les autres, M. Hiriart, médecin de Macaye »*. Déjà ce brassage des classes, dont la pelote contemporaine n'est pas peu fière d'être le prétexte !

La création de la Fédération française, en 1921, est venue remplacer les défis lancés de village à village, dont fut jadis jalonnée l'histoire de la pelote, par des championnats en bonne et due forme. La « grande semaine » rassemble rituellement, au mois d'août, les finales toutes catégories de championnats de France. Cette année, en outre, un « mini mondial » réunira début septembre à Biarritz l'élite des joueurs mondiaux.

Car les frontons n'ont pas poussé seulement en France et en Espagne. De nombreux pays d'Amérique du Sud possèdent des ligues actives, et on joue aussi en Asie du Sud-Est. On se raconte sur les frontons les histoires de ces joueurs parmi les meilleurs, achetés à prix d'or par des impresarii yankees, et sur qui parient les New-Yorkais en vacances à Miami.

« Pelote-spectacle », maugréent de nombreux pratiquants : *« Les Américains ne considèrent pas ces joueurs autrement que des lévriers ou des chevaux »*. Car, pour de nombreux Basques, la pelote est, bien plus qu'un sport, *« une éthique, un art de vivre, une philosophie, une célébration quasi religieuse, inscrite au plus profond dans l'âme et la conscience de l'homme basque »*, s'exclamait Pierre Abeberry dans son homélie d'ouverture d'un récent championnat.

Une éthique ? A la pelote, l'arbitre est remplacé par un juge, qui n'intervient que sur demande de l'une ou l'autre équipe. Non sollicité, et même s'il constate quelques irrégularités, le juge se doit d'observer un silence stoïque.

Célébration religieuse ? L'alliance du chistera et du goupillon se porte bien. Certaines parties, le matin, s'arrêtent à l'heure de l'angélus : les joueurs restent figés sur place, les spectateurs se lèvent pour un instant de prière, après quoi la partie reprend. Etonnez-vous, après cela, qu'il vienne aux Basques des accents à deux doigts du mysticisme quand ils parlent pelote.

« Une question se pose, rappelait Pierre Abeberry dans la même homélie : *la cité de Dieu comportera-t-elle un fronton ? »* Et de répondre : *« Soyons sans inquiétude. Les Basques s'arrangeront bien pour y trouver un bout de mur, afin de continuer à jouer à la pelote au grand soleil de Dieu. »* ■

En savoir plus

ADRESSES :

Fédération française de pelote basque, trinquet moderne, avenue du Sous-Lieutenant-Iribarne, 64100 Bayonne, tél. (59) 59-22.34.

A Paris :

Fronton de Paris, 2, quai Saint-Exupéry, 75116 Paris, tél. 288-94-99.

Ligue régionale d'Ile-de-France, 30, rue des Favorites, 75015 Paris.

BIBLIOGRAPHIE :

La Pelote basque, histoire, technique et pratique. Louis Toulet, Ed. de Vecchi.

La Pelote basque, son art, ses secrets, ses règles. Roger Lagisquet, Ed. Solar (épuisé).

Chiquito de Cambo. Roger Lagisquet. (Chiquito de Cambo est considéré comme le plus grand joueur de tous les temps.)

FORMATION :

La Fédération, les ligues régionales et l'administration de la jeunesse et des sports organisent des stages de formation de cadres techniques dirigeants, joueurs adultes et initiation des jeunes. Se renseigner auprès de ces instances.

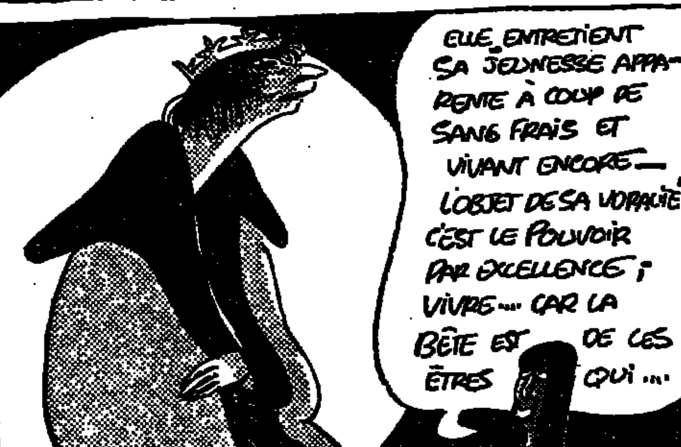
ÉQUIPEMENT :

Ce sport coûte cher. Compter près de 900 F pour un grand chistera et 100 F par pelote. La tenue conseillée est « l'habit de lumière », pantalon et chemisette blanche.















Le Monde
DIMANCHE

Les surréalistes appelaient cela « le cadavre exquis » : on écrit une phrase sur un bout de papier, on plie et on passe à son voisin. Pour l'été du *Monde Dimanche*, douze écrivains ont accepté d'écrire un feuilleton s'inspirant de ce petit jeu. A une différence près : chacun a pu lire les chapitres précédents avant d'entraîner intrigue et personnages au gré de sa fantaisie.



Les Douze sont, par ordre d'entrée en scène : Henri Troyat, Pierre-Jean Rémy, Max Gallo, Michel Déon, Roger Grenier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Enard, Erik Orsenna, Catherine Rihoit, Rafaël Pividal, Françoise Mallet-Joris et Bertrand Poirot-Delpech.

A quatre pas du soleil

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS. – Solange Paillard, femme de ménage au *Paradise*, cinéma des Champs-Elysées, se trouve entraînée dans de bien étranges aventures à Venise – tout cela parce qu'elle a trouvé sous un fauteuil un portefeuille appartenant à un certain Etienne Delachaume et contenant un papier avec cette formule mystérieuse : « *Z sur la droite . Deux fois. Y en plein. Quatre pas. Soleil.* »

Plusieurs personnages importants, particulièrement intéressés par cette formule sont sur les traces de Solange : Berryer, P.D.-G. de la Sporex (société de recherche en matière d'énergie), le commissaire Giocavi, le ministre français de l'énergie – et aussi Laura, la fille d'Etienne Delachaume.

Solange découvre peu à peu que tous ses proches sont mêlés à cette sombre affaire : son mari Antoine, veilleur de nuit à la Sporex, son futur gendre Marcel, également à la Sporex, et sa vieille amie Maryvonne – qui se révèle être aussi l'amie de Laura Delachaume.

Laura et Maryvonne tentent de mettre Solange au courant d'une affaire qui a une forte odeur de drogue...

THIERRY DALBY

⑩ Le commissaire sait parler aux femmes

Par RAFAEL PIVIDAL

« JE *veux être seule*, dit Solange.

– *Personne ne t'empêche de l'être.*

– *Bon, alors je suis seule. J'ai quarante ans, le début de la vie : à quarante ans une femme commence à vivre, les enfants ont grandi ; Patricia et Patrick sont grands et cons ; tous les enfants sont comme ça ; on se tue pour eux, mais ils vivent.* »

Solange s'enferma dans la bibliothèque ; elle savait ce qu'elle voulait faire. Elle avait compris. Les femmes se donnent l'air bête pour naviguer dans le monde absurde des hommes, des vieux, des fous.

Le soleil se couchait ; Giudecca, mince bande de terre, brillait à l'horizon, les dômes de Santa-Maria-della-Salute ressemblaient au Sacré-Cœur, ce monument élevé à la gloire de M. Thiers et de ses massacres. Nous n'avons rien oublié, ni Versailles, ni le bagne, ni les persécutions, celle qui toucha le peintre Courbet, par exemple, qui dut payer de sa poche la colonne Vendôme ; le savent-ils ceux qui vont acheter des diamants chez Van Cleef ?

Solange prit un livre en haut à droite, colonne Y. Deux fois. Deux volumes de Yeats, les Y ne sont pas nombreux. Elle ouvrit le deuxième livre : il était vide, comme elle s'y attendait ; dans le creux se trouvait une clé. Il suffisait d'inverser Y et Z. Elle se tourna vers une horloge, copie fidèle de la basilique de San-Marco. Le soleil à son déclin éclairait en plein le cadran, un rayon se posait sur la lettre Z dont il faisait briller l'or.

Solange s'approcha ; il y avait un trou dans le Z, la clé s'y adaptait ; elle fit jouer le pêne (en prenant parti de ses forces nouvelles), le cadran tout entier tourna découvrant un trésor : des liasses de billets de 100 dollars, des pièces d'or, des diamants. Elle avait rendu le portefeuille, rendrait-elle le trésor ? Non, pas si bête. Le seul problème était de transporter et de cacher ce pactole (500 millions de dollars au bas mot).

Il se trouvait contenu dans une valise, trop lourde pour ses bras de femme de ménage pourtant habitués aux durs travaux. Il fallait se faire aider par Laura et par Maryvonne, mais elle se méfiait de ces deux-là ; elle se méfiait de *tout* le monde. Il fallait ruser.

« *Pouvez-vous m'aider à porter cette valise ?*

– *Oui, qu'y a-t-il dedans ?*

– *Mes affaires, plus des trucs que j'ai achetés ici à Venise, des souvenirs.*

– *Des souvenirs en plomb si on en juge par le poids.* »

Les trois femmes tirant et poussant la valise arrivèrent jusqu'à la porte du palais.

« *Et maintenant ?*

– *Je prends un taxi.*

– *Pour aller où ?*

– *Au Lido, j'ai besoin de quelques jours de repos et l'air y est plus sain qu'à Venise.*

– *Tu as de l'argent ?* demanda Laura d'un air soupçonneux.

– *Un peu oui.*

– *On ne te quitte pas.* »

Un taxi rapide les conduisit jusqu'à l'île qui se trouve au large. Solange descendit dans le meilleur hôtel ; sa tenue, tailleur vert déchiré et crasseux, bas troués, étonna quelque peu le personnel, mais, bien stylé, il se garda de dire quoi que ce soit.

Solange s'installa dans une suite de grand luxe. Elle n'avait plus rien à se refuser. Finies les petites économies, les soucis de fin de mois, les privations sordides. Elle commanda du champagne, prit un bain, chargea Laura de lui acheter un nouveau tailleur, vert si possible ; elle avait changé de nature mais gardé ses anciens goûts. Elle fila une liasse de billets de 100 dollars à Laure qui feignit de trouver cette soudaine richesse tout à fait normale.

Elles se promenèrent sur la plage privée. Il ne faisait pas un temps à se baigner. Du brouillard s'élevait de l'Adriatique et une pluie fine tombait. Des chaises vides et trempées donnaient un air de désolation à ce lieu de tourisme et de plaisir. Elles rentrèrent à l'hôtel et se réfugièrent au bar.

NON loin d'elles, le ministre et le commissaire Giacovi les observaient.

« *La dame en vert, c'est Solange Paillard, femme de ménage au cinéma Paradise, elle est au centre de l'affaire.*

– *Une femme de ménage ?* dit avec quelque mépris le ministre.

– *Pourquoi pas ? C'est sa couverture. Elle ne travaille que le soir, cela lui laisse tout le temps pour se livrer au trafic et à l'intrigue.*

– *Et les autres ?*

– *Des comparses. Celle qui se trouve à droite s'appelle Laura Delachaume. Elle vient de payer un tailleur vert, horrible, avec un faux billet de 100 dollars. J'ai fait dire à la direction de l'hôtel d'accepter le billet, nous les rembourserons.*

– *C'est votre affaire. Mon ministère ne remboursera rien du tout. Cette histoire stupide nous a déjà coûté assez cher.*

– *Savez-vous draguer ?*

– *Non, auriez-vous perdu quelque chose dans l'Adriatique ? Elle est profonde.*

– *Draguer, baratiner.*

– *Oui, je me défends pas mal.*

– *Alors, on va faire un brin de cour à ces dames. La meilleure filature est celle qui se fait de près.* »

Ils s'approchèrent des trois femmes.

« *Vous permettez ?* dit le commissaire en touchant gracieusement son chapeau de flic.

– *Allez-y*, dit Solange.

– *C'est la première fois que vous venez dans cet endroit ?* demanda le ministre avec timidité.

– *Oui*, dit Solange.

– *Vous habitez chez vos parents ?*

– *Non.*

– *Moi, si*, dit Laura. »

Un ange passa ; il était vêtu d'une combinaison sous-marine.

– *Un ange est passé*, dit le ministre.

– *Un sous-marin des Soviets, oui, marmonna le commissaire. Bouchu et mal cousu.*

– *Qu'est-ce que vous faites dans la vie ?* demanda le ministre à Solange.

« *Il me drague* », pensa-t-elle pleine de fierté.

– *Je gratte les chewing-gums- Hollywood et je nettoie les graffiti pourris des chiottes, dans un cinéma porno.*

– *Ça doit être intéressant.*

– *Pas tellement. Je voulais faire du cinéma.*

– *Vous en faites.*

– *En effet. Et vous, vous êtes quoi ?*

– *Ministre.*

– *Cette blague ! Je vous ai jamais vu à la télé et je pourrais être votre mère.*

– *Je suis un nouveau ministre, nous respectons la démocratie, le pluralisme, nous laissons parler seulement la droite : à chaque fois qu'ils ouvrent la bouche ils perdent mille voix.*

– *Vous êtes de gauche ?*

– *Oui.*

– *Beurk ! Vous allez conduire le pays à la ruine, du moins c'est ce que dit la radio. Vous êtes trop jeune pour être ministre, de gauche en plus.*

– *Il prépare son bac en même temps*, dit le commissaire.

– *Vous préparez votre bac ?*

– *La première partie, je suis bon en français.* »

Le commissaire draguait Laura. Maryvonne, vexée, lisait un magazine italien.

« *Vous prendrez bien un dernier verre dans vos appartements*, proposa le commissaire.

– *Avec plaisir.*

– *Pas moi* », dit Maryvonne.

DANS un autre coin du bar, trois jeunes gens n'avaient rien perdu de cette conversation. L'un s'appelait Erik Orsenna, il chantait un air de rock à mi-voix ; les deux autres, Catherine Rihoit et Jean-Pierre Enard s'empiffraient de spaghetti au citron.

– *Les pâtes*, dit Enard, *ça fait maigrir, c'est le régime de Nicholson, il a déjà perdu 10 kilos en mangeant sans arrêt ces saloperies.*

– *Moi je ne les mange pas*, dit Catherine, *je les goûte.*

– *Vous en êtes à votre troisième assiette.*

– *Je suis consciencieuse.*

– *Vous avez vu la bande des quatre là-bas ?* dit Erik en imitant Elvis Presley.

– *Maigrir n'empêche pas d'écouter*, affirma Enard.

– *Un ministre qui soulève une bonniche...*

– *Ça ferait un beau livre.*

– *Oui, à condition que la femme de charge assassine le ministre* », dit Catherine.

Dans l'ascenseur, le commissaire expliqua son plan au ministre : « *Pendant que je me farcirai les deux dindes, vous fouillerez leur appartement.*

– *Pourquoi pas l'inverse ? Les flics savent mieux fouiller que les ministres.*

– *Mais les ministres ne savent pas parler aux femmes.*

– *Vous êtes vieux et laid.*

– *Et alors ? Ce n'est pas ça qui compte.* »

Pendant que le commissaire gambadait avec Solange et Laura, le pauvre ministre fouillait parmi les soutiens-gorge, collants et autres secrets. Il tomba (sans se faire mal) sur la valise bourrée de billets. Il empocha une liasse.

« *Pour en faire l'analyse.* »

« *Où il est mon ministre ?* criait Solange.

– *Dans les chiottes, il a la colique*, rétorquait le commissaire.

– *Pauvre type, il ne supporte pas la cuisine d'ici, de l'huile frite pour un homme encore au biberon. Il est quand même mignon.* »

⁂

Le commissaire et le ministre, une fois seuls, analysèrent la situation.

« *Elle a la valise, environ 500 millions de dollars en faux billets qui semblent dater de la dernière guerre.*

– *Le trésor de Mussolini.*

– *Probablement. Donné par Hitler pour ses vices et ses turpitudes. Il a dû cacher la somme avant d'aller à Salo. La droite apparemment était au courant.*

– *Cette Solange serait une femme de droite ?*

– *Il semble.*

– *Une femme de ménage de l'extrême droite ?*

– *C'est très fréquent. Vous les marxistes vous ne comprenez rien à la vie.*

– *Je ne suis pas marxiste. De Marx je ne retiens que la méthode. Ce n'est pas un dogme.*

– *Passons. Nous ne sommes pas là pour faire de la théorie. Que fait-on de ces faux dollars, faux diamants et fausses pièces d'or ?*

– *Et de ces trois femmes ?*

– *La meilleure solution, à mon avis, serait de ne rien faire. On rentre. La police italienne les arrêtera.*

– *Qu'allons-nous dire pour expliquer cette aventure ?*

– *Qu'il s'agit d'un roman de la pire espèce. Une histoire entièrement montée. Ne vous en faites pas, Solange retrouvera sa place au Paradise. Tout rentrera dans l'ordre, les portefeuilles dans les poches de leurs propriétaires ; les secrets mal gardés seront gardés à vue ; Patrick ne fera plus de moto.*

– *C'est qui Patrick ?*

– *Le fils de Solange. Il a eu un léger accident.*

– *Tout va bien alors ?*

– *Non, tout va mal. Ces faux dollars, en fait, sont de vrais dollars, émis par Roosevelt pour acheter Hitler et sauver ses victimes. Ils ne sont pas faux, ils sont trop vieux.*

– *La vieillesse serait-elle un mensonge ?*

– *Le vieux est parfois authentique (ainsi le meuble ancien), mais, la plupart du temps, il se dévalue. Lâcher ces dollars aujourd'hui serait une catastrophe.*

– *Que faire ?* Quid faceremus ?

– *Rien, je vous l'ai dit. Laissez cette affaire pourrir d'elle-même.* »

(A suivre.)

La semaine prochaine : Le secret du livre
Par Françoise Mallet-Joris.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437